

RAPPORT ANNUEL 1991

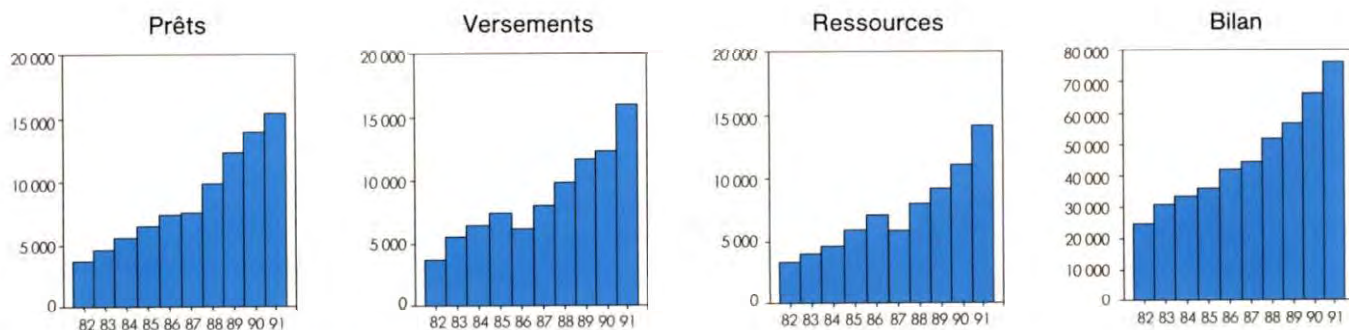
BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT

Chiffres Clés

(en millions d'euros)

| | 1991 | 1990 |
|---|-----------------|---------------------|
| Financements | | |
| Montant total | 15 338,8 | 13 393,4 |
| Sur ressources propres | 15 165,1 | 13 325,9 |
| dont prêts | 15 165,1 | 13 273,4 |
| dont garanties | — | 52,5 |
| Sur d'autres ressources | 173,7 | 67,5 |
| Dans la Communauté | 14 422,8 | 12 680,5 |
| Dans les pays ACP et les PTOM | 389,5 | 153,4 |
| Dans les pays du bassin méditerranéen | 241,5 | 344,5 |
| Dans les pays d'Europe centrale et orientale | 285,0 | 215,0 |
| Ressources collectées | | |
| Ressources collectées | 13 672,3 | 10 995,6 |
| En monnaies communautaires | 10 001,9 | 7 833,0 |
| En monnaies non communautaires | 3 670,4 | 3 162,6 |
| Versements effectués | | |
| Versements effectués | 15 508,8 | 11 951,7 |
| Sur ressources propres | 15 315,8 | 11 810,7 |
| Sur d'autres ressources | 193,0 | 141,0 |
| Encours total | | |
| Encours total | 72 713,3 | 61 944,8 |
| Financements sur ressources propres et garanties | 6 337,6 | 7 058,8 |
| Financements sur d'autres ressources | 58 892,6 | 48 459,4 (*) |
| Emprunts à long, moyen et court terme | | |
| Capital souscrit (au 1^{er} janvier) | | |
| Capital souscrit (au 1^{er} janvier) | 57 600,0 | 28 800,0 |
| dont versé et à verser | 4 320,9 | 2 595,9 |
| Réserves et résultats de gestion | | |
| Réserves et résultats de gestion | 6 718,9 | 6 860,4 |
| Total du bilan | | |
| Total du bilan | 74 290,7 | 62 342,4 (*) |
| Effectifs de la Banque | | |
| Effectifs de la Banque | 751 | 724 |

(*) Cf. états financiers page 63



Nota: les montants de ces graphiques sont exprimés en millions d'euros.

LA BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT

Institution financière de la Communauté européenne, la Banque européenne d'investissement (BEI) a été créée par le Traité de Rome instituant la Communauté économique européenne. Ses statuts constituent un protocole annexé au Traité.

Institution de droit public, autonome au sein de la Communauté, la BEI a pour membres les Etats formant la Communauté. Ceux-ci ont souscrit conjointement son capital.

*Comme **institution communautaire**, la BEI adapte en permanence son action à l'évolution des politiques communautaires; elle œuvre en faveur du renforcement de la cohésion économique et sociale et de la réalisation du marché unique.*

*Comme **Banque**, elle travaille en étroite collaboration avec la communauté bancaire, tant pour ses emprunts sur les marchés des capitaux que pour le financement d'investissements.*

La BEI accorde des prêts pour l'essentiel à partir de ressources empruntées. Celles-ci, auxquelles s'ajoutent les fonds propres (capital versé et réserves), constituent ses ressources propres.

Hors Communauté, la BEI intervient sur ses ressources propres ainsi que sur mandat à partir de ressources budgétaires de la Communauté ou des Etats membres.

Dans la Communauté

La BEI a pour vocation première de contribuer, de manière concrète, par le financement d'investissements, au développement équilibré de la Communauté, tout en respectant les règles d'une gestion bancaire rigoureuse.

Comme le prescrit l'article 20 de ses statuts, elle attache la plus grande attention «à ce que ses fonds soient utilisés de la façon la plus rationnelle dans l'intérêt de la Communauté».

— la protection de l'environnement et du cadre de vie ainsi que la sauvegarde du patrimoine architectural ou naturel;
— l'aménagement urbain;
— la réalisation des objectifs communautaires dans le domaine de l'énergie;
— le renforcement de la compétitivité internationale de l'industrie et de son intégration au plan communautaire;
— le soutien de l'activité des petites et moyennes entreprises à travers des prêts globaux.

tissements des petites et moyennes entreprises ainsi que des projets de moindre dimension dans les infrastructures ou visant à l'utilisation rationnelle de l'énergie ou à la protection de l'environnement relèvent le plus souvent des **prêts globaux**.

Les prêts globaux s'apparentent à des lignes de crédit temporaires ouvertes à des banques ou à des institutions financières opérant au niveau européen, national ou régional. Celles-ci les utilisent pour financer divers investissements de petites et moyennes entreprises ou de collectivités locales, selon les critères de la BEI.

LES OBJECTIFS

Conformément aux orientations fixées par l'article 130 du Traité de Rome et compte tenu de l'évolution des politiques communautaires, les investissements pouvant être pris en considération par la BEI doivent contribuer à un ou plusieurs des objectifs suivants:

— le développement économique des régions moins favorisées;
— l'amélioration des infrastructures de transport et de télécommunication d'intérêt européen;

LES INVESTISSEMENTS

Les prêts de la BEI peuvent être octroyés à des emprunteurs publics ou privés. Ils concernent tous les secteurs productifs, qu'il s'agisse:

— des infrastructures,
— de l'énergie,
— de l'industrie, des services et de l'agriculture.

La BEI finance les investissements de grande dimension par des **prêts individuels** conclus directement ou avec divers intermédiaires financiers. Les inves-

Dans tous les cas, la BEI ne finance qu'une partie du coût des investissements, en complément des fonds propres de l'emprunteur et d'autres sources de financement. Le montant du prêt ne peut pas, normalement, dépasser 50 % du coût des investissements. La BEI facilite le financement de programmes d'investissement en liaison avec les interventions des Fonds structurels et des autres instruments financiers de la Communauté; des prêts peuvent être utilisés

conjointement avec des subventions nationales ou communautaires.

L'instruction du projet, menée par les services de la BEI, vérifie l'intérêt économique des investissements concernés et leur viabilité. Elle porte aussi sur leur cohérence avec ses propres critères d'intervention, les orientations des politiques communautaires et le respect des réglementations en matière de protection de l'environnement et d'appels à la concurrence. De même, la situation financière du promoteur, les perspectives de cash-flow et les garanties offertes sont examinées.

A l'issue de l'instruction et sur proposition du Comité de direction de la BEI, le Conseil d'administration décide de l'octroi du prêt en tenant compte des avis formulés par l'Etat membre concerné et par la Commission des Communautés européennes.

LES CARACTÉRISTIQUES DES PRÊTS

La durée

La BEI octroie des prêts à long terme dont la durée dépend du type et de la vie technique du projet. La durée des prêts est généralement comprise entre 7 et 12 ans pour les projets industriels; elle peut aller jusqu'à 20 ans, voire plus, pour les infrastructures.

Les monnaies

Le prêt, selon le type choisi, est décaissé au pair:

— en une seule monnaie, en particulier, celles des Etats membres et l'écu;

— en plusieurs monnaies, soit dans des assortiments-types dont la durée, la composition et le taux sont préétablis, soit dans des assortiments modulés selon les préférences des emprunteurs de la BEI et ses disponibilités.

Le taux d'intérêt

Sa cote de crédit de premier ordre («AAA») permet à la BEI d'emprunter aux meilleures conditions du moment.

Ne poursuivant pas de but lucratif, elle reprête les fonds qu'elle a empruntés sur les marchés à un taux qui, adapté d'une façon continue, reflète pour chaque monnaie le coût du marché, majoré d'une marge de 0,15 % destinée à couvrir ses frais de fonctionnement.

Les taux peuvent être fixés, soit à la signature du contrat, soit lors de chaque décaissement (contrat à taux ouvert). Les prêts sont principalement accordés à taux fixe; ils peuvent être à taux révisable, après une période déterminée, de 4 à 10 ans en règle générale. Ils peuvent être aussi à taux variable, éventuellement convertible en taux fixe.

Le mode de fixation des taux est identique pour l'ensemble des pays et secteurs. La BEI n'accorde pas de bonifications d'intérêt; celles-ci peuvent toutefois être consenties par des instances tierces.

* * *

A l'extérieur de la Communauté

D'après l'article 18(1) deuxième alinéa des statuts, la BEI, sur autorisation unanime de son Conseil des gouverneurs, peut accorder des financements pour des projets à l'extérieur de la Communauté.

Cette disposition est appliquée:

— cas par cas, pour autoriser le financement de certains investissements présentant un intérêt particulier pour la Communauté (par exemple: communications par satellites, approvisionnement en énergie...);

— globalement, à concurrence d'un montant déterminé par pays ou groupe de pays dans le cadre d'accords, conventions ou décisions organisant la coopération financière de la Communauté.

Dans ce dernier contexte, le champ d'activité de la BEI s'étend:

— aux soixante-neuf Etats d'Afrique, des Caraïbes, du Pacifique signataires de la Convention de Lomé (Etats ACP), ainsi qu'aux pays et territoires d'outre-mer (PTOM);


— à douze pays du bassin méditerranéen;

— à cinq pays d'Europe centrale et orientale.

Des modalités particulières sont appliquées aux financements accordés à l'extérieur de la Communauté dont les conditions sont fixées par les différents accords de coopération financière.



RAPPORT ANNUEL 1991



Ce rapport est également disponible
dans les langues suivantes:

| | | |
|----|------|---------------|
| DA | ISBN | 92-861-0259-3 |
| DE | ISBN | 92-861-0260-7 |
| EN | ISBN | 92-861-0262-3 |
| ES | ISBN | 92-861-0258-5 |
| GR | ISBN | 92-861-0261-5 |
| IT | ISBN | 92-861-0264-X |
| NL | ISBN | 92-861-0265-8 |
| PT | ISBN | 92-861-0266-6 |

ISBN 92-861-0263-1
Rédaction achevée le 7 avril 1992

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

| Les organes de direction | Pages |
|---|--------------|
| Conseil des gouverneurs | 4 |
| Comité de vérification | 4 |
| Conseil d'administration | 5 |
| Comité de direction - structure des services | 6 |
| Avant-propos | 9 |
| La BEI, institution financière de la Communauté. | 11 |
| L'activité | 11 |
| L'environnement économique | 13 |
| Le contexte communautaire | 17 |
| La BEI en 1991: les financements dans la Communauté | 23 |
| Présentation par objectifs de politique communautaire | 26 |
| Présentation des financements par pays | 35 |
| La BEI en 1991: les financements à l'extérieur de la Communauté. | 44 |
| États ACP et PTOM | 44 |
| Pays de la Méditerranée | 48 |
| Pays d'Europe centrale et orientale | 50 |
| Les ressources empruntées en 1991. | 51 |
| L'évolution des marchés des capitaux | 51 |
| L'activité de la BEI sur les marchés des capitaux | 52 |
| Les résultats de gestion | 59 |
| Le fonctionnement de la BEI | 60 |

Encadrés

Augmentation du capital en 1991: 57 600 millions (p. 16) — La BEI et le Traité sur l'Union européenne (p. 18) — Coopération internationale et assistance technique pour améliorer l'environnement (p. 20) — Les prêts globaux dans la Communauté (p. 24) — La BEI et les grandes infrastructures ferroviaires (p. 28) — Transport et distribution d'électricité (p. 40) — De la 3^{ème} à la 4^{ème} Convention de Lomé (p. 46) — Versements et encours (p. 56)

DEUXIÈME PARTIE

| | |
|----------------------------------|-----|
| États financiers | 63 |
| Liste des financements | 80 |
| Tableaux statistiques | 95 |
| Notes au lecteur | 113 |

CONSEIL DES GOUVERNEURS

Situation au 1^{er} juin 1992

Président

Bertie AHERN (Irlande)

Albert REYNOLDS (Irlande)
jusqu'en novembre 1991

Pierre BÉRÉGOVOY (France)
jusqu'en juin 1991

BELGIQUE

Philippe MAYSTADT, Ministre des Finances

DANEMARK

Henning DYREMOSE, Ministre des Finances

ALLEMAGNE

Theo WAIGEL, Ministre Fédéral des Finances

GRÈCE

Stephanos MANOS, Ministre de l'Économie Nationale

Efthymios CHRISTODOULOU, Ministre de l'Économie Nationale
jusqu'en février 1992

Georgios SOUFLIAS, Ministre de l'Économie Nationale
jusqu'en janvier 1991

ESPAGNE

Carlos SOLCHAGA CATALÁN, Ministre de l'Économie et des Finances

FRANCE

Michel SAPIN, Ministre de l'Économie et des Finances

Pierre BÉRÉGOVOY, Ministre d'État, Ministre de l'Économie, des Finances et du Budget
jusqu'en avril 1992

IRLANDE

Bertie AHERN, Ministre des Finances

Albert REYNOLDS, Ministre des Finances
jusqu'en novembre 1991

ITALIE

Guido CARLI, Ministre du Trésor

LUXEMBOURG

Jacques SANTER, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre du Trésor

PAYS-BAS

Wim KOK, Ministre des Finances

PORTUGAL

Jorge BRAGA DE MACEDO, Ministre des Finances

Luis Miguel C. Pizarro BELEZA, Ministre des Finances
jusqu'en octobre 1991

ROYAUME-UNI

Norman LAMONT, Chancelier de l'Échiquier

COMITÉ DE VÉRIFICATION

Situation au 1^{er} juin 1992

Président

Albert HANSEN, Secrétaire général du Conseil du gouvernement, Luxembourg

Constantin THANOPOULOS, Vice-Gouverneur, Banque Nationale de Crédit Foncier de Grèce, Athènes, *jusqu'en juin 1991*

Membres

Albert HANSEN

João PINTO RIBEIRO, Juiz Conselheiro, Cour des comptes, Lisbonne

Constantin THANOPOULOS

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Situation au 1^{er} juin 1992

Président: Ernst-Günther BRÖDER

Vice-Présidents:

Lucio IZZO

Alain PRATE

Ludovicus MEULEMANS

Roger LAVELLE

Hans DUBORG

José de OLIVEIRA COSTA, à partir de janvier 1992

M. Miguel A. ARNEDO ORBAÑANOS a exercé les fonctions de Vice-Président jusqu'en décembre 1991 et a été nommé, depuis, Vice-Président honoraire

Administrateurs

| | |
|------------------------------|---|
| Luigi ARCUTI | Presidente dell'Istituto Mobiliare Italiano, Rome |
| Bruno BIANCHI | Condirettore Centrale, Banque d'Italie, Rome |
| Richard BRANTNER | Sprecher des Vorstands der Kreditanstalt für Wiederaufbau, Francfort |
| Corneille BRÜCK | Président du Conseil d'administration de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg |
| Manuel CONTHE GUTIÉRREZ | Director General del Tesoro y Política Financiera, Ministère de l'Économie et des Finances, Madrid, jusqu'en février 1991 |
| Jos de VRIES | Plaatsvervangend Directeur, Directie Buitenlandse Financiële Betrekkingen, Ministère des Finances, La Haye |
| Mario DRAGHI | Direttore Generale del Tesoro, Ministère du Trésor, Rome, à partir d'avril 1991 |
| Huw P. EVANS | Deputy Secretary (Overseas Finance), Trésorerie, Londres |
| Vicente J. FERNÁNDEZ | Subdirector General del Tesoro y Política Financiera, Ministère de l'Économie et des Finances, Madrid, à partir de mars 1991 |
| Manuel E. FRANÇA E SILVA | Director-Geral do Tesouro, Ministère des Finances, Lisbonne, à partir de février 1991 |
| Winfried HECK | Ministerialdirigent, Ministère Fédéral des Finances, Bonn |
| Philippe JURGENSEN | Directeur Général de la Caisse Centrale de Coopération Économique, Paris |
| Yves LYON-CAEN | Président Directeur général du Crédit National, Paris, à partir de septembre 1991 |
| Rudolf MORAWITZ | Ministerialdirigent, Ministère Fédéral de l'Économie, Bonn |
| Miguel MUÑIZ DE LAS CUEVAS | Presidente del Instituto de Crédito Oficial, Madrid |
| Maurice O'CONNELL | Second Secretary, Ministère des Finances, Dublin, à partir d'avril 1991 |
| Giovanni RAVASIO | Directeur Général des Affaires Économiques et Financières, Commission des Communautés européennes, Bruxelles |
| Alexander J. O. RITCHIE | Former Chairman, The Union Discount Company of London, plc, Londres |
| Denis SAMUEL-LAJEUNESSE | Chef du Service des Affaires Internationales, Direction du Trésor, Ministère de l'Économie et des Finances, Paris |
| Mario SARCINELLI | Direttore Generale del Tesoro, Ministère du Trésor, Rome, jusqu'en mars 1991 |
| Michael J. SOMERS | Chief Executive, National Treasury Management Agency, Dublin, jusqu'en mars 1991 |
| Lars TYBJERG | Member of the Board of Directors, European Bank for Reconstruction and Development, London |
| Jan H. G. VANORMELINGEN | Directeur-generaal van de Administratie der Thesaurie, Ministère des Finances, Bruxelles |
| Roy WILLIAMS | Deputy Secretary, Ministère du Commerce et de l'Industrie, Londres |
| Dimitrios ZACHARIADIS-SOURAS | Ancien Conseiller du Ministre de l'Économie Nationale, Ministère de l'Économie Nationale, Athènes |
| Suppléants | |
| David BOSTOCK | Under Secretary, European Community Group, Trésorerie, Londres |
| Pierre DUQUESNE | Sous-Directeur des Affaires multilatérales, Direction du Trésor, Ministère de l'Économie et des Finances, Paris, à partir de mai 1991 |
| L. Fernanda FORCIGNANÒ | Direttore Generale dei Servizi Speciali e del Contenzioso del Tesoro, Ministère du Trésor, Rome |
| Daniel GIROUX | Sous-Directeur des Affaires Multilatérales, Direction du Trésor, Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget, Paris, jusqu'en avril 1991 |
| M.J.L. JONKHART | President-Directeur, De Nationale Investeringsbank N.V., La Haye |
| Eberhard KURTH | Ministerialdirektor, Ministère Fédéral de la Coopération Économique, Bonn, à partir de septembre 1991 |
| Horst MOLTRECHT | Ministerialdirektor i. R., Ministère Fédéral de la Coopération Économique, Bonn, jusqu'en août 1991 |
| Maurice O'CONNELL | Second Secretary, Ministère des Finances, Dublin, jusqu'en mars 1991 |
| Thomas O'DWYER | Directeur Général de la Coordination des Politiques Structurelles, Commission des Communautés européennes, Bruxelles |
| Oliver PAGE | Head of the Developing World Division, Banque d'Angleterre, Londres |
| Eckard PIESKE | Ministerialdirigent, Ministère Fédéral des Finances, Bonn |
| Hélène PLOIX | Directeur Général adjoint chargé de la direction des activités bancaires et financières à la Caisse des Dépôts et Consignations, Paris |
| Giovanni SACCO | Dirigente Superiore, Direzione Generale del Tesoro, Ministère du Trésor, Rome |
| Michael J. SOMERS | Chief Executive, National Treasury Management Agency, Dublin, à partir d'avril 1991 |
| J. I. C. TOSCANO | Subdirector-Geral do Tesouro, Ministère des Finances, Lisbonne, à partir de février 1991 |

COMITÉ DE DIRECTION

Situation au 1^{er} juin 1992

Président: Ernst-Günther BRÖDER
Vice-présidents: Lucio IZZO
Alain PRATE
Ludovicus MEULEMANS
Roger LAVELLE
Hans DUBORG
José de OLIVEIRA COSTA, à partir de janvier 1992
Miguel A. ARNEDO ORBANANOS, jusqu'en décembre 1991

Structure des services

Situation au 1^{er} juin 1992

Groupe consultatif: Dieter HARTWICH, Eugenio GREPPI, Philippe MARCHAT, Herbert CHRISTIE

Secrétaire Général
Dieter HARTWICH, Directeur
Direction de l'Administration Générale

DIRECTEURS DE DÉPARTEMENT

Audit interne
Information, Relations Publiques
Coordination

CHEFS DE DIVISION

Jean-Claude CARREAU
Karl Georg SCHMIDT
Andrew ALLEN

Personnel
Ronald STURGES

Administration du Personnel
Politique du Personnel

Rémy JACOB
Gerlando GENUARDI
Jörg-Alexander UEBBING
(Conseiller de direction)

Secrétariat et Affaires Générales
Bruno EYNARD

Bureau de Représentation à Bruxelles
Secrétariat
Traduction
Services Intérieurs

Joachim MÜLLER-BORLE
Peter HELGER
Christopher SIBSON
Adriaan ZILVOLD

Services de Management
Roger ADAMS

Organisation et Méthodes
Informatique
Budget

Dominique de CRAYENCOUR
Ernest ERPELDING
Hugo WOESTMANN

Financements dans la Communauté
Direction 1

Eugenio GREPPI, Directeur ⁽¹⁾

Opérations en Italie, Rome
Giorgio RATTI, Directeur Central
Ernest LAMERS

Filippo MANZI
Alain BELLAVOINE
Agostino FONTANA
Caroline REID

Opérations au Danemark, en Allemagne et en Espagne
José OLIVA MARÍN

Bureau de Madrid

Fridolin WEBER-KREBS
Walter CERNOIA
Fernando DE LA FUENTE
(Chef du bureau)

Direction 2
Pitt TREUMANN, Directeur

Opérations en France, Grèce, Belgique, au Luxembourg et aux Pays-Bas
Gérard d'ERM

Bureau d'Athènes

Jean-Louis BIANCARELLI
Konstantin ANDREPOULOS
Christian CAREAGA
Arghyro YARMENITOU
(Chef du bureau)

Opérations au Royaume-Uni et en Mer du Nord, en Irlande et au Portugal
Francis CARPENTER

Bureau de Lisbonne

Bureau de Londres

Brian FEWKES
Jos VAN KAAM
Richard POWER
Thomas BARRETT
(Conseiller de direction)
Filipe CARTAXO
(Chef du bureau)
Guy BAIRD
(Chef du bureau)

Unités organisationnelles référant aux Directions 1 et 2

Coordination

Administration des Financements
Thomas HALBE

André DUNAND

Manfred KNETSCH
Alessandro MORBILLI
José Manuel MORI
Andreas VERYKIOS

⁽¹⁾ Préside également le groupe de coordination pour l'ensemble des opérations dans la Communauté.

Structure des services *(suite)*

Direction des Financements à l'extérieur de la Communauté Jacques SILVAIN, Directeur

DIRECTEURS DE DÉPARTEMENT

CHEFS DE DIVISION

Coordination
Appui au contrôle des financements
Unité Europe de l'Est

Martin CURWEN
Alfred KAWAN
Terence BROWN
Christopher KNOWLES
(Conseiller de direction)

ACP 1
Thomas OURSIN

Jacqueline NOËL
Patrick THOMAS
Guy BERMAN

ACP 2
Rex SPELLER

Justin LOASBY
Nicolas URMES
Claudio CORTESE

Pays Méditerranéens
Pietro PETTOVICH

Jean-Paul SEILLER
Robert WILSON

Direction des Finances et de la Trésorerie Philippe MARCHAT, Directeur

Marchés des Capitaux
Ulrich DAMM

Coordination

Henri-Pierre SAUNIER
Jean-Claude BRESSON
Ulrich MEIER
Thomas HACKETT
Joseph VOGTEN

Trésorerie
Luc WINAND

Lucio RAGUSIN
Eberhard UHLMANN
Ralph BAST
Iain JAMIESON

Comptabilité Générale
François ROUSSEL

Charles ANIZET
Luis BOTELLA MORALES

Direction des Études Herbert CHRISTIE, Directeur

Études économiques dans la Communauté
Michel DELEAU

Coordination

Jacques GIRARD
Patrice GÉRAUD
Carlo BOLATTI
Horst FEUERSTEIN
Mateu TURRO CALVET

Études économiques à l'extérieur de la Communauté
Luigi GENAZZINI

Stephen McCARTHY
Daniel OTTOLENGHI
Henri BETTELHEIM
(Conseiller de direction)

Études Financières
Alfred STEINHERR

Documentation et Bibliothèque

Pier Luigi GILIBERT
Marie-Odile KLEIBER

Direction des Affaires juridiques

Xavier HERLIN ⁽¹⁾

Giannangelo MARCHEGIANI
Roderick DUNNETT
Marc DUFRESNE
Robert WAGENER
Hans-Jürgen SEELIGER

Corps des Conseillers Techniques

CHEFS DE GROUPE

Agribusiness

Jean-Jacques SCHUL ⁽²⁾

Industrie manufacturière et électronique
J. Garry HAYTER

Péto-énergie, industrie chimique, aéronautique
Hemming JØRGENSEN

Énergie électrique, mines, déchets
Günter WESTERMANN

Infrastructure
Peter BOND

CONSEILLERS TECHNIQUES

Peder PEDERSEN

Patrick MULHERN
Bernard BÉLIER

Jean-Jacques MERTENS
Richard DEELEY

René VAN ZONNEVELD
Gerhart GERECHT
(Conseiller de direction)

Jean-Pierre DAUBET
Philippe OSTENC
Luis LOPEZ RODRIGUEZ

⁽¹⁾ Faisant fonction de directeur depuis le 1. 1. 1991.

⁽²⁾ Assure la coordination des activités du corps des CT.



AVANT-PROPOS

Année charnière pour la construction européenne, 1992 a débuté par la signature du Traité sur l'Union européenne réalisant une novation des textes constitutifs de la Communauté. Ce Traité confère à la Banque européenne d'investissement, en sa qualité d'institution financière de la Communauté, un rôle majeur et, donc, une responsabilité particulière dans la réalisation de l'Union.

Les objectifs économiques de l'Union se situent dans le droit fil de l'action menée par la BEI pour favoriser le développement équilibré de la Communauté et le renforcement de son potentiel économique. Le protocole sur la cohésion économique et sociale de la Communauté réaffirme la vocation première de la Banque à orienter l'épargne au profit d'investissements économiquement justifiés dans les régions les moins favorisées. Par ailleurs, le nouveau Traité appelle la mise en œuvre de politiques communes dans des domaines où la Banque est déjà fort active et dispose d'une importante expérience: constitution des réseaux transeuropéens de communication et d'échange d'énergie, renforcement de la compétitivité industrielle, protection de l'environnement et coopération au développement avec les pays tiers.

Avec 13,7 milliards d'écus empruntés sur les marchés des capitaux et 15,3 milliards d'écus de prêts consentis et effectivement déboursés, la BEI a mobilisé, en 1991, un volume de fonds supérieur à toute autre institution financière internationale. Cette position de premier ordre sur les marchés financiers lui permet d'apporter d'importants moyens financiers, aux meilleures conditions du moment, pour des investissements qui concrétisent les objectifs de la Communauté. Agissant en complémentarité du secteur bancaire, la BEI met à disposition des investissements qu'elle soutient son professionnalisme et sa connaissance spécifique de la Communauté: elle s'est ainsi associée, en 1991, à la réalisation de quelque 60 milliards d'écus d'investissements, ce qui correspond à près de 6 % de la formation de capital fixe dans les Etats membres pour l'année.

Ces résultats, en progression de près de 15 % par rapport à l'exercice précédent, ont été obtenus dans un environnement politique et financier particulièrement mouvementé. Ils traduisent la capacité de la BEI, en tant qu'institution communautaire et banque, d'adapter son action au bénéfice de sa mission, tout en développant sa spécificité. Afin de tenir compte de l'évolution prévisible du contexte de son activité, la Banque a engagé, à la lumière d'études de consultants extérieurs, un processus d'adaptation de ses méthodes et de ses structures de management.

Plus que par une modification de ses critères et priorités d'action, c'est donc par une intensification de son activité que la BEI répondra au renforcement de l'intégration communautaire. La BEI dispose des capacités nécessaires à la mobilisation - sans peser sur les finances publiques des Etats membres - des importants volumes de fonds appelés par la réalisation du marché intérieur européen; elle est également à même, par la rigueur de ses évaluations de projets, de contribuer à une allocation équilibrée des investissements en Europe au profit des régions et des secteurs économiques où son action est la plus durablement utile.

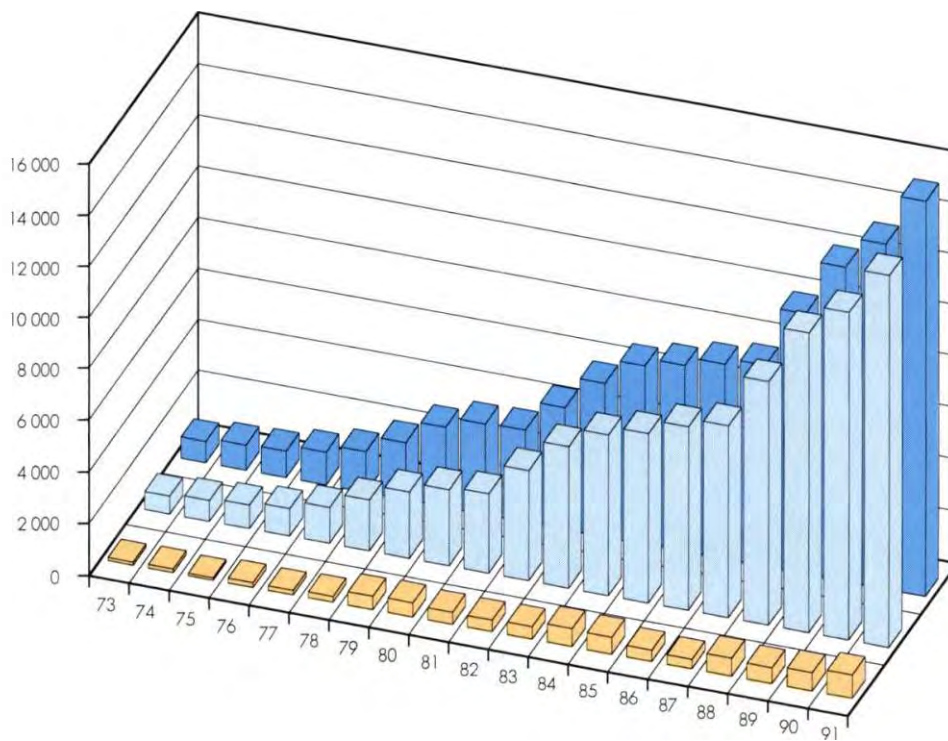
La Banque européenne d'investissement est ainsi déterminée à poursuivre son action en faveur de la modernisation et de l'intégration de l'économie européenne, dans un espace unifié bénéficiant de la disparition des risques de change et du resserrement des coûts de production à mesure que se réalise la mise en place de la monnaie unique. C'est pourquoi la BEI continuera de prêter une attention soutenue à l'identification et au suivi des investissements qu'elle finance, afin, non seulement, de s'assurer de leur qualité économique, mais encore de contribuer au développement équilibré de la Communauté.

Ernst-Günther BRODER
Président



Financements (contrats signés) de 1973 à 1991

(millions d'écus courants)



- Total
- Dans la Communauté
- À l'extérieur de la Communauté

LA BEI, INSTITUTION FINANCIÈRE DE LA COMMUNAUTÉ

L'activité en 1991

Institution financière de la Communauté, la Banque européenne d'investissement a pour mission de contribuer au développement équilibré, à l'intégration et à la cohésion économique et sociale de l'ensemble des pays membres. A cette fin, elle met en œuvre des moyens bancaires pour soutenir le financement

de projets d'investissements. Elle intervient également pour des projets dans les pays tiers avec lesquels la Communauté a conclu des accords de coopération économique et financière.

Pour remplir sa mission, la BEI accorde des prêts sur ses ressources propres et

des garanties (cf. note 5e page 114). Elle intervient également, surtout en dehors des pays membres, sur mandat et sur ressources budgétaires de la Communauté ou des Etats membres; ces financements sont comptabilisés hors bilan dans la section spéciale (cf. page 66).

Les contrats de financements signés en 1991 atteignent un montant total de 15 339 millions ⁽¹⁾ (13 393 millions en 1990), soit une augmentation de 14,5 % aux prix courants et 9,1 % en termes réels (cf. note 7 page 114).

Ils portent sur 15 165 millions de prêts sur ressources propres (13 326 millions de prêts et de garanties en 1990) et sur 174 millions d'opérations financées sur d'autres ressources (68 millions en 1990).

Afin de répondre à des demandes de

décaissement particulièrement élevées (15 316 millions contre 11 811 millions en 1990), la BEI a fortement accru ses **emprunts sur les marchés des capitaux**. Ils ont atteint 13 672 millions, soit 24 % de plus qu'en 1990 (10 996 millions). Environ 75 % ont été collectés à long et moyen terme à taux fixe et 25 % à taux variable, dont 8 % à court terme.

Ces emprunts sont constitués à raison des trois quarts par des monnaies communautaires. L'écu occupe pour la troisième année le premier rang (2,5 milliards et plus de 18 % du total des emprunts).

Les prêts pour des investissements **dans la Communauté** s'élèvent à 14 423 millions, dont 39 millions sur ressources du NIC (cf. liste page 83). Ce résultat traduit une augmentation de 14 % en un an et de 15 % en moyenne annuelle depuis l'adhésion, début 1986, de l'Espagne et du Portugal.

Des investissements ont été financés dans tous les pays de la Communauté; l'activité a particulièrement progressé en Espagne, au Portugal, en Grèce mais aussi en Allemagne, où l'accroissement de l'activité est associé au développement des concours dans les Länder orientaux.

⁽¹⁾ Toutes les données de ce rapport sont exprimées, sauf indications contraires, en écu et ont été arrondies au million.

Tableau 1: **Montant des contrats signés en 1991 et de 1987 à 1991**
Répartition selon l'origine des ressources et la localisation

| | 1991 | | 1987-1991 | |
|--|-----------------|--------------|-----------------|--------------|
| | millions d'écus | % | millions d'écus | % |
| Prêts sur ressources propres et garanties | 15 165,1 | 98,9 | 57 184,1 | 97,3 |
| à l'intérieur de la Communauté | 14 383,6 | 93,8 | 54 543,2 | 92,8 |
| dont prêts | 14 383,6 | 93,8 | 54 305,7 | 92,4 |
| dont garanties | — | — | 237,5 | 0,4 |
| à l'extérieur de la Communauté | 781,5 | 5,1 | 2 640,9 | 4,5 |
| Financements sur d'autres ressources | 173,7 | 1,1 | 1 586,8 | 2,7 |
| à l'intérieur de la Communauté | 39,2 | 0,3 | 922,8 | 1,6 |
| à l'extérieur de la Communauté | 134,5 | 0,9 | 664,0 | 1,1 |
| Total général | 15 338,8 | 100,0 | 58 770,9 | 100,0 |
| à l'intérieur de la Communauté | 14 422,8 | 94,0 | 55 465,9 | 94,4 |
| à l'extérieur de la Communauté | 916,0 | 6,0 | 3 305,0 | 5,6 |

Le Traité sur l'Union européenne a souligné l'importance de l'action de la BEI en faveur de la cohésion économique et sociale. Les financements dans les régions moins favorisées de la Communauté, objectif prioritaire de la BEI, ont progressé de plus d'un milliard et constituent 63 % du total. Environ les neuf dixièmes du montant correspondant concernent des investissements localisés dans les zones éligibles aux actions structurelles de la Communauté.

La BEI contribue également au renforcement de la cohésion économique et sociale de la Communauté en soutenant le développement de réseaux d'infrastructures assurant les communications entre ses diverses régions et facilitant les liaisons d'intérêt communautaire. Elle accorde des financements aux investisse-

ments nécessaires pour protéger l'environnement et améliorer le cadre de vie, ou destinés à l'exploitation des ressources en énergie et à la diversification de l'approvisionnement de la Communauté.

Dans ses interventions en faveur d'investissements des secteurs productifs, la BEI attache une importance particulière au renforcement de la compétitivité internationale de l'industrie communautaire et au développement des petites et moyennes entreprises, dont le dynamisme et l'impact sur l'emploi sont très importants, notamment au niveau régional.

L'orientation des financements de la Banque européenne d'investissement témoigne de son engagement pour la réalisation des objectifs communautaires

et de sa capacité à proposer des conditions de prêts adaptées aux besoins des investisseurs.

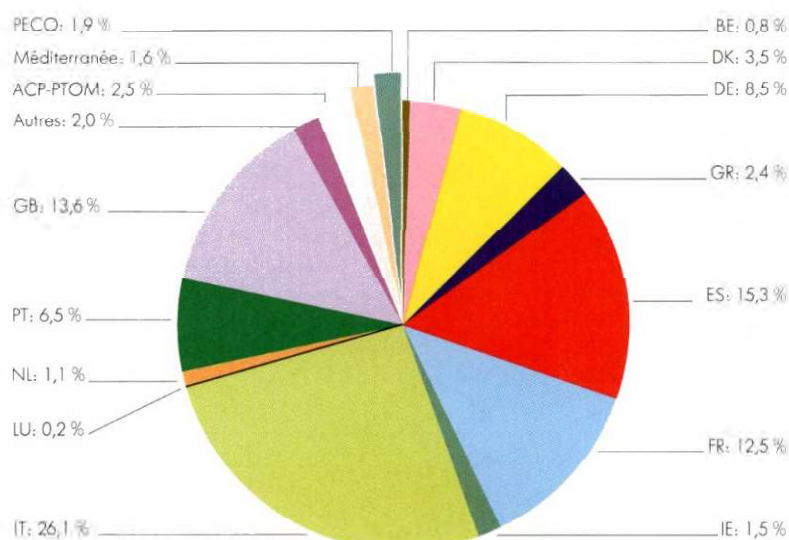
A l'extérieur de la Communauté, les concours s'élèvent à 916 millions (713 millions en 1990), soit 781,5 millions sur ressources propres et 134,5 millions sur ressources budgétaires (cf. liste page 91). L'entrée en vigueur de la quatrième Convention de Lomé a permis une sensible reprise des financements dans les pays d'Afrique, des Caraïbes, du Pacifique (ACP) et dans les pays et territoires d'outre-mer (PTOM). Les interventions se sont poursuivies dans les pays du sud de la Méditerranée, ainsi que les pays d'Europe centrale et orientale (PECO), éligibles aux financements de la Banque.

Montant des contrats signés
(millions d'écus)

| 1991 | | 1990 |
|----------|--------------|----------|
| 115,6 | Belgique | 206,3 |
| 538,6 | Danemark | 564,7 |
| 1 300,1 | Allemagne | 863,5 |
| 366,9 | Grèce | 176,3 |
| 2 342,5 | Espagne | 1 942,0 |
| 1 924,4 | France | 1 684,6 |
| 237,0 | Irlande | 217,7 |
| 4 000,7 | Italie | 3 855,7 |
| 28,6 | Luxembourg | 11,8 |
| 175,4 | Pays-Bas | 245,3 |
| 1 002,1 | Portugal | 794,7 |
| 2 090,5 | Royaume-Uni | 1 892,8 |
| 300,4 | Autres (*) | 225,1 |
| 14 422,8 | Communauté | 12 680,5 |
| 389,5 | ACP-PTOM | 153,4 |
| 241,5 | Méditerranée | 344,5 |
| 285,0 | PECO | 215,0 |
| 15 338,8 | Total | 13 393,4 |

(*) Projets d'intérêt communautaire situés en dehors du territoire des Etats membres (cf. note 5d page 113)

Pourcentage de l'activité par pays en 1991 (*)



(*) Pour les abréviations, cf. note 3, page 113

L'environnement économique

1991: UNE ANNÉE DE FAIBLE CROISSANCE

Dans l'ensemble des pays de l'OCDE, 1991 a été une année de croissance faible succédant au ralentissement observé en 1990. L'activité économique n'y a progressé globalement que d'environ

1 % contre 2,6 % en 1990⁽¹⁾. Les signes de ralentissement observés dans plusieurs pays dès la mi-90, après quatre années de croissance soutenue, se sont amplifiés durant le premier semestre 91 en liaison avec la crise du Golfe, la récession de l'économie américaine, les bouleversements intervenus en Europe

centrale et orientale et, en particulier, l'éclatement de l'Union Soviétique. L'ensemble du monde a ainsi connu une très faible croissance, de l'ordre de 0,2 %, avec un nouveau ralentissement des échanges internationaux et une dégradation de l'emploi.

Dans la Communauté, la croissance de l'économie a nettement fléchi en 1991, s'établissant à 1,3 % contre 2,8 % en 1990, 3,3 % en 1989 et 4 % en 1988. Ce taux, le plus faible depuis 1982, recouvre des causes multiples, des rythmes différents et des situations contrastées, avec, aux extrêmes, l'Allemagne⁽²⁾ (+3,4 %) et le Royaume-Uni (-2,2 %).

L'investissement global s'est fortement contracté après une croissance cumulée

de près de 30 % au cours des cinq dernières années et aurait ainsi baissé en termes réels (-0,3 %), pour la première fois depuis la récession de 1981-1982. Cette dégradation reflète notamment les anticipations des entreprises sur l'évolution de la demande, le maintien des taux d'intérêt à un niveau élevé et un certain déclin de la rentabilité du capital.

Au sein de l'investissement global, les dépenses d'équipement ont suivi le même mouvement de repli: -0,9 % (contre 4,9 % de croissance en 1990 et 8,5 %, 11,2 %, 8,3 % au cours des trois années précédentes). Elles ont diminué en termes réels en Irlande (-5%), en Espagne (-2,5 %), en France (-3,4 %), en Italie (-1,1 %) et surtout au Royaume-Uni (-12 %). Dans les autres pays, les dépenses d'équipement ont continué de croître, mais à un rythme en général plus faible que les années précédentes. En Allemagne, le rythme de croissance est resté soutenu, de l'ordre de 9 %.

La dégradation de la situation économique et le niveau élevé des taux d'intérêt ont également pesé sur l'investissement dans la construction qui a décliné en termes réels en 1991.

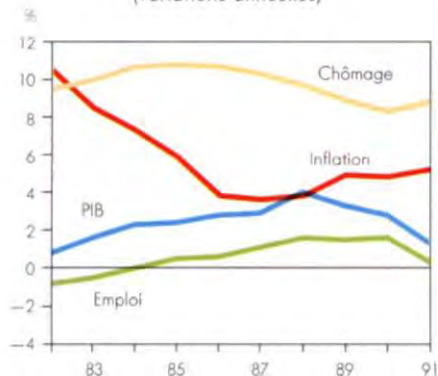
Dans ces conditions, la création d'emplois s'est fortement ralentie (+0,3 %

contre +1,6 % en 1990) avec des situations contrastées entre pays. Le chôma-

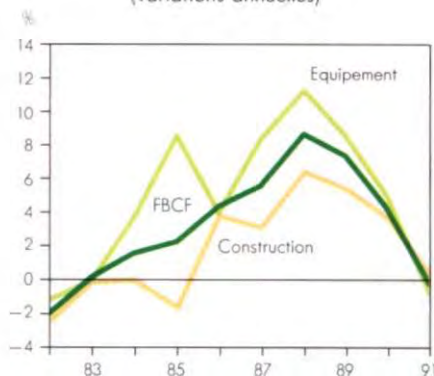
(1) Les statistiques macro-économiques de ce chapitre sont extraites des budgets économiques 1992-1993 publiés par la Commission et des Perspectives économiques de l'OCDE. Elles ont été révisées début 1992 mais présentent encore un caractère provisoire. Les taux de croissance relatifs aux agrégats physiques sont en volume. L'inflation est mesurée par l'indice des prix de la consommation privée. La liste des abréviations figure page 114.

(2) Les données relatives à l'Allemagne ne prennent pas en compte les nouveaux Länder allemands, sauf pour celles portant sur les balances commerciales et courantes à partir de 1991.

PIB, inflation, emploi, chômage
(variations annuelles)



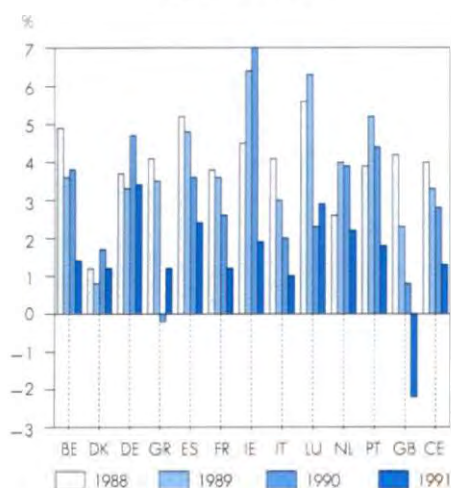
FBCF et ses composantes
(variations annuelles)



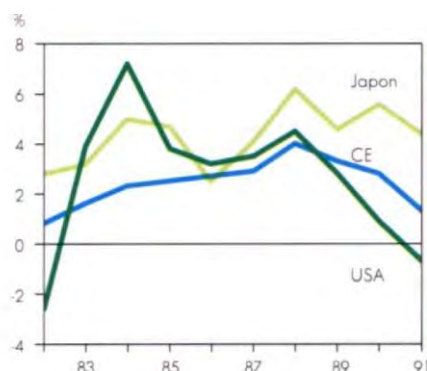
ge s'est aggravé, touchant 8,9 % de la population active contre 8,3 % en 1990. L'inflation s'est avivée (5,2 % contre 4,8 %) avec toutefois de moindres écarts entre pays, les performances s'améliorant quelque peu dans les pays à inflation supérieure à la moyenne et se détériorant généralement dans les pays aux taux les plus bas.

La balance commerciale de la Communauté, en équilibre relatif en 1990, a enregistré un déficit d'environ 0,5 % du PIB en 1991. Ce creusement reflète la contraction de l'excédent commercial allemand, résultant de l'accélération de la demande intérieure liée à l'unification. Le déficit de la balance des opérations courantes pourrait également s'accroître et atteindre -0,9 % du PIB contre -0,3 % en 1990.

PIB
(taux de croissance)



PIB/PNB:
comparaisons internationales
(variations annuelles)



Aux Etats-Unis, le ralentissement de l'activité économique s'est amplifié et le taux de croissance du PIB est devenu négatif (-0,7 % contre 0,9 % en 1990). La baisse de la consommation privée et publique, la chute des investissements privés et de la construction de logements, accentuées par le resserrement des crédits à la consommation et des prêts bancaires, ont conduit à cette récession en dépit d'assouplissements apportés à la politique monétaire. On notera que les pressions inflationnistes se sont quelque peu réduites. Le déficit du budget fédéral s'est à nouveau creusé. Enfin, la situation de l'emploi s'est dégradée de manière significative.

La nouvelle diminution des importations et la bonne tenue des exportations ont contribué à la réduction du déficit de la balance commerciale (-1,3 % du PIB contre -2 % en 1990) et à un quasi-équilibre de la balance des paiements courants (-0,2 % du PIB) du en partie aux versements de la guerre du Golfe.

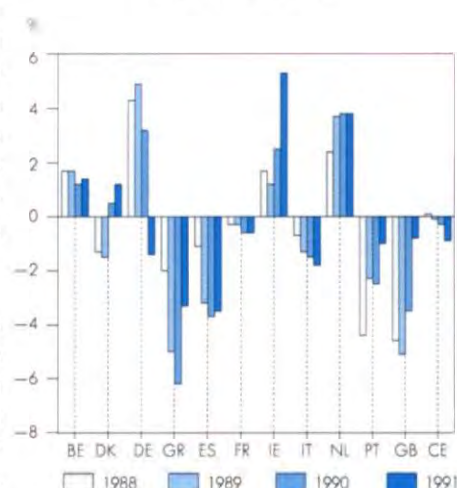
Au Japon, la croissance économique s'est ralentie, mais est restée à un ni-

veau élevé, en particulier durant le premier semestre. Le PNB a progressé de 4,4 % contre 5,6 % en 1990.

Les investissements se sont accrus de 4,6 % contre 10,8 % en 1990. La consommation privée et les investissements publics sont restés soutenus. La production industrielle a, quant à elle, fléchi, entraînant une moindre croissance des importations de produits manufacturés et de matières premières alors même que les exportations vers l'Europe et l'Asie du sud-est progressaient.

L'excédent commercial et de la balance des paiements courants devraient ainsi augmenter pour approcher respectivement 2,9 % et 2,2 % du PIB, inversant le mouvement de contraction de ces dernières années.

Balances courantes
(par rapport au PIB)



En **Afrique**, la situation demeure critique. Les réformes structurelles, adoptées désormais par la plupart des pays, se sont parfois traduites par une légère résorption des déséquilibres financiers, mais n'ont eu, à ce jour, que peu d'effets réels significatifs en termes de production, de croissance économique et de bien-être des populations. En 1991, la croissance du PIB est demeurée en-deçà de l'expansion démographique.

De surcroît, les difficultés économiques intérieures ont été aggravées par un environnement international défavorable -

en particulier une dégradation des termes de l'échange et une quasi-stagnation des marchés à l'exportation - de même que par une situation générale tendue et des crises politiques dans un bon nombre de pays.

Dans les **pays du bassin méditerranéen**, l'environnement international perturbé et la faiblesse de la demande des pays plus développés ont contribué à retarder la reprise que l'on attendait après le conflit du Golfe. La perte de transferts privés des travailleurs émigrés, la rupture des échanges commerciaux avec les pays belligérants, la chute de l'aide financière versée par les pays du Golfe et la réduction sensible des flux touristiques n'ont pu être compensés.

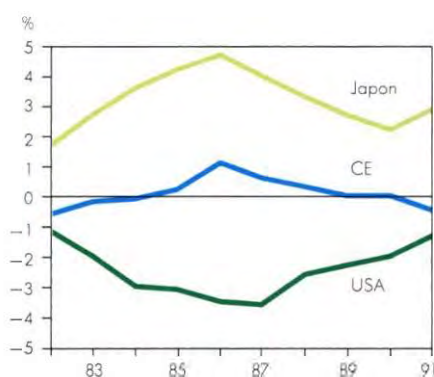
Ces facteurs défavorables ont contribué à la dégradation des finances publiques et de la balance des paiements courants de la plupart des pays concernés. Des signes de reprise ne sont apparus que vers la fin de l'année.

Dans les pays **d'Europe centrale et orientale** pris dans leur ensemble, le PIB aurait chuté d'environ 15 %, reflétant notamment l'effondrement des échanges entre pays de l'ex-Comecon et la mise en œuvre de politiques monétaires et fiscales restrictives. Cet effondrement de l'activité a été de pair avec une aggravation dramatique du chômage et une très forte inflation.

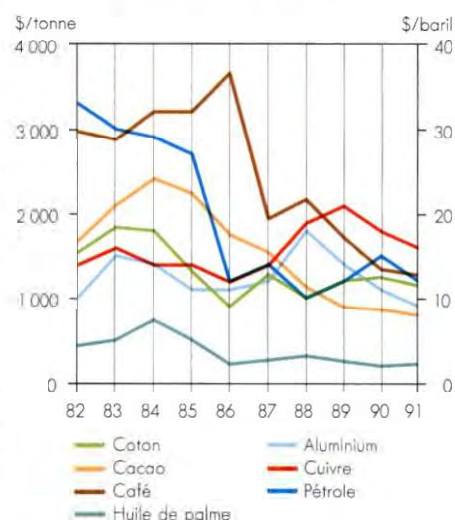
En ce qui concerne les comptes externes, la réduction des importations a compensé la chute des exportations en quête de nouveaux débouchés dont certains pourraient être trouvés dans la Commu-

nauté dans le cadre des accords d'association. L'aide financière internationale est restée importante, mais les flux de capitaux privés sont demeurés très faibles. L'appui des pays occidentaux demeure vital pour la réussite du difficile processus d'ajustement structurel et de stabilisation tant économique que politique.

Balances commerciales fob/fob: comparaisons internationales
(en % du PIB)



Evolution des prix de certaines matières premières
(dollars constants 1985)



AUGMENTATION DU CAPITAL EN 1991: 57 600 MILLIONS

Au 1^{er} janvier 1991, le doublement du capital souscrit de la BEI décidé par son Conseil des gouverneurs en juin 1990, est devenu effectif, portant celui-ci à 57,6 milliards d'écus.

Les statuts de la Banque stipulent que l'encours de ses prêts et garanties ne peut être supérieur à deux fois et demie son capital souscrit. Ce plafond a été porté à 144 milliards d'écus. L'encours qui était, à fin 1990, d'environ 62 milliards, s'établit à fin 1991 à quelque 72,7 milliards, soit un peu plus de la moitié du plafond statutaire. La BEI dispose ainsi d'une latitude suffisante pour développer ses activités de financement.

Cette augmentation du capital témoigne du soutien renouvelé de ses actionnaires, les Etats membres, et contribue à lui assurer le maintien d'une cote de crédit de premier ordre.

L'accroissement du capital souscrit a été réalisé par la transformation en capital versé de 1 225 millions figurant dans la

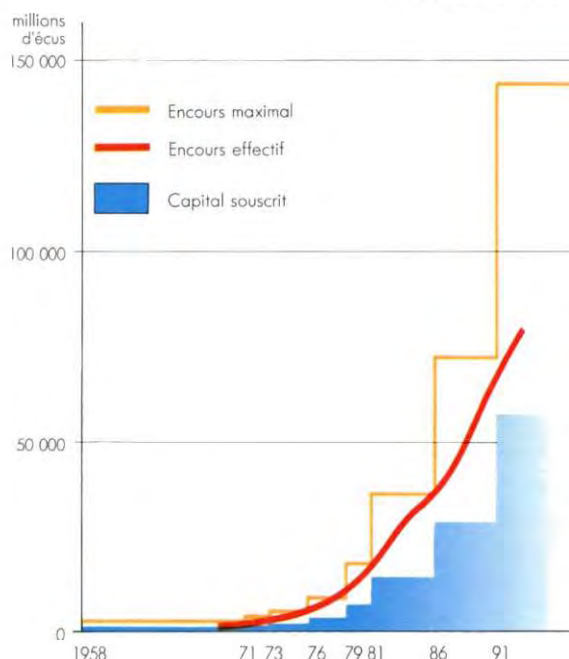
réserve supplémentaire (1) et par de nouvelles souscriptions des Etats membres pour un montant total de 27 575 millions.

Le capital appelé se trouve porté de 2 596 millions à 4 321 millions par apport de ces 1 225 millions et de 500 millions au titre de la souscription des Etats membres qui seront versés en dix semestrialités constantes à partir d'avril 1994 (cf. les états financiers page 64).

A compter du 1^{er} janvier 1991, la partie versée et à verser représente ainsi 7,5 % du capital souscrit.

(1) L'article 24 de ses statuts prescrit à la BEI de constituer un fonds de réserve à concurrence de 10 % de son capital souscrit. Depuis la fin de 1986, cette réserve statutaire avait atteint son plafond de 2 880 millions d'écus. Le Conseil d'administration, conformément à l'article 24 de ses statuts, a constitué des réserves supplémentaires qui atteignent, à la fin de 1990, environ 4 milliards d'écus, excédent de gestion de l'exercice compris.

Augmentations du capital souscrit de la Banque



| | date | Augmentation millions d'écus |
|---|------------|---------------------------------|
| Capital initialement souscrit (BE, DE, FR, IT, LU, NL) | 1958 | 1 000 |
| Augmentation | 26.04.1971 | + 500 |
| Adhésion (DK, IE, GB) | 01.01.1973 | + 525 |
| Augmentation | 01.01.1976 | + 1 518,75 |
| Augmentation | 01.01.1979 | + 3 543,75 |
| Adhésion (GR) | 01.01.1981 | + 112,50 |
| Augmentation | 31.12.1981 | + 7 200 |
| Augmentation | 01.01.1986 | + 12 108,15 |
| Adhésion (ES, PT) | 01.01.1986 | + 2 291,85 |
| Augmentation | 01.01.1991 | + 28 800 |
| Capital souscrit (Total au 01.01.1991) | | 57 600 |

Le contexte communautaire

1991: UNE ANNÉE DE PROGRÈS VERS L'UNION EUROPÉENNE

L'accord intervenu à Maastricht, en décembre 1991, sur le Traité sur l'Union européenne marque une nouvelle étape importante dans le développement de la Communauté. Portant à la fois sur l'Union économique et monétaire et sur l'Union politique, l'adoption de ce nouveau traité entraînera des changements progressifs mais profonds, avec, en particulier, l'instauration d'une monnaie unique gérée par une banque centrale indépendante. Cet accord témoigne du rôle que peut jouer l'Europe dans un monde et à un moment de l'histoire où les bouleversements se succèdent à un rythme et avec une ampleur extraordinaires.

La Banque européenne d'investissement, en sa qualité d'institution financière de la Communauté, contribuera à la mise en œuvre des grandes orientations communautaires définies, ou réaffirmées, à Maastricht. Elle en a les moyens financiers: les Etats membres ont décidé le doublement de son capital au 1^{er} janvier 1991, marquant leur confiance dans le rôle futur de la Banque. Elle en a les capacités professionnelles: le développement de son activité en 1991, qualitatif et quantitatif, à l'intérieur et à l'extérieur de la Communauté, en témoigne. Elle peut y œuvrer en étroite coopération avec les instances et les acteurs concernés: Commission des Communautés européennes, autorités nationales et régionales, promoteurs de projets et communauté bancaire.

Le Traité sur l'Union européenne comporte plusieurs passages concernant la Banque (cf. encadré page 18); c'est le cas en particulier du Titre XIV portant sur la **cohésion économique et sociale** (Art. 130A à 130E). Ce titre est assorti d'un protocole annexé dans lequel les parties contractantes rappellent, de façon explicite, l'action de la BEI «au bénéfice des régions les plus pauvres», soulignent qu'elle «doit continuer à consacrer la majorité de ses ressources à la promotion de la cohésion économique et sociale» et se déclarent «disposées à réexaminer le capital dont la BEI a besoin dès que cela sera nécessaire à cet effet.»

Le renforcement de l'action en faveur de la cohésion a conduit le Conseil de Maastricht à décider la création d'un nouvel instrument, le Fonds de cohésion. Ce Fonds a pour objectif de contribuer à la réalisation de projets en matière d'environnement et de réseaux transeuropéens de transports, dans les Etats membres dont le PNB par habitant est inférieur à 90 % de la moyenne communautaire (Portugal, Grèce, Irlande, Espagne) et qui appliquent un programme de convergence économique.

Ce Fonds sera créé avant fin 1993; sa dotation, ses modalités de fonctionnement, ainsi que celles des différents fonds structurels et la coordination entre ces fonds seront examinées en 1992 en même temps que l'ensemble du régime financier pour les années 1993-1997.

Comme lors de la réforme des fonds structurels, mise en œuvre depuis 1989, en coopération avec la Commission des CE et parallèlement aux fonds structurels et au nouveau Fonds de cohésion, la BEI poursuivra son activité pour soutenir le développement des régions en

retard (objectif 1), des zones affectées gravement par le déclin industriel (objectif 2), des zones rurales (objectif 5b) ou encore des zones bénéficiant de programmes communautaires spécifiques. Dans cette action, la BEI pourra contribuer au financement de programmes et projets soutenus par les fonds communautaires selon des modalités à définir ainsi que le prévoit notamment l'article 198E.

Le **développement régional** demeure ainsi la première priorité de la BEI: en 1991, 63 % de ses financements soutiennent des projets répondant à cet objectif, dont plus des neuf dixièmes dans les zones bénéficiant de l'action des fonds communautaires.

* * *

La mise en place d'une **union économique et monétaire** prévoit le passage à la deuxième phase le 1^{er} janvier 1994. Cette deuxième phase sera caractérisée par la libéralisation complète des mouvements de capitaux, largement engagée depuis le début de la première phase, le 1^{er} Juillet 1990. Elle prévoit aussi la création d'un Institut monétaire européen (IME) chargé de contribuer à la coordination des politiques monétaires et de suivre, avec la Commission, les progrès accomplis vers la convergence, en matière d'inflation, de finances publiques, de stabilité des changes et de taux d'intérêt à long terme. Dans cette perspective, on notera l'entrée, le 6 avril 1992, de l'escudo dans le mécanisme de change du système monétaire européen.



Durant cette deuxième phase, «la composition en monnaies du panier de l'écu reste inchangée» et l'IME «facilite l'utilisation de l'écu et surveille son développement, y compris le bon fonctionnement du système de compensation en écus».

Enfin, au cours de la troisième phase de l'Union économique et monétaire, l'écu, dont la valeur est irrévocablement fixée, remplace les monnaies nationales. La Banque centrale européenne et le système européen des banques centrales exerceront leurs pouvoirs. Le Conseil eu-

ropéen statuant à la majorité qualifiée, au plus tard le 31 décembre 1996, fixe la date d'entrée en vigueur de troisième phase. Si, à la fin de 1997, la date du début de la troisième phase n'a pas été fixée, celle-ci commence le 1^{er} janvier 1999, entre les Etats membres qui

LA BEI ET LE TRAITÉ SUR L'UNION EUROPÉENNE

Le Traité sur l'Union européenne, signé le 7 février 1992 et soumis à ratification des Etats membres, modifie le Traité de Rome et institue la Communauté européenne en lieu et place de la Communauté économique européenne.

Les objectifs la «Communauté européenne» sont précisés à l'Article 2:

«La Communauté a pour mission, par l'établissement d'un marché commun, d'une union économique et monétaire et par la mise en œuvre des politiques ou des actions communes visées à l'Article 3 et 3A, de promouvoir un développement harmonieux et équilibré des activités économiques dans l'ensemble de la Communauté, une croissance durable et non inflationniste respectant l'environnement, un haut degré de convergence des performances économiques, un niveau d'emploi et de protection sociale élevé, le relèvement du niveau et de la qualité de vie, la cohésion économique et sociale et la solidarité entre les Etats membres».

Plusieurs articles concernent directement la BEI. L'Article 4B (ancien Article 3 du Traité de Rome) fait mention spécifique de la BEI en tant qu'institution: «Il est institué une Banque européenne d'investissement qui agit dans les limites des attributions qui lui sont conférées par le présent traité et les statuts qui lui sont annexés».

L'Article 129 du Traité de Rome qui définissait la BEI demeure globalement inchangé, mais devient l'Article 198D.

L'Article 130 du Traité de Rome qui fixe les objectifs de la BEI devient l'Article 198E et est complété par un nouveau paragraphe qui prévoit pour la BEI la possibilité de financer non seulement des projets mais aussi des programmes d'investissement:

«Dans l'accomplissement de sa mission, la Banque facilite le financement de programmes d'investissement en liaison avec

les interventions des fonds structurels et des autres instruments financiers de la Communauté».

La contribution de la BEI aux politiques de la Communauté ressort également du rôle qui lui est confié pour aider à la cohésion économique et sociale. Dans le protocole annexé au Traité, les parties contractantes:

«... Notant que la BEI prête des sommes considérables et de plus en plus importantes au bénéfice des régions les plus pauvres; ...

Réaffirment leur conviction que les fonds structurels doivent continuer à jouer un rôle considérable dans la réalisation des objectifs de la Communauté dans le domaine de la cohésion; Réaffirment leur conviction que la BEI doit continuer à consacrer la majorité de ses ressources à la promotion de la cohésion économique et sociale et se déclarent disposés à réexaminer le capital dont la BEI a besoin, dès que cela sera nécessaire à cet effet;

Réaffirment la nécessité de procéder à une évaluation complète du fonctionnement et de l'efficacité des fonds structurels en 1992 et de réexaminer à cette occasion la taille que devraient avoir ces fonds, compte tenu des missions de la Communauté dans le domaine de la cohésion économique et sociale; ...»

Concernant la convergence des économies, l'Article 104C par. 11 prévoit que la BEI pourrait être invitée «à revoir sa politique de prêt» à l'égard des Etats qui persisteraient à maintenir des déficits publics excessifs.

Enfin, le chapitre portant sur la coopération au développement rappelle que la BEI «contribue selon les conditions prévues dans ses statuts» aux objectifs fixés par la Communauté dans ce domaine (Article 130W).



remplissent les conditions nécessaires, le Royaume-Uni ayant la possibilité de décider positivement ou négativement en ce qui le concerne.

L'activité soutenue de la BEI en faveur de **l'usage de l'écu** trouve ainsi un nouveau relief.

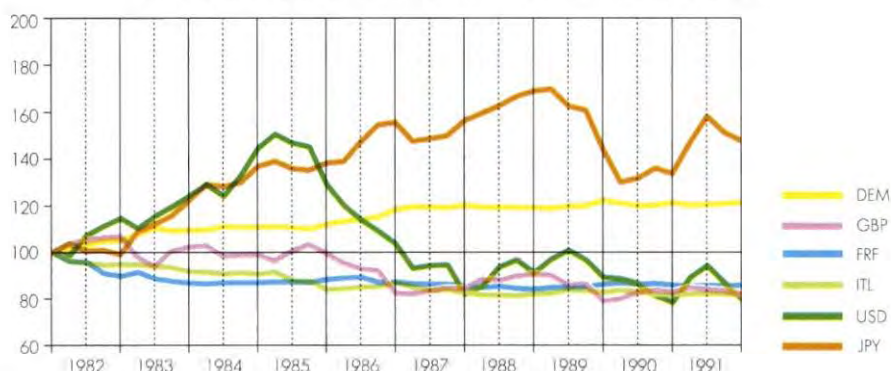
Pour la troisième année consécutive, et sur un marché en forte croissance, l'écu reste la première monnaie empruntée (2,5 milliards et 18,3 % du total).

La BEI demeure le premier émetteur en écu sur les marchés internationaux avec environ 10 % des émissions en écu lancées depuis 1981. L'encours de ses emprunts en écu s'élevait fin 1991 à 9,3 milliards, soit 15,7 % du total, contre 14,4 % un an plus tôt. La BEI est aussi le premier prêteur dans cette devise; en 1991, les versements sur prêts effectués en écu se sont élevés à plus de 3 milliards (19,7 % du total) et l'encours des prêts versés en écu atteignait en fin d'année 11,5 milliards.

On rappellera en outre le rôle de la BEI dans le lancement du système de compensation multilatéral géré par l'Association bancaire pour l'écu. La BEI est membre fondateur et vice-président de cette association créée en 1985.



Variation des monnaies par rapport à l'écu de 1982 à 1991
(sur base du taux de conversion statistique - 1^{er} trimestre 1982 = 100)



Le Traité approuvé à Maastricht aborde la plupart des grands secteurs économiques, recoupant ainsi largement les activités de la BEI. C'est le cas du soutien aux régions moins favorisées comme décrit précédemment. C'est également le cas de plusieurs domaines évoqués ci-après.



La réalisation du marché intérieur et le renforcement de la cohésion économique et sociale impliquent l'établissement et le développement de «**réseaux transeuropéens**» dans les secteurs des infrastructures du transport, des télécommunications et de l'énergie» (Titre XII) afin que les opérateurs économiques comme les citoyens bénéficient de la réalisation d'un espace sans frontières.

Diverses mesures sont envisagées pour soutenir cet objectif, en particulier «sous la forme d'études de faisabilité, de garanties d'emprunt ou de bonifications d'intérêt» ainsi que par l'intermédiaire du Fonds de cohésion déjà évoqué.

L'activité de la BEI en faveur des investissements concernés s'est fortement développée au cours des dernières années. En 1991, ses financements d'infrastructures européennes ont atteint environ 4 milliards.

Pour le futur, la BEI a décidé d'accroître son soutien à l'émergence de projets d'intérêt particulier. A cette fin, elle sera amenée à soutenir la réalisation d'études

COOPÉRATION INTERNATIONALE ET ASSISTANCE TECHNIQUE POUR AMÉLIORER L'ENVIRONNEMENT

Le Traité sur l'Union européenne souligne la nécessaire contribution de la Communauté à la «préservation, la protection et l'amélioration de la qualité de l'environnement» et insiste sur «la promotion au plan international de mesures destinées à faire face aux problèmes régionaux ou planétaires de l'environnement».

La protection de l'environnement est un objectif important de la BEI et les concours pour des investissements, visant à réduire les pollutions ou à les éviter, ont représenté 15 % de ses financements des cinq dernières années.

Les contraintes de financement sont souvent évoquées comme le principal frein à des progrès plus rapides en matière d'investissements. Ces contraintes sont certes importantes, mais il peut exister d'autres lacunes dans les procédures mêmes de conception et de préparation de projets, qui peuvent être à la source de difficultés non négligeables.

Ces observations expliquent que la Banque participe depuis quelques années à diverses actions de coopération internationale dont l'objet est de favoriser l'émergence de projets contribuant à la protection de l'environnement et à la mise en œuvre d'un développement durable.

La BEI et la Banque mondiale ont, dès 1988, défini conjointement un **programme pour l'environnement dans la Méditerranée** (cf. Rapport annuel 1989, page 16). Cette initiative, après une analyse des problèmes, des causes et des solutions pouvant être apportées, a débouché sur la mise en place, en 1990, d'un programme d'assistance technique, le METAP, associant la Commission des CE et le Programme des Nations unies pour le développement.

L'objectif principal du Programme est la préparation d'investissements viables. A cette fin, une cinquantaine d'études, notamment de préféabilité, sont en cours. Elles doivent contribuer à la mise en œuvre d'investissements environnementaux répondant aux priorités de la politique communautaire et, pour les pays hors Communauté, à celles de la politique méditerranéenne rénovée mise en œuvre par la Communauté.

L'expérience acquise dans le cadre du METAP a été utile pour l'organisation d'autres actions de coopération internationale, soutenues par la BEI, et en faveur desquelles elle agit en coopération avec la Commission des CE et d'autres institutions financières multilatérales (Banque mondiale, Banque européenne pour la reconstruction et le développement, Banque nordique d'investissement).

Début 1992, deux initiatives principales sont en cours d'exécution:

— **La réhabilitation environnementale de la Mer Baltique.** Cette action a été lancée en septembre 1990 par une conférence intergouvernementale des pays riverains. Une série d'études porte sur de grands bassins fluviaux, ou des zones côtières, avec notamment pour objectif de définir un programme d'investissements prioritaires. La BEI, en coopération avec la Commission des CE, supervise l'exécution de l'étude concernant le bassin de l'Oder. Ce bassin couvre un tiers du territoire de la Pologne, certaines parties de la Tchécoslovaquie et des régions orientales d'Allemagne.

— **La protection de l'Elbe.** Suite à la signature, en décembre 1990, par l'Allemagne, la Tchécoslovaquie et la Commission des CE de la Convention sur la protection de l'Elbe, mettant en place une Commission internationale, des études ont été engagées pour identifier les investissements prioritaires dans le bassin concerné. Selon un schéma semblable à celui retenu pour l'Oder, la BEI, en coopération avec la Commission des CE et la Commission internationale pour la protection de l'Elbe, supervise l'exécution de l'étude sur le bassin de l'Elbe supérieur. Cette étude doit déboucher sur la définition d'investissements de nature à améliorer la qualité de l'environnement, non seulement dans le bassin concerné, mais à l'aval, y compris les effets sur la Mer du Nord.

Enfin, la Banque européenne d'investissement est associée à la mise en place d'un programme environnemental pour le bassin du Danube. Faisant suite à la conférence intergouvernementale de Prague, en juin 1991, cette initiative est coordonnée par la Commission des CE. Elle doit également aboutir à l'identification de projets d'investissement.



de faisabilité en coopération avec les instances concernées, notamment la Commission des CE.

* * *

La BEI a poursuivi son action dans le domaine de la **protection de l'environnement et du cadre de vie**. Les concours pour des investissements destinés à améliorer la qualité de l'air, de l'eau, la gestion des déchets ou l'environnement urbain, se sont élevés à 1,9 milliard. Par ailleurs, la BEI assure un rôle actif dans diverses initiatives de coopération internationale (cf. encadré page 20). Cette action s'inscrit bien dans le cadre défini par le Traité (Titre XVI) qui souligne la dimension internationale de la politique communautaire en matière d'environnement.

Dans la Communauté même, le Traité «vise un niveau de protection élevé», tenant compte de la diversité des situations dans les différentes régions. Plusieurs initiatives importantes allant dans ce sens ont été prises en 1991, portant notamment sur le traitement des eaux urbaines, sur la réduction des émissions de gaz carbonique et sur la mise en place de LIFE, un nouvel instrument budgétaire spécifique.

* * *

La **compétitivité internationale de l'industrie de la Communauté** est un facteur essentiel de son développement futur. Le Traité sur l'Union européenne souligne la nécessité d'en assurer les conditions par des actions destinées à accélérer l'adaptation aux changements structurels, à créer un environnement favorable à la croissance des entreprises, notamment des PME, et à leur coopération, ainsi qu'à favoriser une meilleure exploitation des fruits de l'innovation et de la recherche et développement.

Les financements de la BEI dans le domaine industriel visent à appuyer ces objectifs. Ils se sont élevés en 1991 à près de 3,5 milliards, dont environ la moitié pour des investissements dans les zones moins favorisées.

* * *

En 1991, alors même que progressait l'intégration de la Communauté, de nouveaux pays ont manifesté leur volonté de renforcer leurs liens avec elle.

Le Conseil européen de Maastricht a indiqué dans ses conclusions que «les négociations sur l'adhésion à l'Union européenne, sur la base du traité qui vient d'être approuvé, pourront démarrer dès que la Communauté aura terminé ses négociations sur les ressources propres et les questions connexes en 1992». En 1991, la Suède a déposé une demande d'adhésion.

Par ailleurs, les négociations avec les sept pays de l'**AELE** ont abouti à un accord sur la constitution de l'**Espace**

économique européen, qui doit favoriser la libre circulation des biens, des personnes, des services et des capitaux entre la Communauté et les pays de l'AELE. Cet accord devrait comporter le financement par ces pays d'un «mécanisme financier» doté de 500 millions d'écus pour l'octroi de dons et des montants nécessaires pour assortir de bonifications d'intérêt de 3 % des prêts sur ressources propres de la BEI, à hauteur de 1,5 milliard. Ces montants seront destinés à des investissements dans des zones en retard de développement: Grèce, Portugal, Ile d'Irlande et les zones d'Espagne éligibles à l'objectif 1 de l'action des fonds structurels. La BEI sera chargée d'administrer ce mécanisme après que le Conseil des gouverneurs aura été saisi d'un projet d'accord de coopération entre la BEI et l'AELE.

Suite aux bouleversements intervenus en Europe centrale et orientale, le rôle de la Communauté, dans cette région, a connu de nouveaux développements. Conformément à la décision de son Conseil des gouverneurs, en avril 1991, la BEI a vu son champ d'activité s'élargir à la Tchécoslovaquie, la Bulgarie et la Roumanie. La Communauté a signé, le 16 décembre 1991 avec la Pologne, la République tchèque et slovaque et la Hongrie, des **Accords européens**. Outre l'établissement progressif de relations de libre échange, ces accords comportent différents volets de coopération dont un volet financier prévoyant que ces pays continueront d'avoir accès aux financements de la BEI.



En avril 1991, la **BERD**, dont la BEI est membre fondateur et actionnaire, est devenue opérationnelle (cf. Rapport annuel 1990, encadré pages 18 - 19).

Dans les pays hors Communauté où la BEI intervient de longue date, l'événement principal a été l'entrée en vigueur le 1^{er} septembre 1991 de la **quatrième Convention de Lomé**, signée avec 69 pays d'Afrique, des Caraïbes et du

Pacifique, ainsi que de la décision parallèle du Conseil concernant les Pays et territoires d'outre-mer. Les principales dispositions de la nouvelle Convention ont été présentées dans le Rapport annuel 1989 page 43.

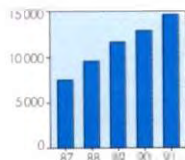
Dans le **bassin méditerranéen**, l'engagement des fonds disponibles au titre des protocoles financiers s'est poursuivi de même que la préparation de la nouvelle génération de protocoles qui devaient entrer en vigueur en 1992. Dans le cadre de «la politique méditerranéenne renouvelée», le soutien au développement de ces pays comporte désormais un volet de coopération complémentai-

re «hors protocole» pour le financement d'investissements d'intérêt régional et dans le domaine de la protection de l'environnement.

En Yougoslavie, les dramatiques événements survenus en 1991 ont conduit à une suspension de toutes les interventions de la Communauté et de la BEI ainsi qu'à un ajournement de la mise en place du 3^{ème} protocole financier.

LA BEI EN 1991:

LES FINANCEMENTS DANS LA COMMUNAUTÉ



Les contrats de prêt signés: En 1991, la Banque a signé des contrats de prêts pour un

montant total de 14 423 millions: 14 384 millions sur ses ressources propres et 39 millions sur les ressources du NIC. Ce montant se répartit entre 10 665 millions de prêts individuels et 3 758

millions de contrats de prêts globaux conclus avec des instituts intermédiaires pour le financement d'investissements de petite ou moyenne dimension (cf. encadré page 24).

Les financements accordés: Afin d'apprécier l'activité de façon plus opérationnelle, la présentation, ci-après, des interventions par secteur et par ob-

jectif porte sur les prêts individuels (10 665 millions) et sur les crédits accordés sur les prêts globaux en cours (2 991 millions correspondant à 10 271 crédits). L'activité de financement dans la Communauté, ainsi évaluée, s'établit à 13 656 millions, contre 12 246 millions en 1990, soit 13 585 millions sur ressources propres et 71 millions sur ressources du NIC.

Répartition par secteur

La ventilation par secteur des prêts individuels et des crédits sur prêts globaux en cours, accordés durant l'exercice, fait ressortir la forte reprise des concours en faveur de l'énergie et le maintien, au niveau de 1990, des interventions dans les autres secteurs.

En ce qui concerne les **infrastructures** (5 971 millions et 44 % de l'activité contre 6 033 millions en 1990), les prêts pour les transports atteignent 2 633 millions, en particulier pour les chemins de fer avec un doublement des prêts correspondants, les réseaux routiers et autoroutiers ainsi que pour les transports aériens, desservant, le plus souvent, des métropoles régionales. Les réseaux téléphoniques ainsi que les télécommunications par satellites et câbles internationaux font l'objet de prêts s'élevant à 1 882 millions.

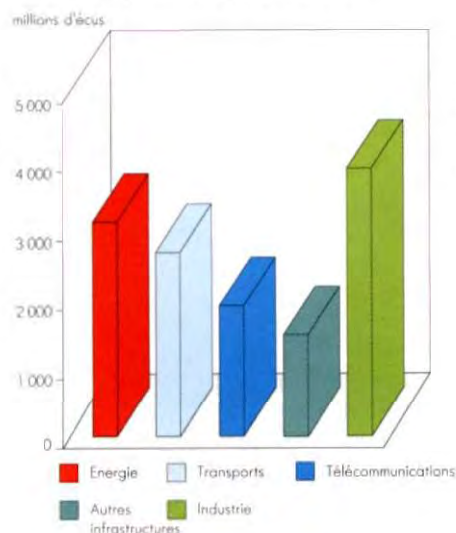
Les concours pour la gestion des eaux et des déchets atteignent 1 140 millions et pour les autres infrastructures (aménagements urbains, équipements de petite dimension réalisés par des collectivités locales) 316 millions.

Les financements dans le secteur de **l'énergie** s'établissent à 3 102 millions et 23 % de l'activité, soit presque deux

fois plus qu'en 1990 (1 582 millions). Ils concernent essentiellement l'exploitation de gisements d'hydrocarbures, le transport et la distribution de gaz naturel (1 728 millions) ainsi que la production d'électricité et l'établissement de réseaux à haute et moyenne tension (1 084 millions).

Dans **l'industrie, les services et l'agriculture**, les financements s'élèvent à 4 582 millions (33 % de l'activité) contre 4 631 millions en 1990. Les prêts individuels à l'industrie (1 900 millions) couvrent une large gamme d'investissements, principalement dans l'industrie automobile, la construction aéronautique, la chimie, notamment la pharmacie et la pétrochimie, les ouvrages en métaux, les secteurs du papier, des produits alimentaires et de l'électronique. Dans les services, les prêts (166 millions) vont, pour l'essentiel, au tourisme.

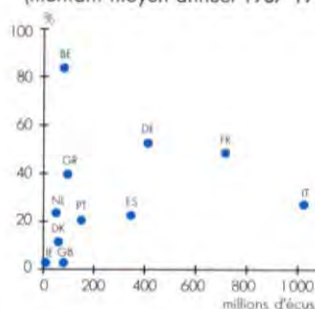
**Financements en 1991:
répartition par secteur**



LES PRÊTS GLOBAUX DANS LA COMMUNAUTÉ

Prêts globaux: part relative dans l'activité par pays

(montant moyen annuel 1987-1991)



leur champ d'application afin de s'adapter à l'évolution des besoins et à la diversification des politiques communautaires. Le soutien aux investissements de petite ou moyenne dimension s'effectue de façon décentralisée, ces prêts étant accordés à des intermédiaires financiers opérant au niveau national ou régional qui les utilisent en accord avec la Banque et selon ses critères économiques, techniques et financiers (').

Une large gamme d'interventions...

Les prêts globaux répondent le plus souvent à plusieurs objectifs de politique communautaire. Ils concernent:

- dans les zones moins favorisées, des petites et moyennes entreprises dans l'industrie, les services (le tourisme notamment) et l'agriculture ainsi que de petites infrastructures;
- en dehors de ces zones, des investissements de petites et moyennes entreprises industrielles et touristiques;
- en outre, quelle que soit leur localisation, des investissements de petite ou moyenne dimension contribuant à l'introduction ou au développement de technologies avancées; des investissements répondant aux objectifs communautaires dans les domaines de l'énergie et de la protection de l'environnement; dans une plus faible mesure, des infrastructures de transport présentant un intérêt communautaire.

La collaboration avec le système bancaire s'est régulièrement élargie et des relations existent avec près d'une centaine d'institutions financières ou banques commerciales de

11 pays. En 1991, la BEI a conclu des prêts globaux d'un montant total de 3 758 millions, dont 39 millions sur ressources du NIC IV, contre 3 296 millions en 1990.

...avec une priorité en faveur des PME

Au total, 10 271 crédits pour un montant total de 2 991 millions ont été accordés en 1991 (8 445 crédits pour 2 861 millions en 1990) sur les prêts globaux en cours. Pour l'essentiel, ils ont concerné des petites et moyennes entreprises: 9 548 crédits pour 2 354 millions. Ces PME sont localisées dans la plupart des pays et majoritairement dans les régions moins développées (5 932 crédits et 1 369 millions). En dehors de ces régions, la Banque est intervenue sur ses ressources propres (3 305 crédits et 914 millions) et sur les ressources du NIC (311 crédits et 71 millions). Sur l'ensemble de ces entreprises, 6 153 pour 1 823 millions relèvent de l'industrie, 3 241 des services (509 millions), 154 de l'agriculture et de la pêche (22 millions). La ventilation des PME en fonction des effectifs employés fait ressortir une concentration sur les entreprises de moins de 50 salariés (plus de la moitié du montant et près des trois quarts du nombre des crédits).

Depuis 1987, plus de 32 000 PME ont bénéficié de crédits d'un montant total de plus de 8,8 milliards, ce qui représente 50 % de l'ensemble des prêts à l'industrie et aux services (2 794 crédits pour 873,4 millions en 1987 et 9 548 crédits pour 2 354 millions en 1991).

Par ailleurs, en 1991, 368 millions ont contribué à la réalisation de petites infrastructures notamment de transport et de gestion des eaux et 107 millions ont été accordés pour de petits équipements de production et distribution d'énergie.

La répartition des crédits par pays, par région, par secteur et par objectif figure dans les tableaux E, F, H, I et L page 97 et suivantes.

(') La période d'engagement des prêts globaux peut s'échelonner sur plusieurs exercices; il en résulte une différence entre le montant des prêts globaux signés en 1991 et celui des crédits affectés la même année. Par ailleurs, de nombreux prêts globaux ayant un caractère multisectoriel et multiobjectif, seule l'analyse des affectations finales permet de prendre en compte le secteur des investissements concernés et l'objectif auxquels ils répondent.



Les financements destinés au secteur productif comportent 9 793 crédits (2 516 millions) accordés sur des prêts globaux en cours pour des investissements de petite ou moyenne dimension dans l'industrie (1 966 millions), les services (528 millions) et pour des activités liées à l'agriculture ou à la pêche (22 millions).

* * *

L'ensemble des financements pour des projets dans la Communauté ont contribué à soutenir, à raison d'un quart en moyenne du coût total, des investisse-

ments dont le montant global peut être estimé, sur base des devis prévisionnels, à quelque 59 milliards.

Les investissements au financement desquels la BEI a participé, à raison de 20 à 50 % selon les projets, correspondent au niveau de la Communauté à 5,7 % de l'investissement global.

Le secteur privé a assuré environ 52 % des investissements financés en 1991. Les investissements du secteur de l'énergie et des infrastructures émanent du privé à raison de 30 %, alors qu'il y a encore quelques années, ils provenaient pour l'essentiel du secteur public.

Les concours pour des projets de l'industrie et des services relèvent du secteur privé à raison de 88 % et en totalité pour ce qui est des crédits sur prêts globaux.

Globalement, les investissements dans l'industrie et les services ayant bénéficié de financements de la BEI pourraient, sur base des données disponibles, contribuer directement à la création de 53 000 emplois permanents, dont près des deux tiers dans les régions moins favorisées; les trois quarts des emplois devraient provenir des investissements de petites et moyennes entreprises.

Tableau 2: **Financements accordés dans la Communauté en 1991**
(prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours)

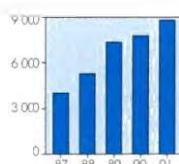
| Répartition par secteur | | | | | | | (millions d'écus) |
|-------------------------|-----------------|-------------------|---------------------------|--------------------------------|----------------|-----------------|------------------------|
| | | | | | | Secteur | |
| | Total | Prêts individuels | Crédits sur prêts globaux | Industrie Services Agriculture | Énergie | Communi-cations | Autres infrastructures |
| Belgique | 237,3 | 21,0 | 216,3 | 216,3 | — | 21,0 | — |
| Danemark | 558,6 | 487,8 | 70,8 | 91,1 | 294,9 | 166,3 | 6,3 |
| Allemagne | 765,8 | 588,4 | 177,4 | 322,6 | 185,2 | 189,0 | 69,0 |
| Grèce | 166,5 | 100,1 | 66,4 | 57,8 | 30,7 | 53,1 | 24,9 |
| Espagne | 2 386,5 | 2 070,7 | 315,8 | 658,3 | 338,5 | 1 226,1 | 163,6 |
| France | 1 816,8 | 1 011,4 | 805,4 | 699,5 | 36,6 | 978,4 | 102,4 |
| Irlande | 250,0 | 237,0 | 13,0 | 13,0 | 55,5 | 122,7 | 58,8 |
| Italie | 3 824,2 | 2 794,1 | 1 030,1 | 1 538,0 | 1 166,4 | 690,8 | 429,0 |
| Luxembourg | 28,6 | 28,6 | — | — | — | 28,6 | — |
| Pays-Bas | 194,3 | 125,4 | 68,9 | 109,4 | 17,1 | 65,0 | 2,8 |
| Portugal | 962,3 | 809,2 | 153,1 | 389,0 | 113,5 | 441,1 | 18,7 |
| Royaume-Uni | 2 164,2 | 2 090,5 | 73,7 | 487,5 | 765,4 | 330,6 | 580,6 |
| Autres (1) | 300,4 | 300,4 | — | — | 97,9 | 202,5 | — |
| Total | 13 655,5 | 10 664,6 | 2 990,9 | 4 582,5 | 3 101,7 | 4 515,2 | 1 456,1 |

(1) Financements assimilés à des opérations dans la Communauté. Cf. note au lecteur 5d page 1131

Présentation par objectif de politique communautaire

Institution financière de la Communauté, la BEI a pour mission de financer des investissements devant contribuer à un ou plusieurs objectifs correspondant aux orientations fixées par le Traité de Rome, précisées par le Traité sur l'Union européenne, ainsi qu'aux politiques communautaires décidées au cours des années.

La présentation des financements de la BEI par objectif de politique communautaire, constitue des éclairages successifs de son activité. Comme le montre le graphique ci-après, certains projets financés répondent simultanément à des objectifs différents; les données chiffrées, notamment des tableaux, ne peuvent donc faire l'objet de cumul.



Le développement régional: Les prêts individuels et les crédits sur prêts globaux pour des investissements contribuant au développement régional atteignent un montant total de 8 492 millions (7 440 millions en 1990), soit une progression de 14 %.

Ils représentent 63 % des financements dans la Communauté.

Une part importante de ces concours concerne des projets contribuant simultanément à d'autres politiques communautaires et, en particulier, à l'amélioration de l'environnement, à la constitution de réseaux communautaires de transports, télécommunications, énergie ou, encore, au renforcement de la com-

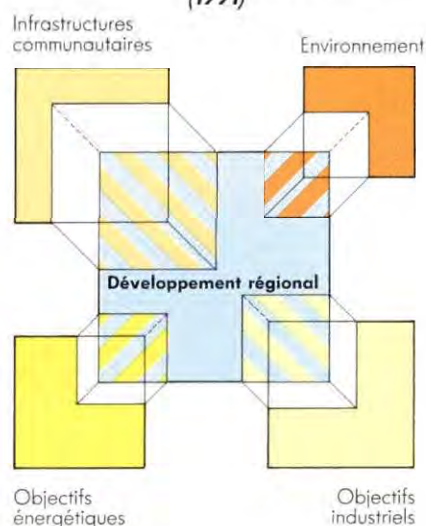
Tableau 3: **Développement régional**

| | Total | Prêts individuels | Crédits sur prêts globaux | |
|------------------------|-----------------|-------------------|---------------------------|-------------|
| | millions d'écus | millions d'écus | millions d'écus | nombre |
| Montant total | 8 491,6 | 6 671,0 | 1 820,6 | 6415 |
| Énergie | 1 362,8 | 1 302,1 | 60,7 | 61 |
| Transports | 1 942,4 | 1 760,2 | 182,2 | 175 |
| Télécommunications | 1 592,0 | 1 592,0 | — | — |
| Eau, assainissement | 660,8 | 542,7 | 118,1 | 163 |
| Autres infrastructures | 209,1 | 151,7 | 57,4 | 39 |
| Industrie, agriculture | 2 316,1 | 1 303,1 | 1 013,0 | 4037 |
| Services | 408,4 | 19,2 | 389,2 | 1940 |

pétitivité internationale de l'industrie communautaire.

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'action des fonds structurels, et afin d'assurer une modulation satisfaisante entre prêts et subventions, la BEI a collaboré à l'élaboration des plans indicatifs de financement des cadres communautaires d'appui ainsi qu'à la préparation de plusieurs programmes opérationnels.

Certains investissements financés répondent simultanément à deux politiques Communautaires (1991)



En ce qui concerne les prêts de la BEI, 7 798 millions (soit plus des neuf dixièmes du montant de ses concours en faveur du développement régional) portent sur des investissements localisés dans les régions où se concentre l'action des fonds structurels de la Communauté: 4 300 millions, au titre de *l'objectif 1*, 3 100 millions au titre des *objectifs 2 et 5b* et 391 millions pour des projets conformes à diverses autres actions communautaires spécifiques (notamment les Programmes Intégrés Méditerranéens).

Dans les régions moins favorisées, 52 % des financements ont porté sur les infrastructures (4 404 millions) et, en particulier, sur celles renforçant les télécommunications et les liaisons de transport à caractère interrégional. Les concours pour l'industrie, les services et l'agriculture ont atteint 2 725 millions (32 %), dont 1 402 millions pour des petites ou moyennes entreprises et ceux pour des équipements énergétiques, notamment de transport/distribution d'électricité, 1 363 millions.

Les financements accordés par la BEI pour des investissements localisés dans des zones de développement régional s'élèvent à 23 milliards depuis la mise en œuvre de la réforme des fonds structurels en 1989.

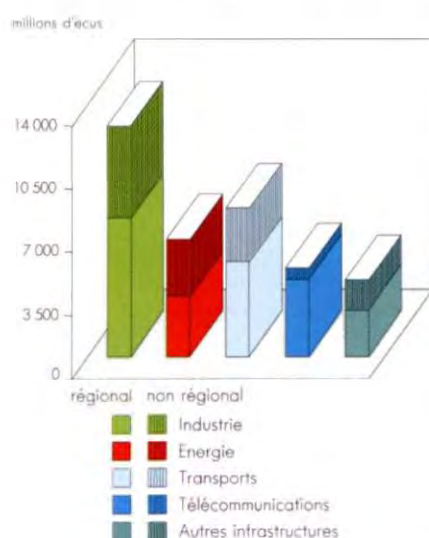
Ces financements représentent une part de l'activité totale variable selon les secteurs et les pays comme le montrent les graphiques ci-après.

La part élevée des projets d'intérêt régional dans les transports et les télécommunications s'explique par le moindre niveau d'équipement des régions en retard, et, également, par le fait que la plupart des réseaux de communication d'intérêt européen desservent aussi bien

Tableau 4: Développement régional et action des fonds structurels

| | 1989 | 1990 | 1991 | Total |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Financements dans la Communauté sur ressources propres (millions d'écus) | 11 020,0 | 12 174,2 | 13 584,5 | 36 778,7 |
| dont développement régional (millions d'écus) | 7 071,0 | 7 439,5 | 8 491,6 | 23 002,1 |
| soit % | 64 | 61 | 63 | 63 |
| Décomposition du développement régional en % | | | | |
| Zones d'actions communautaires | 89 | 89 | 92 | 90 |
| <i>Zones d'actions des fonds structurels</i> | <i>84</i> | <i>84</i> | <i>87</i> | <i>86</i> |
| <i>dont objectif 1</i> | <i>48</i> | <i>46</i> | <i>51</i> | <i>48</i> |
| <i>dont objectifs 2 et 5b</i> | <i>36</i> | <i>38</i> | <i>36</i> | <i>38</i> |
| <i>Zones d'actions spécifiques</i> | <i>5</i> | <i>5</i> | <i>5</i> | <i>4</i> |
| Zones d'aides nationales additionnelles et projets concernant plusieurs zones | 11 | 11 | 8 | 10 |

Part des financements d'intérêt régional par secteur (1989-1991)



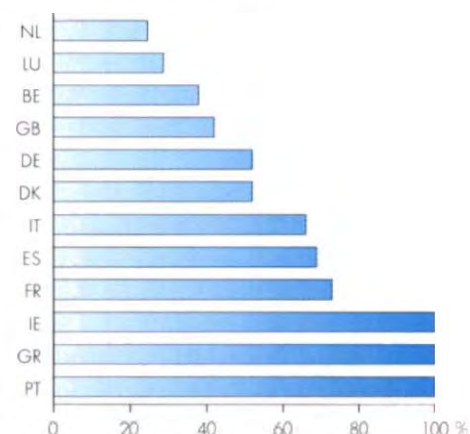
des régions assistées que des régions non assistées.

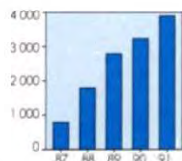
En ce qui concerne la répartition par pays, les financements d'intérêt régional représentent une part de l'activité totale allant du quart au tiers dans les pays du Benelux pour atteindre la totalité des opérations dans les pays éligibles, dans leur ensemble, aux interventions au titre de l'objectif 1 de l'action des fonds structurels.

Ces différences, selon les pays, se retrouvent lorsqu'on rapporte les financements de la BEI, pris dans leur ensemble, à l'investissement global réalisé dans la Communauté. Ainsi, en 1991 on peut estimer que le montant cumulé des prêts individuels et des crédits sur prêts globaux correspond à environ 1,3 % de la formation brute de capital fixe dans l'ensemble de la Communauté. Ce pourcentage est nettement plus élevé pour les pays ou régions moins prospères: de l'ordre de 6,7 % au Portugal, 4 % en Ir-

lande, 2,3 % en Espagne, 2,1 % en Italie (3,7 % dans le Mezzogiorno) et 1,5 % en Grèce.

Part des financements d'intérêt régional par pays (1989-1991)





Les infrastructures européennes: De grands programmes d'équipement menés depuis

plusieurs années contribuent à la constitution progressive de véritables réseaux européens de communication et répondent ainsi à la réalisation du marché unique et à l'objectif d'un développement régional équilibré. Ils ont largement contribué au maintien d'une demande soutenue de financement pour des infrastructures d'intérêt communautaire. Les prêts dans ce domaine ont ré-

Tableau 5: Infrastructures d'intérêt communautaire

| | millions d'écus |
|-------------------------------------|-----------------|
| Montant total ⁽¹⁾ | 3 802,7 |
| Transports | 1 778,9 |
| Chemins de fer | 1 063,7 |
| Routes et autoroutes | 280,9 |
| Transports aériens | 354,9 |
| Autres | 79,4 |
| Télécommunications | 1 882,3 |
| Réseaux classiques | 1 494,3 |
| Satellites et câbles internationaux | 388,0 |
| Infrastructures diverses | 141,5 |

(¹) Dont crédits sur prêts globaux: 3 millions

gulièrement progressé. Ils s'élèvent, en 1991, à 3 803 millions, contre 3 117 millions en 1990, soit deux fois plus qu'en 1988 (1 728 millions).

Les concours pour l'amélioration des réseaux de télécommunications atteignent 1 882 millions. Ils portent sur le renforcement des équipements nécessaires aux liaisons téléphoniques internationales en Espagne, en Italie, au Portugal, en Irlande, au Danemark et au Royaume-Uni, sur des satellites assurant la diffusion des signaux de télécommunication et de télévision, sur la poursuite du pro-

LA BEI ET LES GRANDES INFRASTRUCTURES FERROVIAIRES

La réalisation d'un espace sans frontières intérieures, objectif réaffirmé par le Traité sur l'Union européenne, devra conduire à un nouvel accroissement des transports de personnes et de biens à travers la Communauté. Ce mouvement impliquera les pays voisins, avec lesquels des accords destinés à favoriser les échanges ont été conclus (accords sur l'Espace économique européen avec les pays de l'AELE, Accords européens avec certains pays d'Europe centrale et orientale).

La situation actuelle présente des aspects préoccupants liés aux volumes des trafics et à leurs pointes. Le développement rapide du trafic aérien a conduit à la saturation de nombreux couloirs aériens et à l'accumulation de retards. Les phénomènes de congestion prennent une ampleur croissante sur certains tronçons du réseau routier et autoroutier européen. A cela s'ajoutent les impacts défavorables sur l'environnement et l'absence de progrès significatifs en matière de sécurité routière.

Les réflexions menées au niveau communautaire ont conduit à la décision du Conseil européen de Maastricht de promouvoir les réseaux transeuropéens, en particulier dans le domaine des transports, et d'en soutenir financièrement la réalisation (voir page 19). Ces réseaux devront relier les principaux centres économiques de la Communauté, mais aussi constituer un facteur d'accessibilité

contribuant au développement régional, par exemple, en rapprochant, en termes de temps, les zones périphériques de la Communauté. Outre la mise en place d'infrastructures, les problèmes de gestion et de coordination entre modes de transport doivent être également appréciés dans une perspective européenne.

* * *

Dans ce contexte, le transport ferroviaire pourrait jouer un rôle important. Le Conseil des ministres des transports a ainsi adopté, fin 1991, un schéma directeur portant sur la mise en place à l'horizon 2010 d'un système de trains à grande vitesse pour passagers, avec une priorité à certains maillons clés. L'accent est également mis sur un développement du transport combiné rail-route pour les marchandises.

Dans la Communauté, le réseau ferré s'étend sur environ 150 000 km de voies, à comparer à près de 3 millions de km de routes et autoroutes. Toutefois, sur un cinquième du réseau voyageur, la vitesse ne peut dépasser 70 km/heure. Par ailleurs, les chemins de fer ont été conçus sur des bases nationales, les différences d'écartement des voies, de gabarit, de normes des matériels et de signalisation sont des exemples connus. La réalisation des ob-



gramme international Eutelsat de transmission par satellites, ainsi que sur la mise en place d'un câble en fibres optiques reliant la France, le Portugal et le Maroc.

Les financements d'infrastructures de transport s'élèvent à 1 779 millions. Ils concernent surtout des axes routiers, autoroutiers et, de façon croissante, ferroviaires, en France, en Grèce, en Espagne, au Portugal et au Danemark. Ils

portent notamment sur de grands ouvrages tels le pont du Grand Bælt, le tunnel sous la Manche, ainsi que, en France et en Espagne, sur des sections du réseau européen de trains à grande vitesse. En outre, des financements ont été accordés pour favoriser le transport combiné rail-route (centres d'échanges intermodaux et aménagements divers).

Dans le domaine du transport aérien, la BEI a poursuivi son soutien à l'effort

d'investissement entrepris par les compagnies communautaires pour renouveler leurs flottes d'appareils par l'achat d'avions fabriqués en Europe, souvent avec des financements de la BEI, ou à l'extérieur. Elle a contribué au renforcement des capacités aéroportuaires (Allemagne, Royaume-Uni), de même qu'à l'amélioration du contrôle et de la sécurité de l'espace aérien.

(suite de la page 28)

jectifs visés nécessite donc d'importants investissements en matière d'infrastructures, mais aussi des efforts pour l'harmonisation du matériel roulant et des normes, notamment, de signalisation.

* * *

La BEI a progressivement accru ses concours pour les réseaux ferrés de la Communauté. Ceux-ci ont atteint près de 3 milliards de 1986 à 1991 dont 1,1 milliard en 1991. Les prêts concernent, pour un peu plus de 1 milliard, le tunnel ferroviaire sous la Manche et une première phase des travaux de franchissement du Grand Bælt au Danemark.

Les autres investissements financés contribuent, le plus souvent, à la fois au renforcement d'axes présentant un intérêt communautaire et au soutien de régions bénéficiant d'aides régionales. Trois lignes de trains à grande vitesse ont ainsi bénéficié de financements de la Banque pour un montant de près de 700 millions:

— en France, la ligne TGV-Atlantique, qui sera prolongée en direction de l'Espagne via Bordeaux et la ligne TGV-Nord vers Bruxelles, qui desservira aussi le tunnel sous la Manche puis le Royaume-Uni;

— en Espagne, la première ligne de TGV entre Madrid et Séville par Cordoue.

Durant cette période, divers prêts ont concerné l'amélioration de plusieurs sections des réseaux classiques:

— en Espagne, sur le réseau de base, entre Madrid, Valence et Barcelone, Madrid, Galice et Irún, ainsi que sur des liaisons vers le Portugal;

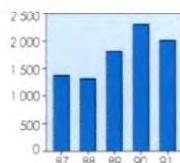
— au Portugal, autour de Lisbonne et Porto, entre ces deux villes et en direction de l'Espagne;

— en Angleterre, pour les liaisons avec Cambridge et Norwich;

— en Grèce, sur l'axe Athènes-Thessalonique-Idomeni avec simultanément des prêts pour le renouvellement du matériel roulant;

— au Danemark, pour l'électrification de la ligne Nyborg-Odense et la modernisation de diverses parties du réseau.

En liaison étroite avec son activité de financement de projets, la Banque européenne d'investissement est associée aux travaux de la Commission concernant le développement d'un réseau européen de TGV. En coopération avec celle-ci et d'autres partenaires, elle pourra également soutenir la réalisation d'études, par exemple au stade de la préféabilité, visant à favoriser l'émergence de ce réseau, dans de bonnes conditions d'efficacité.



La protection de l'environnement :

L'attention croissante portée à la protection de l'environnement et à la gestion des ressources naturelles conduit la BEI à soutenir les efforts d'investissements dans ce domaine. Ses financements s'établissent, en 1991, à 1 888 millions. Sur ce montant, 163 millions portent sur quelque 150 investissements de petite ou moyenne dimension principalement en Allemagne, en Italie et en France, financés sur prêts globaux, et réalisés par des collectivités locales ou des entreprises; 52 % des concours en faveur de l'environnement sont localisés dans les zones moins favorisées de la Communauté.

Les projets de collecte et d'épuration des eaux usées, ou visant à l'amélioration de la qualité de l'eau, font l'objet de plus de la moitié de ces financements, notamment en Italie et au Royaume-Uni pour de grands programmes, intéressant souvent de vastes bassins hydrauliques. Toutefois, de nombreux financements couvrent une large gamme d'interventions, en particulier des activités de collecte et de traitement des déchets solides ou de protection des sols.

Divers concours concernent des équipements destinés à réduire les émissions aériennes provenant de centrales électriques au charbon, d'installations d'incinération, de raffineries ainsi que d'entreprises industrielles. Certains autres contribuent au traitement par des entreprises industrielles de leurs eaux usées et déchets solides.

Plusieurs prêts concernent l'amélioration de l'environnement urbain, qu'il s'agisse d'opérations de rénovation (quartier de Temple Bar à Dublin, bâtiments et centres historiques en Ombrie, en Ligurie, à Ferrare et Trente) ou surtout d'investis-

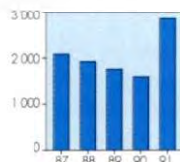
sements destinés à améliorer la circulation urbaine, par des lignes de métro à Madrid et de l'aménagement de tunnels routiers, de rocade et de parkings à Barcelone, Marseille et Lyon.

On peut souligner que des investissements favorisant la réalisation d'autres objectifs peuvent également concourir à la protection de l'environnement et que, d'une manière générale, la BEI vérifie l'absence d'éléments préjudiciables à l'environnement au cours de l'examen de tous les projets proposés à son financement.

Tableau 6: Environnement et cadre de vie

| | (millions d'écus) | | |
|---|-------------------|-------------------|---------------------------|
| | Total | Prêts individuels | Crédits sur prêts globaux |
| Montant total | 1 888,0 | 1 724,8 | 163,2 |
| Environnement | 1 686,2 | 1 540,7 | 145,5 |
| Protection et gestion des eaux | 1 070,8 | 1 006,7 | 64,1 |
| Gestion des déchets | 53,7 | 30,2 | 23,5 |
| Lutte contre la pollution atmosphérique | 384,6 | 353,0 | 31,6 |
| Autres actions | 177,1 | 150,8 | 26,3 |
| Aménagements urbains | 201,8 | 184,1 | 17,7 |

* * *



Les objectifs énergétiques :

Les financements d'investissements répondant aux objectifs de la Communauté dans le domaine

de l'énergie s'élèvent, en 1991, à 2 743 millions contre 1 477 millions en 1990 et 1 913 millions en moyenne de 1986 à 1990.

Afin de soutenir l'expansion des ressources internes de la Communauté (1 406 millions), la BEI a financé le développement de gisements d'hydro-carbu-

res de la mer du Nord (zones britannique, danoise et norvégienne) et en Italie ainsi que de centrales hydroélectriques et d'installations d'enrichissement ou de retraitement du combustible nucléaire.



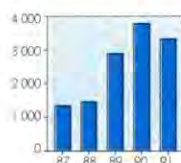
Les concours en faveur de la diversification des importations s'élèvent à 504 millions; ils portent principalement sur des centrales électriques pouvant utiliser du charbon importé et des réseaux de transport de gaz naturel.

Enfin, les financements de projets visant à une utilisation plus rationnelle de l'énergie atteignent 833 millions pour la production combinée d'électricité et de chaleur, des réseaux de distribution de gaz, d'électricité et de chaleur mais aussi pour des économies d'énergie dans l'industrie.

Tableau 7: **Objectifs énergétiques**

| | (millions d'écus) | | |
|---|-------------------|-------------------|---------------------------|
| | Total | Prêts individuels | Crédits sur prêts globaux |
| Montant total | 2 742,7 | 2 628,6 | 114,1 |
| Ressources internes | 1 405,6 | 1 405,6 | — |
| Hydroélectricité | 54,1 | 54,1 | — |
| Nucléaire | 135,4 | 135,4 | — |
| Hydrocarbures | 1 216,1 | 1 216,1 | — |
| Diversification des importations | 503,8 | 503,8 | — |
| Gaz naturel | 369,3 | 369,3 | — |
| Charbon | 134,5 | 134,5 | — |
| Utilisation rationnelle | 833,2 | 719,2 | 114,1 |
| Production d'électricité/chaleur | 198,5 | 185,2 | 13,3 |
| Transport et distribution d'électricité | 328,3 | 315,6 | 12,7 |
| Distribution de gaz naturel | 141,4 | 91,2 | 50,3 |
| Traitement des déchets, autres | 16,5 | 14,1 | 2,5 |
| Rationalisation de la consommation | 148,4 | 113,0 | 35,4 |

* * *



Objectifs industriels: La perspective de l'entrée en vigueur du marché unique s'est traduite

depuis quelques années par une demande soutenue de financements pour des projets visant à renforcer la compétitivité internationale des entreprises communautaires, leur intégration européenne ainsi que les investissements des petites et moyennes entreprises. Ce fut particulièrement le cas en 1990, année marquée par une concentration d'importants investissements. En 1991, dans

un contexte économique plus difficile, les concours ont atteint 3 332 millions (3 736 millions en 1990 et 3 028 millions en 1989). Environ la moitié de ce montant correspond à des investissements localisés dans des zones bénéficiant d'aides au développement régional.

Les petites et moyennes entreprises ont largement bénéficié du soutien financier de la BEI. Malgré une plus grande sensibilité aux difficultés conjoncturelles, les PME ont fait l'objet, dans l'ensemble de la Communauté, de financements sur des prêts globaux en cours s'élevant à 2 354 millions pour 9 548 crédits (1 976 millions pour 7 447 crédits en 1990 et 2 014 millions en 1989 pour 7 605 crédits); 1 369 millions (58 %) ont été accordés pour 5 932 investissements

Tableau 8: **Objectifs industriels**

| | (millions d'écus) |
|--|-------------------|
| Montant total | 3 331,6 |
| Compétitivité internationale et intégration européenne des grandes entreprises | 923,5 |
| Investissements de petite dimension développant des technologies avancées | 54,1 |
| Investissements de petites et moyennes entreprises | 2 354,0 |
| <i>zones assistées</i> | <i>1 369,0</i> |
| <i>hors zones assistées</i> | <i>985,0</i> |

Tableau 9: **Financements des petites et moyennes entreprises**
Crédits accordés en 1991 sur des prêts globaux en cours

(millions d'écus)

| Pays | nombre | Total | Développement régional | ressources propres | Hors zones assistées |
|--------------|--------------|----------------|------------------------|--------------------|----------------------|
| | | montant | ressources propres | | ressources NIC |
| Total | 9 548 | 2 354,0 | 1 369,0 | 914,0 | 71,0 |
| Belgique | 280 | 216,3 | 64,5 | 128,1 | 23,7 |
| Danemark | 292 | 69,0 | 32,0 | 37,0 | — |
| Allemagne | 223 | 85,5 | 47,0 | 38,5 | — |
| Grèce | 39 | 46,6 | 46,6 | — | — |
| Espagne | 578 | 250,6 | 175,3 | 66,4 | 8,9 |
| France | 5 924 | 534,0 | 290,0 | 218,2 | 25,8 |
| Irlande | 8 | 13,0 | 13,0 | — | — |
| Italie | 1 756 | 874,9 | 502,8 | 371,5 | 0,6 |
| Pays-Bas | 49 | 66,1 | 14,1 | 52,0 | — |
| Portugal | 299 | 126,1 | 126,1 | — | — |
| Royaume-Uni | 100 | 71,9 | 57,6 | 2,3 | 12,0 |

d'entreprises de petite ou moyenne dimension implantées dans les zones bénéficiant d'aides au développement régional.

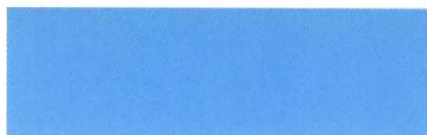
Les petites et moyennes entreprises constituent un élément essentiel de l'appareil productif dans tous les pays de la Communauté. Leur poids économique, notamment celui des plus petites d'entre elles, est particulièrement élevé dans de nombreuses régions en retard de développement et des liens multiples unissent soutien aux PME et développement régional. En outre, le dynamisme des PME, leurs capacités d'adaptation rapide, les

performances de nombre d'entre elles à l'exportation, en font des acteurs importants pour l'ajustement des structures productives de la Communauté.

Afin de renforcer son soutien à leur développement, la BEI a, en 1991 accordé de premiers crédits dans le cadre des **prêts globaux dits «européens»** prévoyant la possibilité pour les instituts et banques concernés de consentir des crédits dans d'autres pays membres. Ainsi, au Portugal, un prêt a été accordé à une entreprise de métallurgie sur des fonds prêtés à une institution financière allemande et, en Grèce, deux petites entreprises ont bénéficié de crédits sur un prêt global à une banque britannique.

Les prêts individuels pour des investissements destinés à renforcer la **compétitivité internationale d'entreprises** de plus grande dimension ou leur **intégration européenne**, s'élèvent à 924

millions (dans les secteurs de la construction automobile et aéronautique, de la pharmacie et de l'électronique). Environ un tiers de ces investissements sont localisés dans des zones bénéficiant d'aides au développement régional. Ces prêts correspondent pour plus des deux tiers à des investissements menés en coopération entre entreprises de plusieurs pays membres et associant parfois des partenaires de pays tiers; ils portent le plus souvent sur des projets introduisant ou diffusant des techniques ou des processus innovants pour le secteur concerné. Une dizaine d'entre eux couvre des activités de recherche et développement.

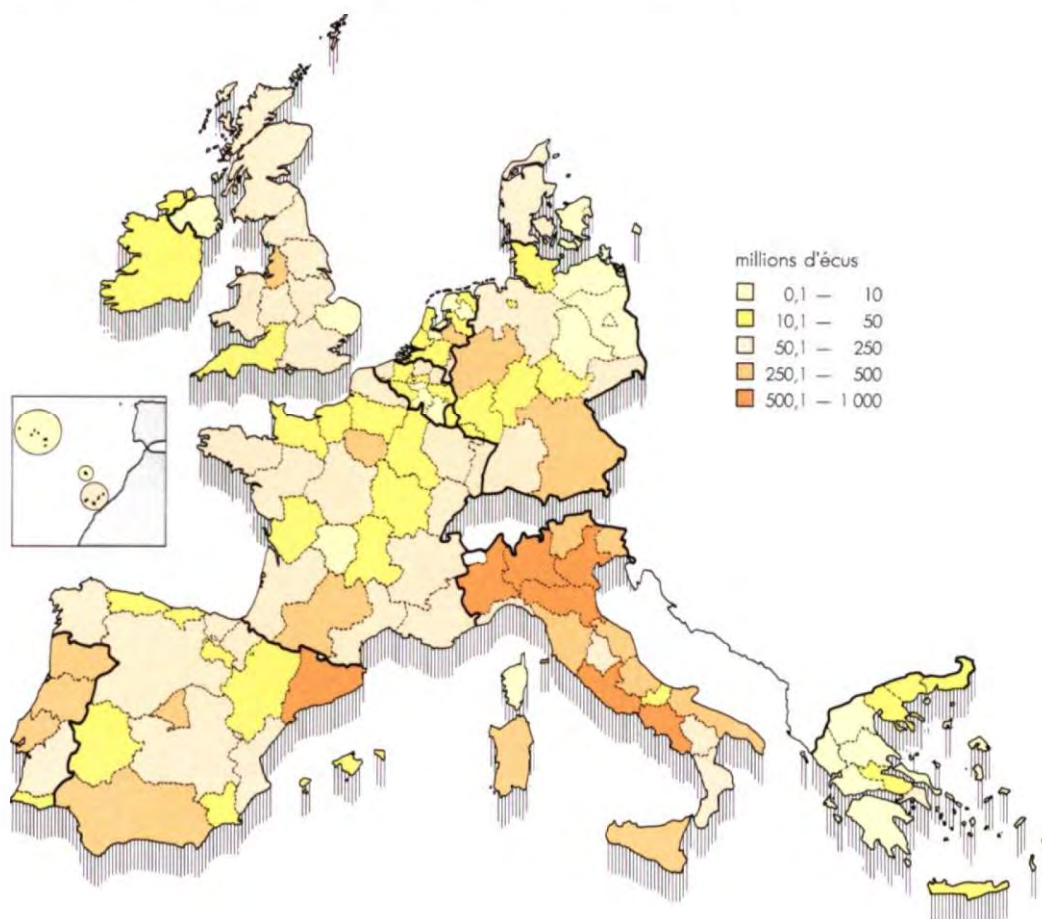


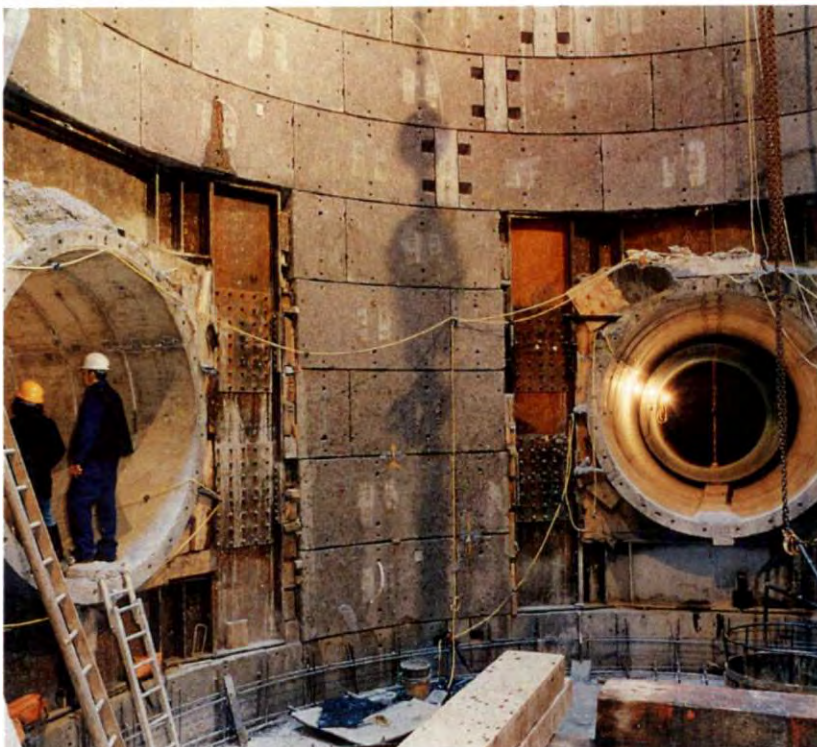
En outre, les projets de petite dimension développant des technologies avancées dans des secteurs très divers ont bénéficié de crédits sur prêts globaux d'un montant total de 54 millions.

Certains projets, non seulement résultent de coopération financière et industrielle, mais, en outre, comportent des investissements réalisés dans plusieurs pays. C'est le cas, dans la construction aéronautique, des avions Airbus dont les différents éléments sont construits

dans plusieurs pays membres et pour une société fabriquant des inverseurs de poussée dans des établissements implantés en Ile-de-France et en Angleterre.

Financements d'investissements industriels de 1987 à 1991: répartition régionale





1 | 2 Les objectifs économiques de l'Union européenne se situent dans le droit fil de l'action menée par la BEI pour favoriser le développement
3 | 4 équilibré de la Communauté et le renforcement de son potentiel économique. La BEI soutient ainsi le développement des régions moins
favorisées (1: usine de pneumatiques au Portugal), la mise en place d'un réseau transeuropéen de transports (4: station de contrôle de
transport aérien Eurocontrol), le développement des technologies avancées (2: fabrication d'inverseurs de poussée pour moteurs d'avions),
tout en veillant à la protection de l'environnement et à une gestion avisée des ressources naturelles (3: ouvrages d'alimentation en eau potable
dans le bassin de la Tamise).



Présentation des financements par pays

(Prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours)

BELGIQUE

Prêts signés en 1991: 115,6 millions (1990: 206,3 millions)

Prêts individuels: 21,0 millions - Prêts globaux: 94,5 millions

Crédits sur prêts globaux en cours: 216,3 millions.

En Belgique, les interventions ont été très largement orientées en direction des **petites et moyennes entreprises**. Ainsi, durant l'exercice, 280 PME ont été financées sur des prêts globaux conclus en 1990 et 1991. Elles sont localisées dans les neuf provinces et relèvent prin-

cipalement des secteurs des ouvrages en métaux et mécanique, des services de transport, du bois et des textiles.

Les prêts individuels ont porté sur le renforcement, à proximité de l'aéroport de Bruxelles, des installations du centre na-

tional de **contrôle aérien** et la construction du centre opérationnel d'Euro-control, l'organisme européen pour la sécurité de la navigation aérienne.

DANEMARK

Prêts signés en 1991: 538,6 millions (1990: 564,7 millions)

Prêts individuels: 487,8 millions - Prêts globaux: 50,8 millions

Crédits sur prêts globaux en cours: 70,8 millions

Les prêts en faveur des infrastructures de **communication** (166 millions) et pour des investissements dans le domaine de l'**énergie** (295 millions) constituent l'essentiel des interventions au Danemark.

De nouveaux prêts contribuent ainsi à la mise en valeur des ressources en hydrocarbures du secteur danois de la mer du Nord: mise en service d'installations de forage sur le gisement pétrolier Dan et poursuite du programme visant au transport et au stockage du gaz naturel.

A Frederiksberg, Aarhus et Amager, l'extension de réseaux de chauffage urbain, la collecte et le traitement des eaux usées ainsi que l'incinération des déchets urbains ont bénéficié de prêts totalisant 20 millions.

La Banque a poursuivi son financement de la modernisation des télécommunications (115 millions). Elle a soutenu la réalisation de liaisons entre la Scandinavie et le continent européen par des prêts (51 millions) pour plusieurs tronçons autoroutiers sur l'axe Nord-Sud

(E45), le pont sur le Grand Bælt et son raccordement avec Copenhague. L'achat d'un simulateur de vol pour la formation des pilotes a aussi été financé.

Enfin, la Banque a contribué au financement d'un centre de recherche et développement pharmaceutique près de Copenhague et, sur prêts globaux, de 292 petites et moyennes entreprises industrielles (69 millions).

ALLEMAGNE

Prêts signés en 1991: 1 300,1 millions (1990: 863,5 millions)

Prêts individuels: 588,4 millions - Prêts globaux: 711,7 millions

Crédits sur prêts globaux en cours: 177,4 millions

L'activité de la Banque durant le dernier trimestre de 1990 dans les *Länder orientaux* s'est fortement développée en 1991 pour assurer près de 60 % des financements de l'exercice et notamment

plus des deux tiers des prêts individuels. Des prêts ont été accordés, d'une part, pour relier certains gazoducs au réseau communautaire de **transport de gaz naturel** et pour rénover le système ga-

zier existant (146 millions) et, d'autre part, pour restructurer et moderniser l'**industrie automobile** (167 millions) avec, notamment, la construction d'une unité de peinture dans une nouvelle



usine automobile à Zwickau, un des plus importants investissements industriels engagés dans ces Länder. En outre, 165 petits projets industriels ou visant à renforcer les capacités d'hébergement pour le tourisme d'affaire et de loisirs ont bénéficié de crédits s'élevant à 33 millions, constituant le début des interventions sur des prêts globaux accordés depuis l'unification.

Dans le secteur des **infrastructures**, deux projets financés (90 millions) présentent un intérêt particulier pour les régions orientales: le premier, le système Kopernikus de transmission par satellites, assurera les liaisons radio-télévision sur l'ensemble du pays et, le second, la modernisation des bâtiments de la foire-exposition commerciale de Berlin, contribuera au développement des zones environnantes.

Sur l'ensemble du territoire allemand, les **projets industriels** (323 millions) concernent, outre l'industrie automobile, une fabrique de papier en Basse-Saxe, une raffinerie dans la Ruhr et quelque 378 investissements de petite ou moyenne dimension (134 millions), émanant principalement de PME et concernant fréquemment des équipements d'une technologie avancée pour les secteurs concernés.

La Banque a également accordé des concours pour le renforcement des **infrastructures** aéroportuaires de Munich et Hambourg (134 millions) ainsi que pour diverses infrastructures routières d'intérêt local au travers de prêts globaux.

Par ailleurs, plusieurs concours contribuent à la protection de l'**environne-**

ment (95 millions); il s'agit d'ouvrages d'assainissement des eaux dans le Breisgau et de 47 petits réseaux d'assainissement ou d'adduction d'eau potable, d'installations de collecte, de stockage, de traitement de déchets et d'équipements industriels visant à améliorer l'environnement.

Dans le domaine de l'**énergie**, les financements (185 millions) ont porté principalement sur l'amélioration de l'approvisionnement des régions orientales, mais également sur la poursuite de la mise en place du réseau de chauffage urbain de la Sarre et sur l'installation d'une nouvelle chaudière dans la centrale électrique de Mannheim.

GRECE

Prêts signés en 1991: 366,9 millions (1990: 176,3 millions)

Prêts individuels: 100,1 millions - Prêts globaux: 266,8 millions

Crédits sur prêts globaux en cours: 66,4 millions

Les interventions de la Banque en Grèce, entièrement éligible au titre du **développement régional** (objectif 1), répondent à l'impératif de doter le pays d'infrastructures, d'équipements et d'un tissu industriel de nature à soutenir son essor.

Dans le domaine des infrastructures, les projets financés (78 millions) consistent principalement en l'**amélioration des liaisons routières et ferroviaires** entre les différentes parties du pays: construction de l'autoroute Corinthe-Tripoli, transformation en autoroute de la section Varibobi-Yliki de l'axe Athènes-

Katerini, renouvellement du matériel roulant des chemins de fer. La BEI est également intervenue en Crète en faveur de l'irrigation de périmètres agricoles et dans la région de Kalamata, sinistrée par un tremblement de terre en 1986, afin de contribuer à la poursuite de la reconstruction de réseaux d'assainissement, de bâtiments publics et de logements (22 millions de prêts bonifiés sur les ressources du budget général des Communautés européennes).

En outre, un important prêt cadre (150 millions) a été conclu en fin d'année. Il permettra le financement de

projets de petite dimension dans le domaine des transports, de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, mais également d'équipements touristiques et d'établissements d'enseignement technique et professionnel. Ce prêt correspond aux objectifs retenus par le Cadre communautaire d'appui élaboré pour la Grèce et complète une intervention budgétaire des fonds structurels.

Dans le domaine de l'**énergie**, les prêts (16 millions) ont porté sur la construction d'une centrale hydroélectrique sur le canal principal d'irrigation de la plai-



ne de Thessalonique et sur la première phase de l'introduction du gaz naturel dans la zone d'Athènes. Ce dernier projet, qui prévoit un gazoduc pour l'acheminement du gaz russe, des installations de regazéification du gaz algérien et des réseaux de distribution, devrait contribuer à une réduction notable de la pollution atmosphérique de la capitale.

Dans le cadre des **Programmes intégrés méditerranéens**, deux prêts globaux de 24 millions ont été accordés pour la production d'électricité et la modernisation du réseau ainsi que pour le développement de l'informatisation de services publics; en 1991, 15 millions ont été affectés en faveur de 24 petits investissements énergétiques.

Enfin, la BEI a poursuivi son soutien à la création de centres de formation professionnelle (11 millions) et aux investissements des petites et moyennes entreprises de l'industrie et du tourisme (40 crédits et 47 millions).

ESPAGNE

Prêts signés en 1991: 2 342,5 millions (1990: 1 942 millions)

Prêts individuels: 2 070,7 millions - Prêts globaux: 271,8 millions

Crédits sur prêts globaux en cours: 315,8 millions

La nouvelle progression des prêts en Espagne a très largement concerné des investissements contribuant au **développement régional**, infrastructures de communication et équipements énergétiques en particulier. Au total, 1 825 millions, soit 76 % des financements (57 % en 1990), ont été accordés pour des projets localisés en majeure partie dans des zones bénéficiant de l'action des fonds structurels, dont 975 millions dans les zones objectif 1.

Les financements d'**infrastructures** (1 390 millions) se répartissent entre des investissements pour:

- la poursuite de la modernisation du réseau téléphonique et la mise en service de satellites de communications et de télévision (577 millions);
- l'amélioration de liaisons ferroviaires interurbaines, en particulier la ligne à grande vitesse Madrid-Séville, et le renforcement des réseaux de banlieues dans les zones de Madrid, Barcelone, Valence, Santander et Bilbao (408 millions);

- le renouvellement des flottes aériennes assurant les dessertes intérieures et les liaisons avec les Canaries (128 millions);

- les transports urbains à Madrid (renouvellement des rames du métro) et l'amélioration de la circulation dans l'agglomération de Barcelone (113 millions);

- la réalisation d'un nouveau centre de foire-exposition à Madrid et le renforcement des réseaux d'assainissement de Malaga (124 millions).

Enfin, des routes et des ouvrages d'assainissement réalisés par des collectivités locales ont fait l'objet de 17 crédits sur prêts globaux (40 millions).

Dans l'**industrie**, les prêts individuels (406 millions) portent sur un ensemble d'usines automobiles en Catalogne et près de Pampelune, le renforcement d'un complexe pétrochimique près de Cadix et son adaptation pour produire de l'essence sans plomb, des usines de matériels de télécommunications, d'ap-

pareils électroménagers et de produits pharmaceutiques dans les zones de Madrid, Barcelone et de la Rioja. Par ailleurs, quelque 580 PME de l'industrie, du tourisme et de l'agriculture ont bénéficié de crédits s'élevant à 253 millions sur des prêts globaux en cours.

Les prêts pour le renforcement et la modernisation des différents réseaux de transport et de distribution d'**électricité** ont fortement progressé pour atteindre 316 millions. En outre, 10 crédits (23 millions) ont été accordés pour de petites centrales hydroélectriques.

Il est à noter que, parmi les projets financés, nombre d'entre eux contribuent à la protection de l'**environnement** notamment en milieu urbain; les financements pour ces projets totalisent 209 millions.



FRANCE

Prêts signés en 1991 : 1 924,4 millions (1990: 1 684,6 millions)

Prêts individuels: 1 011,4 millions - Prêts globaux: 913,0 millions)

Crédits sur prêts globaux en cours: 805,4 millions.

Plus des deux tiers des financements en France portent sur des projets contribuant au **développement des zones aidées** du pays (1 234 millions). Il s'agit, pour l'essentiel, d'infrastructures de transport et d'investissements dans l'industrie et les services. Par ailleurs, plusieurs projets contribuent à la protection de l'**environnement** et du milieu urbain; ils ont fait l'objet de concours totalisant 108 millions.

Les prêts pour les infrastructures du secteur des **transports** (978 millions) portent en premier lieu sur deux grands projets, le tunnel sous la Manche et le TGV-Nord reliant Paris au tunnel et à la Belgique (410 millions). La BEI a aussi soutenu la poursuite de la mise en place d'autoroutes nécessaires tant aux liaisons régionales qu'à la continuité du réseau européen (209 millions): A26, nouvel axe entre le tunnel sous la Manche et le sud de la France via Troyes; A43 et A49, liaisons alpines desservant Gre-

noble et Albertville, site des Jeux Olympiques d'hiver; A57 dans le sud. En outre, elle a financé des travaux qui permettront une sensible amélioration des conditions de circulation et donc de l'environnement urbain: à Marseille, grâce à la construction d'un tunnel routier et, à Lyon, par la création de près de 6 000 places de parkings et par des aménagements de la voirie en une vingtaine de points (57 millions). Un nouveau prêt pour l'usine d'incinération d'ordures ménagères de l'agglomération lyonnaise, avec production d'électricité et de chaleur, contribuera également à améliorer l'environnement.

Dans le secteur des transports aériens, les prêts portent sur l'extension de l'aéroport de Fort-de-France, à la Martinique, en liaison avec les fonds structurels, et le renouvellement des flottes de deux compagnies assurant principalement les lignes intérieures (133 millions).

Enfin, 242 investissements routiers, ferroviaires et d'assainissement réalisés par des collectivités locales ou des entreprises ont été financés dans le cadre de divers prêts globaux (267 millions).

En ce qui concerne l'**industrie et les services**, les prêts (162 millions) concernent, d'une part, la production de fibres de carbones dans le sud-ouest, de papier-journal dans les Vosges, de produits chimiques en Isère, de matériel aéronautique en Île-de-France et, d'autre part, la poursuite de la réalisation du parc européen de loisirs d'Eurodisneyland. En outre, un grand nombre de petites et moyennes entreprises (5 947) ont bénéficié de crédits sur prêts globaux s'élevant à 537 millions.

Dans le secteur de l'énergie, la modernisation de la production d'uranium enrichi dans l'usine Eurodif fait l'objet d'un prêt de 37 millions.

IRLANDE

Prêts signés en 1991: 237 millions (1990: 217,7 millions)

Prêts individuels: 237 millions

Crédits sur prêts globaux en cours: 13 millions.

Les financements en Irlande, entièrement éligible au titre du **développement régional** (objectif 1), concernent pour l'essentiel des **infrastructures** (182 millions). Ces concours portent sur le renforcement de la flotte de transport aérien, pour les liaisons avec les autres pays de la Communauté, et des capacités d'entretien de l'aéroport de Dublin ainsi que sur l'amélioration du réseau routier notamment par les contournement

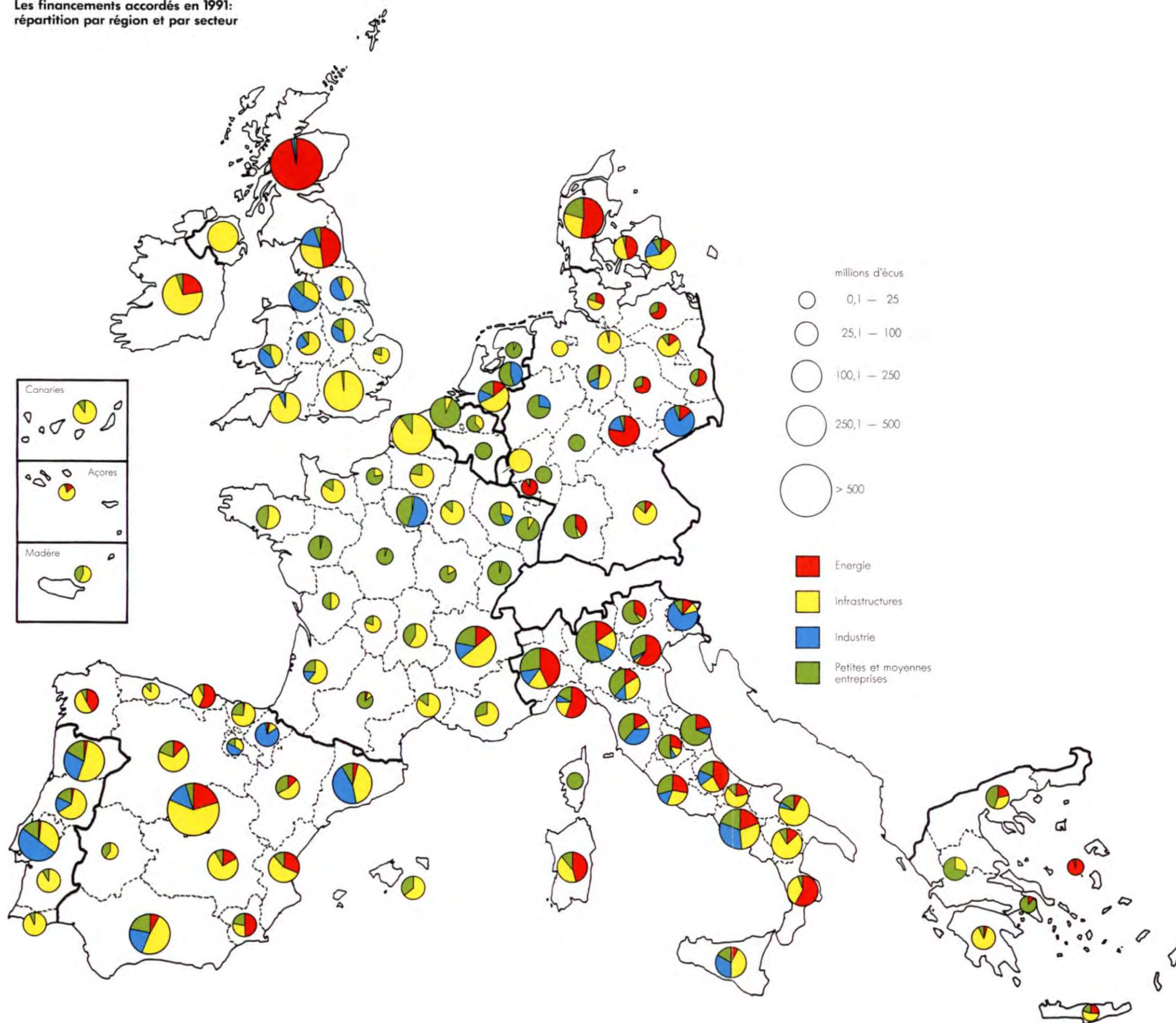
ments de Dublin et d'Athlone. Les autres prêts soutiennent la poursuite du développement des télécommunications intérieures et internationales, l'approvisionnement en eau potable de la zone de Dublin et, toujours dans la capitale, la rénovation du district de Temple Bar. La BEI a en outre financé de nombreux petits aménagements routiers, portuaires, aéroportuaires ou visant à améliorer l'adduction d'eau ainsi que la collecte et

le traitement des eaux usées.

Dans le domaine de l'**énergie**, deux prêts ont favorisé le transport/distribution d'électricité et de gaz naturel à travers le pays (56 millions).

Enfin, 8 petites et moyennes entreprises industrielles et touristiques ont bénéficié de crédits s'élevant à 13 millions sur des prêts globaux en cours.

Les financements accordés en 1991:
répartition par région et par secteur



ITALIE

Prêts signés en 1991 : 4 000,7 millions (1990: 3 855,7 millions)

Prêts individuels: 2 794,1 millions - Prêts globaux: 1 206,6 millions

Crédits sur prêts globaux en cours: 1 030,1 millions

En Italie, les deux tiers du montant des prêts individuels et des crédits sur prêts globaux portent sur des investissements localisés dans des zones de **développement régional** (2 558 millions). Ils se répartissent entre des investissements industriels (995 millions dont 52 % pour des PME), des infrastructures (889 mil-

lions) et des équipements énergétiques (674 millions).

Près de 80 % de ces concours contribuent à des investissements localisés dans le *Mezzogiorno* continental et les Iles (2 010 millions). Ils concernent: la Campanie (333 millions), la Sicile (246

millions), les Pouilles (242 millions), la Sardaigne (238 millions), les Abruzzes (199 millions), la Calabre (183 millions), la Basilicate (156 millions), le Lazio (142 millions); 130 millions se répartissent entre la Molise, les Marches et les Iles toscanes; 141 millions portent sur des projets de transports aériens, de té-

TRANSPORT ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ

Dans la Communauté, l'électricité assure près d'un cinquième de la consommation totale d'énergie contre un peu moins d'un septième en 1980. Cette part, importante et croissante, alors que sur la même période, la consommation totale d'énergie n'augmentait que très faiblement, justifie l'attention portée au transport et à la distribution d'électricité dans la Communauté et avec les pays voisins.

Le développement futur des réseaux de transport et distribution fait l'objet de travaux de la Commission des CE qui, dans la perspective de la réalisation du marché intérieur, a proposé de libéraliser l'accès aux grands réseaux de transport fonctionnant traditionnellement dans un cadre national. Par ailleurs, les derniers Conseils européens ont souligné l'intérêt de réseaux transeuropéens permettant les échanges d'énergie (cf. page 19).

L'accroissement de la consommation, la sécurité de l'alimentation, l'évolution différente des parcs de production, avec, dans certains pays, la montée en puissance du nucléaire et dans d'autres un recours accru au charbon, l'existence entre pays de décalage dans le temps des besoins de puissance de pointe ont constitué des éléments contribuant à un développement des lignes d'interconnexion.

Les investissements, liés au développement de transport et de distribution d'électricité, peuvent représenter jusqu'à 30 voire 50 % des investissements du secteur. Ils visent à assurer non seulement le transport de l'énergie produite par le parc de

centrales mais également la sécurité d'alimentation en interconnectant les différents réseaux d'un même pays et des pays limitrophes. Ces échanges ont régulièrement progressé tout en restant encore limités; ils correspondent à un peu plus de 10 % de la consommation dans la Communauté et concernent principalement la France comme exportateur, l'Italie et le Royaume-Uni comme importateurs.

Dans la Communauté, les investissements de transport et de distribution devraient rester soutenus, plusieurs pays ayant encore de grands programmes d'équipement en cours, tandis que certains autres ont des préoccupations quant à l'amélioration de la qualité du service électrique ou à la protection de l'environnement.

L'accroissement probable des capacités d'échanges dans la Communauté et avec les pays voisins, répondant à l'évolution du marché intérieur ainsi qu'au souci d'une plus grande flexibilité et d'une sécurité accrue devrait également soutenir des investissements de transport et de distribution.

Au cours des cinq dernières années, la BEI a accordé plus de 2 milliards d'écus pour le renforcement et la modernisation des réseaux de transport et de distribution dans la plupart des régions de l'Italie du sud et de l'Espagne mais aussi du Portugal, de l'Irlande et de la Grèce. Elle a également poursuivi le financement d'un important projet d'interconnexion des réseaux à haute tension français et britannique par quatre paires de câbles sous-marins à travers la Manche.



lécommunication, de gazoducs et de lignes électriques intéressant l'ensemble du Mezzogiorno.

Dans les zones moins favorisées du *Centre-Nord*, les concours d'intérêt régional s'élèvent à 548 millions; ils intéressent principalement la Toscane (123 millions), le Frioul-Vénétie Julienne (93 millions), la Vénétie (67 millions), le Trentin Haut-Adige (52 millions).

Les concours répondant aux **objectifs énergétiques de la Communauté** (874 millions) concernent la mise en valeur des ressources en hydrocarbures, le transport et la distribution du gaz naturel, la production et le transport d'électricité, l'utilisation rationnelle de l'énergie dans diverses entreprises.

Les financements de projets visant à la **protection ou à l'amélioration de l'environnement et du cadre de vie** s'élèvent à 697 millions. Ils portent principalement sur la collecte et le traitement des eaux usées, la gestion des déchets solides ainsi que sur des équipements visant à réduire la pollution atmosphérique mais aussi sur des opérations de réaménagement urbain ou de rénovation de bâtiments et quartiers historiques.

Enfin, la BEI a soutenu des investissements améliorant les transports et surtout les **télécommunications** avec les autres pays de la Communauté (591 millions) ou renforçant la **compétitivité internationale de l'industrie** et son intégration européenne (155 millions dont 42 millions pour des investissements de petite ou moyenne dimension).

* *

La *répartition sectorielle* fait apparaître un relatif équilibre des interventions

pour l'industrie (1 538 millions), les infrastructures (1 120 millions) et l'énergie (1 166 millions).

Dans l'industrie et les services, les prêts individuels (557 millions) concernent notamment l'industrie chimique et pétrochimique, plusieurs laboratoires, centres de recherche et fabriques de produits pharmaceutiques, cosmétiques et d'hygiène, la modernisation d'un complexe chimique, d'une usine de gaz industriels et de raffineries afin de les convertir à la production d'essence sans plomb et à faible teneur en soufre.

Les autres prêts intéressent l'électronique, avec des usines et centres de développement de matériels pour les télécommunications, l'électroménager, le secteur du papier, la construction aéronautique, la fabrication de véhicules deux roues, des cimenteries ainsi que des fabriques de verre et de produits alimentaires.

Par ailleurs, la BEI a financé, sur des prêts globaux en cours, environ 1 800 investissements de plus petite dimension (981 millions) relevant le plus souvent de petites et moyennes entreprises.

Dans le secteur des **infrastructures**, la BEI a poursuivi le financement d'investissements réalisés le plus souvent dans le cadre du FIO, le fonds pour l'investissement et l'emploi, visant à améliorer l'approvisionnement en eau potable et, surtout, à développer les réseaux de collecte et de traitement des eaux usées. Ces projets comprennent souvent d'autres éléments: gestion des déchets solides, urbains et industriels, lutte contre l'érosion et les crues... Les prêts, d'un montant total de 393 millions, intéressent notamment de grands bassins tels celui du Pô et de vastes superficies de

régions comme la Basilicate, les Pouilles, la Sardaigne, d'importantes zones urbaines, Milan, Gènes, Rome, Udine, Tarante...

Dans le secteur des **télécommunications**, des prêts ont à nouveau contribué au renforcement du réseau téléphonique du Mezzogiorno et du système de liaisons par satellites (577 millions). Par ailleurs, plusieurs prêts (150 millions) ont concerné les transports avec le renforcement des flottes assurant les liaisons aériennes régionales, l'aménagement de zones portuaires, de centres d'échanges intermodaux ou encore diverses infrastructures urbaines.

Dans le secteur de l'**énergie**, les concours, en sensible augmentation, ont visé d'une part à renforcer les capacités de production d'électricité de plusieurs centrales, ainsi que les lignes de transport et de distribution d'électricité. Parmi les centrales, certaines utilisent les ressources hydrauliques ou géothermiques, d'autres assurent la production simultanée de vapeur (Porto Marghera, Milan, Brescia) en liaison dans certains cas avec des réseaux de chauffage urbain. Il faut souligner que les investissements financés dans la plupart des centrales et, tout particulièrement dans celle de Fusina, comportent tous les dispositifs appropriés pour réduire la pollution atmosphérique liée à la production d'énergie.

Enfin, plusieurs prêts contribuent à développer la production des gisements terrestres et marins d'hydrocarbures et à poursuivre la mise en place du système de transport et de distribution du gaz naturel provenant d'Algérie et de Russie.



LUXEMBOURG

Prêt signé en 1991: 28,6 millions (1990: 11,8 millions)

Un prêt de 28,6 millions a été consenti par plusieurs compagnies européennes pour le lancement d'un satellite de télé- de télévision. diffusion dont les canaux sont utilisés

PAYS-BAS

Prêts signés en 1991: 175,4 millions (1990: 245,3 millions)

Prêts individuels: 125,4 millions - Prêts globaux: 50 millions

Crédits sur prêts globaux en cours: 68,9 millions.

Aux Pays-Bas, la Banque a financé la construction d'un terminal automatisé pour conteneurs dans le port de Rotterdam et une centrale de production d'électricité par gazéification du charbon à Buggenum. Dans le secteur industriel, un prêt a été accordé pour la modernisation de papeteries à Nimègue et

Maastricht; 49 petites et moyennes entreprises ont bénéficié de crédits sur prêts globaux.

PORTUGAL

Prêts signés en 1991: 1 002,1 millions (1990: 794,7 millions)

Prêts individuels: 809,2 millions - Prêts globaux: 192,9 millions

Crédits sur prêts globaux en cours: 153,1 millions

Les financements au Portugal, entièrement éligible au titre du **développement régional** (objectif 1), ont à nouveau progressé et couvert une large gamme d'investissements.

Près de la moitié du montant des concours concerne des **infrastructures** de transport et de télécommunication (441 millions) qui, en majeure partie, améliorent les relations avec d'autres pays de la Communauté. Les prêts portent sur des tronçons des autoroutes A1 (Lisbonne-Porto-Braga) et A4 (reliant Porto à Vila Real), sur la rénovation et l'amélioration des chemins de fer (autour de Porto, en direction de Lisbonne et de l'Espagne via Vilar Formoso) ainsi que sur le renouvellement du matériel roulant. Les autres financements contribuent au développement d'infrastructure

diverses aux Açores, au renforcement du terminal pétrolier et pétrochimique de Sines. Dans le cadre de prêts globaux en cours, 82 investissements ont été financés, principalement pour la gestion de l'eau et pour des routes (15 millions d'écus).

La BEI a poursuivi le financement du renforcement du réseau téléphonique, en particulier dans les zones de Lisbonne et Porto; elle a également contribué à la mise en place d'un câble sous-marin assurant les liaisons avec l'île de Madère mais aussi avec la France et le Maroc.

Les prêts pour des **projets industriels** (389 millions) intéressent largement le secteur automobile avec, à Palmela, près de Sétubal, l'important projet de nouveaux véhicules monospace mené

en partenariat par deux grands constructeurs et une usine d'équipements audio ainsi que, près de Porto, une fabrique de systèmes d'allumage électronique et une usine de pneumatiques. Les autres projets concernent la production de papier, à partir des ressources forestières, une usine de produits alimentaires, la modernisation de fabriques de simili-cuir et de textiles, ainsi qu'une usine de pièces en alliage de haute qualité. En outre, 300 petites et moyennes entreprises ont bénéficié de crédits sur des prêts globaux en cours (126 millions).

Dans le domaine de l'**énergie**, les prêts (114 millions) ont concerné le renforcement du réseau de transport et de distribution d'électricité ainsi que la mise en place de mini-centrales hydroélectriques dans le centre et le nord du pays.



ROYAUME-UNI

Prêts signés en 1991: 2 090,5 millions (1990: 1 892,8 millions)

Prêts individuels: 2 090,5 millions

Crédits sur prêts globaux en cours : 73,7 millions

Les interventions au Royaume-Uni couvrent l'ensemble des secteurs d'activité, en particulier les secteurs de l'eau, l'énergie et l'industrie; elles sont situées, pour un tiers environ, dans des **zones confrontées à des problèmes de conversion**.

Les prêts pour des **infrastructures** (911 millions) concernent, en premier lieu, le secteur de l'eau (579 millions), la BEI poursuivant le financement de projets s'inscrivant dans les grands programmes élaborés par les compagnies des eaux afin d'améliorer leurs réseaux et de mieux respecter les normes communautaires de qualité. Ces projets intéressent notamment des zones du Pays de Galles, du Yorkshire, de la Tamise et plus généralement le sud et l'ouest de l'Angleterre.

Les interventions pour les transports et les télécommunications (331 millions)

contribuent à la poursuite de la construction du tunnel sous la Manche, de l'extension de l'aéroport du Birmingham et de la modernisation des télécommunications en Irlande du Nord.

Les prêts pour des projets du secteur de l'**énergie** (765 millions) enregistrent, en 1991, une nette reprise. Orientés essentiellement vers la mise en valeur des ressources en hydrocarbures de la mer du Nord, ils concernent les gisements d'Alba, Bruce, Ravenspurn, Scott, ainsi que des infrastructures de transport, par gazoduc, depuis les complexes de Beryl et Brae jusqu'à St Fergus en Ecosse. Des installations de retraitement du combustible nucléaire ont fait l'objet d'un nouveau financement.

Dans l'**industrie et les services**, les financements atteignent 488 millions, essentiellement sous forme de prêts individuels (416 millions). Ceux-ci couvrent

divers secteurs: la construction d'éléments d'avions Airbus, la production de pièces pour l'automobile, des centres de recherche et de production de produits pharmaceutiques et cosmétiques, la fabrication de plaquettes de silicone, de gaz à usages industriels et de produits à base de zirconium. Ils concernent également la fabrication de produits alimentaires, de fibres optiques, de textiles et une imprimerie de presse. Plusieurs projets tendent à assurer la protection de l'environnement: usines de traitement du dioxyde de titane, d'aérosols sans CFC, de recyclage de boîtes en aluminium...

En l'absence de nouvelles opérations en 1991, ce sont des prêts globaux signés antérieurement qui ont permis le financement de 70 petites et moyennes entreprises pour un montant de 60 millions.

* *

En dehors du territoire des Etats membres, en application de l'article 18, paragraphe 1, alinéa 2 de ses statuts, la BEI a soutenu la réalisation de projets de télécommunications internationales et d'exploitation pétrolière présentant un intérêt pour la Communauté, par des prêts d'un montant total de 300 millions.

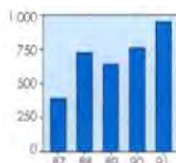
Concernant les **télécommunications**, les prêts (202 millions) ont contribué, d'une part, à la poursuite des programmes développés par l'organisation internationale Eutelsat pour la mise en place d'une nouvelle génération de satellites et, d'autre part, à l'installation d'un câble sous-marin à fibres optiques re-

liant le Portugal à la France, l'île de Madère et le Maroc.

La Banque a par ailleurs financé la mise en valeur des **gisements de pétrole** de Snorre et Veslefrikk dans le secteur norvégien de la mer du Nord (98 millions).

LA BEI EN 1991:

LES FINANCEMENTS À L'EXTÉRIEUR DE LA COMMUNAUTÉ



A l'extérieur de la Communauté: D'un montant total de 916 millions, les financements portent

sur 781,5 millions de prêts sur ressources propres qui bénéficient tous d'une garantie des Etats membres ou du budget communautaire, et 134,5 millions d'opérations de capitaux à risques sur des ressources budgétaires de la Communauté ou des Etats membres.

Dans les Etats d'Afrique, des Caraïbes, du Pacifique (ACP) et dans les Pays et Territoires d'Outre-Mer (PTOM), l'année a été marquée par l'entrée en vigueur, le 1^{er} septembre, de la quatrième Convention de Lomé, ce qui a permis une re-

prise très significative des interventions, notamment sur capitaux à risques.

Au total, les financements atteignent 389,5 millions (153 millions en 1990) dont 269,5 millions sur ressources propres assortis de bonifications d'intérêt et 120 millions de capitaux à risques sur ressources budgétaires des Etats membres par l'intermédiaire du Fonds européen de développement (FED).

Dans les pays du bassin méditerranéen, les concours s'élèvent à 241,5 millions (162 millions en 1990) dont 227 millions sur ressources propres et 14,5 millions de capitaux à risques sur ressources du budget de la Communauté utilisés essentiellement pour le financement de

fonds propres d'entreprises du secteur privé.

Dans les pays d'Europe centrale et orientale (PECO), la BEI a accordé un montant total de 285 millions (215 millions en 1990).

La plupart des projets d'investissements financés ont fait l'objet de cofinancements avec des institutions financières bilatérales des pays membres, la Commission, la Banque mondiale et d'autres institutions d'aide au développement; avec la BERD s'est engagée une coopération très étroite visant à coordonner les activités de financement dans les pays d'Europe centrale et orientale concernés.

ETATS ACP ET PTOM

La BEI est intervenue dans 24 pays ACP et 4 PTOM ainsi qu'en faveur d'un projet concernant plusieurs pays. Ces financements ont été effectués pour partie dans le cadre de la quatrième Convention de Lomé (217,5 millions sur ressources propres et 63,4 millions sur capitaux à risques) ainsi que pour partie au titre de la troisième Convention (52 millions sur ressources propres et 55 millions sur capitaux à risques) dont un bilan sommaire est présenté page 46 et de la deuxième convention (1,6 million sur capitaux à risques).

Dans trois pays, le Zimbabwe, Trinité-et-Tobago et les Iles Caïmans, la BEI est intervenue exclusivement sur ressources propres (58 millions et 15 % du total). Tous les autres pays ont bénéficié de concours sur capitaux à risques, soit exclusivement pour 15 d'entre eux (63,8 millions et 16 %), soit en combinaison avec des prêts sur ressources propres dans 10 autres (267,7 millions et 69 %).

Les financements concernent pour 52 % l'industrie et les services, notamment les petites et moyennes entreprises qui ont bénéficié de 100 crédits (57,7 millions) sur des prêts globaux que la BEI met en œuvre en collaboration avec des banques de développement nationales ou régionales. Les prêts pour des équi-

pements énergétiques (exploitation d'hydrocarbure, production/distribution d'électricité) représentent 30 % du total et ceux pour des infrastructures de transport aériens et maritimes ou d'approvisionnement en eau et d'assainissement 18 %.

Près des deux tiers des financements portent sur des investissements relevant du secteur privé, dont le rôle dans le processus de développement s'est accru ces dernières années. Par ailleurs, la BEI a poursuivi ses contributions à la réhabilitation d'industries et d'infrastructures existantes.



En **Afrique**, les financements ont concerné 17 pays et atteint 314,4 millions (203,5 millions sur ressources propres et 110,9 millions de capitaux à risques). Sur ce total, un montant de 36 millions a été accordé à l'ASECNA,

une agence régionale en charge de la sécurité de la navigation aérienne pour 16 pays ACP.

Près des deux tiers de ces concours ont été consentis en **Afrique de l'Ouest**

(190,3 millions). Au **Nigéria** (103 millions), ils portent sur le renforcement des capacités de production et de raffinage d'huile de palme et sur la mise en valeur d'un gisement d'hydrocarbures sous forme de condensat. En **Mauritanie**, les

Tableau 10: **Conventions, protocoles financiers et décisions en vigueur ou négociées au 1^{er} juin 1992**

(millions d'écus)

(millions d'euros)

| | Type d'accord | Période d'application | Prêts sur ressources propres de la BEI ⁽¹⁾ | Sur ressources budgétaires | | Total |
|--|-----------------------|---|--|--|--|--------------------|
| | | | | Opérations sur capitaux à risques ⁽²⁾ | Aides non rembour- sables ⁽³⁾ | |
| États ACP - PTOM | | | | | | |
| ACP | Convention de Lomé IV | 1990—1995 | 1 200 | 825 | 9 975 ⁽⁴⁾ | 12 000 |
| PTOM | Décision du Conseil | 1990—1995 | 25 | 25 | 115 ⁽⁴⁾ | 165 |
| Bassin méditerranéen ⁽⁵⁾ | | | | | | |
| Yougoslavie | pour mémoire | | | | | |
| Turquie | } | 4 ^{ème} protocole financier non encore mis en vigueur | 225 | — | 50 | 600 ⁽⁴⁾ |
| Algérie | | | | | | |
| Maroc | } | 4 ^{èmes} protocoles financiers | 280 | 18 | 52 | 350 |
| Tunisie | | | | | | |
| Égypte | } | 4 ^{èmes} protocoles financiers | 220 | 25 | 193 | 438 |
| Jordanie | | | | | | |
| Liban | | | 168 | 15 | 101 | 284 |
| Syrie | | | | | | |
| Israël | } | 4 ^{ème} protocole financier | 310 | 16 | 242 | 568 |
| Malte | | | | | | |
| Chypre | } | 3 ^{ème} protocole financier | 80 | 2 | 44 | 126 |
| | | | | | | |
| | } | 3 ^{ème} protocole financier | 45 | 2 | 22 | 69 |
| | | | | | | |
| | } | 3 ^{ème} protocole financier | 115 | 2 | 41 | 158 |
| | | | | | | |
| | } | 4 ^{ème} protocole financier | 82 | — | — | 82 |
| | | | | | | |
| | } | 3 ^{ème} protocole financier | 23 | 2,5 | 12,5 | 38 |
| | | | | | | |
| | } | 3 ^{ème} protocole financier | 44 | 5 | 13 | 62 |
| | | | | | | |
| | } | 3 ^{ème} protocole financier | 44 | 5 | 13 | 62 |
| | | | | | | |
| | } | 3 ^{ème} protocole financier | 44 | 5 | 13 | 62 |
| | | | | | | |
| | } | 3 ^{ème} protocole financier | 44 | 5 | 13 | 62 |
| | | | | | | |
| | } | 3 ^{ème} protocole financier | 44 | 5 | 13 | 62 |
| | | | | | | |
| | } | 3 ^{ème} protocole financier | 44 | 5 | 13 | 62 |
| | | | | | | |
| | } | 3 ^{ème} protocole financier | 44 | 5 | 13 | 62 |
| | | | | | | |
| | } | 3 ^{ème} protocole financier | 44 | 5 | 13 | 62 |
| | | | | | | |
| | } | 3 ^{ème} protocole financier | 44 | 5 | 13 | 62 |
| | | | | | | |
| | } | 3 ^{ème} protocole financier | 44 | 5 | 13 | 62 |
| | | | | | | |
| | } | 3 ^{ème} protocole financier | 44 | 5 | 13 | 62 |
| | | | | | | |
| | } | 3 ^{ème} protocole financier | 44 | 5 | 13 | 62 |
| | | | | | | |
| | } | 3 ^{ème} protocole financier | 44 | 5 | 13 | 62 |
| | | | | | | |
| | } | 3 ^{ème} protocole financier | 44 | 5 | 13 | 62 |
| | | | | | | |
| | } | 3 ^{ème} protocole financier | 44 | 5 | 13 | 62 |
| | | | | | | |
| | } | 3 ^{ème} protocole financier | 44 | 5 | 13 | 62 |
| | | | | | | |
| | } | 3 ^{ème} protocole financier | 44 | 5 | 13 | 62 |
| | | | | | | |
| | } | 3 ^{ème} protocole financier | 44 | 5 | 13 | 62 |
| | | | | | | |
| | } | 3 ^{ème} protocole financier | 44 | 5 | 13 | 62 |
| | | | | | | |
| | } | 3 ^{ème} protocole financier | 44 | 5 | 13 | 62 |
| | | | | | | |
| | } | 3 ^{ème} protocole financier | 44 | 5 | 13 | 62 |
| | | | | | | |
| | } | 3 ^{ème} protocole financier | 44 | 5 | 13 | 62 |
| | | | | | | |
| | } | 3 ^{ème} protocole financier | 44 | 5 | 13 | 62 |
| | | | | | | |
| | } | 3 ^{ème} protocole financier | 44 | 5 | 13 | 62 |
| | | | | | | |
| | } | 3 ^{ème} protocole financier | 44 | 5 | 13 | 62 |
| | | | | | | |
| | } | 3 ^{ème} protocole financier | 44 | 5 | 13 | 62 |
| | | | | | | |
| | } | 3 ^{ème} protocole financier | 44 | 5 | 13 | 62 |
| | | | | | | |
| | } | 3 ^{ème} protocole financier | 44 | 5 | 13 | 62 |
| | | | | | | |
| | } | 3 ^{ème} protocole financier | 44 | 5 | 13 | 62 |
| | | | | | | |
| | } | 3 ^{ème} protocole financier | 44 | 5 | 13 | 62 |
| | | | | | | |
| | } | 3 ^{ème} protocole financier | 44 | 5 | 13 | 62 |
| | | | | | | |
| | } | 3 ^{ème} protocole financier | 44 | 5 | 13 | 62 |
| | | | | | | |
| | } | 3 ^{ème} protocole financier | 44 | 5 | 13 | 62 |
| | | | | | | |
| | } | 3 ^{ème} protocole financier | 44 | 5 | 13 | 62 |
| | | | | | | |
| | } | 3 ^{ème} protocole financier | 44 | 5 | 13 | 62 |
| | | | | | | |
| | } | 3 ^{ème} protocole financier | 44 | 5 | 13 | 62 |
| | | | | | | |
| | } | 3 ^{ème} protocole financier | 44 | 5 | 13 | 62 |
| | | | | | | |
| | } | 3 ^{ème} protocole financier | 44 | 5 | 13 | 62 |
| | | | | | | |
| | } | 3 ^{ème} protocole financier | 44 | 5 | 13 | 62 |
| | | | | | | |
| | } | 3 ^{ème} protocole financier | 44 | 5 | 13 | 62 |
| | | | | | | |
| | } | 3 ^{ème} protocole financier | 44 | 5 | 13 | 62 |
| | | | | | | |
| | } | 3 ^{ème} protocole financier | 44 | 5 | 13 | 62 |
| | | | | | | |
| | } | 3 ^{ème} protocole financier | 44 | 5 | 13 | 62 |
| | | | | | | |
| | } | 3 ^{ème} protocole financier | 44 | 5 | 13 | 62 |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

⁽¹⁾ Prêts bénéficiant de bonifications d'intérêt sur les ressources du Fonds européen de développement pour les projets dans les États ACP et les PTOM et sur celles du budget général des Communautés pour les projets dans certains pays du bassin méditerranéen. Les montants nécessaires pour les bonifications d'intérêt sont imputés sur les aides non remboursables.

⁽²⁾ Accordées et gérées par la BEI.

⁽³⁾ Accordées et gérées par la Commission des CE.

⁽⁴⁾ Y compris les montants destinés aux bonifications d'intérêt sur prêts de la BEI.

⁽⁵⁾ Les montants disponibles au titre des protocoles financiers précédents pourront être utilisés simultanément, qu'il s'agisse de la totalité des dotations prévues (Liban, Syrie) ou de reliquats.

⁽⁶⁾ Dont 325 millions de prêts à conditions spéciales sur ressources budgétaires.

⁽⁷⁾ Dont environ 100 millions de bonifications d'intérêt pour des prêts de la BEI dans le secteur de l'environnement.

⁽⁸⁾ Crédits budgétaires accordés par la Commission des CE (PHARE) d'un montant total de 2 270 millions pour la période 1990-1992.

DE LA 3^{ÈME} À LA 4^{ÈME} CONVENTION DE LOMÉ

Durant la période de la **3^{ème} Convention de Lomé** (mai 1986 - août 1991), les concours accordés dans les pays ACP et les PTOM ont atteint 1 347,5 millions contre 969 millions pour la 2^{ème} Convention de Lomé. Les prêts sur ressources propres, bonifiés sur les ressources du FED, se sont élevés à 761 millions, ce qui représente 68 % du plafond fixé (1 120 millions). Les concours sur capitaux à risques, à conditions très favorables, ont atteint 586,5 millions, soit 94 % de l'enveloppe prévue (615 millions), mais le reliquat sera engagé jusqu'à épuisement de la dotation.

L'activité sur ressources propres a été confrontée, surtout en Afrique, à un environnement économique toujours très défavorable, marqué notamment par une dégradation de la capacité d'endettement, un ralentissement, voire dans certains pays un arrêt, des investissements. Dans ce contexte, les conditions souples d'octroi des capitaux à risques ont été particulièrement bien adaptées à la situation de ces pays. De fait, la presque totalité d'entre eux a bénéficié de ce type d'interventions. La situation a été nettement plus favorable dans les pays des Caraïbes et du Pacifique ainsi que dans les PTOM, où l'activité a le plus souvent résulté d'une combinaison des deux sources de financement.

Dans les 43 pays les moins développés (Art. 257 de la Convention), les concours sur capitaux à risques accordés se sont élevés à 350,8 millions; en outre, 55,5 millions de prêts sur ressources propres y ont été engagés en faveur de projets de développement.

Globalement, les interventions concernent pour 55 % des investissements dans l'industrie (voir aussi tableau N page 109), principalement pour des entreprises des secteurs des produits alimentaires, du textile, de l'extraction de minerai et de la transformation des métaux, ainsi que pour des initiatives dans le tourisme. Environ un tiers des concours à l'industrie a été accordé à des banques de développement et à des instituts financiers, notamment sous la forme de prêts globaux. Ceux-ci ont déjà permis l'octroi de crédits à plus de 350 petites entreprises. Ces interventions, qui relèvent largement du secteur privé, contribuent au renforcement ou au maintien de la ca-

pacité de production de nombreux pays dans des secteurs particulièrement sensibles pour le bien-être des populations.

Les autres financements ont soutenu la réalisation d'infrastructures d'adduction d'eau et d'assainissement dans plusieurs villes (12 %), des investissements de transport et télécommunication (12 %) ainsi que le renforcement des équipements de production et de transport d'énergie (21 %).

* * *

La **4^{ème} Convention de Lomé**, entrée en vigueur le 1^{er} septembre 1991, a été conclue entre, d'une part, les Etats membres et la Communauté européenne et, d'autre part, les 66 Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) signataires de la 3^{ème} Convention plus Haïti et la République dominicaine et la Namibie. En outre, une décision parallèle du Conseil couvre les relations avec les PTOM.

La nouvelle Convention met un accent encore plus marqué qu'auparavant sur le secteur privé et son rôle pour stimuler la croissance et la diversification des économies ACP.

Le montant global des concours financiers s'élève à 12 milliards pour les cinq premières années de Lomé IV (voir tableau 10, page 45). L'aide communautaire a été rendue plus concessionnelle. Les prêts sur ressources propres de la Banque (plafond 1,2 milliard) sont assortis d'une bonification d'intérêt, sur les ressources du FED, portée à 4 % et le taux d'intérêt supporté par l'emprunteur ne pourra, normalement, être ni inférieur à 3 % ni supérieur à 6 %. Les capitaux à risques (825 millions) peuvent prendre la forme de prises de participation ou de prêts à conditions favorables, dont le taux d'intérêt devra être inférieur à 3 %. L'utilisation de nouveaux intermédiaires (institutions financières européennes intermédiaires en particulier) a été rendue possible.

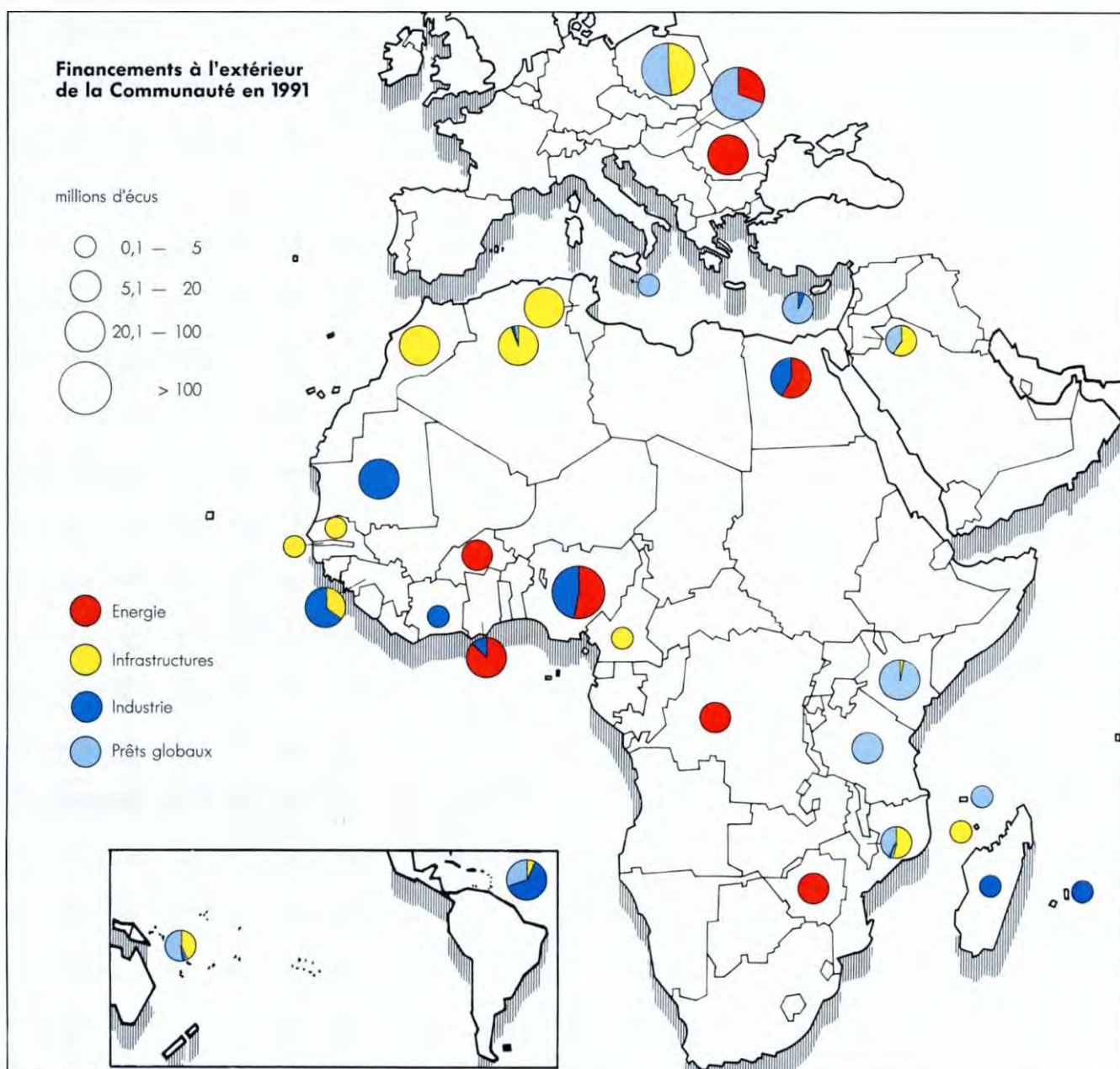
Ces concours assureront en priorité le financement de projets dans les secteurs de l'industrie, de l'agro-industrie, du tourisme, des mines, de l'énergie, des transports et des télécommunications.



financements (30 millions) sont destinés à la mise en exploitation d'un gisement de minerai de fer. Au **Ghana**, ils concernent la modernisation de fonde-

ries pour l'aluminium et la poursuite de la remise en état de la centrale hydro-électrique d'Akosombo (22,8 millions). En **Guinée**, la BEI a financé le renfor-

cement d'une usine d'alumine et l'amélioration de l'alimentation en eau de Conakry (23 millions). Les autres concours portent, au **Burkina-Faso**, sur





une ligne électrique entre Bobo-Dioulasso et Banfora (5,6 millions), en **Gambie**, sur l'amélioration de l'approvisionnement en eau de Banjul (4,3 millions), au **Sénégal**, sur la modernisation d'entrepôts commerciaux sur le port de Dakar (1,5 million) et en **Côte-d'Ivoire**, sur une étude en vue de l'implantation d'une usine de café soluble (52 000 écus).

En **Afrique australe**, les concours (38,1 millions) concernent principalement le **Zimbabwe**, 18 millions pour la modernisation et le renforcement du réseau électrique et le **Malawi**, 14,8 millions pour l'extension du réseau de distribution d'eau potable de Blantyre et le soutien, par un prêt global et une prise de participation, des investissements de petite dimension. Dans l'**Île Maurice**, un montant de 2,5 millions a été accordé pour une usine textile, aux **Comores**, un prêt global de 2 millions contribuera aux investissements de petites et moyennes entreprises, enfin à **Madagascar**, 800 000 écus ont été consentis sous forme de prise de participation

pour soutenir une société financière d'investissement et pour une étude concernant une ferme pilote pour l'aquaculture.

En **Afrique orientale**, les concours (28,5 millions) ont pris la forme, au **Kenya** (20,5 millions), d'une étude de faisabilité d'un oléoduc, et comme en **Tanzanie** (8 millions), de prêts globaux destinés au financement de petites et moyennes entreprises.

En **Afrique centrale**, les financements (21,5 millions) contribuent à la modernisation et au renforcement du réseau électrique dans l'est du **Zaïre** (19 millions) et à la remise en état de bananeraies au **Cameroun** (2,5 millions).

Dans les **Caraïbes** (56,1 millions), les financements ont porté sur la modernisation d'une raffinerie d'hydrocarbures à **Trinité-et-Tobago** (38 millions), sur le soutien aux investissements de petites et moyennes entreprises à la **Jamaïque** (16 millions), sur un hôtel de tourisme à

la **Grenade** (1,5 million), sur des études d'exploitation de géothermie à **Sainte-Lucie** (400 000 écus) et, à **Saint-Vincent et Grenadines**, d'exportation de matériaux de construction vers la Guyane (200 000 écus).

Dans le **Pacifique** (11,4 millions), la BEI a conclu des prêts globaux en faveur d'investissements de petites et moyennes entreprises en **Papouasie-Nouvelle-Guinée** (6 millions) et a contribué à la réalisation d'un centre de maintenance pour avions ainsi que d'une scierie dans deux îles **Fidji** (5,4 millions).

Enfin, quatre **PTOM** ont bénéficié de concours (7,7 millions): pour financer les investissements de petite ou moyenne dimension à **Aruba** (2,5 millions), pour l'amélioration de la distribution d'eau potable dans les **îles Caïmans** (2 millions), pour la reconstruction du port de **Montserrat** endommagé par des ouragans (2 millions) et, pour la première fois à **Mayotte**, pour l'amélioration des transports maritimes (1,15 million).

* * *

PAYS DE LA MÉDITERRANÉE DU SUD

Les financements dans les pays situés dans la partie sud du bassin méditerranéen ont principalement concerné deux domaines essentiels: une meilleure gestion des ressources en eau des pays du

Maghreb par l'installation de réseaux d'assainissement et des programmes d'irrigation; un soutien accru aux entreprises du secteur privé dans les pays concernés notamment par le développement du partenariat avec des entreprises de la Communauté. En 1991, sur des prêts globaux en cours, 166 crédits pour un montant de 42,6 millions ont été affectés, essentiellement dans les secteurs des textiles et des produits alimentaires, mais aussi du tourisme et de l'agriculture.

Algérie

Les concours, d'un montant total de 71 millions (dont 3 millions de capitaux à risques) portent sur la poursuite de la construction de l'autoroute est-ouest, la mise en place de collecte des eaux usées et la construction de stations d'épura-

Tableau 11: **Financements à l'extérieur de la Communauté**

(millions d'euros)

| | Total | Ressources propres | Ressources budgétaires | Energie | Transports Télécommu- nications | Prêts individuels | | |
|-------------------------------------|--------------|--------------------|------------------------|--------------|---------------------------------------|-------------------|--|---------------|
| | | | | | | Eau | Industrie, Agriculture, Services | Prêts globaux |
| ACP-PTOM | 389,5 | 269,5 | 120,0 | 117,6 | 45,6 | 24,8 | 140,5 | 61,0 |
| Afrique | 314,4 | 203,5 | 110,9 | 117,6 | 37,5 | 22,8 | 100,0 | 36,5 |
| Caraiïbes | 56,1 | 53,0 | 3,1 | — | — | — | 40,1 | 16,0 |
| Pacifique | 11,4 | 9,0 | 2,4 | — | 5,0 | — | 0,4 | 6,0 |
| PTOM | 7,6 | 4,0 | 3,6 | — | 3,1 | 2,0 | — | 2,5 |
| Méditerranée | 241,5 | 227,0 | 14,5 | 25,0 | 31,0 | 138,0 | 19,8 | 27,7 |
| Algérie | 71,0 | 68,0 | 3,0 | — | 31,0 | 37,0 | 0,8 | 2,2 |
| Maroc | 60,0 | 60,0 | — | — | — | 60,0 | — | — |
| Tunisie | 35,0 | 35,0 | — | — | — | 35,0 | — | — |
| Égypte | 43,0 | 40,0 | 3,0 | 25,0 | — | — | 18,0 | — |
| Jordanie | 10,0 | 9,0 | 1,0 | — | — | 6,0 | — | 4,0 |
| Chypre | 20,0 | 15,0 | 5,0 | — | — | — | 1,0 | 19,0 |
| Malte | 2,5 | — | 2,5 | — | — | — | — | 2,5 |
| Europe centrale et orientale | 285,0 | 285,0 | — | 60,0 | 70,0 | — | — | 155,0 |
| Hongrie | 115,0 | 115,0 | — | 35,0 | — | — | — | 80,0 |
| Pologne | 145,0 | 145,0 | — | — | 70,0 | — | — | 75,0 |
| Roumanie | 25,0 | 25,0 | — | 25,0 | — | — | — | — |
| Total | 916,0 | 781,5 | 134,5 | 202,6 | 146,6 | 162,8 | 160,3 | 243,7 |

tion dans plusieurs cités côtières à l'est d'Alger, la remise en état des réseaux de drainage et d'irrigation dans les oasis de la vallée du R'hir au sud d'Alger et la promotion des investissements de petites et moyennes entreprises du secteur privé, notamment par des prises de participation sur capitaux à risques.

Maroc

Un prêt de 60 millions a été accordé pour l'irrigation, à partir du barrage

d'Im Fout, et la mise en valeur de périmètres agricoles dans la haute plaine d'Abda Doukkala, au sud-ouest de Casablanca. Il s'agit de la première phase d'un projet qui couvrira 64 000 ha et concernera une population de 100 000 personnes.

Tunisie

Deux prêts s'élevant à 35 millions contribueront à une meilleure utilisation des ressources en eau destinées à l'agriculture, par l'amélioration des réseaux d'irrigation et à la protection de l'environnement par la construction, à Gabès, d'égouts et de stations d'épuration des eaux rejetées actuellement sans traitement en Méditerranée.

Egypte

Les interventions de la BEI (43 millions dont 3 millions de capitaux à risques) portent, d'une part, sur la construction d'une usine de compresseurs pour réfrigérateurs et congélateurs et, d'autre part, sur l'extension du réseau de distribution de gaz naturel au Caire. Ce projet s'inscrit dans le cadre d'un programme destiné à couvrir toute l'agglomération afin de réserver des ressources pétrolières pour l'exportation et de limiter la pollution atmosphérique.



Jordanie

Les concours (10 millions dont 1 million de capitaux à risques) ont porté, d'une part, sur l'extension du réseau de collecte des eaux usées dans la zone de Zarqa et, d'autre part, sur des prêts globaux destinés au financement de petites et moyennes entreprises.

Chypre et Malte

La Banque a développé son action de soutien au financement des investissements de petites et moyennes entreprises industrielles par la conclusion de prêts globaux sur ressources propres et sur capitaux à risques: Chypre 20 millions dont 5 millions de capitaux à ris-

ques, Malte 2,5 millions de capitaux à risques. Dans ces deux pays, les interventions peuvent prendre la forme de prises de participation et une priorité est accordée aux initiatives associant des partenaires de la Communauté.

* * *

PAYS D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

Commencée, en 1990, en Pologne et en Hongrie, l'activité de la BEI s'est élargie en 1991 à la Roumanie. Ses prêts ont atteint 285 millions, pour ce second exercice, portant ses engagements totaux à 500 millions, soit près du tiers des montants prévus par les accords en cours. Durant l'année, de premiers financements sont intervenus sur deux prêts globaux conclus en 1990 avec des ban-

ques. En Pologne, six entreprises ont bénéficié de crédits s'élevant à 14,7 millions et, en Hongrie, trois autres ont été financées pour un montant de 14,35 millions.

Pologne

Deux prêts ont été accordés (145 millions), l'un pour le renforcement et la modernisation du réseau téléphonique, notamment pour les communications à longue distance, l'autre pour le financement d'investissements principalement de petite ou moyenne dimension via un prêt global.

Hongrie

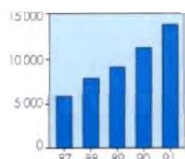
Un montant de 115 millions contribue, d'une part, au renforcement de la disponibilité en électricité grâce à la remise en état de la centrale de production

combinée de chaleur et d'électricité de Kelenföld et, d'autre part, au financement d'investissements principalement de petite ou moyenne dimension par l'intermédiaire d'un prêt global.

Roumanie

Un concours de 25 millions a été accordé pour la remise en état de deux centrales électriques et pour des études en vue de la production d'électricité à partir de lignite.

LES RESSOURCES EMPRUNTÉES EN 1991



Les ressources collectées : L'ensemble des ressources atteint, en 1991, 13 672 millions

contre 10 996 millions en 1990, soit une augmentation de 24 %. La présence active de la BEI sur les marchés et ses opérations d'échanges lui ont permis de répondre, de façon appropriée, aux dé-

caissements qui se sont élevés à 15 361 millions (11 811 millions en 1990).

L'essentiel de la collecte provient, après échanges, d'opérations à long et moyen terme (12 540 millions) principalement à **taux fixe** (10 225 millions). Le montant des ressources à **taux variable** s'élève à 3 447 millions, dont 1 133 millions d'opérations à court

terme sous forme de papier commercial et représente 25 % du total.

La répartition de la collecte par monnaie confirme la prépondérance des monnaies communautaires (73 % du total après échanges). L'écu demeure au premier rang des monnaies empruntées.

L'EVOLUTION DES MARCHES DES CAPITAUX

Les taux d'intérêt dans les principaux pays de l'OCDE ont suivi des tendances fortement différenciées en 1991, correspondant à des situations conjoncturelles contrastées. Au début de l'année, le dénouement rapide de la crise dans le golfe persique a entraîné une réduction généralisée des taux de rendement sur les marchés de capitaux. La faiblesse de l'activité économique aux Etats-Unis a conduit à un relâchement progressif de la politique monétaire en 1991. La baisse des taux d'intérêt au cours du premier semestre s'est amplifiée durant la seconde partie de l'année. La politique monétaire au Japon a été progressivement assouplie, en particulier au second semestre. Dans la Communauté, les autorités monétaires allemandes, compte tenu notamment des pressions inflationnistes et des contraintes économiques liées à l'unification, ont maintenu les taux d'intérêt à un niveau élevé avec un effet sur d'autres marchés commu-

nautaires. On a pu observer une tendance à la convergence des taux entre monnaies participant au SME.

Après le léger recul enregistré l'année précédente, 1991 a été caractérisée par une forte reprise de l'activité d'émissions obligataires. Le montant total des fonds levés par le biais d'émission publiques d'obligations classiques et de notes à taux variable a progressé de 30 % pour atteindre 298 milliards de dollars. Suite à la libéralisation continue des marchés financiers, le regain d'activité a été concentré sur le marché international avec un accroissement de 37 %, alors que le compartiment des obligations étrangères n'a pas enregistré de changement significatif. Parmi les emprunteurs, la part la plus importante des émissions a été l'apanage d'entités résidant dans la zone OCDE. Néanmoins, le retour d'emprunteurs latino-américains s'est confirmé en 1991 et certains pays de l'Europe de l'Est ont également émis des obligations sur le marché international des capitaux.

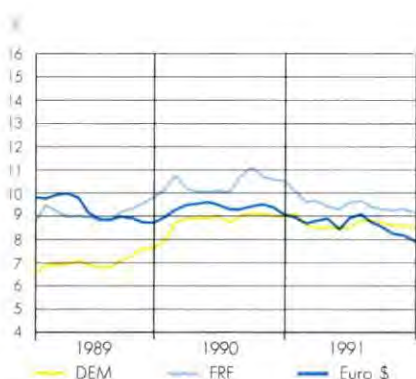
L'activité d'intermédiation internationale par le canal des prêts bancaires s'est contractée substantiellement. Le volume des nouveaux prêts bancaires a été réduit de 10 % en 1991. Les principaux

facteurs de cette dégradation peuvent être trouvés dans la volonté des banques de contrôler la croissance de leurs bilans pour satisfaire les normes de solvabilité récemment adoptées et le désir des emprunteurs d'obtenir les conditions de financement les plus avantageuses. Les emprunteurs de la zone OCDE ont fortement réduit leurs recours au crédit bancaire, alors que les emprunteurs hors OCDE les accroissaient de 40 %, principalement sous l'effet de contrats au profit du Koweït et le l'Arabie Saoudite.

D'importants déplacements entre les divers compartiments du marché obligataire ont, par ailleurs, été enregistrés. Les émissions d'instruments à taux variables qui avaient fortement progressé en 1990 ont enregistré un recul de plus de 50% en 1991. Le relâchement de la politique monétaire dans plusieurs pays et l'attente d'une diminution des taux d'intérêt en Europe dans un futur proche a renforcé la demande d'obligations à taux fixe au détriment des instruments à taux variables.

Taux de rendement brut des obligations

émises principalement par les émetteurs du secteur public et qui sont cotées en bourse sur les différents marchés financiers de la Communauté. Aux fins de comparaison pour le Royaume-Uni et l'Irlande, les rendements capitalisés sur une base semestrielle ont été ramenés à une base annuelle.



La progression des émissions à taux fixes a surtout été concentrée sur les monnaies européennes. Le dollar américain est demeuré la principale monnaie d'émission mais sa part relative s'est à nouveau contractée pour s'établir à 30 %. L'écu a connu un nouveau surcroît d'intérêt. Les émissions internationales en écu ont augmenté de 77 % pour atteindre 27 milliards d'écus, soit plus de 12,5 % du marché international et 10,6 % de l'ensemble des émissions obligataires. L'écu est donc devenu la troisième plus importante monnaie sur les marchés obligataires internationaux (et la principale monnaie européenne) derrière le dollar (30,1 %) et le yen (13,7 %).

Parmi les autres monnaies européennes, la livre sterling et le Deutsche Mark, qui étaient traditionnellement les principales monnaies pour les emprunts obligataires, ont enregistré un repli de leurs parts sur les marchés internationaux alors que les obligations en autres monnaies européennes ont progressé fortement: la lire italienne a doublé sa part de marché à 4,8 %, celle du franc français a augmenté de près de 50 %.

L'attraction croissante des monnaies européennes résulte à la fois des progrès réalisés dans la libéralisation des différents marchés et des effets bénéfiques de la convergence des performances économiques dans la Communauté. La plus grande transparence des différents marchés a conduit à un intérêt de plus en plus prononcé des grands investisseurs pour des monnaies précédemment considérées marginales. Un signe manifeste de cette évolution est l'apparition croissante d'obligations de grand volume bénéficiant d'un haut degré de liquidité et la croissance très importante du volume de transaction sur les marchés secondaires.

Suite à la dégradation de la solvabilité de nombreux emprunteurs et des signes de fragilité de nombreuses institutions financières, l'attrait pour les emprunteurs bénéficiant des meilleures notations s'est significativement accru et a conduit à des changements significatifs du marché des contrats d'échange.

L'ACTIVITÉ DE LA BANQUE SUR LES MARCHÉS DE CAPITAUX

En 1991, la BEI a renforcé à nouveau sa présence sur les marchés des capitaux, en collectant 13,7 milliards d'écus contre 11 milliards en 1990. Les monnaies communautaires représentent près des trois quarts des fonds collectés. Cette prépondérance s'explique par la politique de convergence menée par les Etats membres assurant aux monnaies com-

munautaires une stabilité bien supérieure à celle du dollar, du yen, voire du franc suisse.

L'essentiel de la collecte à long et moyen terme continue d'être constitué par des opérations à **taux fixe**, qui atteignent 10,2 milliards (contre 9,1 milliards l'année précédente), soit 75 % du total.



Toutefois, l'année 1991 s'est, à nouveau, caractérisée par le quasi-doublement de la collecte de ressources à **taux variable**, simultanément par la mise en place de nouveaux programmes de papier commercial et l'augmentation de ceux déjà en place, l'émission de notes à taux variable, ainsi que par des opérations d'échanges. Ces ressources à taux variable ont atteint 3,5 milliards contre 1,8 milliard l'année précédente.

Les fonds ont pour l'essentiel été utilisés pour les versements sur prêts. Pour assurer le refinancement d'emprunts remboursés par anticipation, un montant de 676 millions (417 millions en 1990) a été recueilli.

Pour permettre une meilleure adéquation entre la demande de ses clients et les possibilités du marché, la BEI a fait appel, comme par le passé, au marché des **échanges**. Ces opérations, d'un total de 1 334 millions (628,7 millions en 1990), soit près de 10 % du total des

émissions, ont eu trois objectifs différents. Tout d'abord, obtenir des ressources à des conditions avantageuses telle l'émission en dollars australiens qui, échangés contre des dollars US à taux variable, a permis d'abaisser le coût de la collecte à taux variable dans cette monnaie. Ensuite, se procurer une monnaie qui, pour des circonstances de marché, n'était pas momentanément disponible à des conditions attractives; ce fut le cas notamment d'une émission en dollar à taux fixe échangé contre du franc suisse à taux fixe. Enfin, offrir du taux variable à partir d'émissions à taux fixe, par exemple en Deutsche Mark (300 millions) et en Lire italienne (400 milliards).

Au cours de l'année 1991, la BEI a utilisé de manière beaucoup plus systématique les **instruments de couverture** qui lui permettent de se prémunir contre le risque de variation de taux d'intérêt à long terme. L'instrument le plus utilisé est le contrat de détermination de taux d'intérêt différée permettant, en fonction des cotations d'une ou plusieurs émissions de référence, généralement des emprunts d'état, de refixer le taux d'un emprunt lancé par la BEI sur le marché des capitaux.

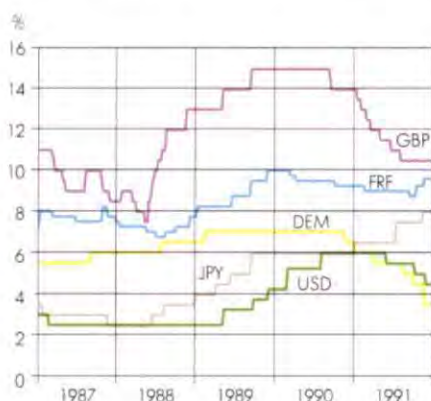
Cette technique qui avait été principalement utilisée pour la livre sterling, le franc français, le dollar et le florin a été étendue à quatre nouvelles monnaies: l'écu, la lire italienne, la peseta et le yen.

Un autre instrument de couverture est l'échange d'un emprunt à taux fixe lancé par la BEI sur le marché contre du taux variable avec la possibilité de renverser l'échange et par conséquent de revenir au taux fixe lorsque les décaissements sont nécessaires. Cette formule d'échange a été principalement utilisée pour les émissions en lire italienne et en yen.

Lorsque les marchés le permettent, la BEI s'efforce, par l'émission de tranches fongibles avec un emprunt précédent, de constituer des émissions de taille importante, **émissions «phares»**, pouvant dans certains cas servir de références. En 1991, cette pratique a été étendue à un plus grand nombre de monnaies (écu, lire italienne, peseta, franc suisse).

Parmi les monnaies communautaires, l'**écu** demeure, pour la troisième année consécutive, la première monnaie collectée par la BEI avec 2 500 millions (18,2 % du total) contre 1 765 millions, en 1990. Cette progression de 42 % est intervenue dans un marché en forte croissance, au début de l'année, pour le taux fixe. Dans une période alors difficile, la BEI a lancé une première émission de 500 millions, bien accueillie, suivie, peu après, d'une autre de 650 millions lui permettant, par le jeu de la clause de fongibilité, de mettre à la disposition du marché une émission de

Taux officiels des principales monnaies (de 1987 à 1991)



Evolution du dollar et du yen par rapport à l'écu (de 1987 à 1991)

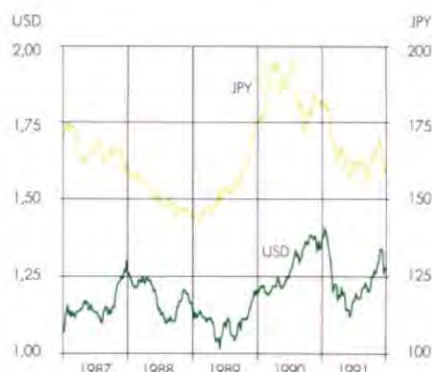


Tableau 12: Ressources collectées

| | Avant échanges | | Échanges montant | Après échanges | |
|-------------------------------------|----------------|--------|---------------------|----------------|--------|
| | Montant | % | | Montant | % |
| 1. OPÉRATIONS À LONG ET MOYEN TERME | | | | | |
| Emprunts à taux fixe | 10 459,63 | 76,51 | — 583,57 | 9 876,06 | 72,23 |
| Communauté | 6 923,38 | 50,64 | — 111,08 | 6 812,30 | 49,83 |
| ECU | 1 550,00 | 11,34 | — | 1 550,00 | 11,34 |
| GBP | 1 122,14 | 8,21 | 361,30 | 1 483,44 | 10,85 |
| FRF | 1 292,10 | 9,45 | | 1 292,10 | 9,45 |
| ITL | 1 239,11 | 9,06 | — 325,46 | 913,65 | 6,68 |
| ESP | 813,24 | 5,95 | — | 813,24 | 5,95 |
| PTE | 250,43 | 1,83 | — | 250,43 | 1,83 |
| NLG | 173,23 | 1,27 | — | 173,23 | 1,27 |
| BEF | 165,94 | 1,21 | — | 165,94 | 1,21 |
| DEM | 293,47 | 2,15 | — 146,92 | 146,55 | 1,07 |
| LUF | 23,71 | 0,17 | — | 23,71 | 0,17 |
| Pays tiers | 3 536,25 | 25,87 | — 472,49 | 3 063,76 | 22,41 |
| USD | 1 898,63 | 13,89 | — 243,60 | 1 655,03 | 12,11 |
| CHF | 539,57 | 3,95 | 242,64 | 782,21 | 5,72 |
| JPY | 838,31 | 6,13 | — 211,79 | 626,52 | 4,58 |
| AUD | 259,74 | 1,90 | — 259,74 | — | — |
| Emprunts à taux variable | 1 729,20 | 12,65 | 585,11 | 2 314,30 | 16,93 |
| DEM | 904,20 | 6,61 | 146,92 | 1 051,11 | 7,69 |
| ECU | 450,00 | 3,29 | — | 450,00 | — |
| ITL | — | — | 325,46 | 325,46 | 2,38 |
| USD | — | — | 257,25 | 257,25 | — |
| GBP | 289,04 | 2,11 | — 144,52 | 144,52 | — |
| FRF | 85,96 | 0,63 | — | 85,96 | 0,63 |
| Notes à moyen terme en USD | 349,33 | 2,56 | — | 349,33 | 2,56 |
| TOTAL | 12 538,15 | 91,72 | 1,54 (1) | 12 539,69 | 91,72 |
| 2. OPÉRATIONS A COURT TERME | | | | | |
| Papier commercial | | | | | |
| ECU | 500,00 | 3,66 | — | 500,00 | 3,66 |
| ITL | 226,92 | 1,66 | — | 226,92 | 1,66 |
| GBP | 209,46 | 1,53 | — | 209,46 | 1,53 |
| NLG | 196,21 | 1,44 | — | 196,21 | 1,44 |
| TOTAL | 1 132,59 | 8,28 | — | 1 132,59 | 8,28 |
| Total (1+ 2) | 13 670,74 | 100,00 | 1,54 | 13 672,28 | 100,00 |

(¹) Ajustements d'échange

Tableau 13: Évolution des ressources collectées

| | 1987 | 1988 | 1989 | 1990 | 1991 |
|--|-------------------|----------------|----------------|-----------------|-----------------|
| | (millions d'écus) | | | | |
| Opérations à long et à moyen terme (après échanges) | 5 572,5 | 7 413,6 | 8 764,9 | 9 804,3 | 12 539,7 |
| Emprunts publics | 3 768,4 | 5 772,0 | 7 791,3 | 8 217,7 | 11 614,9 |
| Emprunts privés | 996,1 | 1 274,9 | 973,6 | 1 230,3 | 575,5 |
| Opérations interbancaires | 455,9 | 311,2 | — | — | — |
| Notes à moyen terme | 352,1 | 55,5 | — | 356,3 | 349,3 |
| Opérations à court terme (Papier commercial) | — | — | 200,0 | 1 145,7 | 1 132,6 |
| Participation de tiers au financement des prêts | 20,2 | — | 32,1 | 35,6 | — |
| Total | 5 592,7 | 7 666,1 | 7 666,1 | 10 995,6 | 13 672,3 |
| dont certificats de dépôt | — | 252,5 | 37,5 | 10,0 | — |

1 150 millions qui a fait l'objet d'une admission aux opérations de «futures» du «LIFFE» à Londres en tant que titres admissibles à la livraison. Au premier semestre, la BEI, bénéficiant d'un marché favorable, entretenu par l'émission d'un grand nombre d'opérations à long terme, tel l'emprunt à 20 ans de la République d'Italie, a poursuivi sa politique de lancement de tranches fongibles. Elle a constitué des émissions phares pour diverses échéances, en se dirigeant vers des marchés extérieurs, le Japon notamment pour deux émissions, l'une de 50 millions, l'autre de 300 millions.

Au second semestre, la BEI, à l'exception d'un placement privé à taux fixe de 50 millions, s'est orientée vers des res-

sources à taux variable; elle tenait ainsi compte des demandes de sa clientèle désireuse d'obtenir des prêts à taux variable et de l'état des marchés financiers à taux fixe influencés par les incertitudes, levées lors du Sommet de Maastricht, sur l'avenir de l'écu. La BEI a d'abord porté l'encours de son papier commercial à 1 600 millions, en lançant sur le marché une nouvelle tranche de 500 millions assortie d'une ligne de crédit («back-up line»). Elle a ensuite lancé un emprunt obligataire à taux variable de 400 millions, à 10 ans, accroissant dans des conditions intéressantes le «pool» de ses ressources à taux variable.

La collecte en **livre sterling** s'est maintenue à un niveau élevé, atteignant un montant de 1 837 millions d'écus. Cette activité s'est exercée sur le marché international de l'eurolivre où la BEI a pu lever l'équivalent de 1 411 millions.

Dans le compartiment du taux fixe, la BEI a poursuivi sa politique d'augmentation des montants émis à l'aide de tranches fongibles avec une souche existante: sur les six emprunts publics en livre sterling, cinq l'ont été par émission de tranches fongibles. Cette politique lui a permis de saisir les opportunités du marché, tout en limitant le nombre de ses emprunts à ceux dont la taille importante permet au marché secondaire d'offrir une liquidité appréciable. Le complément de ressources à taux fixe a été obtenu par la conclusion d'un placement privé ainsi que d'opérations d'échanges de taux et de devises pour un montant total de 433 millions. Pour satisfaire la demande de prêts à taux variable, la Banque a augmenté l'en-

cours de son programme de papier commercial de 210 millions et conclu un emprunt public à taux variable.

La croissance de la collecte de **lire italienne** s'est poursuivie, permettant d'atteindre un montant total de 1 466 millions d'écus, soit une progression de plus de 70 % par rapport à 1990. L'activité de la BEI s'est manifestée principalement sur le marché international. Elle y a lancé trois émissions publiques, dont deux portées à 10 ans, suivant la tendance du marché domestique. La technique de tranches fongibles a permis d'atteindre 1 000 milliards de liras pour une seule émission, encours le plus important du marché de l'eurolire. Sur le marché domestique, la BEI n'a émis qu'un seul emprunt.

Le financement des prêts à taux variable s'est effectué par l'augmentation de 227 millions de l'encours du programme de papier commercial et par échange de taux fixe contre du taux variable.

Les montants recueillis en **franc français** ont atteint 1 378 millions d'écus, en légère progression par rapport à l'année précédente. Presque entièrement orientées vers le secteur du taux fixe, les émissions se sont effectuées sur les marchés domestique et international. Par l'émission de tranches fongibles, la BEI a augmenté la taille des opérations pour pouvoir accroître la liquidité du marché secondaire et diminuer le nombre de ses appels au marché. Elle s'est

en outre procurée des fonds à taux variable par un emprunt privé en euro-franc.

Disposant d'un excédent de fonds en **Deutsche Mark**, le service financier de ses prêts étant supérieur aux sorties consécutives à celui des emprunts, la BEI a emprunté 1 198 millions d'écus, niveau proche de celui de 1990. Compte tenu des conditions particulièrement attractives que la BEI pouvait obtenir sur le marché, l'essentiel a été emprunté à taux variable. Quatre emprunts ont été signés pour un montant de 904 millions,

VERSEMENTS ET ENCOURS

Les versements effectués en 1991 au titre des prêts sur ressources propres atteignent 15 316 millions, dont 15 002 millions dans la Communauté et 314 millions hors Communauté.

L'encours total des prêts sur ressources propres et des garanties est passé de 61 945 millions au 31 décembre 1990 à 72 713 millions au 31 décembre 1991.

Les versements effectués en 1991 au titre des financements sur les ressources de la Communauté ou des Etats membres s'élèvent à 193 millions, dont 75 millions pour les prêts au titre du NIC et 118 millions pour les opérations dans les Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ainsi que dans certains pays du bassin méditerranéen. L'encours des opérations de la section spéciale est passée de 7 059 millions à 6 338 millions fin 1991.

permettant d'alimenter le «pool» des ressources à taux variable ou de conclure avec ses emprunteurs des prêts face-à-face. Un complément de ressources à taux variable a été collecté, par échange de taux fixe. En fin d'année, ayant obtenu des conditions sensiblement inférieures à celles des emprunts d'Etat, la BEI a lancé une émission à taux fixe pour un montant de 147 millions.

Le marché des capitaux espagnols offrant aux investisseurs des taux relativement élevés par rapport à bon nombre d'autres monnaies, la BEI s'y est présentée pour des montants relativement importants. La collecte en **peseta** s'est accrue de 32 %, atteignant 813 millions d'écus. Comme à l'accoutumée, la BEI s'est adressée au marché intérieur des capitaux réservé aux non-résidents (marché du «matador»), où elle a lancé tout au long de l'année six émissions pour des durées de cinq ou dix ans. Elle a renouvelé, pour une durée plus courte que l'année précédente, la constitution d'une émission phare (50 milliards de pesetas) en lançant successivement des tranches fongibles avec la souche précédente.

Sur les marchés des capitaux des pays du Benelux, la collecte a été relativement faible. Sur le marché **néerlandais**, deux emprunts ont été lancés pour un montant total de 173 millions d'écus, l'un sous forme de placement privé, l'autre par l'intermédiaire d'une émission publique. L'encours du programme de papier

Tableau 14 : Répartition par monnaie des ressources collectées

| | ECU | GBP | ITL | FRF | DEM | ESP | NLG | PTE | BEF | LUF | USD | CHF | JPY | Total |
|-------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-----|-----|-----|-----|-----|-------|-----|-----|--------|
| (millions d'écus) | | | | | | | | | | | | | | |
| 1991 | | | | | | | | | | | | | | |
| montant | 2 500 | 1 837 | 1 466 | 1 378 | 1 198 | 813 | 369 | 250 | 166 | 24 | 2 262 | 782 | 627 | 13 672 |
| % | 18,3 | 13,4 | 10,7 | 10,1 | 8,8 | 5,9 | 2,7 | 1,8 | 1,2 | 0,2 | 16,5 | 5,7 | 4,6 | 100,0 |
| 1990 | | | | | | | | | | | | | | |
| montant | 1 765 | 1 331 | 851 | 1 114 | 1 123 | 614 | 528 | 124 | 330 | 52 | 1 574 | 818 | 771 | 10 996 |
| % | 16,0 | 12,1 | 7,7 | 10,1 | 10,2 | 5,6 | 4,8 | 1,1 | 3,0 | 0,5 | 14,3 | 7,4 | 7,0 | 100,0 |

commercial a été augmenté de 196 millions. Le montant total de la collecte en florins s'élève ainsi à 369 millions. Sur le marché **belge** des capitaux, seule une émission publique a été proposée, d'un montant de 166 millions d'écus, dont la sélection s'est faite par appel d'offres. Au **Luxembourg** également, la BEI n'a lancé - en début d'année, lorsque les conditions du marché étaient favorables - qu'une émission publique de 24 millions d'écus.

Au Portugal, sur le marché des obligations étrangères libellées en **escudo** (marché du «navegador»), la Banque a lancé trois emprunts publics pour des montants de 10, 15 et 20 milliards d'escudos, ce dernier étant le plus important du marché. Le total de la collecte a pu être ainsi porté à 250 millions d'écus, ce

qui représente près de la moitié du total des émissions réalisées sur ce marché en 1991.

La collecte en **dollar** s'est considérablement renforcée avec un montant de 2 262 millions d'écus, ce qui en fait la deuxième monnaie la plus empruntée après l'écu. Cette reprise peut s'expliquer par une demande importante émanant de la clientèle de la BEI - particulièrement en fin d'année - lorsque la baisse importante des taux longs en dollar s'est conjuguée avec une forte diminution de l'écart entre les rendements des titres offerts par la BEI et ceux des émissions du Trésor américain qui servent de référence. Par ailleurs, la baisse des taux a permis à la BEI d'utiliser les facultés de remboursement anticipé qui étaient incluses dans bon nombre de ses émissions en dollar, en l'obligeant à en assurer le refinancement, essentiellement, par l'émission de «notes» à moyen terme sur le marché des capitaux des Etats-Unis.

Compte tenu des conditions particulièrement avantageuses qu'il offrait, c'est le marché de l'eurodollar qui a fourni les ressources destinées au financement des prêts. Suivant la technique désormais habituelle de l'appel d'offres, cinq émis-

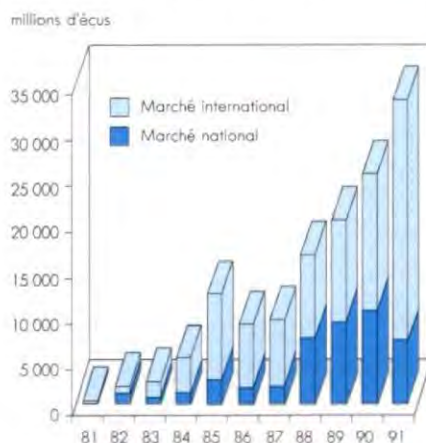
sions ont été lancées pour des montants compris entre 300 et 500 millions de dollars, à des durées s'échelonnant entre cinq et dix ans. Le produit d'une de ces émissions a été échangé contre une devise non-communautaire. Ces émissions ont été lancées selon la technique habituelle du prix offert («fixed reoffered price») avec le placement de montants importants auprès d'un nombre limité d'institutions financières, permettant une réduction substantielle des commissions bancaires. Toutes les fois que les conditions du marché le permettaient, la BEI a procédé à la constitution d'émissions phare, par l'adjonction de tranches fongibles à une souche existante.

Sur le marché américain, la BEI, après avoir utilisé la totalité de son deuxième programme de notes à moyen terme de

500 millions de dollars, en a lancé un troisième pour un montant de 750 millions de dollars. Les émissions de notes ont atteint, au cours de l'année, un montant total de 428 millions de dollars, avec des durées comprises entre un et huit ans, selon la durée du financement nécessaire au remboursement par anticipation des emprunts.

Bien que les marchés n'aient guère présenté d'opportunités intéressantes, la Banque a pu porter le montant de ses emprunts en **yen japonais** à 838 millions d'écus. L'essentiel de cette activité a concerné l'eumarché qui, comme pour d'autres monnaies, offrait les meilleures conditions. Sur ce marché, trois emprunts ont été lancés avec des montants de 20 ou 50 milliards de yen, répondant aux souhaits des investisseurs de se voir offrir des opérations de montants nominaux toujours plus importants. L'adjonction de tranches fongibles

Evolution de l'ensemble des émissions publiques en écu sur les différents marchés de 1981 à 1991




a contribué, en début d'année, à la constitution d'une émission de 100 milliards de yen, une des plus importantes du marché. Un placement privé de 20 milliards de yen a permis de compléter la collecte.

Une demande discontinue et un marché peu porteur se sont traduits par une diminution des fonds collectés en **franc**

suisse (782 millions d'écus). Des ressources ont été obtenues par échange de devise («currency swap») lorsque la demande des emprunteurs de la BEI s'est fait sentir face aux tensions du marché des capitaux. L'essentiel de l'activité a consisté en quatre émissions publiques pour des montants compris entre 150 et 400 millions de francs suisses; deux d'entre elles, fongibles, constituent une émission phare. La désignation des chefs de file s'est faite généralement par appel d'offres.

La Banque a également été, en 1991, le premier émetteur étranger à venir sur le marché intérieur des capitaux **australien** avec un programme de 750 millions de dollars australiens, sur lequel 400 millions ont été émis avec une cotation en bourse simultanée à Londres et à Sydney. Le produit de cette collecte a fait l'objet d'un échange de devise et de taux contre du dollar US à taux variable.



Les résultats de gestion

La mise en application de la directive du Conseil des Communautés européennes du 8 décembre 1986 a rompu la relation directe qui existait précédemment entre les chiffres présentés dans ce chapitre et ceux indiqués dans les états financiers (compte de profits et pertes). Afin de maintenir la comparabilité des chiffres avec ceux des années précédentes et d'en faciliter la compréhension, il s'est avéré opportun, dans la présentation des résultats de gestion, d'extraire des différents postes du compte de profits et pertes, ceux des résultats reflétant le mieux possible l'activité de la Banque.

En 1991, comme par le passé, les fonds propres demeurent les principales sources de revenus de la BEI. Le montant des intérêts et commissions sur prêts perçus

en 1991 a atteint 5 724 millions contre 4 775 millions en 1990, alors que les intérêts et charges sur emprunts se sont élevés à 5 020 millions, contre 4 130 millions en 1990. Les commissions de gestion passent de 15 millions en 1990 à 16 millions en 1991.

Les revenus au titre des intérêts et commissions sur placements passent de 409 millions en 1990 à 496 millions en 1991, en raison de l'augmentation du volume des capitaux engagés.

La différence entre les produits et les frais financiers se traduit, cette année encore, par un résultat positif de 36 millions contre 6 millions en 1990.

Compte tenu des différences de change et après imputation de l'annuité d'amortissement sur frais d'émission et primes de remboursement (102 millions), des dépenses et charges administratives ainsi que des amortissements sur immeubles et matériel, le résultat prove-

nant des activités ordinaires de la Banque s'élève à 1 059 millions. Après l'imputation de l'incidence des modifications des taux de conversion vis-à-vis de l'écu (+ 24 millions), le solde du compte de profits et pertes atteint 1 083 millions en 1991 contre 894 millions en 1990.

Le Conseil d'administration a décidé de recommander au Conseil des gouverneurs d'affecter le solde du compte de profits et pertes, soit 1 083 millions ;
- pour 124 millions au fonds de réserve qui atteint ainsi 10 % du capital souscrit
- et pour 959 millions à la réserve supplémentaire.

Le total du bilan a atteint 74 290 millions au 31 décembre 1991 contre 62 342 millions au 31 décembre 1990, soit une augmentation de plus de 19 %.

LE FONCTIONNEMENT DE LA BEI

ORGANES DE DÉCISION

Conseil des gouverneurs:

M. Pierre BÉRÉGOVOY a assuré la présidence du Conseil des gouverneurs jusqu'à sa séance annuelle de juin 1991, date à laquelle, selon le système de rotation annuelle, M. Albert REYNOLDS, gouverneur pour l'Irlande lui a succédé.

M. Albert REYNOLDS ayant été remplacé par M. Bertie AHERN en tant que gouverneur pour l'Irlande, celui-ci lui a succédé dans les fonctions de Président du Conseil des gouverneurs à dater du 14 novembre 1991.

Conseil d'administration:

Depuis la publication du dernier Rapport annuel, ont été nommés administrateur M. Yves LYON-CAEN en remplacement de M. Paul MENTRÉ, qui a quitté le Conseil en novembre 1990, et suppléant M. Eberhard KURTH en remplacement de M. Horst MOLTRECHT.

Le Conseil d'administration remercie les collègues qui ont quitté leur fonction, de leur précieuse contribution à l'activité de la Banque.

Comité de direction:

Le Conseil des gouverneurs a nommé Vice-Président à partir du 1^{er} janvier 1992, M. José de OLIVEIRA COSTA, ancien Secrétaire d'Etat aux Affaires fiscales du gouvernement portugais.

Il succède à M. Miguel A. ARNEDO ORBAÑANOS, Vice-Président depuis février 1986 après l'adhésion de l'Espagne et du Portugal, qui a été nommé Vice-Président honoraire.

Comité de vérification:

Lors de sa séance annuelle, le Conseil des gouverneurs a procédé au renouvellement du mandat du membre du Comité de vérification dont le mandat s'achevait. M. THANOPOULOS, Président sortant, a ainsi été renommé membre du Comité de vérification pour les exercices 1991, 1992 et 1993. La présidence du Comité est passée, suivant le système habituel de rotation, à M. HANSEN jusqu'à l'approbation, à la séance annuelle de 1992, des comptes de fin d'année.

En 1991, le Comité a poursuivi son travail habituel de vérification des livres et comptes, avec l'appui des services de contrôle de la Banque, en particulier les analystes de l'Audit interne, et des réviseurs externes, Price Waterhouse. Dans le cadre de ses investigations, le Comité a visité des projets d'investissement financés en Allemagne, au Sénégal et en Italie. Cette dernière visite s'est déroulée avec la participation de représentants de la Cour des comptes, selon des modalités établies, en 1989, entre la Commission des CE, la Cour et la Banque.

Groupe consultatif:

Le Comité de direction a décidé de regrouper les principales fonctions de la Banque en quatre domaines, chacun étant coordonné par un Directeur. Ces domaines sont les suivants: activités de prêt (M. Eugenio GREPPI), opérations financières (M. Philippe MARCHAT), services de soutien économique et technique (M. Herbert CHRISTIE) et affaires

générales et administration (M. Dieter HARTWICH). Ce groupe consultatif traitera en particulier des questions opérationnelles faisant intervenir plusieurs Directions et tiendra des réunions régulières avec le Comité de direction.

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Durant l'année 1991, la Banque a demandé à des consultants en organisation une série d'études concernant les procédures de management, des questions relatives à la politique de gestion des ressources humaines, la mise à jour du système d'information de gestion ainsi que l'évaluation ex-post de ses activités. A la lumière de ces études et après des consultations à tous les niveaux de la Banque, il a été décidé d'engager certaines réformes dans tous ces différents domaines.

Politique du Personnel

Les discussions approfondies et constructives avec les Représentants du Personnel ont permis de définir certains aménagements à apporter au système de rémunération et de promotion au mérite, mis en place en 1988. L'objet de ces discussions est de développer le rôle de l'appréciation en tant qu'outil de gestion active des carrières. Une attention particulière est ainsi apportée aux actions destinées à adapter le profil de carrière aux aptitudes professionnelles et aux qualités de chacun.



Formation

La formation dispensée en 1991 représente quelque 4 350 journées, soit une moyenne de 6 jours par an et par personne. En dehors de la formation linguistique et informatique, particulièrement importante en 1991, elle a visé l'acquisition et la mise à jour des connaissances professionnelles ainsi que la préparation du personnel aux compétences nécessaires pour faire face aux besoins futurs de la Banque. Au cours des prochaines années, des moyens supplémentaires seront dégagés pour assurer, par le biais de l'amélioration de la qualification professionnelle, la diversification des expériences dans le cadre de la mobilité interne, élément important d'une gestion optimale du personnel et des carrières individuelles.

Information de gestion et Evaluation ex-post

Les réflexions engagées sur le développement des besoins en matière d'information de gestion et d'analyse ex-post des activités ont été poursuivies afin d'améliorer la gestion et le suivi des performances de la BEI.

| | Effectif | cadres | secrétaires employés techniciens |
|------|----------|--------|--|
| 1987 | 699 | 344 | 355 |
| 1988 | 710 | 357 | 353 |
| 1989 | 718 | 366 | 352 |
| 1990 | 724 | 368 | 356 |
| 1991 | 751 | 400 | 351 |

Effectifs

Au 31 décembre 1991, l'effectif de la BEI s'élevait à 751 personnes, la part des cadres (400 personnes) étant en augmentation. Ceci est le résultat, entre autres, d'une politique de personnel tendant, comme par le passé, à une croissance modérée des effectifs et, simultanément, à une modernisation des méthodes de travail par un recours accru à la bureautique et à l'informatique.

Personalia

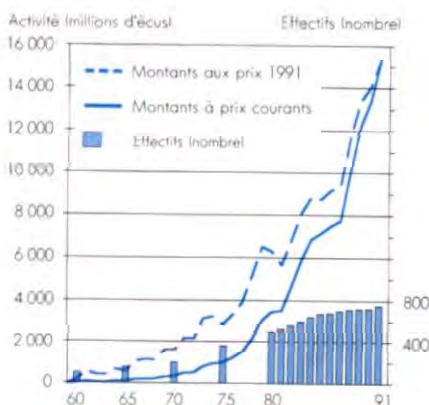
Depuis la publication du dernier rapport annuel, M. John VAN SCHIL, directeur du département trésorerie, est parti à la retraite, il a été remplacé par M. Luc WINAND depuis août 1991.

QUESTIONS GÉNÉRALES

Prix et Bourses BEI

En 1991, le prix BEI a été décerné à M. Benoit Mulkay pour sa thèse de doctorat à l'Université catholique de Louvain intitulée «Investment and Business Survey, a study on a Panel of French Industrial Firms».

Evolution des effectifs et de l'activité totale de la Banque



Le prix BEI, d'un montant de 12 000 écus, est attribué tous les deux ans afin d'encourager, dans les établissements universitaires des Etats membres de la Communauté, l'étude de l'investissement et de son financement sous ses divers aspects.

Depuis 1978, la BEI accorde également chaque année trois bourses à des étudiants de troisième cycle à l'Institut Universitaire Européen de Florence afin de stimuler la recherche sur les questions européennes.

Par ailleurs, les Instituts d'Économie et de Statistique de l'Université de Copenhague administrent la bourse d'études «Erling Jørgensen» créée en 1990. Cette bourse, en mémoire de l'ancien Vice-Président de la BEI, aide chaque année un(e) étudiant(e) à préparer une étude sur des aspects politiques et économiques concernant la Communauté.

* * *

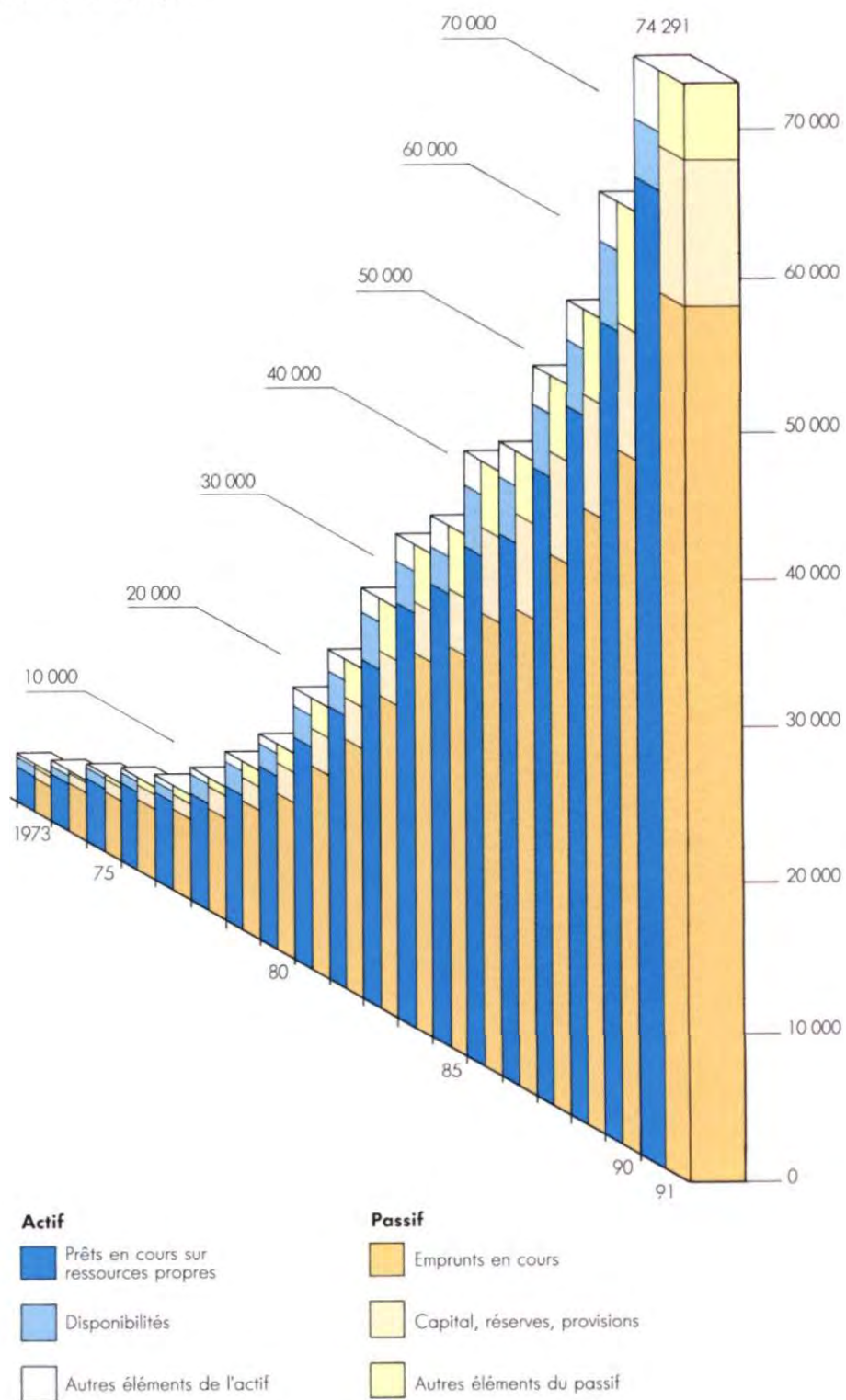
Le Conseil d'administration exprime sa satisfaction devant le maintien du haut niveau de productivité enregistré. Il remercie l'ensemble du personnel pour la qualité du travail fourni et il l'encourage à poursuivre dans cette voie.

Luxembourg, le 7 avril 1992

Le Président
du Conseil d'administration
Ernst-Günther Bröder

Évolution du bilan de la Banque

(millions d'écus)



États financiers

Pour la première fois, en 1991, les états financiers de la BEI sont établis en conformité avec la directive du Conseil des Communautés européennes du 8 décembre 1986 concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers. Toutefois, la présentation de certains postes spécifiques à la BEI ne résulte pas de l'application de cette directive, mais a été adaptée en tenant compte de ses statuts et de son rôle en tant qu'institution communautaire.

Afin de maintenir leur comparabilité, les chiffres de l'année 1990 sont présentés comme ceux de 1991, il peut donc en résulter des modifications par rapport à ceux publiés dans le précédent rapport annuel.

| | Pages |
|---|-------|
| Bilan | 64 |
| Situation de la section spéciale | 66 |
| Compte de profits et pertes | 68 |
| Annexes | 69 |
| Rapport de l'auditeur externe | 78 |
| Déclaration du Comité de vérification | 79 |
| Activité de financement | |
| Liste des prêts dans la Communauté | 80 |
| Liste des financements à l'extérieur de la Communauté | 91 |
| Tableaux statistiques | |
| Montants des contrats signés | |
| Tableaux A et B | 95 |
| Financements dans la Communauté | |
| Tableaux C à L | 96 |
| Financements à l'extérieur de la Communauté | |
| Tableaux M à Q | 108 |
| Ressources collectées | |
| Tableaux R à T | 111 |
| Notes au lecteur | 113 |

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1991

En écus, voir les notes sur les états financiers

| <i>ACTIF</i> | <i>31. 12. 1991</i> | <i>31. 12. 1990</i> |
|--|-----------------------|---------------------|
| 1. Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux | 72 139 050 | 24 059 948 |
| 2. Effets publics admissibles au refinancement auprès des banques centrales (Note B) | 584 582 489 | 434 561 514 |
| 3. Créances sur les établissements de crédit | | |
| a) à vue | 230 160 840 | 210 114 121 |
| b) autres créances (Note C) | 2 665 819 898 | 3 252 080 152 |
| c) prêts: encours total ⁽¹⁾ | 27 715 581 211 | 24 245 507 613 |
| moins partie non décaissée | 2 879 684 704 | 2 698 615 596 |
| | 24 835 896 507 | 21 546 892 017 |
| | 27 731 877 245 | 25 009 086 290 |
| 4. Créances sur la clientèle | | |
| prêts: encours total ⁽¹⁾ | 44 627 157 601 | 37 305 445 373 |
| moins partie non décaissée | 3 748 624 562 | 4 190 571 645 |
| | 40 878 533 039 | 33 114 873 728 |
| 5. Obligations et autres titres à revenu fixe (Note B) | | |
| a) des émetteurs publics | 898 111 571 | 646 050 317 |
| b) d'autres émetteurs | 679 630 753 | 332 008 745 |
| | 1 577 742 324 | 978 059 062 |
| 6. Actions et autres titres à revenu variable (Note M) | 18 000 000 | — |
| 7. Actifs incorporels | | |
| frais d'émission et primes de remboursement à amortir | 460 475 440 | 470 890 606 |
| 8. Actifs corporels (Note D) | 37 626 019 | 34 527 199 |
| 9. Autres actifs | | |
| a) créances sur les Etats membres pour ajustement du capital (Note E) | 624 797 | 1 943 469 |
| b) à recevoir au titre de bonifications d'intérêt versées d'avance dans le cadre du SME (Note F) | 117 734 891 | 138 918 461 |
| c) débiteurs divers (Note G) | 71 604 290 | 67 852 074 |
| | 189 963 978 | 208 714 004 |
| 10. Capital souscrit, appelé mais non versé ⁽³⁾ | 828 875 000 | 493 312 500 |
| 11. Comptes de régularisation | 1 910 879 819 | 1 574 360 704 |
| | 74 290 694 403 | 62 342 445 555 |

EN ANNEXE, ÉTATS RÉSUMÉS SUIVANTS:

⁽¹⁾ Prêts et garanties, page 70.

⁽²⁾ Dettes représentées par un titre, page 73.

⁽³⁾ Souscriptions au capital, page 73.

1. Dettes envers des établissements de crédit

| | | | | |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|-------------|
| a) à vue | — | | 30 540 947 | |
| b) à terme ou à préavis (Note N) | <u>219 714 068</u> | | <u>702 641 147</u> | |
| | | 219 714 068 | | 733 182 094 |

2. Dettes représentées par un titre ⁽²⁾

| | | | | |
|---|-----------------------|-----------------------|----------------------|----------------|
| a) bons et obligations en circulation | <u>53 488 145 602</u> | | 43 098 138 963 | |
| b) autres | <u>5 404 480 400</u> | | <u>5 361 214 949</u> | |
| | | 58 892 626 002 | | 48 459 353 912 |

3. Autres passifs

| | | | | |
|--|--------------------|----------------------|--------------------|---------------|
| a) dettes envers Etats membres pour ajustement du capital (Note E) | <u>3 806 371</u> | | 10 634 853 | |
| b) bonifications d'intérêt reçues d'avance (Note F) | <u>403 964 798</u> | | 477 222 773 | |
| c) créditeurs divers (Note G) | <u>938 116 893</u> | | 914 230 609 | |
| d) divers (Note G) | <u>40 176 489</u> | | <u>115 092 146</u> | |
| | | 1 386 064 551 | | 1 517 180 381 |

4. Comptes de régularisation

2 597 808 716 2 040 815 679

5. Provisions pour risques et charges

| | | | | |
|--|--|--------------------|--|-------------|
| fonds de pension du personnel (Note H) | | 154 641 051 | | 135 534 572 |
|--|--|--------------------|--|-------------|

6. Capital ⁽³⁾

| | | | | |
|----------------------|-------------------------|----------------------|-------------------------|---------------|
| souscrit | <u>57 600 000 000</u> | | 28 800 000 000 | |
| non appelé | <u>— 53 279 061 724</u> | | <u>— 26 204 061 724</u> | |
| | | 4 320 938 276 | | 2 595 938 276 |

7. Réserves (Note L)

| | | | | |
|-------------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|---------------|
| a) fonds de réserve | <u>5 635 440 641</u> | | 2 880 000 000 | |
| b) réserve supplémentaire | <u>—</u> | | <u>3 086 332 745</u> | |
| | | 5 635 440 641 | | 5 966 332 745 |

8. Résultat de l'exercice

1 083 461 098 894 107 896
74 290 694 403 62 342 445 555

POSTES HORS BILAN

31. 12. 1991

31. 12. 1990

Garanties ⁽¹⁾

| | | | | |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|-------------|
| — au titre de prêts accordés par des tiers | <u>244 804 996</u> | | 248 151 124 | |
| — au titre de participation des tiers au financement des prêts de la Banque | <u>125 765 279</u> | | <u>145 684 390</u> | |
| | | 370 570 275 | | 393 835 514 |

Dépôts spéciaux pour service d'emprunts (Note P)

2 114 215 479 1 114 102 116

Contrats d'échange (Note Q)

| | | | | |
|------------------------|--------------------|--------------------|-------------------|-------------|
| — de devises | <u>186 400 000</u> | | 160 000 000 | |
| — d'intérêt | <u>45 700 000</u> | | <u>32 900 000</u> | |
| | | 232 100 000 | | 192 900 000 |

Portefeuille-titres

| | | | | |
|-------------------------------------|--|--------------------|--|-------------|
| — achats à terme | | 93 966 821 | | 6 278 557 |
| — ventes à terme (Note R) | | 153 881 997 | | 206 610 018 |

SITUATION DE LA SECTION SPÉCIALE (1) AU 31 DÉCEMBRE 1991

En écus — voir les notes sur les états financiers

ACTIF

31. 12. 1991

31. 12. 1990

Pays de la Communauté

Sur ressources de la Communauté européenne de l'énergie atomique

Prêts en cours

| | | | |
|------------------------|---------------|--|---------------|
| — versés (2) | 1 558 849 764 | | 1 683 493 948 |
|------------------------|---------------|--|---------------|

Sur ressources de la Communauté économique européenne (nouvel instrument communautaire d'emprunts et de prêts)

Prêts en cours

| | | | |
|----------------------|---------------|---------------|---------------|
| — à verser | 94 926 971 | 136 543 416 | |
| — versés | 3 128 791 824 | 3 737 037 084 | |
| Total (3) | 3 223 718 795 | | 3 873 580 500 |

Turquie

Sur ressources des Etats membres

Prêts en cours

| | | | |
|----------------------|-------------|-------------|-------------|
| — à verser | 18 592 626 | 29 434 437 | |
| — versés | 207 981 236 | 214 982 106 | |
| Total (4) | 226 573 862 | | 244 416 543 |

Pays du bassin méditerranéen

Sur ressources de la Communauté économique européenne

Prêts en cours

| | | | |
|----------------------|-------------|-------------|-------------|
| — à verser | 6 550 804 | 10 203 972 | |
| — versés | 285 772 856 | 290 964 167 | |
| | 292 323 660 | | 301 168 139 |

Opérations sur capitaux à risques

| | | | |
|-------------------------------|-------------|------------|-------------|
| — montants à verser | 23 099 707 | 22 377 746 | |
| — montants versés | 22 723 114 | 10 995 128 | |
| | 45 822 821 | | 33 372 874 |
| Total (5) | 338 146 481 | | 334 541 013 |

Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et pays et territoires d'outre-mer

Sur ressources de la Communauté économique européenne

Conventions de Yaoundé I et II

| | | | |
|---|------------|------------|------------|
| Prêts versés | 73 181 999 | 78 393 693 | |
| Contribution à la formation de capitaux à risques | | | |
| Montants versés | 1 222 427 | 1 223 004 | |
| Total (6) | 74 404 426 | | 79 616 697 |

Conventions de Lomé I, II, III et IV

Opérations sur capitaux à risques

| | | | |
|-------------------------------|----------------------|-------------|----------------------|
| — montants à verser | 338 669 590 | 337 961 791 | |
| — montants versés | 577 235 317 | 505 175 023 | |
| Total (7) | 915 904 907 | | 843 136 814 |
| Total général | 6 337 598 235 | | 7 058 785 515 |

Pour mémoire:

Total des montants versés et non encore remboursés sur les prêts à conditions spéciales accordés par la Commission et pour lesquels la Banque a accepté un mandat de recouvrement de la CEE:

a) dans le cadre des Conventions de Lomé I, II et III: au 31. 12. 1991: 1 107 352 302; au 31. 12. 1990: 1 033 911 567

b) dans le cadre des protocoles signés avec les pays du bassin méditerranéen: au 31. 12. 1991: 133 502 076; au 31. 12. 1990: 121 707 368

(1) La section spéciale a été créée par le Conseil des gouverneurs le 27 mai 1963; son but a été redéfini par décision du 4 août 1977 comme étant celui de comptabiliser les opérations que la Banque effectue pour compte et sur mandat des tiers.

(2) Montant initial des contrats signés dans le cadre des décisions du Conseil des Communautés européennes (77/271/EURATOM) du 29 mars 1977, (82/170/EURATOM) du 15 mars 1982 et (85/537/EURATOM) du 5 décembre 1985 à con-

currence d'un montant total de trois milliards en vue d'une contribution au financement de centrales nucléaires de puissance dans les pays de la Communauté, sur mandat pour compte et risque de la Communauté européenne de l'énergie atomique:

| | |
|----------------------------------|----------------------|
| | 2 773 167 139 |
| A ajouter: ajustements de change | + 105 478 232 |
| A déduire: remboursements | — 1 319 795 607 |
| | <u>1 558 849 764</u> |

Fonds en gestion fiduciaire*Sur mandat des Communautés européennes*

| | | | |
|---|----------------------|---------------|---------------|
| Communauté européenne de l'énergie atomique | 1 558 849 764 | 1 683 493 948 | |
| Communauté économique européenne : | | | |
| — Nouvel instrument communautaire | 3 128 791 824 | 3 737 037 084 | |
| — Protocoles financiers avec les pays du bassin méditerranéen | 308 495 970 | 301 959 295 | |
| — Conventions de Yaoundé I et II | 74 404 426 | 79 616 697 | |
| — Conventions de Lomé I, II, III et IV | 577 235 317 | 505 175 023 | |
| | 5 647 777 301 | | 6 307 282 047 |
| <i>Sur mandat des États membres</i> | 207 981 236 | | 214 982 106 |
| Total | 5 855 758 537 | | 6 522 264 153 |

Fonds à verser

| | | | |
|--|----------------------|-------------|---------------|
| Sur prêts nouvel instrument communautaire | 94 926 971 | 136 543 416 | |
| Sur prêts à la Turquie, protocole complémentaire | 18 592 626 | 29 434 437 | |
| Sur prêts et opérations sur capitaux à risques dans les pays du bassin méditerranéen | 29 650 511 | 32 581 718 | |
| Sur opérations sur capitaux à risques Conventions de Lomé I, II, III et IV | 338 669 590 | 337 961 791 | |
| Total | 481 839 698 | | 536 521 362 |
| Total général | 6 337 598 235 | | 7 058 785 515 |

(3) Montant initial des contrats signés dans le cadre des décisions du Conseil des Communautés européennes (78/870/CEE) du 16 octobre 1978 (nouvel instrument communautaire), (82/169/CEE) du 15 mars 1982, (83/200/CEE) du 19 avril 1983 et (87/182/CEE) du 9 mars 1987 pour la promotion des investissements dans la Communauté ainsi que (81/19/CEE) du 20 janvier 1981 pour la reconstruction des zones sinistrées par le tremblement de terre du 23 novembre 1980 en Campanie et Basilicate (Italie) et (81/1013/CEE) du 14 décembre 1981 pour la reconstruction des zones sinistrées par les séismes survenus en Grèce en février/mars 1981, sur mandat pour compte et risque de la Communauté économique européenne: 6 399 144 856

A ajouter: ajustements de change + 6 613 075
A déduire: annulations 168 258 951
remboursements 3 013 780 185 — 3 182 039 136
3 223 718 795

(4) Montant initial des prêts signés pour le financement des projets situés en Turquie, sur mandat pour compte et risque des États membres: 417 215 000

A ajouter: ajustements de change + 2 447 076
A déduire: annulations 215 000
remboursements 192 873 214 — 193 088 214
226 573 862

(5) Montant initial des contrats signés pour le financement des projets situés dans les pays du Maghreb, Malte, ainsi qu'à Malte, Chypre, en Turquie et en Grèce (10 000 000 accordés avant son adhésion à la CEE le 1^{er} janvier 1981) sur mandat pour compte et risque de la Communauté économique européenne: 357 209 000

A déduire: annulations 6 259 157
remboursements 12 557 115
ajustements de change 246 247 — 19 062 519
338 146 481

(6) Montant initial des contrats signés pour le financement des projets dans les États africains, malgache et mauricien associés et dans les pays, territoires et départements d'outre-mer (EAMMA-PTDOM) sur mandat pour compte et risque de la Communauté économique européenne :

— prêts à conditions spéciales 139 483 056
— contributions à la formation de capitaux à risques 2 502 615 141 985 671
A ajouter:
— intérêts capitalisés 1 178 272
— ajustements de change 7 980 994 + 9 159 266
A déduire:
— annulations 1 573 609
— remboursements 75 166 902 — 76 740 511
74 404 426

(7) Montant initial des contrats signés pour le financement des projets dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ainsi que dans les pays et territoires d'outre-mer (ACP/PTOM) sur mandat pour compte et risque de la Communauté économique européenne:

— prêts conditionnels et subordonnés 1 057 957 000
— prises de participation 14 233 979 1 072 190 979
A ajouter:
— intérêts capitalisés + 1 418 915
A déduire:
— annulations 81 444 717
— remboursements 69 395 148
— ajustements de change 6 865 122 — 157 704 987
915 904 907

COMPTE DE PROFITS ET PERTES POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 1991

En écus — voir les notes sur les états financiers

| | 31. 12. 1991 | 31. 12. 1990 |
|---|-----------------------------|--------------------|
| 1. Intérêts et produits assimilés (Note I) | 6 221 537 252 | 5 222 140 988 |
| 2. Intérêts et charges assimilés | — 5 031 397 497 | — 4 136 929 819 |
| 3. Commissions perçues (Note J) | 16 119 506 | 15 407 552 |
| 4. Commissions versées | — 4 749 467 | — 6 302 376 |
| 5. Résultat provenant d'opérations financières | 60 450 325 | — 20 247 726 |
| 6. Autres produits d'exploitation | 198 627 | 464 509 |
| 7. Frais généraux administratifs (Note K) | — 94 242 745 | — 85 214 345 |
| a) frais de personnel | 77 291 920 | 71 931 858 |
| b) autres frais administratifs | 16 950 825 | 13 282 487 |
| 8. Corrections de valeur | — 108 934 203 | — 96 302 355 |
| a) sur frais d'émission et sur primes de remboursement | 102 017 382 | 90 539 366 |
| b) sur immeubles et sur achats nets installations et matériel (Note D) | 6 916 821 | 5 762 989 |
| 9. Résultat provenant des activités ordinaires | 1 058 981 798 | 893 016 428 |
| 10. Plus-value nette ressortant de l'évaluation des avoirs de la Banque non soumis à l'ajustement de l'article 7 des statuts (Note A §1) | + 24 479 300 | + 1 091 468 |
| 11. Résultat de l'exercice (Note L) | <u>1 083 461 098</u> | <u>894 107 896</u> |

ÉTAT DES VARIATIONS DE TRÉSORERIE AU 31 DÉCEMBRE 1991

En écus — voir les notes sur les états financiers

31. 12. 1991

31. 12. 1990

A. Variations provenant des activités d'exploitation

| | | |
|--|----------------------|----------------------|
| Résultat de l'exercice | 1 083 461 098 | 894 107 896 |
| Ajustements permettant de rapprocher le résultat de l'exercice des variations nettes provenant des activités d'exploitation: | | |
| — amortissements | 108 934 203 | 96 302 355 |
| — augmentation des intérêts et commissions à payer et intérêts reçus d'avance | 556 993 037 | 391 157 487 |
| — augmentation des intérêts et commissions à recevoir | <u>— 336 519 115</u> | <u>— 236 319 003</u> |

Variations nettes (1) **1 412 869 223** **1 145 248 735**

B. Variations provenant des opérations d'investissement

Prêts

| | | |
|---------------------------------|------------------|------------------|
| Versements nets | — 15 328 918 805 | — 11 772 814 910 |
| Remboursements | 4 458 128 303 | 4 084 928 783 |
| Ajustements de change | — 181 873 299 | 698 597 810 |

Portefeuille-titres

| | | |
|---|-----------------|-----------------|
| Ventes | 8 485 021 935 | 4 002 672 462 |
| Achats | — 8 803 597 199 | — 4 351 272 821 |
| Variation nette de la provision pour dépréciation | — 42 937 806 | 22 164 266 |
| Ajustements de change | — 1 060 794 | 418 389 |

Autres

| | | |
|---|-------------------|-------------------|
| Variation nette des postes terrains, immeubles et installations | — 10 015 641 | — 4 236 849 |
| Autres diminutions d'actifs | <u>18 750 026</u> | <u>47 160 553</u> |

Variations nettes (2) **— 11 406 503 280** **— 7 272 382 317**

C. Variations provenant des opérations de financement

Dettes représentées par un titre

| | | |
|--|-----------------|-----------------|
| Emprunts à moyen et long terme: | | |
| Produits d'émissions | 12 811 209 268 | 9 881 195 447 |
| Remboursements | — 3 407 203 063 | — 3 162 209 249 |
| Ajustements de change | 174 262 763 | — 851 295 809 |
| Augmentation nette des frais d'émission et primes de remboursement | — 91 602 216 | — 124 361 516 |
| (Augmentation) diminution nette des échanges de devises | — 75 999 674 | 136 193 647 |

Emprunts à court terme:

| | | |
|------------------------------|---------------|---------------|
| Augmentation nette | 1 128 062 736 | 1 091 422 517 |
|------------------------------|---------------|---------------|

Autres passifs

| | | |
|---|---------------------|-------------------|
| Capital versé par les États membres | 164 437 500 | 164 437 500 |
| Diminution nette des dettes envers les établissements de crédit | — 513 468 026 | — 183 167 823 |
| Autres (diminutions) augmentations de passifs | <u>— 36 009 677</u> | <u>21 237 863</u> |

Variations nettes (3) **10 153 689 611** **6 973 452 577**

État de la Trésorerie

| | | |
|---|-----------------------|----------------------|
| Disponibilités en début d'exercice | 3 381 897 465 | 2 535 578 470 |
| Variations nettes en provenance: | | |
| (1) des activités d'exploitation | 1 412 869 223 | 1 145 248 735 |
| (2) des opérations d'investissement | — 11 406 503 280 | — 7 272 382 317 |
| (3) des opérations de financement | <u>10 153 689 611</u> | <u>6 973 452 577</u> |

Total des variations nettes **160 055 554** **846 318 995**

Disponibilités en fin d'exercice **3 541 953 019** **3 381 897 465**

Analyse des disponibilités

| | | |
|---|----------------------|----------------------|
| Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux | 72 139 050 | 24 059 948 |
| Effets dont l'échéance à l'émission est de trois mois au plus | 730 856 428 | 325 726 055 |
| Créances sur les établissements de crédit: | | |
| — comptes à vue | 230 160 840 | 210 114 121 |
| — comptes de dépôts à terme | <u>2 508 796 701</u> | <u>2 821 997 341</u> |

3 541 953 019 **3 381 897 465**

ÉTAT RÉSUMÉ DES PRÊTS ET DES GARANTIES AU 31 DÉCEMBRE 1991

En écus — voir les notes sur les états financiers

1. Encours total des prêts (*)

Montant total des prêts accordés depuis l'origine, calculé sur la base des parités appliquées au jour de la signature 103 204 697 157

A ajouter:

ajustements de change + 637 009 287
103 841 706 444

(*) L'encours des prêts englobe aussi bien la partie décaissée des prêts accordés que celle restant à décaisser.

A déduire:

résiliations et annulations 1 251 338 145

remboursements en principal 30 121 864 208

participations attribuées à des tiers 125 765 279

— 31 498 967 632

Encours total des prêts **72 342 738 812**

2. Limite statutaire relative aux opérations de prêts et de garanties

En vertu de l'article 18 alinéa 5 des statuts, l'encours total des prêts et des garanties accordés par la Banque ne peut excéder 250 % du capital souscrit.

Au niveau du capital actuel, le plafond se situe à 144 milliards et se compare à l'encours total des prêts et des garanties de 72 713 309 087, qui se répartit comme suit:

— encours total des prêts 72 342 738 812

— encours total des garanties (postes hors bilan):

au titre de prêts accordés par des tiers 244 804 996

au titre de participations des tiers au financement des prêts de la Banque 125 765 279

370 570 275

Encours total des prêts et des garanties **72 713 309 087**

3. Décomposition de l'encours total des prêts

Encours des prêts décaissés 24 835 896 507

Partie non décaissée 2 879 684 704

Encours total des prêts **27 715 581 211**

| à des établissements de crédit comme intermédiaire | directement au bénéficiaire final | Prêts accordés |
|--|--------------------------------------|----------------|
| | | Total |

40 878 533 039 65 714 429 546

3 748 624 562 6 628 309 266

44 627 157 601 72 342 738 812

4. Ventilation de la partie non décaissée par type de taux d'intérêt

à taux d'intérêt et assortiment de devises fixes, déterminés dans le contrat de financement 57 461 648

à taux d'intérêt fixe, déterminé dans le contrat de financement, la Banque disposant du choix des devises à décaisser 600 514 390

à taux d'intérêt ouvert, la Banque disposant du choix des taux d'intérêt et assortiment de devises à décaisser 2 165 088 857

à taux d'intérêt variable 37 046 047

à taux d'intérêt révisable 19 573 762

Partie non décaissée **2 879 684 704**

204 276 329 261 737 977

791 413 101 1 391 927 491

2 291 631 286 4 456 720 143

167 655 960 204 702 007

293 647 886 313 221 648

3 748 624 562 6 628 309 266

5. Échéancier de l'encours des prêts décaissés

Période restant à courir jusqu'à l'échéance finale

Jusqu'à trois mois 400 607 141

Plus de trois mois à un an 1 789 760 128

Plus d'un an à cinq ans 12 479 567 535

Plus de cinq ans 10 165 961 703

Encours des prêts décaissés **24 835 896 507**

416 619 877 817 227 018

2 632 111 766 4 421 871 894

16 868 542 493 29 348 110 028

20 961 258 903 31 127 220 606

40 878 533 039 65 714 429 546

6. Ventilation de l'encours des prêts décaissés par monnaie de remboursement

monnaies des États membres et l'écu 20 662 447 236

autres monnaies 4 173 449 271

Encours des prêts décaissés **24 835 896 507**

30 592 986 830 51 255 434 066

10 285 546 209 14 458 995 480

40 878 533 039 65 714 429 546

7. Décomposition des prêts par pays de localisation des projets

| Localisation des projets | Nombre | Encours total des prêts | Partie non décaissée | Encours total des prêts décaissés | % en- cours total |
|--|--------------|----------------------------|-------------------------|---|-------------------------|
| 7.1 Prêts pour investissements dans la Communauté et prêts assimilés ⁽¹⁾ | | | | | |
| Allemagne | 209 | 4 550 059 940 | 35 089 141 | 4 514 970 799 | 6,29 |
| France | 377 | 9 153 086 294 | 916 127 672 | 8 236 958 622 | 12,65 |
| Italie | 2 064 | 23 897 242 229 | 1 169 095 565 | 22 728 146 664 | 33,03 |
| Royaume-Uni | 362 | 8 519 401 097 | 712 856 647 | 7 806 544 450 | 11,78 |
| Espagne | 190 | 7 755 465 059 | 552 101 511 | 7 203 363 548 | 10,72 |
| Belgique | 32 | 691 633 228 | 97 825 882 | 593 807 346 | 0,96 |
| Pays-Bas | 33 | 1 119 859 549 | 75 687 076 | 1 044 172 473 | 1,55 |
| Danemark | 169 | 3 272 731 750 | 168 750 670 | 3 103 981 080 | 4,52 |
| Grèce | 189 | 2 270 032 214 | 277 812 821 | 1 992 219 393 | 3,14 |
| Portugal | 192 | 3 825 427 932 | 628 502 190 | 3 196 925 742 | 5,29 |
| Irlande | 201 | 2 432 623 958 | 70 074 067 | 2 362 549 891 | 3,36 |
| Luxembourg | 5 | 67 633 418 | — | 67 633 418 | 0,09 |
| Prêts assimilés ⁽¹⁾ | 22 | 878 892 395 | — | 878 892 395 | 1,22 |
| Total | 4 045 | 68 434 089 063 | 4 703 923 242 | 63 730 165 821 | 94,60 |
| 7.2 Prêts pour investissements à l'extérieur de la Communauté | | | | | |
| 7.2.1 Pays du bassin méditerranéen | | | | | |
| Yougoslavie | 21 | 678 222 559 | 289 566 496 | 388 656 063 | |
| Egypte | 17 | 314 236 278 | 133 074 000 | 181 162 278 | |
| Algérie | 11 | 306 072 650 | 184 571 000 | 121 501 650 | |
| Maroc | 12 | 259 561 976 | 78 456 000 | 181 105 976 | |
| Tunisie | 23 | 220 928 083 | 79 699 690 | 141 228 393 | |
| Jordanie | 19 | 88 346 311 | 31 947 500 | 56 398 811 | |
| Syrie | 4 | 59 136 496 | 3 522 000 | 55 614 496 | |
| Chypre | 5 | 50 027 466 | 15 000 000 | 35 027 466 | |
| Turquie | 7 | 40 105 188 | — | 40 105 188 | |
| Malte | 3 | 39 088 920 | 851 500 | 38 237 420 | |
| Liban | 3 | 7 728 002 | — | 7 728 002 | |
| Sous-total | 125 | 2 063 453 929 | 816 688 186 | 1 246 765 743 | 2,85 |
| 7.2.2 Pays d'Europe centrale et orientale | | | | | |
| Pologne | 5 | 240 091 792 | 228 700 000 | 11 391 792 | |
| Hongrie | 5 | 234 404 427 | 217 550 000 | 16 854 427 | |
| Roumanie | 1 | 25 000 000 | 25 000 000 | — | |
| Sous-total | 11 | 499 496 219 | 471 250 000 | 28 246 219 | 0,69 |
| 7.2.3 Pays ACP/PTOM | | | | | |
| Nigeria | 8 | 300 830 913 | 240 829 034 | 60 001 879 | |
| Kenya | 13 | 123 486 391 | 37 412 478 | 86 073 913 | |
| Côte-d'Ivoire | 17 | 120 266 367 | 42 555 739 | 77 710 628 | |
| Zimbabwe | 9 | 104 725 365 | 50 334 481 | 54 390 884 | |
| Cameroun | 8 | 71 309 814 | 1 500 000 | 69 809 814 | |
| Trinité et Tobago | 6 | 71 069 504 | 47 807 000 | 23 262 504 | |
| Îles Fidji | 10 | 54 338 817 | 20 174 828 | 34 163 989 | |
| Zaïre | 1 | 49 577 890 | 38 960 599 | 10 617 291 | |
| Jamaïque | 6 | 46 499 810 | 27 569 339 | 18 930 471 | |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée | 6 | 42 733 116 | 9 625 000 | 33 108 116 | |
| Ghana | 4 | 42 555 042 | 25 107 067 | 17 447 975 | |
| Botswana | 8 | 38 444 969 | 3 978 379 | 34 466 590 | |
| Île Maurice | 6 | 30 030 989 | 3 960 432 | 26 070 557 | |
| Mauritanie | 2 | 24 465 285 | 15 000 000 | 9 465 285 | |
| Guinée | 2 | 19 281 289 | 15 000 000 | 4 281 289 | |
| Gabon | 3 | 18 298 224 | — | 18 298 224 | |
| Bahamas | 2 | 15 981 685 | 4 679 852 | 11 301 833 | |
| Sénégal | 3 | 14 085 233 | — | 14 085 233 | |
| Régional — Afrique | 1 | 14 000 000 | 14 000 000 | — | |
| Malawi | 7 | 12 147 829 | 542 978 | 11 604 851 | |
| Zambie | 1 | 12 120 437 | — | 12 120 437 | |
| Barbade | 5 | 11 666 970 | 7 048 000 | 4 618 970 | |
| Afrique de l'Ouest | 2 | 10 974 634 | 8 206 500 | 2 768 134 | |
| Antilles néerlandaises | 3 | 10 638 735 | 2 395 000 | 8 243 735 | |
| Polynésie française | 3 | 10 053 254 | 2 481 500 | 7 571 754 | |
| Swaziland | 5 | 9 730 816 | 1 345 320 | 8 385 496 | |
| Congo | 3 | 8 692 856 | — | 8 692 856 | |
| Afrique de l'Est | 1 | 6 488 690 | — | 6 488 690 | |
| Îles Caïmans | 3 | 6 106 316 | 2 652 913 | 3 453 403 | |
| Sainte-Lucie | 2 | 5 964 256 | 1 589 434 | 4 374 822 | |
| Niger | 2 | 5 813 354 | — | 5 813 354 | |
| Afrique Centrale | 1 | 5 134 033 | 3 185 000 | 1 949 033 | |
| Nouvelle-Calédonie | 1 | 4 764 996 | — | 4 764 996 | |
| Aruba | 2 | 3 300 000 | 3 300 000 | — | |
| Togo | 2 | 3 229 029 | — | 3 229 029 | |
| Saint-Vincent | 1 | 2 994 900 | 246 061 | 2 748 839 | |
| Îles Vierges britanniques | 1 | 2 980 763 | 2 648 904 | 331 859 | |
| Burkina Faso | 1 | 2 621 382 | — | 2 621 382 | |
| Belize | 2 | 2 145 228 | — | 2 145 228 | |
| Libéria | 2 | 2 070 430 | — | 2 070 430 | |
| Tonga | 1 | 1 982 527 | 1 565 000 | 417 527 | |
| Seychelles | 1 | 1 568 703 | 747 000 | 821 703 | |
| Montserrat | 1 | 528 760 | — | 528 760 | |
| Sous-total | 168 | 1 345 699 601 | 636 447 838 | 709 251 763 | 1,86 |
| Total | 304 | 3 908 649 749 | 1 924 386 024 | 1 984 263 725 | 5,40 |
| Total général | 4 349 | 72 342 738 812 | 6 628 309 266 | 65 714 429 546 | 100,00 |

⁽¹⁾ Les prêts effectués en vertu de l'article 18.1 2^{ème} al. des statuts pour des projets localisés en dehors du territoire des États membres et présentant un intérêt pour la Communauté sont assimilés à des prêts dans la Communauté.

8. Ventilation des prêts selon les garanties principales dont ils sont assortis (a)

8.1 Prêts pour investissements dans la Communauté et prêts assimilés (b)

| | |
|--|----------------------|
| Prêts accordés aux États membres ou bénéficiant de leur garantie | 34 377 103 968 (c-d) |
| Prêts accordés à des institutions publiques d'États membres ou garantis par celles-ci | 4 409 413 716 |
| Prêts accordés à/ou garantis par des institutions financières (banques, instituts de crédit à long terme, compagnies d'assurances) | 19 914 479 425 (c) |
| Prêts garantis par des sociétés (autres que des institutions financières) sous contrôle majoritaire d'États membres ou d'institutions publiques dans la Communauté | 921 725 381 (c) |
| Prêts garantis par des sûretés réelles sur immeubles | 237 173 224 |
| Prêts garantis par des sociétés (autres que des banques) du secteur privé | 7 024 900 068 |
| Prêts garantis par des sûretés réelles sur d'autres biens; autres sûretés | 1 549 293 281 |
| Sous-total | 68 434 089 063 |

S'inspirant de la directive du Conseil (89/647/CEE) du 18. 12. 1989 relative à un ratio de solvabilité des établissements de crédit, et en application du changement de statut juridique de certains de ces clients bancaires parmi les institutions publiques, la Banque a transféré l'encours total au 31. 12. 1991 des prêts relatifs aux organismes de droit public exerçant des activités bancaires (7,6 milliards) de la rubrique «Prêts accordés à des institutions publiques d'États membres ou garantis par celles-ci» vers la rubrique «Prêts accordés à/ou garantis par des institutions financières (banques, instituts de crédit à long terme, compagnies d'assurances)».

8.2 Prêts pour investissements à l'extérieur de la Communauté

8.2.1 Prêts accordés en application de la première Convention de Lomé

| | |
|--|----------------|
| Prêts accordés aux États ACP signataires de cette Convention ou bénéficiant de leur garantie | 69 567 770 |
| Prêts bénéficiant d'autres garanties | 4 764 996 |
| | 74 332 766 (e) |

8.2.2 Prêts accordés en application de la seconde Convention de Lomé

| | |
|--|-----------------|
| Prêts accordés aux États ACP signataires de cette convention ou bénéficiant de leur garantie | 294 444 313 |
| Prêts bénéficiant d'autres garanties | 10 510 817 |
| Prêts accordés pour le développement du potentiel minier et énergétique (article 59) | 9 635 104 |
| | 314 590 234 (e) |

8.2.3 Prêts accordés en application de la troisième Convention de Lomé

| | |
|--|-----------------|
| Prêts accordés aux États ACP signataires de cette Convention ou bénéficiant de leur garantie | 699 494 067 |
| Prêts bénéficiant d'autres garanties | 39 811 209 |
| | 739 305 276 (e) |

8.2.4 Prêts accordés en application de la quatrième Convention de Lomé

| | |
|--|-----------------|
| Prêts accordés aux États ACP signataires de cette convention ou bénéficiant de leur garantie | 198 000 000 |
| Prêts bénéficiant d'autres garanties | 19 471 325 |
| | 217 471 325 (e) |

8.2.5 Prêts accordés en application des accords financiers de la CEE avec des pays du bassin méditerranéen

| | |
|---|-------------------|
| Prêts accordés aux pays du bassin méditerranéen signataires de ces accords ou bénéficiant de leur garantie ou de leur contre-garantie | 2 063 453 929 (c) |
|---|-------------------|

8.2.6 Prêts accordés dans le cadre de la coopération financière avec des pays d'Europe centrale et orientale (PECO).

| | |
|-----------------------------------|-----------------|
| | 499 496 219 (f) |
| Sous-total | 3 908 649 749 |
| Encours total des prêts | 72 342 738 812 |

(a) Pour une partie des prêts, il y a concours de plusieurs types de garanties ou de sûretés.

(b) Les prêts accordés en vertu de l'article 18.1 2^{ème} al. des statuts pour des projets localisés en dehors du territoire des États membres et présentant un intérêt pour la Communauté sont assimilés à des prêts dans la Communauté.

(c) Le montant du cautionnement global donné par la CEE atteint ECU 3 312 030 500 au 31 décembre 1991 comparé à ECU 2 953 656 204 au 31 décembre 1990. Ce cautionnement est donné pour la couverture de tout risque découlant des engagements financiers dans les pays du bassin méditerranéen ainsi que d'engagements financiers en Grèce, en Espagne et au Portugal relatifs aux prêts accordés avant leur entrée dans la CEE, dont l'encours total s'élève à ECU 721 982 080 au 31 décembre 1991.

(d) L'encours total des prêts bénéficiant de la garantie de la CEE s'élève à ECU 7 378 260 au 31 décembre 1991.

(e) Les montants du cautionnement donné par les États membres pour la couverture de tout risque découlant des engagements financiers au titre des Conventions de Lomé s'élèvent respectivement à :

- ECU 73 593 740 pour la première Convention;
- ECU 312 662 450 pour la seconde Convention;
- ECU 565 286 500 pour la troisième Convention;
- ECU 163 125 000 pour la quatrième Convention.

(f) Les prêts accordés à des pays d'Europe centrale et orientale (PECO) bénéficient de la garantie totale de la CEE.

ÉTAT RÉSUMÉ DES DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE AU 31 DÉCEMBRE 1991

En écus — voir les notes sur les états financiers

| Paya- bles en | Emprunts | | | | Échanges de monnaies | | | Montant net | |
|------------------|----------------------------|-------------------------------------|---------------|-----------|---|---------------|---------------|----------------------------|----------------------------|
| | Encours au 31. 12. 1990 | Encours au 31. 12. 1991 | Taux moyen | Échéances | Montants à payer (+) ou à recevoir (—) | | Taux moyen | Encours au 31. 12. 1990 | Encours au 31. 12. 1991 |
| | | | | | 31. 12. 1990 | 31. 12. 1991 | | | |
| ECU | 7 021 646 084 | 9 269 862 502 | 9,17 | 1992/2001 | 528 276 406 + | 458 276 406 + | 8,93 | 7 549 922 490 | 9 728 138 908 |
| DEM | 7 587 918 412 | 8 532 030 479 | 7,38 | 1992/2016 | 24 266 020 — | 92 875 074 — | 9,80 | 7 563 652 392 | 8 439 155 405 |
| FRF | 4 311 380 099 | 5 447 796 673 | 9,97 | 1992/2003 | 439 471 336 + | 439 264 031 + | 9,00 | 4 750 851 435 | 5 887 060 704 |
| GBP | 4 532 329 500 | 5 894 383 771 | 10,38 | 1992/2011 | 291 026 221 + | 492 936 210 + | 11,81 | 4 823 355 721 | 6 387 319 981 |
| ITL | 3 364 099 816 | 4 698 392 243 | 11,51 | 1992/2004 | — | — | — | 3 364 099 816 | 4 698 392 243 |
| BEF | 1 905 813 593 | 2 067 759 261 | 9,01 | 1992/2000 | — | — | — | 1 905 813 593 | 2 067 759 261 |
| NLG | 4 024 536 144 | 4 019 196 018 | 7,98 | 1992/2009 | — | — | — | 4 024 536 144 | 4 019 196 018 |
| DKK | 73 326 060 | 72 892 824 | 11,34 | 1994/1997 | — | — | — | 73 326 060 | 72 892 824 |
| IEP | 100 281 308 | 97 868 809 | 9,30 | 1992/1996 | — | — | — | 100 281 308 | 97 868 809 |
| LUF | 432 464 755 | 420 116 001 | 8,11 | 1992/1998 | — | — | — | 432 464 755 | 420 116 001 |
| ESP | 1 406 264 740 | 2 218 295 956 | 12,33 | 1992/2001 | 76 028 299 + | 76 577 105 + | 12,71 | 1 482 293 039 | 2 294 873 061 |
| PTE | 232 471 638 | 486 419 177 | 13,99 | 1993/1997 | — | — | — | 232 471 638 | 486 419 177 |
| USD | 5 786 929 198 | 6 921 392 523 | 8,94 | 1992/2008 | 295 508 239 — | 284 630 120 — | 8,14 | 5 491 420 959 | 6 636 762 403 |
| CHF | 3 170 128 961 | 3 234 382 135 | 5,82 | 1992/2002 | 86 126 710 + | 320 857 380 + | 7,37 | 3 256 255 671 | 3 555 239 515 |
| JPY | 3 842 520 493 | 4 721 994 760 | 6,12 | 1992/2008 | 434 213 657 — | 692 334 780 — | 6,32 | 3 408 306 836 | 4 029 659 980 |
| ATS | 76 567 014 | 76 795 264 | 6,86 | 1995/1996 | — | — | — | 76 567 014 | 76 795 264 |
| CAD | 583 686 916 | 479 113 736 | 10,18 | 1995/2001 | 583 686 916 — | 479 113 736 — | 10,18 | — | — |
| AUD | — | 226 828 093 | 10,25 | 2001 | — | 226 828 093 — | 10,25 | — | — |
| Total | 48 452 364 731 | 58 885 520 225 | | | | | | | |
| Prime | 6 989 181 | 7 105 777 | | | | | | | |
| Total | 48 459 353 912 | 58 892 626 002⁽¹⁾ | | | | | | | |

(¹) Le tableau suivant indique les montants totaux requis en capital pour le remboursement des emprunts.

| Échéances: Jusqu'à trois mois | Bons et obligations | Autres | Total |
|-------------------------------|-----------------------|----------------------|-----------------------|
| | 3 997 724 951 | 2 162 804 096 | 6 160 529 047 |
| Plus de trois mois à un an | 2 410 258 558 | 179 268 289 | 2 589 526 847 |
| Plus d'un an à cinq ans | 18 890 951 980 | 707 791 429 | 19 598 743 409 |
| Plus de cinq ans | 28 189 210 113 | 2 354 616 586 | 30 543 826 699 |
| Total | 53 488 145 602 | 5 404 480 400 | 58 892 626 002 |

ÉTAT DES SOUSCRIPTIONS AU CAPITAL AU 31 DÉCEMBRE 1991

En écus — voir les notes sur les états financiers

| Pays membres | Capital souscrit ⁽¹⁾ | Capital non appelé ⁽²⁾ | Capital libéré | | |
|--------------|------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------|-------------------------|----------------------|
| | | | versé au 31. 12. 1991 | à verser ⁽²⁾ | Total |
| Allemagne | 11 017 450 000 | 10 189 970 950 | 672 873 338 | 154 605 712 | 827 479 050 |
| France | 11 017 450 000 | 10 189 970 950 | 672 873 338 | 154 605 712 | 827 479 050 |
| Italie | 11 017 450 000 | 10 189 970 950 | 657 123 338 | 170 355 712 | 827 479 050 |
| Royaume-Uni | 11 017 450 000 | 10 189 970 950 | 672 873 338 | 154 605 712 | 827 479 050 |
| Espagne | 4 049 856 000 | 3 747 237 310 | 244 340 490 | 58 278 200 | 302 618 690 |
| Belgique | 3 053 960 000 | 2 825 758 011 | 184 254 920 | 43 947 069 | 228 201 989 |
| Pays-Bas | 3 053 960 000 | 2 825 758 011 | 184 254 920 | 43 947 069 | 228 201 989 |
| Danemark | 1 546 308 000 | 1 430 762 746 | 93 293 591 | 22 251 663 | 115 545 254 |
| Grèce | 828 380 000 | 766 479 995 | 49 979 456 | 11 920 549 | 61 900 005 |
| Portugal | 533 844 000 | 493 953 399 | 32 208 489 | 7 682 112 | 39 890 601 |
| Irlande | 386 576 000 | 357 689 755 | 23 323 351 | 5 562 894 | 28 886 245 |
| Luxembourg | 77 316 000 | 71 538 697 | 4 664 707 | 1 112 596 | 5 777 303 |
| Total | 57 600 000 000 | 53 279 061 724 | 3 492 063 276 | 828 875 000 | 4 320 938 276 |

(¹) Par décision du Conseil des gouverneurs du 11 juin 1990, le capital souscrit de la Banque a été porté à partir du 1^{er} janvier 1991 de 28 800 000 000 écus à 57 600 000 000 écus. Ce doublement résulte à la fois de l'incorporation en tant que capital souscrit et libéré d'un montant de 1 225 000 000 par transfert de la réserve supplémentaire, et de l'augmentation de la contribution des Etats membres pour un montant de 27 575 000 000 écus libéré à concurrence de 1,81323663 %.

(²) Dans le cadre de l'augmentation décidée le 11 juin 1990, les Etats membres verseront en ECU ou dans leur monnaie nationale, à eux tous 500 000 000 écus, en dix montants semestriels égaux commençant le 30 avril 1994 et s'achevant le 31 octobre 1998. Pour la partie restant encore à verser au titre de l'augmentation décidée le 11 juin 1985, les Etats membres verseront le montant de 328 875 000 écus en quatre tranches égales de 82 218 750, les 30 avril et 31 octobre des années 1992 à 1993.

(³) Le Conseil d'administration peut en exiger le versement, pour autant que ce versement soit rendu nécessaire, pour faire face aux obligations de la Banque à l'égard de ses bailleurs de fonds.

NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

au 31 décembre 1991 — en écus

Note A — Résumé des principes comptables essentiels

1. Bases de conversion

Conformément à l'article 4 (1) de ses statuts, la Banque emploie, comme unité de mesure des comptes de capital des États membres et pour la présentation de ses états financiers, l'écu utilisé par les Communautés européennes.

La valeur de l'écu est égale à la somme des montants suivants des monnaies nationales des États membres:

| | | | | | |
|-----|---------|-----|--------|-----|----------|
| DEM | 0,6242 | NLG | 0,2198 | IEP | 0,008552 |
| GBP | 0,08784 | BEF | 3,301 | GRD | 1,440 |
| FRF | 1,332 | LUF | 0,13 | ESP | 6,885 |
| ITL | 151,8 | DKK | 0,1976 | PTE | 1,393 |

Les taux de conversion entre les monnaies des États membres et l'écu, établis sur la base des taux du marché, sont publiés journalièrement dans le Journal officiel des Communautés européennes.

La Banque fait également usage de ces taux de conversion pour calculer les taux applicables aux autres monnaies utilisées pour ses opérations.

La Banque effectue ses opérations aussi bien dans les monnaies de ses États membres et l'écu que dans des devises non communautaires.

Ses ressources proviennent de son capital, de ses emprunts et de ses revenus nets cumulés dans les différentes monnaies et sont détenues, investies ou prêtées dans ces mêmes monnaies.

Les taux de conversion retenus pour l'établissement des bilans étaient les suivants au 31 décembre 1991 et au 31 décembre 1990:

| 1 écu = | 31. 12. 1991 | 31. 12. 1990 |
|------------------------|--------------|--------------|
| Deutsche Mark | 2,03553 | 2,04195 |
| Francs français | 6,95338 | 6,95010 |
| Livre Sterling | 0,716117 | 0,707840 |
| Lires italiennes | 1 542,40 | 1 540,26 |
| Pesetas espagnoles | 129,668 | 130,604 |
| Francs belges | 41,9308 | 42,1839 |
| Florins néerlandais | 2,29352 | 2,30384 |
| Couronnes danoises | 7,92945 | 7,88260 |
| Drachmes | 235,065 | 214,065 |
| Escudos portugais | 179,886 | 182,818 |
| Livre irlandaise | 0,766332 | 0,767840 |
| Francs luxembourgeois | 41,9308 | 42,1839 |
| Dollar des États-Unis | 1,34093 | 1,36330 |
| Francs suisses | 1,81763 | 1,74162 |
| Livres libanaises | 1 179,35 | 1 147,90 |
| Yen japonais | 167,549 | 184,932 |
| Schillings autrichiens | 14,3238 | 14,3665 |
| Dollar Canadien | 1,55078 | 1,58143 |
| Dollar australien | 1,76345 | 1,76822 |
| Francs CFA | 347,669 | 347,505 |

Les actifs et passifs de la Banque sont convertis en écus. Les profits ou pertes résultant de la conversion sont crédités ou débités au compte de profits et pertes.

Sont exclus de la base d'évaluation de cette conversion, les avoirs correspondant à la quote-part de capital versé par les États membres dans leur monnaie nationale, qui fait l'objet d'ajustements périodiques conformément à l'article 7 des statuts.

2. Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès des banques centrales et obligations et autres titres à revenu fixe

Les bons de trésor nationaux, les bons de caisse et les obligations sont couramment évalués à leur valeur d'achat, au nominal si cette valeur d'achat est supérieure à la valeur nominale du titre ou encore à la valeur boursière chaque fois que cette dernière valeur est inférieure à la valeur d'achat.

3. Créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

Les prêts sont présentés dans les actifs de la Banque pour leurs montants décaissés nets.

4. Actifs corporels

Les terrains et immeubles sont repris à leur valeur d'achat, déduction faite d'une dépréciation initiale sur l'immeuble du Kirchberg et du cumul des amortissements. La valeur estimée des immeubles de Luxembourg-Kirchberg et de Lisbonne fait l'objet d'un amortissement linéaire calculé respectivement sur une période de 30 et de 25 années. Les installations et le matériel de bureau sont amortis dans l'année d'acquisition.

5. Actifs incorporels

Les frais d'émission et primes de remboursement sont amortis sur toute la durée de l'emprunt et basés sur les montants en cours.

6. Fonds de pension

La Banque a constitué un fonds de pension pour son personnel. Toutes les contributions versées par la Banque et par son personnel sont investies dans les actifs de la Banque. Une évaluation actuarielle est effectuée sur une base triennale.

7. Imposition

Le protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes annexé au traité du 8 avril 1965 instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes stipule que les avoirs, revenus et autres biens de la Banque sont exonérés de tous impôts directs.

8. Opérations d'échange de taux d'intérêt ou de monnaies (swaps)

La BEI conclut des opérations d'échange de monnaies de sorte que le produit d'un emprunt en une monnaie donnée puisse être converti en une autre monnaie. Elle effectue simultanément une opération de change à terme afin d'obtenir les montants nécessaires au service financier de l'emprunt dans la monnaie d'origine. La BEI conclut également des opérations d'échange de taux d'intérêt. Ces opérations ont pour effet de remplacer une obligation à taux fixe par une obligation à taux variable libellée dans une même monnaie, ou inversement.

9. Opérations sur instruments financiers à terme

Utilisées exclusivement à la Banque comme instrument de protection du prix des obligations qu'elle détient, les opérations fermes sur marchés organisés non dénouées à la date de clôture des comptes, sont réévaluées à ladite date. De la sorte, par dérogation au principe de l'évaluation du portefeuille, la partie concernée par cette couverture se trouve valorisée à sa valeur boursière. Les résultats sont comptabilisés dans le compte de profits et pertes de manière symétrique à l'élément couvert.

Note B —

Effets publics admissibles au
refinancement auprès des
banques centralesObligations et autres titres
à revenu fixe

| | 31. 12. 1991 | 31. 12. 1990 | 31. 12. 1991 | 31. 12. 1990 |
|---|--------------------|--------------------|----------------------|--------------------|
| La répartition selon les échéances est la suivante: | | | | |
| jusqu'à trois mois | 236 915 780 | 36 599 038 | 569 800 898 | 289 127 018 |
| plus de trois mois à un an | 21 410 451 | — | 89 106 784 | 513 007 |
| plus d'un an à cinq ans | 157 929 945 | 106 312 070 | 434 967 418 | 248 693 642 |
| plus de cinq ans | <u>168 326 313</u> | <u>291 650 406</u> | <u>483 867 224</u> | <u>439 725 395</u> |
| | <u>584 582 489</u> | <u>434 561 514</u> | <u>1 577 742 324</u> | <u>978 059 062</u> |
| Valeur boursière: | 585 923 611 | 434 600 666 | 1 582 717 137 | 978 902 550 |

Note C — Créances sur les établissements de crédit (autres créances):

| | 31. 12. 1991 | 31. 12. 1990 | Dépôts à terme |
|---|--------------------|--------------------|---|
| Produits d'emprunts à recevoir | | | La répartition, selon les échéances, est la suivante: |
| La répartition, selon les échéances, est la suivante: | | | jusqu'à trois mois |
| jusqu'à trois mois | — | 343 358 038 | 2 462 953 465 |
| plus de trois mois à un an | <u>157 023 197</u> | <u>86 724 773</u> | 2 782 417 112 |
| | <u>157 023 197</u> | <u>430 082 811</u> | 45 835 572 |
| | | | plus d'un an à cinq ans |
| | | | 7 664 |
| | | | <u>2 508 796 701</u> |
| | | | <u>2 821 997 341</u> |
| | | | <u>2 665 819 898</u> |
| | | | <u>3 252 080 152</u> |

Note D — Actifs corporels

| | Terrain | Immeuble Kirchberg | Immeuble Lisbonne | Installations et matériel | Total |
|---|------------------|-----------------------|----------------------|------------------------------|-------------------|
| Valeur d'acquisition nette en début d'année | 763 833 | 33 484 860 | 278 506 | — | 34 527 199 |
| Acquisitions durant l'année | 2 501 880 | 2 277 940 | — | 5 235 821 | 10 015 641 |
| Amortissements durant l'année | — | 1 667 000 | 14 000 | 5 235 821 | 6 916 821 |
| Valeur nette comptable 1991 | <u>3 265 713</u> | <u>34 095 800</u> | <u>264 506</u> | <u>—</u> | <u>37 626 019</u> |

Note E — Créances sur les États membres et dettes envers ces États pour ajustement du capital

L'application des taux de conversion indiqués dans la note A conduit à un ajustement des montants versés par les États membres dans leur monnaie nationale à titre de capital, conformément à l'article 7 des statuts.

Les montants à recevoir par la Banque ou à payer par elle sont les suivants:

| | 31. 12. 1991 | 31. 12. 1990 |
|---------------------|----------------|------------------|
| Créances sur: | | |
| l'Espagne | 246 687 | 1 015 738 |
| la Grèce | 353 467 | 881 063 |
| l'Irlande | <u>24 643</u> | <u>46 668</u> |
| | <u>624 797</u> | <u>1 943 469</u> |

Dettes envers:

| | | |
|------------------------|------------------|-------------------|
| l'Allemagne | 2 382 092 | 8 041 316 |
| l'Italie | 248 682 | 79 145 |
| la Belgique | 479 124 | 293 867 |
| les Pays-Bas | <u>696 473</u> | <u>2 220 525</u> |
| | <u>3 806 371</u> | <u>10 634 853</u> |

Conformément à la décision du Conseil des gouverneurs du 30 décembre 1977, le règlement du montant dû ou à recevoir par la Banque sera effectué le 31 octobre de chaque année dans la mesure où la différence entre le taux de conversion comptable et le taux de conversion retenu pour déterminer l'ajustement excédera 1,5 %. Lorsque la différence est inférieure à 1,5 % vers le haut ou vers le bas, les montants à ajuster seront reportés à nouveau dans les comptes d'ajustement non productifs d'intérêts.

Note F — Bonifications d'intérêt reçues d'avance

a) Une partie des montants reçus dans le cadre du SME a fait l'objet d'une avance à long terme. Ces montants trouvent leur contrepartie à l'actif dans le poste 9 b. «A recevoir au titre de bonifications d'intérêt versées d'avance dans le cadre du SME».

b) «Les bonifications d'intérêt reçues d'avance» (poste 3 b.) au passif comprennent:

— les montants des bonifications d'intérêt relatives aux prêts accordés pour des projets à l'extérieur de la Communauté au titre des conventions signées avec les États ACP et des protocoles conclus avec les pays du bassin méditerranéen, ainsi que les bonifications d'intérêt afférentes à certaines opérations de prêts sur ressources propres de la Banque dans la Commu-

nauté, mises à sa disposition dans le cadre du système monétaire européen conformément au règlement (CEE) n° 1736/79 du Conseil des Communautés européennes du 3 août 1979;

— les montants reçus à titre de bonifications d'intérêt sur les prêts accordés sur ressources de la CEE dans le cadre des décisions du Conseil des Communautés européennes (78/870) du 16 octobre 1978 (nouvel instrument communautaire), (82/169) du 15 mars 1982 et (83/200) du 19 avril 1983, ainsi qu'en application du règlement (CEE) n° 1736/79 du Conseil des Communautés européennes du 3 août 1979, modifié par le règlement (CEE) n° 2790/82 du Conseil des Communautés européennes du 18 octobre 1982.

Note G — Comptes divers

| Débiteurs divers: | 31. 12. 1991 | 31. 12. 1990 | | |
|--|-------------------|-------------------|---|---------------------------------------|
| les prêts à la construction et avances accordés au personnel | 44 546 767 | 40 980 059 | — pour les opérations dans le cadre de la section spéciale et divers montants y afférents à régulariser | 839 854 889 825 162 715 |
| autres | 27 057 523 | 26 872 015 | — les comptes de dépôts | 47 845 230 43 911 013 |
| | <u>71 604 290</u> | <u>67 852 074</u> | autres | <u>50 416 774</u> <u>45 156 881</u> |
| | | | | <u>938 116 893</u> <u>914 230 609</u> |
| Créditeurs divers: | | | Divers au passif: | |
| les comptes de la Communauté économique européenne: | | | opérations d'échange de monnaies | 21 242 761 97 242 435 |
| | | | autres | <u>18 933 728</u> <u>17 849 711</u> |
| | | | | <u>40 176 489</u> <u>115 092 146</u> |

Note H — Provisions pour risques et charges (fonds de pension du personnel)

Le solde qui figure dans le bilan au 31 décembre 1991 de 154 641 051 (31. 12. 1990: 135 534 572) reflète le résultat de l'évaluation actuarielle des droits acquis suivant le règlement du Fonds de pension augmenté des contributions salariales et patronales, des rémunérations et diminué des retraits intervenus depuis cette évaluation.

nus depuis cette évaluation.

Les charges du régime de pension du personnel supportées par la Banque, y compris les intérêts pour l'année 1991, s'élèvent à 20 017 142 contre 17 515 802 pour l'année 1990.

Note I — Ventilation par marché géographique des intérêts et produits assimilés (poste 1 du compte de profits et pertes):

| | 31. 12. 1991 | 31. 12. 1990 | | |
|-----------------------|----------------------|----------------------|--|---|
| Allemagne | 321 408 613 | 227 509 069 | Autres pays | 206 130 793 188 473 108 |
| France | 787 678 692 | 651 147 790 | | <u>5 723 835 584</u> <u>4 774 794 646</u> |
| Italie | 2 055 497 115 | 1 896 185 194 | Résultats non ventilés (1) | <u>497 701 668</u> <u>447 346 342</u> |
| Royaume-Uni | 709 486 003 | 524 037 642 | | <u>6 221 537 252</u> <u>5 222 140 988</u> |
| Espagne | 601 140 524 | 394 392 310 | (1) Résultats non ventilés: | |
| Belgique | 53 799 131 | 51 514 725 | Intérêts et commissions sur placements | 496 349 619 411 574 811 |
| Pays-Bas | 72 977 048 | 59 314 908 | Autres produits du portefeuille-titres | <u>1 352 049</u> <u>35 771 531</u> |
| Danemark | 250 678 477 | 207 452 154 | | <u>497 701 668</u> <u>447 346 342</u> |
| Grèce | 182 251 984 | 183 749 115 | | |
| Portugal | 269 646 273 | 184 678 238 | | |
| Irlande | 209 047 431 | 202 510 212 | | |
| Luxembourg | 4 093 500 | 3 830 181 | | |
| | <u>5 517 704 791</u> | <u>4 586 321 538</u> | | |

Note J — **Ventilation par marché géographique commissions** € (poste 3 du compte de profits et pertes)

| | 31. 12. 1991 | 31. 12. 1990 | | | |
|-----------------------|--------------|--------------|------------------------|------------|------------|
| Allemagne | 40 658 | 102 048 | Grèce | 261 161 | 287 430 |
| France | 1 173 341 | 1 731 167 | Portugal | 30 558 | 33 985 |
| Italie | 1 958 110 | 2 544 755 | Irlande | 323 471 | 364 342 |
| Royaume-Uni | 304 017 | 384 749 | Luxembourg | — | — |
| Espagne | 115 836 | 134 183 | | 4 760 530 | 6 240 568 |
| Belgique | 109 772 | 179 979 | Institutions communau- | | |
| Pays-Bas | 2 334 | 657 | taires | 11 358 976 | 9 166 984 |
| Danemark | 441 272 | 477 273 | | 16 119 506 | 15 407 552 |

Note K — **Dépenses et charges administratives**

| | 31. 12. 1991 | 31. 12. 1990 | Frais généraux et charges administratives | 16 950 825 | 13 282 487 |
|-----------------------------|--------------|--------------|---|------------|------------|
| Frais du personnel | | | | | |
| Traitements et émoluments | 59 523 784 | 54 655 759 | | 94 242 745 | 85 214 345 |
| Dépenses sociales . . . | 12 098 999 | 12 097 693 | | | |
| Autres frais du personnel . | 5 669 137 | 5 178 406 | | | |
| | 77 291 920 | 71 931 858 | L'effectif du personnel employé par la Banque était de 751 au 31 décembre 1991 (724 au 31 décembre 1990). | | |

Note L — **Réserves et affectation du résultat de l'exercice**

Le Conseil des gouverneurs a décidé le 10 juin 1991:

- de transférer le solde de la réserve supplémentaire existant au 1^{er} janvier 1991 au fonds de réserve, soit 1 861 332 745;

- et d'affecter le solde du compte de profits et pertes de l'exercice 1990, soit 894 107 896, au fonds de réserve qui n'a pas encore atteint les 10 % du capital souscrit.

État des mouvements des comptes de réserves au 31 décembre 1991

| | Situation des comptes au 31. 12. 1990 | Transfert de la réserve supplémentaire au capital | Affectation du solde du compte de profits et pertes de l'exercice 1990 et transfert du solde de la réserve supplémentaire | Situation des comptes au 31. 12. 1991 |
|----------------------------------|---------------------------------------|---|---|---------------------------------------|
| Fonds de réserve | 2 880 000 000 | — | + 2 755 440 641 | 5 635 440 641 |
| Réserve supplémentaire | 3 086 332 745 | — 1 225 000 000 | — 1 861 332 745 | — |
| | 5 966 332 745 | — 1 225 000 000 | + 894 107 896 | 5 635 440 641 |

Le Comité de direction a décidé de proposer au Conseil d'administration de recommander au Conseil des gouverneurs d'affecter le solde du compte de résultat, soit 1 083 461 098, de la façon suivante:

- 124 559 359 au fonds de réserve, qui atteint ainsi 10 % du capital souscrit;
- le solde de 958 901 739 à la réserve supplémentaire.

Note M — **Actions et autres titres à revenu variable**

Ce poste d'un montant de 18 000 000 représente la première des cinq tranches annuelles égales, soit 90 000 000 au total, à

libérer par la Banque au titre de sa souscription (300 000 000) au capital de la BERD.

Note N — **Dettes envers des établissements de crédits (à terme ou à préavis)**

| | 31. 12. 1991 | 31. 12. 1990 |
|---|--------------|--------------|
| La répartition selon les échéances est la suivante: | | |
| — jusqu'à trois mois | 72 332 305 | 555 722 760 |
| — plus d'un an à cinq ans | 147 381 763 | 146 918 387 |
| | 219 714 068 | 702 641 147 |

Note O — **Montant global des éléments d'actif et de passif libellés en monnaies étrangères, convertis en écus**

| Actif | | Passif | |
|----------------|----------------|----------------|----------------|
| 31. 12. 1991 | 31. 12. 1990 | 31. 12. 1991 | 31. 12. 1990 |
| 60 191 097 962 | 51 336 109 991 | 53 442 907 785 | 45 425 286 041 |

Note P — **Dépôts spéciaux pour service d'emprunts**

Ce poste représente le montant des coupons et obligations échus non encore présentés à l'encaissement.

Note Q — **L'estimation du risque associé aux transactions sur contrats d'échange à terme** est faite conformément à la

directive du Conseil 89/647/CEE du 18 décembre 1989 relative au ratio de solvabilité des établissements de crédit.

Note R — **Relevé des opérations à terme non encore denouées au 31 décembre 1991**

Le montant de 153 881 997 représente 2 140 contrats que la

Banque a vendus sur le MATIF en vue de couvrir son portefeuille-titres en FRF contre les fluctuations de taux d'intérêt.

RAPPORT DE L'AUDITEUR EXTERNE

Monsieur le Président
Banque européenne d'investissement
Luxembourg

Nous avons vérifié les états financiers ci-annexés de la Banque européenne d'investissement aux 31 décembre 1991 et 1990 conformément aux normes internationales de révision.

À notre avis, ces états financiers, qui ont été établis selon les normes comptables internationales appliquées sur une base constante, donnent une image fidèle et régulière de la situation financière de la Banque européenne d'investissement aux 31 décembre 1991 et 1990, des résultats de ses opérations et de l'évolution de sa situation financière des exercices 1991 et 1990. Les principes comptables essentiels utilisés dans la préparation de ces états financiers sont expliqués à la note A sur les états financiers.

Luxembourg, le 7 février 1992

Les états financiers couverts par notre avis sont les suivants:

Bilan
Situation de la section spéciale
Compte de profits et pertes
État des variations de trésorerie
État résumé des prêts et des garanties
État résumé des dettes représentées par un titre
État des souscriptions au capital
Notes sur les états financiers

PRICE WATERHOUSE

LE COMITÉ DE VÉRIFICATION

Le Comité de vérification est composé de trois membres nommés par le Conseil des gouverneurs de la Banque pour une période de trois ans. Chaque année un membre du Comité voit son mandat renouvelé ou est remplacé. La présidence du Comité est exercée pour un an par le membre dont le mandat prend fin au cours de l'exercice. Le Comité s'assure que les opérations de la Banque ont été réalisées dans le respect des procédures prescrites par les statuts; il vérifie la régularité des opérations et des livres et confirme que le bilan et les états financiers reflètent exactement, à l'actif comme au passif, la situation de la Banque.

Pour s'acquitter de cette tâche, le Comité de vérification se fonde sur les travaux continus de la division de l'Audit interne de la Banque et d'un cabinet international d'audit externe ainsi que sur les activités de contrôle des départements de la Banque.

Le Comité de vérification fait rapport au Conseil des gouverneurs qui, avant d'approuver le rapport annuel et les comptes de fin d'exercice, entend la déclaration ci-après :

Déclaration du Comité de vérification

Le Comité constitué en vertu de l'article 14 des statuts et de l'article 25 du règlement intérieur de la Banque européenne d'investissement pour vérifier la régularité de ses opérations et de ses livres,

- ayant pris connaissance des livres, pièces comptables et documents dont il a jugé l'examen nécessaire dans l'exercice de son mandat,
- ayant pris connaissance des rapports établis par Price Waterhouse, en date du 7 février 1992,

vu le rapport annuel 1991, le bilan de la Banque et la situation de la Section spéciale au 31 décembre 1991 ainsi que le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date, tels qu'ils ont été établis par le Conseil d'administration en sa séance du 7 avril 1992,

vu les articles 22, 23 et 24 du règlement intérieur,

certifie par la présente:

que les opérations de la Banque pendant l'exercice 1991 ont été réalisées dans le respect des formalités et des procédures prescrites par les statuts et le règlement intérieur,

que le bilan, le compte de profits et pertes et la situation de la Section spéciale sont conformes aux écritures comptables et qu'ils reflètent exactement, à l'actif comme au passif, la situation de la Banque.

Luxembourg, le 11 mai 1992

Le Comité de vérification

A. HANSEN

J. PINTO RIBEIRO

C. THANOPOULOS

LISTE DES PROJETS FINANCÉS DANS LA COMMUNAUTÉ EN 1991 ⁽¹⁾

Le montant total des prêts pour des investissements dans la Communauté s'élève à 14 422,8 millions. À l'exception d'un prêt de 39,2 millions sur les ressources du NIC, ces opérations relèvent de la responsabilité financière de la Banque et sont comptabilisées dans son bilan.

La BEI coopère étroitement avec un nombre croissant d'institutions financières et de banques commerciales. Elle conclut avec celles-ci des prêts globaux. Elle accorde, également, certains prêts individuels par l'intermédiaire d'instituts et banques dont le relevé figure, pour chaque pays, en début de liste.

Les objectifs de politique communautaire auxquels répondent les prêts individuels figurent en marge. Sauf indication spécifique, les prêts globaux ont un caractère multisectoriel et multiobjectif (cf. encadré page 24). Les symboles de ces objectifs sont les suivants:

- développement régional
- compétitivité des entreprises et intégration européenne
- infrastructures communautaires
- ◆ objectifs énergétiques
- ◀ protection de l'environnement et aménagements urbains

| | millions d'écus | | millions d'écus |
|---|-----------------|---|-----------------|
| BELGIQUE (4 886,4 millions de francs belges) | 115,6 | Conception, construction et mise en service en Mer du Nord de deux installations de forage auto-élevatrices <i>Tankers and Liners in Partnership</i> | |
| Prêts individuels | (21,0) | 800,0 millions DKK | 101,3 ◆ |
| Intermédiaire: <i>Banque Indosuez Belgique S.A.</i> | | | |
| Centre national de contrôle du trafic aérien <i>Régie des voies aériennes/Regie der Luchtweegen</i> | 13,5 ● | Réservoir de stockage de gaz à Stenlille, près de Copenhague, et conduite d'acheminement depuis Torslunde <i>Dansk Naturgas A/S</i> | 32,7 ◆ |
| 570,0 millions BEF | | 258,0 millions DKK | |
| Construction du siège de l'organisme chargé de la sécurité du trafic aérien en Europe <i>Eurocontrol</i> | 7,5 ● | Renforcement du réseau de chauffage urbain de Frederiksberg et raccordement au réseau de distribution de chaleur de l'agglomération de Copenhague <i>Frederiksberg Kommune</i> | 6,6 ◆ |
| 316,3 millions BEF | | 52,2 millions DKK | |
| Prêts globaux | (94,6) | | |
| Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension <i>Bank van Roeselare</i> | 23,6 | Sections d'autoroute: Århus - Ålborg, Vejle - Horsens (Jutland du Nord), Ringsted - Skovse (Sjælland) de l'autoroute reliant Copenhague au Grand-Bælt <i>Den Danske Stat (État danois)</i> | 12,7 ■● |
| 1 000,0 millions BEF | | 100,0 millions DKK | |
| <i>Crédit Général S.A. de Banque</i> | 23,6 | | |
| 1 000,0 millions BEF | | | |
| <i>Kredietbank N.V.</i> | 47,3 | Pont autoroutier suspendu sur la partie est de la liaison fixe du Grand-Bælt <i>A/S Storebæltsforbindelsen</i> | 31,2 ■● |
| 2 000,0 millions BEF | | 245,6 millions DKK | |
| DANEMARK (4 260,8 millions de couronnes danoises) | 538,8 | | |
| Prêts individuels | (487,8) | Simulateur de vol à l'aéroport de Copenhague <i>Flight Training Center A/S</i> | 6,9 ● |
| Intermédiaires: <i>I/S ELSAM, KommuneKredit</i> | | 54,0 millions DKK | |
| Centrale au charbon de production combinée de chaleur et d'électricité à Odense <i>I/S Fynsværket</i> | 63,8 ◆ | Extension et modernisation du réseau téléphonique dans les provinces de Ribe, Vejle, Århus, Ringkøbing, Viborg et Nordjylland <i>Jydsk Telefon A/S</i> | 53,5 ■● |
| 504,0 millions DKK | | 421,4 millions DKK | |
| Modernisation de l'usine d'incinération de déchets urbains et production combinée de chaleur et d'électricité à Copenhague <i>I/S Amager Forbrænding</i> | 6,3 ◆◀ | Renforcement du système de commutation numérique et de transmission par fibres optiques: | |
| 50,0 millions DKK | | — dans le Sjælland et Bornholm <i>KTAS — Københavns Telefon A/S</i> | 54,1 ■● |
| Station de pompage à Filsø, pour l'oléoduc reliant des gisements du secteur danois de la Mer du Nord au terminal de Fredericia <i>Dansk Olierør A/S</i> | 5,0 ◆ | 428,1 millions DKK | |
| 39,8 millions DKK | | | |
| Mise en valeur du gisement de pétrole Dan Oil, dans le secteur danois de la Mer du Nord <i>Oil and Gas Activity in Partnership</i> | 79,2 ◆ | — dans le Sønderjylland <i>Tele Sønderjylland A/S</i> | 8,0 ■● |
| 628,1 millions DKK | | 63,0 millions DKK | |
| | | Ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées, construction et modernisation de stations d'épuration <i>Århus Kommune</i> | 6,3 ◀ |
| | | 50,0 millions DKK | |

(¹) Les ouvertures de crédit sont en règle générale libellées en contre-valeur d'une monnaie nationale

| | millions d'écus | | millions d'écus |
|--|--------------------|--|--------------------|
| Centre de recherche et développement pharmaceutique à Ballerup, à proximité de Copenhague <i>Novo Nordisk A/S</i> 160,0 millions DKK | 20,3 ▶ | Modernisation des bâtiments de la foire commerciale de Berlin <i>Land Berlin</i> 85,0 millions DEM | 41,3 ■● |
| <u>Prêts globaux</u> | <u>(50,8)</u> | Modernisation de la raffinerie de Gelsenkirchen-Horst pour la production de produits pétroliers légers <i>Ruhr Oel GmbH</i> 25,0 millions DEM | 12,2 ■◆◀ |
| Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension <i>KommuneKredit</i> (infrastructures) 78,6 millions DKK | 9,9 | Atelier de peinture dans une nouvelle usine automobile <i>Volkswagen Sachsen GmbH</i> 300,0 millions DEM | 146,9 ■ |
| <i>Den Danske Bank A/S</i> 73,5 millions DKK | 9,3 | Unité d'assemblage automobile 40,4 millions DEM | 19,7 ■ |
| <i>FIH — Finansieringsinstituttet for Industri og Håndværk A/S</i> 250,0 millions DKK | 31,7 | Installation d'une machine à papier à Dörpen (Niedersachsen) <i>Nordland Papier AG</i> 20,0 millions DEM | 9,8 ■ |
| ALLEMAGNE (2 664,7 millions de Deutsche Mark) | 1 300,1 | <u>Prêts globaux</u> | <u>(711,7)</u> |
| <u>Prêts individuels</u> | <u>(588,4)</u> | Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension <i>Westdeutsche Landesbank Girozentrale</i> 490,2 millions DEM | 239,1 |
| Intermédiaires: <i>Kreditanstalt für Wiederaufbau, Westdeutsche Landesbank Girozentrale, Südwestdeutsche Landesbank Girozentrale, IKB Deutsche Industriebank AG, Hamburgische Landesbank Girozentrale, Berliner Bank AG</i> | | <i>IKB Deutsche Industriebank AG</i> 333,4 millions DEM | 162,7 |
| Nouvelle chaudière à la centrale au charbon de production combinée de vapeur et d'électricité à Mannheim <i>Großkraftwerk Mannheim AG</i> 40,0 millions DEM | 19,4 ◆◀ | <i>Kreditanstalt für Wiederaufbau</i> 323,4 millions DEM | 157,5 |
| Gazoducs reliant le système actuel de Thuringen et Sachsen au réseau européen de gaz naturel <i>Erdgasversorgungsgesellschaft mbH</i> 200,0 millions DEM | 97,2 ■◆ | <i>Landesbank Schleswig-Holstein Girozentrale</i> 62,2 millions DEM | 30,3 |
| Conversion de l'actuel réseau de gaz de ville en réseau de distribution de gaz naturel <i>Verbundnetz Gas AG</i> 100,0 millions DEM | 48,8 ■◆ | <i>Bremer Landesbank Kreditanstalt Oldenburg Girozentrale</i> 58,0 millions DEM | 28,2 |
| Extension du réseau de transport et de distribution de chaleur <i>Fernwärme-Verbund Saar GmbH</i> 15,0 millions DEM | 7,3 ■◆ | <i>Berliner Industriebank AG</i> (tourisme) 46,7 millions DEM | 22,8 |
| Ouvrages de traitement et d'évacuation des eaux usées dans le Breisgau (Baden-Württemberg) <i>Abwasserzweckverband Breisgauer Bucht</i> 5,0 millions DEM | 2,4 ◀ | <i>Norddeutsche Landesbank Girozentrale</i> 25,0 millions DEM | 12,2 |
| Nouvel aéroport international à Erding, au nord-est de Munich <i>Flughafen München GmbH</i> 150,0 millions DEM | 73,3 ● | <i>Hamburgische Landesbank Girozentrale</i> 20,2 millions DEM | 9,8 |
| Nouveau terminal à l'aéroport international de Hambourg; installations pour la révision des avions gros porteurs <i>Flughafen Hamburg GmbH</i> 125,2 millions DEM | 61,0 ● | Prêt cadre pour la restructuration dans l'industrie et les services <i>Treuhandanstalt</i> 100,0 millions DEM | 48,9 |
| Mise en place du système Kopernikus-DFS de transmission par satellites et de centraux de télémesure <i>Deutsche Bundespost</i> 100,0 millions DEM | 48,9 ● | GRÈCE (82 805,1 millions de drachmes) | 366,9 |
| | | <u>Prêts individuels</u> | <u>(100,1)</u> |
| | | Irrigation de petites exploitations agricoles dans le nord-ouest de la Crète <i>République Hellénique</i> 0,4 milliard GRD | 1,5 ■ |
| | | Construction d'une petite centrale hydro-électrique, Makrochori, sur le canal principal d'irrigation de la plaine de Thessalonique <i>Dimosia Epirisi Ilektrismou (Public Power Corporation)</i> 2,0 milliards GRD | 8,8 ■◆ |
| | | Construction d'un réseau de transport et de distribution de gaz naturel <i>DEPA — Dimosia Epirisi Aeriou A.E. (Public Gas Corporation of Greece SA)</i> 1,6 milliards GRD | 7,3 ■◆ |

| | millions d'écus | | millions d'écus |
|---|--------------------|--|--------------------|
| Renouvellement et modernisation du matériel roulant sur la ligne de chemins de fer Athènes-Thessalonique <i>OSE — Organismos Sidirodromon Ellados (Hellenic Railways Organisation)</i> 3,3 milliards GRD | 14,6 ■● | ESPAGNE (301 225 millions de pesetas) | 2 342,5 |
| Autoroute Corinthe-Tripoli et contournement de Megalopoli (Péloponnèse) <i>République Hellénique</i> 3,0 milliards GRD | 13,5 ■ | <u>Prêts individuels</u> | (2 070,7) |
| Transformation en autoroute de la section Varibobi-Yliki de l'axe Athènes-Thessalonique <i>République Hellénique</i> 5,0 milliards GRD | 21,9 ■● | Intermédiaires: <i>Banco Central S.A., Banco Hispano Americano S.A., Banco Español de Crédito S.A., Banco Bilbao Vizcaya S.A., Caja de Madrid, Banco Exterior de España S.A., Bankinter S.A., Banco Herrero S.A., Midland Bank plc Sucursal de España</i> | |
| Reconstruction, dans la zone de Kalamata, de bâtiments publics et industriels, de logements, d'ouvrages routiers et d'égouts endommagés lors du séisme de septembre 1986 <i>République Hellénique</i> 5,0 milliards GRD | 21,9 ■ | Renforcement et modernisation du réseau de transport et de distribution d'électricité: — sur l'ensemble du pays <i>Red Eléctrica de España S.A.</i> 10 000,0 millions ESP | 79,0 ■◆ |
| Construction et/ou équipement de dix-huit écoles secondaires techniques et de cinq instituts de technologie <i>République Hellénique</i> 2,4 milliards GRD | 10,5 ■ | — dans les régions de Madrid, Castilla-La Mancha et Castilla y León <i>Unión Eléctrica Fenosa S.A.</i> 6 500,0 millions ESP | 49,8 ■◆ |
| <u>Prêts globaux</u> | (266,8) | — dans les régions de Valence, Murcia et Castilla y León <i>Hidroeléctrica Española S.A.</i> 24 000,0 millions ESP | 188,1 ■◆ |
| Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension <i>Banque Nationale de Paris</i> 5,0 milliards GRD | 23,4 | Modernisation de liaisons ferroviaires interurbaines et amélioration des réseaux ferrés métropolitains à Madrid, Barcelone et Valence <i>RENFE — Red Nacional de los Ferrocarriles Españoles</i> 40 000,0 millions ESP | 310,8 ■● |
| <i>Elliniki Trapeza Viomihanikis Anaptixeos A.E. (Hellenic Industrial Development Bank SA)</i> 5,0 milliards GRD | 22,2 | Amélioration du réseau ferroviaire dans les zones de Santander (Cantabria) et Bilbao (Vizcaya) <i>FEVE — Ferrocarriles de Via Estrecha</i> 2 500,0 millions ESP | 19,6 ■ |
| <i>Ethniki Trapeza Ependiseon Viomihanikis Anaptixeos A.E. (National Investment Bank for Industrial Development SA)</i> 5,0 milliards GRD | 21,9 | Construction d'une ligne ferroviaire à grande vitesse entre Madrid et Seville <i>RENFE — Red Nacional de los Ferrocarriles Españoles</i> 10 000,0 millions ESP | 77,1 ■● |
| <i>National Westminster Bank plc, Athens</i> 2,0 milliards GRD | 9,3 | Amélioration de la circulation dans l'agglomération de Barcelone: sections de routes et d'autoroutes et tunnel à péage <i>Tabasa — Túneles y Accesos de Barcelona S.A.</i> 5 000,0 millions ESP | 39,2 ■◀ |
| <i>Ergobank SA</i> 2,0 milliards GRD | 9,0 | Remplacement des rames de métro à Madrid <i>Metro de Madrid S.A.</i> 9 500,0 millions ESP | 73,8 ◀ |
| <i>Midland Bank plc</i> 1,5 milliard GRD | 6,7 | Renforcement des liaisons entre les îles de l'archipel des Canaries <i>Binter Canarias S.A.</i> 4 000,0 millions ESP | 31,1 ■ |
| Financement de petits projets d'infrastructure inclus dans le volet régional du Cadre Communautaire d'Appui <i>République Hellénique</i> 34,2 milliards GRD | 150,0 | Renouvellement de la flotte aérienne court et moyen courrier pour les liaisons intérieures <i>Aviaco — Aviación y Comercio S.A.</i> 12 500,0 millions ESP | 97,2 ■ |
| Financement de petits projets du secteur de l'énergie dans le cadre des Programmes Intégrés Méditerranéens — PIM <i>Dimosia Epiririsi Ilektrismou (Public Power Corporation)</i> 3,3 milliards GRD | 14,6 | Modernisation et renforcement du réseau téléphonique <i>Telefónica de España S.A.</i> 63 750,0 millions ESP | 499,7 ■● |
| Financement de petits projets pour le développement des applications de l'informatique dans le cadre du PIM informatique <i>République Hellénique</i> 2,2 milliards GRD | 9,7 | Acquisition, lancement et exploitation de deux satellites de télécommunications et de télévision assurant la couverture de la péninsule ibérique, des Canaries et des Baléares <i>HISPASAT S.A.</i> 9 975,0 millions ESP | 77,5 ■● |

| | millions d'écus | | millions d'écus |
|---|--------------------|---|--------------------|
| Extension des installations d'adduction d'eau et de traitement des eaux usées de Málaga (Andalucía) <i>Empresa Municipal de Aguas de Málaga S.A.</i> 3 000,0 millions ESP | 23,3 ■◀ | Tunnel sous la Manche <i>Eurotunnel plc</i> 1 253,6 millions FRF | 179,9 ● |
| Construction d'un nouveau centre de foires commerciales internationales <i>IFEMA — Institución Ferial de Madrid</i> 13 000,0 millions ESP | 100,2 ● | Ligne du TGV-Nord entre Paris et la frontière belge, avec embranchement vers le Tunnel sous la Manche <i>Société Nationale des Chemins de Fer Français</i> 1 605,0 millions FRF | 230,0 ■▶ |
| Renforcement d'un complexe pétrochimique à Algeciras: modernisation d'une raffinerie pour la production d'essence sans plomb; unité de coproduction vapeur/électricité; usine produisant de l'acide téréphthalique <i>CEPSA — Compañía Española de Petróleos, S.A.</i> 9 000,0 millions ESP | 68,9 ■◆◀ | Réseau autoroutier: — Autoroute A57, section Cuers - Le Cannet-des-Maures (Provence-Alpes-Côte d'Azur) <i>ESCOTA — Société de l'Autoroute Esterel-Côte d'Azur SA</i> 155,0 millions FRF | 22,3 ■ |
| Construction d'une usine de produits pharmaceutiques et d'un laboratoire de recherche et développement dans la banlieue de Madrid <i>Antibióticos Farma S.A.</i> 1 500,0 millions ESP | 11,7 ▶ | — Autoroute A43, section Montmélian - Albertville (Savoie) <i>AREA — Société des Autoroutes Rhône-Alpes SA</i> 225,0 millions FRF | 32,4 ■● |
| Extension et modernisation des installations de production automobile à Martorell, Barcelone, Prat (Cataluña) et Pampelune (Navarra) <i>SEAT — Sociedad Española de Automóviles de Turismo S.A.</i> 32 000,0 millions ESP | 246,8 ▶ | — Autoroute A49, section Voreppe - Bourg-de-Péage (Rhône-Alpes) <i>AREA — Société des Autoroutes Rhône-Alpes SA</i> 475,0 millions FRF | 68,3 ■● |
| Usine de matériel de commutation et de transmission pour les réseaux de télécommunication à la périphérie de Madrid <i>AT&T Network Systems España S.A.</i> 6 000,0 millions ESP | 47,0 ▶ | — Autoroute A26, entre le tunnel sous la Manche et le sud de la France: section Châlons-sur-Marne - Troyes Nord <i>SANEF — Société des Autoroutes du Nord et de l'Est de la France SA</i> 600,0 millions FRF | 86,2 ■● |
| Modernisation et restructuration de six usines d'appareils électroménagers dans les zones de Barcelone et Madrid et dans la province de La Rioja <i>Electrolux Holding S.A.</i> 4 000,0 millions ESP | 31,1 ■ | Construction d'un tunnel routier urbain à péage à Marseille <i>Société Marseillaise du Tunnel Prado Carénage SA</i> 300,0 millions FRF | 43,1 ■◀ |
| Prêts globaux | (271,8) | Aménagement de la voirie de l'agglomération lyonnaise <i>Lyon Parc Auto</i> 100,0 millions FRF | 14,3 ◀ |
| Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension <i>Banco de Crédito Local de España</i> (infrastructures) 10 000,0 millions ESP | 77,7 | Renouvellement de flottes aériennes: <i>TAT — Transports Aériens Transrégionaux</i> 300,0 millions FRF | 43,0 ■● |
| <i>Banco Popular Español S.A.</i> 10 000,0 millions ESP | 77,1 | <i>Air Inter SA</i> 500,0 millions FRF | 71,7 ■● |
| <i>Banco Hipotecario de España S.A.</i> (tourisme) 5 000,0 millions ESP | 38,6 | Extension de l'aéroport international de Fort-de-France/Le Lamentin <i>Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique</i> 125,0 millions FRF | 18,0 ■ |
| <i>Banco Español de Crédito S.A.</i> (sur ressources du NIC) 5 000,0 millions ESP | 39,2 | Nouvelle unité de production de fibres de carbone pour matériaux composites à Abidos (Pyénées-Atlantiques) <i>SOFCAR SA — Société Fibres de Carbone</i> 105,0 millions FRF | 15,0 ■▶ |
| FRANCE (13 417,1 millions de francs français) | 1 924,4 | Modernisation et extension d'une usine de produits chimiques à Roussillon (Isère) <i>Rhône-Poulenc SA</i> 250,0 millions FRF | 35,8 ■ |
| Prêts individuels | (1 011,4) | Developpement et fabrication d'inverseurs de poussée pour moteurs d'avions à Meudon La Forêt (et à Burnley, Angleterre) <i>Hurel-Dubois SA — Société de construction d'avions</i> 50,0 millions FRF | 7,2 ▶ |
| Intermédiaires: <i>Caisse Nationale des Autoroutes (CNA), Société Générale, Caisse Nationale de Crédit Agricole</i> | | Fabrication de papier journal à Golbey (Vosges) <i>Papeteries de Golbey SA</i> 50,0 millions FRF | 7,2 ■ |
| Extension de l'usine d'incinération d'ordures ménagères de l'agglomération lyonnaise <i>Communauté Urbaine de Lyon</i> 30,0 millions FRF | 4,3 ◆ | | |
| Modernisation de l'usine d'enrichissement d'uranium du Tricastin (Rhône-Alpes) <i>Eurodif SA</i> 250,0 millions FRF | 35,8 ◆ | | |

| | millions d'écus | | millions d'écus |
|--|--------------------|---|--------------------|
| Parc de loisirs à Marne-la-Vallée (Île-de-France) <i>Eurodisneyland SNC</i> 675,0 millions FRF | 96,9 ▶ | Contournement routier de Dublin <i>Ireland, Minister for Finance</i> 9,5 millions IEP | 12,3 ■ |
| <u>Prêts globaux</u> | <u>(913,0)</u> | Route de contournement à Athlone et pont sur le Shannon <i>Ireland, Minister for Finance</i> 2,3 millions IEP | 2,9 ■ |
| Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension <i>SÉFERGIE — Société d'Équipement Ferroviaire pour l'Étude et la Réalisation d'Économies d'Énergie</i> (développement du trafic par rail) 75,0 millions FRF | 10,8 | Renforcement de la flotte aérienne pour les liaisons intracommunautaires <i>Aer Lingus plc</i> 42,6 millions IEP | 55,3 ■● |
| <i>Crédit Local de France — CAECL SA</i> (infrastructures publiques) | | Nouveaux locaux pour la révision d'avions à l'aéroport de Dublin <i>Aer Lingus Maintenance and Engineering Services Ltd</i> 15,0 millions IEP | 19,5 ■ |
| — Aquitaine 400,0 millions FRF | 57,4 | Extension et modernisation des réseaux de télécommunications <i>Irish Telecommunications Investments plc</i> 25,0 millions IEP | 32,6 ■● |
| — Languedoc-Roussillon 400,0 millions FRF | 57,4 | Réhabilitation du quartier Temple Bar à Dublin <i>Temple Bar Properties Ltd</i> 5,0 millions IEP | 6,5 ■◀ |
| — Midi-Pyrénées 400,0 millions FRF | 57,3 | Amélioration de l'approvisionnement en eau de Dublin <i>Dublin Corporation — Ireland, Minister for Finance</i> 7,5 millions IEP | 9,7 ■◀ |
| — Provence-Côte d'Azur et Corse 400,0 millions FRF | 57,3 | Amélioration du réseau routier; ouvrages d'adduction d'eau, de collecte et de traitement des eaux usées <i>Ireland, Minister for Finance</i> 8,0 millions IEP | 10,3 ■◀ |
| <i>Banque Paribas</i> 1 045,5 millions FRF | 150,0 | Aménagements routiers, portuaires et aéroportuaires, ouvrages d'adduction, de collecte et de traitement des eaux usées, aménagements touristiques <i>Ireland, Minister for Finance</i> 24,7 millions IEP | 32,2 ■◀ |
| <i>Locafrance SA</i> 700,0 millions FRF | 100,3 | | |
| <i>Banque Nationale de Paris</i> 698,0 millions FRF | 100,0 | | |
| <i>Banque Fédérative du Crédit Mutuel SA</i> 400,0 millions FRF | 57,3 | | |
| <i>Interbail SA</i> 400,0 millions FRF | 57,3 | | |
| <i>Bail Équipement SA</i> 400,0 millions FRF | 57,3 | | |
| <i>Cecico Entreprises SA</i> 300,0 millions FRF | 43,0 | | |
| <i>Caisse Fédérale du Crédit Mutuel de Bretagne</i> 200,0 millions FRF | 28,7 | | |
| <i>Compagnie du Bâtiment et des Travaux Publics</i> 150,0 millions FRF | 21,5 | | |
| <i>Fructimurs SA</i> 100,0 millions FRF | 14,3 | | |
| <i>Fructicomi SA</i> 100,0 millions FRF | 14,3 | | |
| <i>Fructibail SA</i> 100,0 millions FRF | 14,3 | | |
| <i>Caisse Centrale de Coopération Économique</i> (départements d'Outre-Mer) 100,0 millions FRF | 14,3 | | |
| IRLANDE (182 millions de livres irlandaises) | 237,0 | ITALIE (6 134,3 milliards de liras) | 4 000,7 |
| <u>Prêts individuels</u> | <u>(237,0)</u> | <u>Prêts individuels</u> | <u>(2 794,1)</u> |
| Extension et renforcement du réseau de transport et de distribution d'électricité <i>Electricity Supply Board</i> 22,5 millions IEP | 29,4 ■ | Intermédiaires: <i>Crediop, Ministero del Tesoro, ICLE, Banco di Roma, ENI, Banque Nationale de Paris, BNL, IMI, Isveimer, IRI, Banca Commerciale Italiana SpA, Credito Italiano SpA, CIS, Interbanca, Centrobanca, Efibanca, Banco di Sicilia, IRFIS, Istituto Bancario San Paolo di Torino, Mediobanca</i> | |
| Extension et renforcement des réseaux de distribution de gaz naturel à Dublin, Cork, Waterford, Limerick et Connell <i>Bord Gais Eireann</i> 20,0 millions IEP | 26,1 ■◆ | Renforcement de centrales thermo-électriques: — Levante et Azotati, à Porto Marghera, près de Venise <i>Edison</i> 50,0 milliards ITL | 32,6 ◆ |
| | | — Fiume Santo (Sardegna) <i>ENEL</i> 50,0 milliards ITL | 32,7 ■◆ |
| | | Installations de désulfuration et de dénitrification: <i>ENEL</i> — centrale de La Spezia 70,0 milliards ITL | 45,5 ◆◀ |
| | | — centrale Fusina, à Porto Marghera, près de Venise 130,0 milliards ITL | 84,7 ◀ |
| | | Centrales hydroélectriques: — à Passo Cordone <i>Regione Abruzzo</i> 6,2 milliards ITL | 4,0 ■ |

| | millions d'écus | | millions d'écus |
|--|--------------------|--|--------------------|
| — dans le Centre-Nord (cinq petites centrales) <i>ENEL</i> 70,0 milliards ITL | 45,3 ◆ | Extension de réseaux de distribution de gaz naturel: — Milan <i>Azienda Energetica Municipale</i> 10,0 milliards ITL | 6,5 ◆ |
| Extension d'une centrale de production combinée de chaleur/électricité ainsi que du réseau de chauffage urbain dans la province de Milan <i>SNAM SpA</i> 15,0 milliards ITL | 9,8 ◆ | — Lombardia, Veneto, Friuli-Venezia Giulia <i>ITALGAS — Società Italiana per il Gas SpA</i> 65,0 milliards ITL | 42,2 ◆ |
| Adjonction d'un troisième turbo-alternateur à la cen- trale de Brescia pour la production de chaleur/électri- cité; équipements de protection de l'environnement <i>ASM — Azienda Servizi Municipalizzati</i> 34,0 milliards ITL | 22,2 ◆◀ | — agglomération de Naples <i>Napoletana Gas SpA</i> 25,0 milliards ITL | 16,2 ■◆ |
| Construction du réseau de chauffage urbain, au sud- ouest de Turin <i>Azienda Energetica Municipale</i> 20,0 milliards ITL | 13,1 ◆ | — Toscana et Liguria <i>Tirrenia Gas SpA</i> 25,0 milliards ITL | 16,2 ■◆ |
| Extension du réseau de chauffage urbain de Reggio Emilia <i>Azienda Gas Acqua Consorziale</i> 6,0 milliards ITL | 3,9 ◆ | — Piemonte, Lombardia, Veneto, Emilia-Romagna, Toscana, Umbria, Lazio, Abruzzo, Puglia <i>Camuzzi Gazometri SpA</i> 60,0 milliards ITL | 39,1 ■◆ |
| Renforcement et extension des équipements de trans- port et de distribution d'électricité: <i>ENEL</i> — Sardegnia 60,0 milliards ITL | 39,2 ■◆ | — agglomération de Rome <i>ITALGAS — Società Italiana per il Gas SpA</i> 50,0 milliards ITL | 32,6 ◆ |
| — Campania et Basilicata 100,0 milliards ITL | 65,3 ■ | — Trentino-Alto Adige (et approvisionnement en eau potable) <i>SIT — Società Industriale Trentina SpA</i> 6,0 milliards ITL | 3,9 ◆ |
| — Calabria et Sardegnia 220,0 milliards ITL | 143,2 ■ | — agglomération de Bologne (et approvisionnement en eau potable) <i>Acoser — Azienda Consorziale Servizi Reno</i> 10,0 milliards ITL | 6,5 ◆◀ |
| — Abruzzo, Molise, Lazio, Puglia 100,0 milliards ITL | 65,4 ■ | Extension de la digue extérieure et des quais du port de Vasto <i>Regione Abruzzo</i> 7,3 milliards ITL | 4,8 ■ |
| Mise en valeur de gisements de pétrole: — Villafortuna Trecate, sur la terre ferme, près de Novara (Piemonte) <i>AGIP SpA</i> 200,0 milliards ITL | 130,2 ◆ | Réaménagement et augmentation de la capacité de cinq navires transbordeurs assurant le trafic entre l'Italie continentale et la Sardaigne; achat d'un navire pour les liaisons avec l'île d'Elbe: <i>Tirrenia di Navigazione SpA</i> 66,0 milliards ITL | 43,0 ■ |
| — Rospo Mare, au large de Vasto (Abruzzo) <i>AGIP SpA</i> 10,0 milliards ITL | 6,5 ■◆ | <i>Toremara — Toscana Regionale Marittima SpA</i> 15,0 milliards ITL | 9,8 ■ |
| <i>ELF Italiana SpA</i> 40,0 milliards ITL | 26,1 ■◆ | Funiculaire entre le quartier résidentiel de Vomero et le centre de Naples <i>Regione Campania</i> 8,0 milliards ITL | 5,2 ■ |
| — Prezioso II, au large de Gela (Sicilia) et de gaz naturel, Giovanna et Elena, au large de Pescara (Abruzzo), Barbara, au large d'Ancona (Marche) <i>AGIP SpA</i> 110,0 milliards ITL | 71,4 ■◆ | Renforcement de la flotte aérienne assurant les liai- sons régionales <i>ATI — Aero Trasporti Italiani SpA</i> 56,5 milliards ITL | 36,7 ■ |
| Extension de réseaux de transport de gaz naturel: — permettant l'acheminement du gaz russe (Veneto, Toscana, Campania, Abruzzo) <i>SNAM SpA</i> 130,0 milliards ITL | 84,8 ■◆ | Centres d'échange intermodal rail-route: — «Orbassano» (Turin) <i>Regione Piemonte</i> 5,0 milliards ITL | 3,3 ● |
| — dans le Centre-Nord (Toscana, Emilia-Romagna, Veneto) <i>SNAM SpA</i> 60,0 milliards ITL | 39,2 ■◆ | — «Bentivoglio» (Bologne) <i>SIMIB — Immobiliare Magazzini Interporto Bologna Srl</i> 17,0 milliards ITL | 11,1 ● |
| | | Extension et modernisation du réseau téléphonique dans le Mezzogiorno <i>SIP</i> 860,0 milliards ITL | 560,6 ■● |

| | millions d'écus | | millions d'écus |
|---|--------------------|--|--------------------|
| Installation, sur l'ensemble du territoire, de terminaux et d'antennes pour transmission de données par satellites et d'un centre national de contrôle dans la plaine du Fucino (Abruzzo) <i>Telespazio — Società per Azioni per le Comunicazioni Spaziali</i> 25,0 milliards ITL | 16,3 ■◆ | — zones de Castellino del Biferno et de Trivento (province de Campobasso); protection du littoral <i>Regione Molise</i> 10,0 milliards ITL | 6,5 ■◀ |
| Renforcement et rationalisation de l'approvisionnement en eau potable: — provinces d'Alessandria, Asti, Cuneo et Torino <i>Regione Piemonte</i> 15,0 milliards ITL | 9,8 ◀ | Ouvrages de collecte et de traitement des déchets urbains, solides et liquides: — Modena et Ravenne <i>Regione Emilia-Romagna</i> 5,0 milliards ITL | 3,3 ■◀ |
| — Puglia et Basilicata <i>Ente Autonomo per l'Acquedotto Pugliese</i> 74,0 milliards ITL | 48,0 ■◀ | — Como, Varese, Milano, Mantova; prévention contre l'érosion et les crues (Oltrepò Pavese) <i>Regione Lombardia</i> 20,0 milliards ITL | 13,1 ◀ |
| Ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées: — Rome-Nord et construction du collecteur d'amenée des eaux <i>Regione Lazio</i> 15,0 milliards ITL | 9,8 ◀ | — Sulmona et Teramo <i>Regione Abruzzo</i> 5,0 milliards ITL | 3,3 ■◆◀ |
| — bassin du Pô et le long de la côte adriatique <i>Regione Emilia-Romagna</i> 72,0 milliards ITL | 47,1 ◀ | — Genova, sur la côte ligure et dans l'arrière pays <i>Regione Liguria</i> 20,0 milliards ITL | 13,1 ◀ |
| <i>Regione Lombardia</i> 45,0 milliards ITL | 29,4 ◀ | — lagune de Marano-Grado et province d'Udine <i>Regione Friuli-Venezia Giulia</i> 9,0 milliards ITL | 5,9 ■◀ |
| <i>Regione Piemonte</i> 60,0 milliards ITL | 39,4 ◀ | — provinces de Matera et de Potenza <i>Regione Basilicata</i> 8,0 milliards ITL | 5,2 ■◀ |
| — Lac de Garde et Lac Majeur <i>Regione Piemonte</i> 5,0 milliards ITL | 3,3 ◀ | — agglomération de Tarente (y inclus rénovation d'infrastructures de base dans le centre historique) et de communes avoisinantes <i>Regione Puglia</i> 34,0 milliards ITL | 22,2 ■◀ |
| — le long de la riviera ligure, à San Remo, Ventimiglia et Genova <i>Regione Liguria</i> 10,0 milliards ITL | 6,5 ◀ | — provinces de Napoli et de Salerno <i>Regione Campania</i> 20,0 milliards ITL | 13,1 ■◀ |
| — Tortora-Diamante (province de Cosenza) <i>Regione Calabria</i> 9,0 milliards ITL | 5,9 ■◀ | Amélioration de l'alimentation en eau potable de Rome et ses environs, collecte et traitement des eaux usées dans la zone touristique du lac de Bolsena et protection contre l'érosion du littoral <i>Regione Lazio</i> 10,0 milliards ITL | 6,5 ■◀ |
| — provinces de Cagliari et d'Oristano <i>Regione Sardegna</i> 4,0 milliards ITL | 2,6 ■◀ | Ouvrages de collecte et traitement des eaux usées, de protection des côtes contre l'érosion marine et de consolidation des sols <i>Regione Abruzzo</i> 20,0 milliards ITL | 13,1 ■◀ |
| Ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées et approvisionnement en eau potable: — Marsala <i>Regione Sicilia</i> 7,5 milliards ITL | 4,9 ■◀ | Incinération des déchets solides à Sesto S. Giovanni, près de Milan, prévention contre l'érosion des sols et les inondations dans l'Oltrepò Pavese, amélioration de l'approvisionnement en eau potable de la zone de Bergamo <i>Regione Lombardia</i> 20,0 milliards ITL | 13,1 ◀ |
| — nord-est de l'île (Costa Smeralda, La Maddalena) et zone de Serramanna, à proximité de Cagliari <i>Regione Sardegna</i> 9,0 milliards ITL | 5,9 ■◀ | Approvisionnement en eau potable d'Asti et de Vercelli, réhabilitation de forêts dans les zones montagneuses de la province de Torino, évacuation des déchets solides dans la vallée de la Scrivia <i>Regione Piemonte</i> 9,0 milliards ITL | 5,9 ◀ |
| — zone de Colleferro/Segni <i>Regione Lazio</i> 7,0 milliards ITL | 4,6 ◀ | | |
| — Rome, Ariccia et Aprilia <i>Regione Lazio</i> 12,0 milliards ITL | 7,8 ■◀ | | |
| Ouvrages de protection contre l'érosion et les inondations: — ensemble de la région <i>Regione Veneto</i> 15,0 milliards ITL | 9,8 ■◀ | | |
| — provinces de Matera et de Potenza <i>Ministero dei Lavori Pubblici</i> 4,0 milliards ITL | 2,6 ■◀ | | |
| <i>Regione Basilicata</i> 40,0 milliards ITL | 26,2 ■◀ | | |

| | millions d'écus | | millions d'écus |
|---|--------------------|---|--------------------|
| Restauration de trois bâtiments publics et rénovation d'infrastructures dans le centre historique de Trento <i>Provincia Autonoma di Trento</i> 6,0 milliards ITL | 3,9 ■ ◀ | Construction d'une usine de produits pharmaceutiques à Bari (Puglia) <i>Serono Sud SpA</i> 19,1 milliards ITL | 12,5 ■ |
| Remise en état des infrastructures endommagées par les tremblements de terre de 1984 (Abruzzo, Molise, Umbria): réseaux d'adduction d'eau et d'assainissement, routes, bâtiments publics et stabilisation de terrain <i>Ministero per il Coordinamento della Protezione Civile</i> 40,0 milliards ITL | 26,0 ■ | Modernisation et restructuration de l'unité recherche-développement ; nouvelle installation de production de produits pharmaceutiques à Torre Annunziata, près de Naples <i>Ciba Geigy SpA</i> 60,0 milliards ITL | 39,2 ■ |
| Modernisation d'une cimenterie à Vernasca (Emilia-Romagna) <i>Unicem SpA</i> 40,0 milliards ITL | 26,1 ■ | Restructuration et modernisation d'une usine de cosmétiques à Settimo Torinese <i>Saipo SpA</i> 25,0 milliards ITL | 16,2 ■ ◀ |
| Modernisation d'une cimenterie à Comabbio (Lombardia) <i>Cementi Ticino SpA</i> 14,0 milliards ITL | 9,1 ◆ ◀ | Modernisation d'une usine de poudre à laver (sans phosphates) à Ferentino (Lazio) <i>Henkel Sud SpA</i> 15,0 milliards ITL | 9,8 ■ |
| Extension de deux fabriques de panneaux de particules à Frossasco et Luserna-S. Giovanni (Piemonte) <i>Annovati SpA</i> 20,0 milliards ITL | 13,1 ■ | Modernisation d'une usine de scooters, cyclomoteurs et véhicules commerciaux à trois roues à Pontedera, près de Pise <i>Piaggio Veicoli Europei SpA</i> 70,0 milliards ITL | 45,6 ■ |
| Nouvelle ligne de fabrication de fibres de verre pour matériaux composites à Besana in Brianza, près de Milan <i>Vetrotex Italia SpA</i> 20,0 milliards ITL | 13,0 ► | Usine de composants pour l'industrie aéronautique à Nola, près de Naples <i>Alenia SpA</i> 30,0 milliards ITL | 19,6 ■ ► |
| Modernisation des installations de production dans une usine de verre flotté à San Salvo (Abruzzo) <i>Flovetto SpA</i> 7,1 milliards ITL | 4,6 ■ ► ◆ | Modernisation de trois usines d'équipements de télécommunication et de télématique à l'Aquila (Abruzzo), Santa Maria Capua Vetere (Campania) et Palerme (Sicilia) <i>Italtel — Società Italiana Telecomunicazioni</i> 150,0 milliards ITL | 98,0 ■ |
| Conversion d'une raffinerie près de Syracuse pour la production de combustibles légers à faible teneur en soufre <i>ISAB — Industria Siciliana Asfalti Bitumi SpA</i> 14,0 milliards ITL | 9,1 ■ ◀ | Restructuration, par l'introduction de technologies avancées de production et de gestion, d'une usine de lave-linge et de sèche-linge à Pordenone (Friuli-Venezia Giulia) <i>Zanussi Elettrodomestici SpA</i> 40,0 milliards ITL | 26,2 ■ ► |
| Conversion de la raffinerie d'Augusta (Sicilia) pour la production d'essence sans plomb et la réduction des émissions de polluants <i>ESSO Italiana SpA</i> 60,0 milliards ITL | 39,2 ■ ◀ | Modernisation d'une usine de crèmes glacées à Caivano (Campania) <i>Unilever Italia SpA</i> 23,0 milliards ITL | 14,9 ■ |
| Modernisation d'un complexe chimique à Rosignano (Toscana); investissements d'économies d'énergie et de protection de l'environnement <i>Solvay & C. ie SA</i> 14,0 milliards ITL | 9,1 ■ ◀ | Fabrique de papier couché à Duino, près de Trieste <i>Cartiere del Timavo e del Sole SpA</i> 85,0 milliards ITL | 55,2 ■ |
| Modernisation d'installations de production de gaz industriels près de Livourne (Toscana) <i>Sol Industrie SpA</i> 7,0 milliards ITL | 4,6 ■ ◆ | Réduction de la consommation d'énergie dans deux usines de carton à Magenta (Lombardia) et Santa Giustina (Veneto) <i>Sarriò S.A. (Divisione Cartiere Saffa)</i> 16,0 milliards ITL | 10,4 ◆ ◀ |
| Extension d'une usine de produits pharmaceutiques à Ascoli Piceno (Marche) <i>Farmitalia Carlo Erba SpA</i> 15,0 milliards ITL | 9,8 ■ | Extension d'une fabrique de couches-culottes à Pomezia (Lazio) <i>Procter & Gamble Italia SpA</i> 24,0 milliards ITL | 15,6 ■ |
| Introduction de nouveaux procédés de fabrication et extension de deux usines de produits pharmaceutiques, près de Rome <i>Industria Farmaceutica Serono SpA</i> 10,0 milliards ITL | 6,5 ► | Restauration de bâtiments historiques, destinés à des activités de tourisme culturel <i>Regione Umbria</i> 5,0 milliards ITL | 3,3 ■ |
| Extension d'une usine de produits pharmaceutiques à Caponago, près de Milan, pour la fabrication d'un nouvel anesthésique <i>ICI Italia SpA</i> 18,0 milliards ITL | 11,7 ► | Restauration de la forteresse de Priamar à Savona, destinée à des activités touristiques et de congrès <i>Regione Liguria</i> 5,0 milliards ITL | 3,2 ◀ |

| | millions d'écus | |
|--|--------------------|--|
| Centre de recherche de biotechnologies à Gênes <i>Ministero della Sanità</i> 8,3 milliards ITL | 5,4 ■► | |
| Centre de recherche et développement pharmaceutique à Nerviano (Lombardia) <i>Farmitalia Carlo Erba SpA</i> 20,0 milliards ITL | 13,1 ► | |
| Modernisation et extension d'un centre de recherche et développement pour les télécommunications à Turin <i>Centro Studi e Laboratori Telecomunicazioni SpA</i> 20,0 milliards ITL | 13,0 ► | |
| Prêts globaux | (1 206,6) | |
| Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension | | |
| <i>IMI</i> 454,2 milliards ITL | 296,6 | |
| <i>Mediocredito Centrale</i> 453,0 milliards ITL | 295,8 | |
| <i>Mediocredito Lombardo</i> 120,0 milliards ITL | 78,4 | |
| <i>Banco di Napoli</i> 95,0 milliards ITL | 62,0 | |
| <i>Isveimer</i> 90,0 milliards ITL | 58,8 | |
| <i>Venefondario</i> 90,0 milliards ITL | 58,8 | |
| <i>Istituto Bancario San Paolo di Torino</i> 90,0 milliards ITL | 58,7 | |
| <i>Interbanca</i> 90,0 milliards ITL | 58,6 | |
| <i>Efibanca</i> 80,0 milliards ITL | 52,3 | |
| <i>CIS</i> 50,0 milliards ITL | 32,6 | |
| <i>Monte dei Paschi di Siena</i> 40,0 milliards ITL | 26,1 | |
| <i>IRFIS</i> 38,0 milliards ITL | 24,9 | |
| <i>Centrobanca</i> 25,0 milliards ITL | 16,3 | |
| <i>BNL</i> 21,1 milliards ITL | 13,7 | |
| <i>Crediop</i> 20,0 milliards ITL | 13,1 | |
| <i>ICLE</i> 20,0 milliards ITL | 13,1 | |
| <i>Banco Ambrosiano Veneto</i> 20,0 milliards ITL | 13,1 | |
| <i>Istituto Federale di Credito Agrario per il Piemonte, la Liguria e la Valle d'Aosta</i> 15,0 milliards ITL | 9,7 | |
| <i>Istituto Regionale di Credito Agrario per l'Emilia-Romagna</i> 15,0 milliards ITL | 9,7 | |
| <i>Artigiancassa</i> 12,0 milliards ITL | 7,8 | |
| <i>Consorzio Nazionale per il Credito Agrario di Miglioramento</i> 10,0 milliards ITL | 6,6 | |

LUXEMBOURG

(1 205,1 millions de francs luxembourgeois) **28,6**

Prêt individuel (28,6)

Acquisition et lancement d'un satellite de télédistribution

SES — Société Européenne des Satellites SA
1 205,1 millions LUF 28,6 ●

PAYS-BAS (404,8 millions de florins) **175,4**

Prêts individuels (125,4)

Centrale au gaz synthétique ou au gaz naturel à Buggenum (Limbourg)

Demkolec BV
39,5 millions NLG 17,1 ◆

Terminal pour navires porte-conteneurs
Europe Container Terminus BV Rotterdam
150,0 millions NLG 65,0 ●

Renforcement et modernisation de la production de papier couché fin dans les usines de Nimègue (Gelderland) et de Maastricht (Limbourg)
Koninklijke Nederlandse Papierfabrieken NV
100,0 millions NLG 43,3 ■

Prêts globaux (50,0)

Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension:

ABN AMRO Bank NV
115,4 millions NLG 50,0

PORTUGAL (179 214 millions d'escudos) **1 002,1**

Prêts individuels (809,2)

Renforcement du réseau de transport et de distribution d'électricité

Electricidade de Portugal, EP
18 300,0 millions PTE 101,3 ■

Amélioration des installations du nœud ferroviaire de Porto (Nord)

Gabinete do Nô Ferroviário do Porto
6 142,0 millions PTE 34,7 ■●

Renforcement et rénovation du réseau ferroviaire sur les axes Lisbonne-Porto et en direction de l'Espagne, ainsi que les lignes de banlieue desservant Sintra et Póvoa do Varzim; renouvellement du matériel roulant
Caminhos de Ferro Portugueses, EP — República Portuguesa — Ministério das Finanças
12 000,0 millions PTE 67,5 ■●

Construction de la section Torres Novas — Condeixa de l'autoroute A1 Lisbonne — Porto
BRISA — Auto-Estradas de Portugal, SA
13 000,0 millions PTE 71,1 ■

Construction de la section Campo (Porto) — Penafiel de l'autoroute A4 Porto — Amarante
BRISA — Auto-Estradas de Portugal, SA
4 300,0 millions PTE 24,1 ■

| | millions d'écus | | millions d'écus |
|--|--------------------|--|--------------------|
| Nouveaux tronçons routiers en Algarve, de la frontière espagnole au pont sur le Guadiana et au nord-est de Vila Real <i>Junta Autónoma de Estradas — República Portuguesa</i> — <i>Ministério das Finanças</i> 5 000,0 millions PTE | 28,2 ■● | Modernisation et extension d'une usine de pneumatiques à Lousado, près de Porto <i>Continental Mabor, SA</i> 11 000,0 millions PTE | 62,1 ■► |
| | | <u>Prêts globaux</u> | <u>(192,9)</u> |
| Remise en état du brise-lames ouest du terminal pétrolier et pétrochimique du port de Sines <i>Administração do Porto de Sines</i> 4 400,0 millions PTE | 24,1 ■ | Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension <i>Banco Português de Investimento, SA</i> 9 000,0 millions PTE | 50,8 |
| Aménagements routiers, portuaires et aéroportuaires; infrastructures touristiques <i>Região Autónoma dos Açores</i> 2 600,0 millions PTE | 14,4 ■ | <i>Banco de Fomento e Exterior, SA</i> 7 150,0 millions PTE | 40,4 |
| Câble sous-marin de télécommunications à fibres optiques entre le Portugal, Madère, la France et le Maroc <i>Companhia Portuguesa Rádio Marconi, SA</i> 2 553,0 millions PTE | 14,3 ■● | <i>Caixa Geral de Depósitos</i> (investissements publics) 5 310,0 millions PTE | 30,0 |
| | | <i>Caixa Geral de Depósitos</i> 3 540,0 millions PTE | 20,0 |
| Renforcement du réseau téléphonique: | | <i>Banco Português do Atlântico</i> 3 000,0 millions PTE | 16,9 |
| — dans les zones de Lisbonne et de Porto <i>Telefones de Lisboa e Porto, SA — TLP</i> 10 000,0 millions PTE | 54,7 ■● | <i>ESSI — Espírito Santo Sociedade de Investimentos, SA</i> (micro-centrales hydroélectriques dans le Nord) 2 750,0 millions PTE | 15,4 |
| — sur le reste du territoire <i>Correios e Telecomunicações de Portugal — CTT</i> 18 500,0 millions PTE | 104,0 ■● | <i>Banco Espírito Santo & Comercial de Lisboa</i> 2 000,0 millions PTE | 11,1 |
| | | <i>Deutsche Bank de Investimento, SA</i> 1 500,0 millions PTE | 8,3 |
| | | ROYAUME-UNI (1 467,4 millions de livres sterling) 2 090,5 | |
| Fabrication de pièces en alliage d'aluminium et de métaux non ferreux pour l'aérospatiale et l'industrie automobile <i>Zollern e Comandita</i> 350,0 millions PTE | 2,0 ■ | <u>Prêts individuels</u> | <u>(2 090,5)</u> |
| Construction d'une usine automobile à Palmela (Setúbal) <i>Autoeuropa Automóveis, LDA</i> 17 703,5 millions PTE | 100,0 ■ | Usine de retraitement de combustibles nucléaires à Sellafield <i>British Nuclear Fuels plc</i> 70,0 millions GBP | 99,6 ◆ |
| Fabrique de systèmes d'allumage électronique pour moteurs automobiles près de Setúbal <i>Delco Remi Componentes Electrónicos, LDA</i> 550,0 millions PTE | 3,0 ■ | Mise en valeur de gisements d'hydrocarbures, dans le secteur britannique de la Mer du Nord: | |
| Usine d'équipements audio pour automobiles à Palmela (Setúbal) <i>Ford Electrónica Portuguesa</i> 10 000,0 millions PTE | 56,5 ■ | Pétrole: | |
| Modernisation de trois usines de produits alimentaires et de détergents <i>Unilever — Indústrias Lever Portuguesa, LDA</i> 570,0 millions PTE | 3,1 ■◆◀ | — Alba <i>FINA plc</i> 50,0 millions GBP | 72,3 ◆ |
| Modernisation d'une usine de simili cuir et d'une unité de teinture et finissage de tissus près de Guimarães, dans le Nord <i>Têxtil Manuel Gonçalves, SA, Melo & Gonçalves</i> 1 650,0 millions PTE | 9,1 ■ | <i>Oryx UK Energy Company</i> 57,1 millions GBP | 81,2 ◆ |
| Fabrication de papier non couché à Figueira da Foz (Centre); plantations d'eucalyptus <i>Soporcel — Sociedade Portuguesa de Celulose, SA</i> 6 345,6 millions PTE | 35,0 ■► | — Scott <i>Deminex UK Oil and Gas Ltd</i> 114,1 millions GBP | 162,4 ◆ |
| | | Gaz: | |
| | | — Bruce et Ravenspurn Nord <i>Hamilton Oil Great Britain plc</i> 60,0 millions GBP | 85,4 ◆ |
| | | Pétrole et condensats: | |
| | | — East-Brae (et gazoduc reliant le gisement à St Fergus (Scotland)) <i>Marathon Oil UK Ltd</i> 184,9 millions GBP | 264,6 ◆ |
| | | Tunnel sous la Manche <i>Eurotunnel plc</i> 126,7 millions GBP | 180,7 ● |

| | millions d'écus | | millions d'écus |
|--|--------------------|---|--------------------|
| Nouveau terminal pour passagers à l'aéroport international <i>Euro-Hub (Birmingham) Ltd</i> 16,0 millions GBP | 22,7 ■● | Construction d'un laboratoire de recherche pharmaceutique (East Midlands) <i>Fisons plc</i> 15,0 millions GBP | 21,3 ◀ |
| Renforcement du réseau téléphonique en Irlande du Nord <i>British Telecommunications plc</i> 90,0 millions GBP | 127,1 ■● | Modernisation d'un centre de recherche et de développement pharmaceutique et agrandissement d'une fabrique de médicament anti-cancéreux (North) <i>ICI — Imperial Chemical Industries plc</i> 50,0 millions GBP | 71,1 ◀▶ |
| Amélioration de l'alimentation en eau potable et ouvrages d'assainissement dans diverses zones: — bassin de la Tamise (South East) <i>Thames Water Utilities Ltd</i> 25,0 millions GBP | 35,6 ◀ | Fabrique d'aérosols pour cosmétiques sans CFC à Llantrisant (Wales); centre de distribution de produits de beauté près de Manchester <i>L'Oréal (UK) Ltd</i> 14,0 millions GBP | 19,8 ■ |
| — est <i>Anglian Water Services Ltd</i> 10,0 millions GBP | 14,2 ◀ | Extension d'une usine d'essieux moteurs pour véhicules à Witton (Birmingham) <i>GKN Axles Limited</i> 7,0 millions GBP | 10,0 ■ |
| — Wessex (South West) <i>Wessex Water Services Ltd</i> 58,2 millions GBP | 82,9 ◀ | Conception, mise au point et fabrication de la voilure des Airbus A330 et A340 <i>British Aerospace plc</i> 100,0 millions GBP | 141,3 ▶ |
| — est et ouest des Midlands <i>Severn Trent Water Ltd</i> 47,0 millions GBP | 66,9 ■◀ | Extension d'une usine de fibres optiques à Deeside (Pays de Galles) <i>Optical Fibres</i> 14,0 millions GBP | 19,9 ■ |
| — Yorkshire <i>Yorkshire Water Services Ltd</i> 20,0 millions GBP | 28,5 ■◀ | Construction d'une nouvelle crèmerie en remplacement des bâtiments existants à Nairn <i>North of Scotland Milk Marketing Board</i> 1,5 million GBP | 2,1 ■ |
| — nord-ouest <i>North West Water Ltd</i> 50,0 millions GBP | 72,3 ■◀ | Fabrique de biscuits à Manchester et extension des installations de produits congelés à Grimsby (Humber-side) <i>United Biscuits (UK) Ltd</i> 13,0 millions GBP | 18,5 ■ |
| — Pays de Galles <i>DWR Cymru Cyfyngedig</i> 25,0 millions GBP | 36,1 ■◀ | Nouvel atelier de tissage de la laine à Bradford et modernisation d'un atelier de teinture et de finissage à Huddersfield (Yorkshire) <i>Parkland Textile (Holdings) plc</i> 1,8 million GBP | 2,6 ■ |
| — Cornouailles et Devon <i>Southern Water Services Ltd</i> 40,0 millions GBP | 56,5 ■◀ | Modernisation et extension d'une imprimerie de presse dans diverses usines des West Midlands <i>Midland News Association</i> 9,0 millions GBP | 12,8 ■ |
| — sud-est <i>Southern Water Services Ltd</i> 90,0 millions GBP | 129,3 ◀ | | |
| — nord-est <i>Northumbrian Water Ltd</i> 40,0 millions GBP | 56,8 ■◀ | | |
| Recyclage de boîtes de boissons en aluminium à Warrington; extension d'une fabrique de produits chimiques à base de zirconium à Swinton (North-West) <i>BA Aluminium Ltd</i> 24,0 millions GBP | 34,7 ■▶ | AUTRES (¹) | 300,4 |
| Production de plaquettes de silicium pour circuits intégrés à Livingston (Scotland) <i>Shin-Etsu Handotai Europe Limited</i> 6,3 millions GBP | 9,0 ■ | Mise en valeur des gisements de pétrole de Snorre et de Veslefrikk, dans le secteur norvégien de la Mer du Nord <i>Deminex (Norge) A/S</i> | 97,9 ◆ |
| Construction d'une fabrique de bioxyde de titane à Greatham (North-East) <i>Tioxide Group plc</i> 25,0 millions GBP | 35,3 ■◀ | Câble sous-marin de télécommunications à fibres optiques entre le Portugal, Madère, la France et le Maroc <i>Companhia Portuguesa Rádio Marconi, SA</i> | 2,5 ● |
| Nouvelles installations de traitement des effluents dans les usines de fabrication de bioxyde de titane localisées à Grimsby <i>Tioxide Group plc</i> 12,0 millions GBP | 17,1 ■◀ | Acquisition et lancement de deux satellites de télécommunications <i>Organisation Européenne de Télécommunications par Satellite</i> | 200,0 ● |

(¹) Financements assimilés à des opérations dans la Communauté (cf. note 5d page 113)

LISTE DES FINANCEMENTS À L'EXTÉRIEUR DE LA COMMUNAUTÉ

Le montant total des financements de la BEI pour des investissements à l'extérieur de la Communauté s'élève à 916 millions dont 389,5 millions dans les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ainsi que dans les Pays et Territoires d'Outre-Mer, 241,5 millions dans les pays du bassin méditerranéen et 285 millions dans les pays d'Europe centrale et orientale.

Certains prêts globaux dits APEX seront rétrocédés à des intermédiaires financiers agréés par la BEI pour le financement d'investissements de PME.

Les prêts sur ressources propres sont signalés par ★. Ils sont le plus souvent bonifiés: dans les États ACP, sur les ressources du FED et dans certains pays du bassin méditerranéen, sur les ressources budgétaires de la Communauté.

Les financements sur ressources budgétaires sont signalés par □. Ces financements sont accordés par la BEI sur mandat, au nom, pour le compte et aux risques de la Communauté; ils sont comptabilisés hors bilan dans la section spéciale.

AFRIQUE

| | millions d'écus | |
|----------------|-----------------|--|
| NIGÉRIA | 103,0 | |

Mise en valeur d'un gisement sous-marin de condensats (hydrocarbures liquides associés à du gaz)
Nigerian National Petroleum Corporation 55,0 ★

Renforcement de la capacité de production et de raffinage d'huile de palme à Abak et Etinam (sud-est)
République fédérale du Nigéria pour Akwa Palm Industries Ltd 45,0 ★

Participation à l'augmentation du capital de quatre sociétés productrices d'huile de palme
Prêt conditionnel à la *Nigerian Agricultural Co-operative Bank* 3,0 □

AFRIQUE-RÉGIONAL 36,0

Renouvellement et modernisation d'équipements pour la sécurité de la navigation aérienne
ASECNA (Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar) 14,0 ★

Prêt conditionnel à l'*ASECNA* 22,0 □

MAURITANIE 30,0

Mise en exploitation du gisement de minerai de fer de M'Haoudat
Société Nationale Industrielle et Minière — SNIM 15,0 ★

Prêts conditionnels à la *République islamique de Mauritanie* pour la *SNIM* 15,0 □

GUINÉE 23,0

Renforcement de l'usine d'alumine de Fria; réhabilitation et extension de la capacité de l'atelier d'évaporation; rénovation du chemin de fer jusqu'à Conakry
Société d'économie mixte guinéenne Friguia 15,0 ★

Amélioration du réseau de distribution d'eau potable pour l'agglomération de Conakry
Prêt conditionnel à la *République de Guinée* pour la *Société Nationale des Eaux de Guinée* 8,0 □

GHANA 22,8

Modernisation et remise en état de la centrale électrique d'Akosombo, sur la Volta
Volta River Authority 20,0 ★

Modernisation de fonderies d'aluminium à Tema
Prêt subordonné à *Aluminium Enterprises Ltd* 2,8 □

KENYA 20,540

Prêt APEX à la *République du Kenya* pour le financement de petites et moyennes entreprises 20,0 ★

Étude de faisabilité concernant un oléoduc entre Mombasa et Nairobi
Prêt conditionnel à *Kenya Pipeline Co* 0,540 □

ZAÏRE 19,0

Renforcement des réseaux de transport et de distribution d'électricité dans le nord du Kiwu
Prêts conditionnels à la *République du Zaïre* pour la *Société Nationale d'Électricité* 19,0 □

ZIMBABWE 18,0

Renforcement des réseaux de transport et de distribution d'électricité
Zimbabwe Electricity Supply Authority 18,0 ★

MALAWI 14,791

Amélioration du réseau de distribution d'eau potable pour la zone de Blantyre
République du Malawi pour le *Blantyre Water Board* 8,0 □

Prêt APEX à la *République Malawi* pour le financement de prêts secondaires et de prises de participation dans des entreprises de petite ou moyenne dimension 6,5 □

Prise de participation directe au nom de la Communauté au capital de l'*Indebank* 0,291 □

TANZANIE 8,0

Prêt global pour le financement de petites et moyennes entreprises
Prêt conditionnel à la *Tanzania Development Finance Company Ltd* 8,0 □

BURKINA FASO 5,6

Ligne électrique moyenne tension entre Bobo-Dioulasso et Banfora
Prêts conditionnels au *Burkina Faso* pour la *Société Nationale d'Électricité du Burkina-Faso* 5,6 □

GAMBIE 4,3

Extension et remise en état du réseau d'eau potable de Banjul
Prêt conditionnel à la *République de Gambie* pour la *Gambia Utilities Corporation* 4,3 □

CAMEROUN 2,5

| | |
|---|---------|
| Modernisation et réhabilitation de plantations de bananes et d'installations de conditionnement au nord-ouest de Douala | |
| <i>Sociétés des Bananeraies de la M'Bomé — SBM</i> | 1,5 ★ |
| Prêts conditionnels à la SBM par | |
| — <i>la Société Financière de Production</i> | 0,670 □ |
| — <i>la Société Bananière de Participation</i> | 0,330 □ |

MAURICE 2,5

| | |
|--|-------|
| Renforcement des capacités d'une usine de tissage et finissage | |
| Prêt subordonné à <i>Socota Textile Mills Ltd</i> | 2,5 □ |

ARUBA 2,5

| | |
|---|---------|
| Prêts globaux pour le financement de petites et moyennes entreprises et de prises de participation et financement d'études de préinvestissement | |
| <i>Aruban Investment Bank-AIB</i> | 2,0 ★ |
| Prêt conditionnel à l'AIB | 0,500 □ |

COMORES 2,0

| | |
|--|-------|
| Prêt global pour le financement de petites et moyennes entreprises | |
| Prêt conditionnel à la <i>Banque de Développement des Comores</i> | 2,0 □ |

SÉNÉGAL 1,5

| | |
|---|-------|
| Modernisation des équipements et des entrepôts d'une entreprise implantée dans le port de commerce de Dakar | |
| Prêt conditionnel au <i>Crédit Lyonnais Sénégal</i> pour <i>Delmas Sénégal SA</i> | 1,5 □ |

MAYOTTE 1,15

| | |
|--|--------|
| Acquisition d'un navire transbordeur pour passagers et véhicules | |
| Prêt conditionnel à la <i>collectivité territoriale de Mayotte</i> | 1,15 □ |

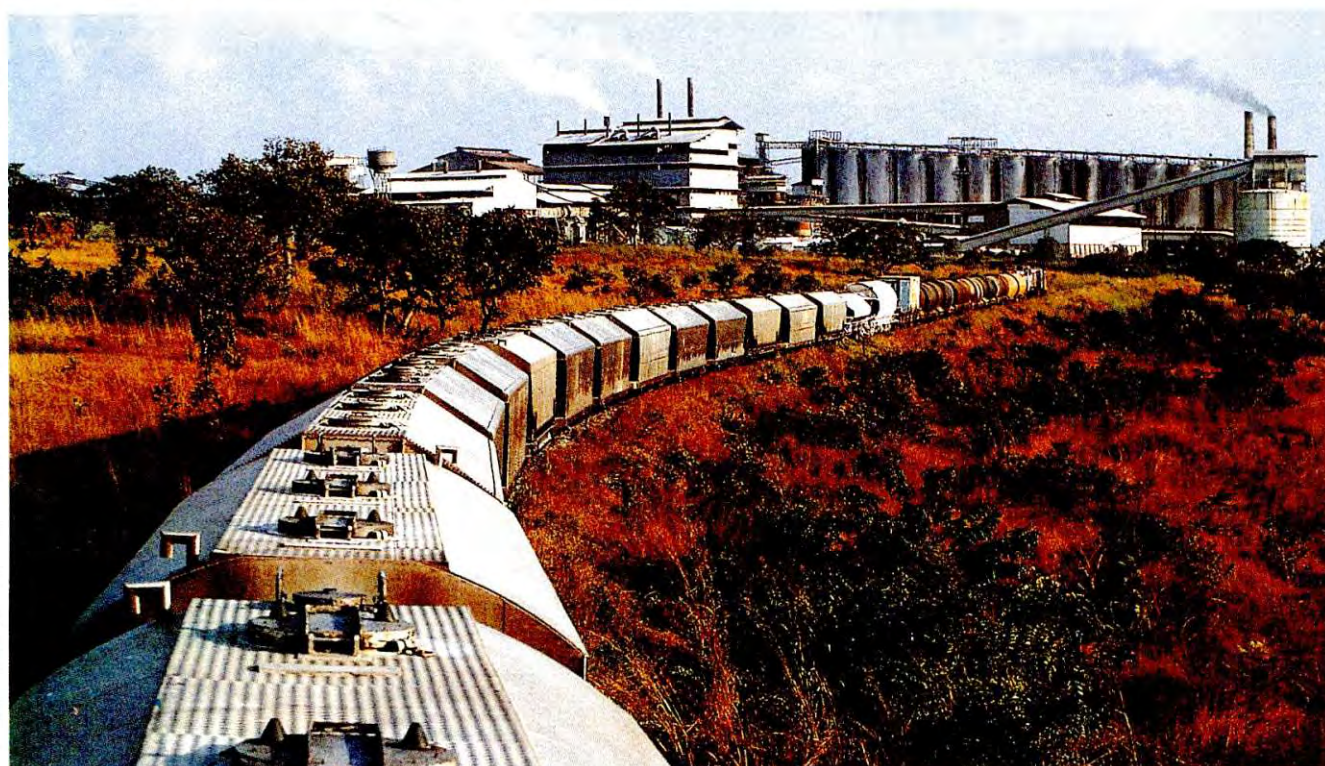
MADAGASCAR 0,780

| | |
|---|---------|
| Étude pour l'établissement d'une ferme pilote pour l'élevage de crevettes | |
| Prêt conditionnel aux <i>Pêcheries de Nossi-Bé</i> | 0,600 □ |
| Prise de participation, au nom de la Communauté, dans le capital de la <i>Financière d'Investissement ARO</i> | 0,180 □ |

CÔTE-D'IVOIRE 0,052

| | |
|--|---------|
| Étude de faisabilité pour la construction d'une fabrique de café soluble à Abidjan | |
| Prêt conditionnel à la <i>Société Nouvelle SIFCA</i> | 0,052 □ |

Plus de la moitié du total des financements dans le cadre de la 3^{ème} Convention de Lomé (mai 1986–août 1991) ont été accordés pour des investissements qui favorisent l'industrialisation (photo: usine d'alumine de Fria en Guinée, et rénovation du chemin de fer jusqu'à Conakry). La 4^{ème} Convention de Lomé est entrée en vigueur le 1^{er} septembre 1991.



CARAÏBES

| | millions d'écus | |
|---|-----------------|---|
| TRINITÉ-ET-TOBAGO | 38,0 | |
| Modernisation d'une raffinerie de pétrole à Pointe-à-Pierre | | |
| République de Trinité-et-Tobago | 38,0 | ★ |

JAMAÏQUE 16,0

| | | |
|---|------|---|
| Prêts globaux à la <i>National Development Bank of Jamaica Ltd</i> pour le financement de petites et moyennes entreprises | 15,0 | ★ |
| Prises de participation dans de petites et moyennes entreprises | | |
| Prêt conditionnel à <i>Jamaica Venture Fund Ltd</i> | 1,0 | □ |

ÎLES CAÏMANS 2,0

| | | |
|---|-----|---|
| Renforcement du réseau de distribution d'eau potable dans le district de West Bay sur l'île de Grand Caïman | | |
| <i>Cayman Water Company Ltd</i> | 2,0 | ★ |

MONTSERRAT 2,0

| | | |
|--|-----|---|
| Reconstruction d'installations portuaires détruites en 1989 par le cyclone Hugo | | |
| Prêt conditionnel au <i>Gouvernement de Montserrat</i> pour <i>Montserrat Port Authority</i> | 2,0 | □ |

GRENADE 1,5

| | | |
|---|-----|---|
| Construction d'un hôtel de tourisme de haut de gamme | | |
| Prêts conditionnels à la <i>Grenada Development Bank</i> pour <i>Liberty Club Ltd</i> | 1,5 | □ |

SAINTE-LUCIE 0,4

| | | |
|--|-----|---|
| Étude de faisabilité pour le développement de ressources géothermiques | | |
| Prêt conditionnel à <i>Lucelec</i> | 0,4 | □ |

SAINT-VINCENT ET GRENADINES 0,2

| | | |
|--|-----|---|
| Étude de faisabilité pour l'exportation de matériaux de construction | | |
| Prêt conditionnel à <i>St Vincent and the Grenadines</i> | 0,2 | □ |

PACIFIQUE

| | millions d'écus | |
|--|-----------------|---|
| PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE | 6,0 | |
| Prêt APEX pour le financement de petites et moyennes entreprises | | |
| <i>Banque de Papouasie-Nouvelle-Guinée — BNPG</i> | 4,0 | ★ |
| Prêt global conditionnel à la <i>BNPG</i> | 2,0 | □ |

ÎLES FIDJI 5,4

| | | |
|--|-----|---|
| Construction d'un centre d'entretien d'avions sur l'aéroport international de Nadi | | |
| <i>Air Pacific Ltd</i> pour <i>Nadi Airport Maintenance Centre</i> | 5,0 | ★ |
| Soutien à la réalisation d'une scierie | | |
| Prêt conditionnel à <i>Tropik Wood Industries Ltd</i> | 0,4 | □ |

MÉDITERRANÉE

| | millions d'écus | |
|----------------|-----------------|--|
| ALGÉRIE | 71,0 | |

| | | |
|--|------|---|
| Autoroute est-ouest; tronçon de 15 km contournant Bouira, au sud-est d'Alger | | |
| <i>Banque Algérienne de Développement</i> | 31,0 | ★ |

| | | |
|--|------|---|
| Remise en état des réseaux de drainage et d'irrigation dans le secteur des oasis d'El Oued R'hir | | |
| <i>Banque Algérienne de Développement</i> | 22,0 | ★ |

| | | |
|--|------|---|
| Installations de collecte et d'épuration des eaux usées dans la zone côtière de Boumerdes, à l'est d'Alger | | |
| <i>Banque Algérienne de Développement</i> | 15,0 | ★ |

Prêts conditionnels à la *Société Financière Algéro-Européenne de Participation — FINALEP* sous forme de:

| | | |
|--|------|---|
| Prêt global pour le financement de prises de participation dans le capital de petites et moyennes entreprises et d'études de faisabilité | 2,15 | □ |
|--|------|---|

| | | |
|---|------|---|
| Prise de participation, au nom de la Communauté, au capital de <i>FINALEP</i> | 0,85 | □ |
|---|------|---|

MAROC 60,0

| | | |
|--|------|---|
| Construction de réseaux d'irrigation dans la haute plaine des Doukkala | | |
| <i>Office Régional de mise en valeur agricole des Doukkala</i> | 60,0 | ★ |

ÉGYPTE 43,0

| | | |
|---|------|---|
| Extension du réseau de gaz naturel du grand Caire | | |
| <i>Egyptian General Petroleum Company</i> pour <i>Petroleum Gas Company</i> | 25,0 | ★ |

| | | |
|--|------|---|
| Construction d'une usine de compresseurs pour réfrigérateurs et congélateurs dans la banlieue du Caire | | |
| <i>Bank of Alexandria</i> pour <i>Misr Compressor Manufacturing Company</i> | 15,0 | ★ |

| | | |
|--|-----|---|
| Prêt conditionnel à <i>Suez Canal Bank</i> | 3,0 | □ |
|--|-----|---|

TUNISIE 35,0

| | | |
|--|------|---|
| Amélioration des réseaux d'irrigation dans le nord du pays | | |
| <i>République tunisienne</i> | 28,0 | ★ |

| | | |
|--|-----|---|
| Construction et extension de réseaux de collecte et de stations d'épuration pour la ville de Gabès et ses environs | | |
| <i>République tunisienne</i> pour l' <i>Office National d'Assainissement</i> | 7,0 | ★ |

| CHYPRE | 20,0 | |
|---|-------------|---|
| Prêt global pour le financement de petites et moyennes entreprises <i>Cyprus Development Bank — CDB</i> | 15,0 | ★ |
| Prise de participation directe, au nom de la Communauté, au capital de la <i>CDB</i> | 1,0 | □ |
| Prêt conditionnel APEX à la <i>République de Chypre</i> pour le financement de prises de participation | 4,0 | □ |
| JORDANIE | 10,0 | |
| Extension du réseau de collecte des eaux usées de six districts à la périphérie de Zarqa <i>Royaume Hachémite de Jordanie pour Water Authority of Jordan</i> | 6,0 | ★ |
| Prêt global pour le financement d'entreprises de petite ou moyenne dimension <i>Industrial Development Bank — IDB</i> | 3,0 | ★ |
| Prêt conditionnel à <i>IDB</i> pour la fourniture de quasi-fonds propres à de petites entreprises | 1,0 | □ |
| MALTE | 2,5 | |
| Financement de prises de participation directe au capital d'entreprises | | |
| Prêt conditionnel APEX à la <i>Banque Centrale de Malte</i> | 2,5 | □ |

PAYS D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

millions d'écus

| | | |
|---|--------------|---|
| POLOGNE | 145,0 | |
| Renforcement et modernisation du réseau téléphonique, notamment pour les communications à longue distance <i>Polska Poczta Telegraf i Telefon</i> | 70,0 | ★ |
| Prêt global APEX à la <i>Polski Bank Rozwoju S.A.</i> pour le financement d'entreprises de tailles diverses par prêts globaux secondaires ou prêts directs | 75,0 | ★ |
| HONGRIE | 115,0 | |
| Modernisation de la centrale de production combinée de chaleur et d'électricité à Kelenföld, dans la banlieue de Budapest <i>Magyar Villamos Művek Tröszt</i> | 35,0 | ★ |
| Prêt global APEX à la <i>Banque Nationale de Hongrie</i> pour le financement d'entreprises et d'investissements dans les domaines de l'environnement et des économies d'énergie | 80,0 | ★ |
| ROUMANIE | 25,0 | |
| Rénovation des centrales électriques au lignite de Rovinari et Turceni; étude pour la remise en état du système de production d'électricité à partir du lignite <i>État Roumain pour Regia Autonoma de Electricitate</i> | 25,0 | ★ |

Dans le cadre de la 3^{ème} Convention de Lomé, un quart des financements accordés ont servi au renforcement des équipements de production et de transport d'énergie (photo: plate-forme pour l'exploitation d'un gisement d'hydrocarbures au Nigéria).



Tableau A: Montants des contrats signés de 1959 à 1991

(millions d'écus)

| Année | Total | Dans la Communauté | | | À l'extérieur de la Communauté | |
|--------------|------------------|------------------------------|-------------------------------|-----------------------------|--------------------------------|---------------------------------------|
| | | Prêts sur ressources propres | Prêts sur mandat et garanties | Prêts sur ressources du NIC | Prêts sur ressources propres | Opérations sur ressources budgétaires |
| 1959-1972 | 2 836,7 | 2 340,1 | 110,1 | — | 155,7 | 230,8 |
| 1973-1980 | 14 340,6 | 11 739,1 | 132,4 | 474,7 | 1 381,5 | 613,0 |
| 1981 | 3 531,4 | 2 523,8 | — | 539,9 | 377,9 | 89,8 |
| 1982 | 4 683,5 | 3 446,0 | — | 791,1 | 405,2 | 41,2 |
| 1983 | 5 921,8 | 4 145,9 | 97,6 | 1 199,6 | 426,0 | 52,7 |
| 1984 | 6 885,9 | 5 007,0 | — | 1 181,8 | 610,7 | 86,4 |
| 1985 | 7 177,6 | 5 640,7 | — | 883,7 | 577,4 | 75,9 |
| 1986 | 7 513,9 | 6 678,1 | — | 393,0 | 356,5 | 86,3 |
| 1987 | 7 760,8 | 6 967,1 | — | 425,2 | 184,4 | 184,1 |
| 1988 | 10 081,1 | 8 843,9 | 185,0 | 356,5 | 520,1 | 175,6 |
| 1989 | 12 196,8 | 11 506,6 | — | 78,3 | 485,9 | 126,0 |
| 1990 | 13 393,4 | 12 604,4 | 52,5 | 23,6 | 669,0 | 43,9 |
| 1991 | 15 338,8 | 14 383,6 | — | 39,2 | 781,5 | 134,5 |
| Total | 111 662,2 | 95 826,3 | 577,5 | 6 386,3 | 6 931,8 | 1 940,1 |

Tableau B: Montants des contrats signés de 1987 à 1991 et de 1959 à 1991

Répartition selon l'origine des ressources et la localisation

(millions d'écus)

| | 1987—1991 | | | 1959—1991 | | |
|---------------------|-----------------|------------------------|-------------------|------------------|------------------------|-------------------|
| | Total | Ressources propres (²) | Autres ressources | Total | Ressources propres (²) | Autres ressources |
| Pays membres | 55 465,9 | 54 543,2 | 922,8 | 102 790,2 | 96 403,9 | 6 386,3 |
| Belgique | 461,8 | 438,2 | 23,6 | 1 247,0 | 1 223,4 | 23,6 |
| Danemark | 2 458,3 | 2 395,1 | 63,2 | 4 455,5 | 3 922,0 | 533,5 |
| Allemagne | 3 899,6 | 3 899,6 | — | 5 641,1 | 5 641,1 | — |
| Grèce | 1 165,9 | 1 161,3 | 4,6 | 3 239,2 | 2 933,1 | 306,1 |
| Espagne | 7 530,3 | 7 377,3 | 153,0 | 7 939,6 | 7 717,3 | 222,3 |
| France | 7 364,9 | 7 181,5 | 183,4 | 14 356,6 | 13 106,6 | 1 250,0 |
| Irlande | 974,8 | 974,8 | — | 3 698,0 | 3 274,0 | 424,0 |
| Italie | 18 063,3 | 17 724,1 | 339,2 | 39 588,9 | 36 480,9 | 3 108,0 |
| Luxembourg | 41,9 | 41,9 | — | 85,6 | 85,6 | — |
| Pays-Bas | 1 018,8 | 1 015,6 | 3,2 | 1 291,3 | 1 288,1 | 3,2 |
| Portugal | 3 502,8 | 3 492,9 | 9,9 | 3 693,0 | 3 653,2 | 39,8 |
| Royaume-Uni | 7 898,7 | 7 756,1 | 142,6 | 16 171,1 | 15 695,3 | 475,8 |
| Autres (¹) | 1 084,7 | 1 084,7 | — | 1 383,3 | 1 383,3 | — |
| ACP-PTOM | 1 435,4 | 828,0 | 607,5 | 3 318,4 | 2 134,3 | 1 184,1 |
| Méditerranée | 1 369,6 | 1 313,0 | 56,6 | 5 053,6 | 4 297,6 | 756,0 |
| PECO | 500,0 | 500,0 | — | 500,0 | 500,0 | — |
| Total | 58 770,9 | 57 184,1 | 1 586,8 | 111 662,2 | 103 335,8 | 8 326,4 |

(¹) Financements assimilés à des opérations dans la Communauté (cf. note 5 d au lecteur page 113).

(²) Y compris prêts sur mandat et garanties.

Les prêts en Espagne et au Portugal jusqu'à fin 1985 et ceux en Grèce jusqu'à fin 1980 sont comptabilisés à l'extérieur de la Communauté.

De l'Europe des Six à l'Europe des Douze

(montant moyen annuel)

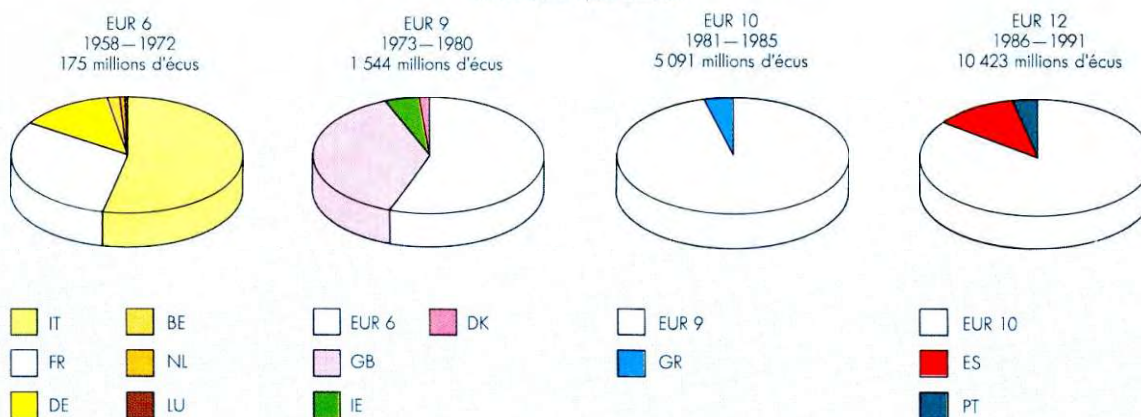


Tableau C: **Financements accordés dans la Communauté de 1987 à 1991**

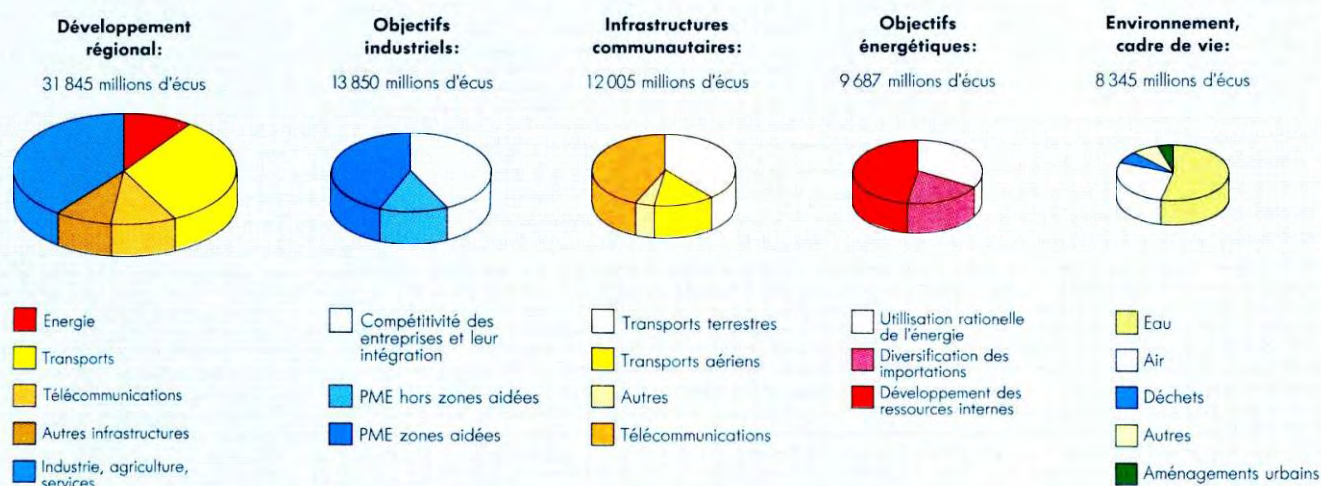
(prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours)

Répartition par pays et objectif

(millions d'écus)

| | Développement régional | Infrastructures communautaires | Environnement, cadre de vie | Objectifs énergétiques | Objectifs industriels | |
|------------------------|------------------------|--------------------------------|-----------------------------|------------------------|------------------------------|---------------------------------|
| | | | | | Compétitivité internationale | Petites et moyennes entreprises |
| Belgique | 172,9 | 27,0 | 10,4 | — | 37,1 | 351,1 |
| Danemark | 1 018,0 | 1 070,6 | 99,8 | 1 030,5 | 28,5 | 203,3 |
| Allemagne | 1 506,3 | 289,6 | 1 143,6 | 460,9 | 499,8 | 375,3 |
| Grèce | 959,5 | 95,5 | 217,3 | 328,5 | — | 182,4 |
| Espagne | 4 888,1 | 3 014,5 | 851,6 | 911,0 | 870,8 | 1 092,1 |
| France | 4 245,0 | 2 089,7 | 274,2 | 298,2 | 508,0 | 1 676,1 |
| Irlande | 940,5 | 368,1 | 152,2 | 61,6 | 3,4 | 28,2 |
| Italie | 11 177,4 | 1 692,8 | 3 185,0 | 4 013,8 | 1 786,7 | 3 812,9 |
| Luxembourg | 11,8 | 30,2 | — | — | — | — |
| Pays-Bas | 399,6 | 420,7 | 3,1 | 20,3 | 276,1 | 183,3 |
| Portugal | 3 296,1 | 514,1 | 75,2 | 448,2 | 426,1 | 527,6 |
| Royaume-Uni | 3 230,0 | 1 604,0 | 2 333,0 | 1 818,1 | 815,5 | 167,1 |
| Autres | — | 788,3 | — | 296,4 | — | — |
| Total | 31 845,2 | 12 005,0 | 8 345,2 | 9 687,4 | 5 252,0 | 8 599,5 |

Certains financements répondant à deux ou plusieurs objectifs, le total des différentes rubriques n'est pas cumulable.

Tableau D: **Financements accordés dans la Communauté de 1987 à 1991**

(prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours)

Répartition par pays et secteur

(millions d'écus)

| | Total | Prêts | Crédits | Secteur | | | |
|------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|--------------------------------|-----------------|-----------------|------------------------|
| | | | | Industrie Services Agriculture | Énergie | Communications | Autres infrastructures |
| Belgique | 425,6 | 74,5 | 351,1 | 388,2 | — | 27,0 | 10,4 |
| Danemark | 2 405,8 | 2 168,5 | 237,3 | 233,5 | 1 015,8 | 1 077,7 | 78,9 |
| Allemagne | 3 054,9 | 1 848,0 | 1 206,9 | 1 434,1 | 604,2 | 472,5 | 544,1 |
| Grèce | 963,7 | 693,7 | 270,0 | 273,9 | 289,6 | 219,1 | 181,1 |
| Espagne | 7 108,4 | 5 810,4 | 1 298,0 | 2 133,9 | 768,9 | 3 525,4 | 680,3 |
| France | 6 163,8 | 3 784,3 | 2 379,5 | 2 473,1 | 255,8 | 3 199,4 | 235,3 |
| Irlande | 970,6 | 942,4 | 28,2 | 50,7 | 157,9 | 484,4 | 277,6 |
| Italie | 17 889,4 | 12 941,2 | 4 948,2 | 7 353,3 | 4 377,3 | 4 094,0 | 2 064,8 |
| Luxembourg | 41,9 | 41,9 | — | 11,8 | — | 30,2 | — |
| Pays-Bas | 957,9 | 771,8 | 186,1 | 505,8 | 20,3 | 429,0 | 2,8 |
| Portugal | 3 332,4 | 2 769,4 | 563,0 | 1 293,4 | 687,1 | 1 271,7 | 80,2 |
| Royaume-Uni | 7 679,3 | 7 508,6 | 170,7 | 1 767,1 | 1 784,8 | 2 056,0 | 2 071,3 |
| Autres | 1 084,7 | 1 084,7 | — | — | 296,4 | 788,3 | — |
| Total | 52 078,4 | 40 439,4 | 11 639,0 | 17 918,8 | 10 258,1 | 17 674,7 | 6 226,8 |

Tableau E: Financements accordés dans la Communauté en 1991
(prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours)

Répartition par secteur

(montants en millions d'écus)

| | Total | | Prêts | | Crédits | |
|--|-----------------|--------------|-----------------|----------------|----------------|-------------|
| | Montant | % | BEI | Total | BEI | NIC |
| Énergie et infrastructures | 9 073,0 | 66,4 | 8 598,6 | 474,5 | 474,5 | — |
| Énergie | 3 101,7 | 22,7 | 2 994,9 | 106,8 | 106,8 | — |
| Production | 1 612,9 | 11,8 | 1 576,0 | 37,0 | 37,0 | — |
| Centrales thermiques classiques | 214,6 | 1,6 | 212,7 | 1,9 | 1,9 | — |
| Centrales hydroélectriques | 89,9 | 0,7 | 58,2 | 31,8 | 31,8 | — |
| Énergie géothermique, alternative | 3,3 | . | — | 3,3 | 3,3 | — |
| Centrales de production de chaleur | 121,7 | 0,9 | 121,7 | — | — | — |
| Exploitation d'hydrocarbures | 1 183,5 | 8,7 | 1 183,5 | — | — | — |
| Transport, stockage, retraitement | 603,8 | 4,4 | 600,9 | 2,8 | 2,8 | — |
| Electricité | 214,4 | 1,6 | 211,6 | 2,8 | 2,8 | — |
| Gaz naturel, pétrole | 253,9 | 1,9 | 253,9 | — | — | — |
| Combustibles nucléaires | 135,4 | 1,0 | 135,4 | — | — | — |
| Distribution | 885,0 | 6,5 | 818,0 | 67,1 | 67,1 | — |
| Electricité | 561,3 | 4,1 | 547,8 | 13,5 | 13,5 | — |
| Gaz naturel | 290,5 | 2,1 | 239,2 | 51,3 | 51,3 | — |
| Chaleur | 33,2 | 0,2 | 30,9 | 2,3 | 2,3 | — |
| Transports | 2 632,8 | 19,3 | 2 450,6 | 182,2 | 182,2 | — |
| Chemins de fer | 1 143,2 | 8,4 | 1 115,0 | 28,2 | 28,2 | — |
| Routes, autoroutes | 541,3 | 4,0 | 466,3 | 75,0 | 75,0 | — |
| Transports maritimes | 153,4 | 1,1 | 146,7 | 6,7 | 6,7 | — |
| Transports urbains | 205,1 | 1,5 | 136,5 | 68,7 | 68,7 | — |
| Transports aériens | 561,1 | 4,1 | 557,4 | 3,7 | 3,7 | — |
| Centres intermodaux et autres | 28,8 | 0,2 | 28,8 | — | — | — |
| Télécommunications | 1 882,3 | 13,8 | 1 882,3 | — | — | — |
| Équipements classiques | 1 494,3 | 10,9 | 1 494,3 | — | — | — |
| Satellites, stations | 371,3 | 2,7 | 371,3 | — | — | — |
| Câbles internationaux | 16,8 | 0,1 | 16,8 | — | — | — |
| Eau, assainissement, déchets solides | 1 140,4 | 8,4 | 1 012,4 | 128,0 | 128,0 | — |
| Approvisionnement en eau potable | 110,0 | 0,8 | 67,6 | 42,5 | 42,5 | — |
| Traitement des eaux usées | 204,2 | 1,5 | 152,6 | 51,7 | 51,7 | — |
| Approvisionnement et assainissement | 656,1 | 4,8 | 635,2 | 20,9 | 20,9 | — |
| Traitement des déchets solides et liquides | 93,1 | 0,7 | 83,3 | 9,8 | 9,8 | — |
| Aménagements à finalité multiple | 76,9 | 0,6 | 73,8 | 3,1 | 3,1 | — |
| Infrastructures urbaines | 163,4 | 1,2 | 151,9 | 11,5 | 11,5 | — |
| Rénovation urbaine | 10,4 | 0,1 | 10,4 | — | — | — |
| Exposition, foire et congrès | 141,6 | 1,0 | 141,5 | 0,1 | 0,1 | — |
| Aménagements urbains composites | 11,4 | 0,1 | — | 11,4 | 11,4 | — |
| Infrastructures diverses | 152,4 | 1,1 | 106,4 | 46,0 | 46,0 | — |
| Infrastructures composites | 142,1 | 1,0 | 96,9 | 45,2 | 45,2 | — |
| Aménagements agricoles, forestiers | 10,3 | 0,1 | 9,5 | 0,8 | 0,8 | — |
| Industrie, agriculture, services | 4 582,5 | 33,6 | 2 066,0 | 2 516,4 | 2 445,4 | 71,0 |
| Industrie | 3 866,0 | 28,3 | 1 900,3 | 1 965,7 | 1 905,0 | 60,7 |
| Industries extractives | 19,8 | 0,1 | — | 19,8 | 19,1 | 0,7 |
| Production, 1 ^{ère} transformation des métaux | 85,2 | 0,6 | 34,7 | 50,5 | 50,4 | 0,1 |
| Ouvrages en métaux, mécanique | 449,7 | 3,3 | 2,0 | 447,7 | 436,5 | 11,2 |
| Construction de matériel de transport | 804,9 | 5,9 | 759,7 | 45,2 | 43,5 | 1,7 |
| Construction électrique | 128,4 | 0,9 | 57,3 | 71,2 | 70,6 | 0,6 |
| Électronique | 250,2 | 1,8 | 221,4 | 28,8 | 28,2 | 0,6 |
| Industrie chimique | 608,2 | 4,5 | 485,1 | 123,1 | 118,1 | 5,0 |
| Caoutchouc, matières plastiques | 188,0 | 1,4 | 62,1 | 125,8 | 119,7 | 6,1 |
| Verre et céramique | 58,0 | 0,4 | 17,7 | 40,3 | 38,2 | 2,1 |
| Matériaux de construction | 139,4 | 1,0 | 15,7 | 123,7 | 121,6 | 2,1 |
| Industrie du bois | 136,0 | 1,0 | 13,1 | 122,9 | 116,6 | 6,3 |
| Produits alimentaires | 333,6 | 2,4 | 38,7 | 294,9 | 289,2 | 5,7 |
| Textiles, cuirs | 147,9 | 1,1 | 11,6 | 136,3 | 134,5 | 1,8 |
| Pâte à papier, papier, imprimerie | 370,1 | 2,7 | 181,3 | 188,8 | 182,0 | 6,8 |
| Industries manufacturières diverses | 42,5 | 0,3 | — | 42,5 | 35,8 | 6,7 |
| Génie civil, bâtiments | 104,1 | 0,8 | — | 104,1 | 100,9 | 3,2 |
| Services | 693,9 | 5,1 | 165,7 | 528,2 | 517,9 | 10,3 |
| Tourisme, loisirs, santé | 325,6 | 2,4 | 103,4 | 222,2 | 221,2 | 1,0 |
| Recherche, développement | 51,9 | 0,4 | 51,7 | 0,2 | 0,2 | — |
| Services aux entreprises et collectivités | 268,1 | 2,0 | — | 268,1 | 260,3 | 7,8 |
| Récupération, recyclage de déchets | 12,2 | 0,1 | — | 12,2 | 10,8 | 1,4 |
| Centres de formation et d'enseignement | 11,0 | 0,1 | 10,5 | 0,5 | 0,5 | — |
| Commerce de gros | 25,0 | 0,2 | — | 25,0 | 24,9 | 0,1 |
| Agriculture, pêche, sylviculture | 22,5 | 0,2 | — | 22,5 | 22,5 | — |
| Total général | 13 655,5 | 100,0 | 10 664,6 | 2 990,9 | 2 919,9 | 71,0 |

Tableau F: Financements accordés dans la Communauté de 1987 à 1991
(prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours)

| | Répartition par secteur | | | | | | (montants en millions d'écus) |
|--|-------------------------|--------------|-----------------|-----------------|-----------------|--------------|-------------------------------|
| | Total | | Prêts | | Crédits | | |
| | montant | % | BEI + NIC | Total | BEI | NIC | |
| Énergie et infrastructures | 34 159,6 | 65,6 | 32 293,9 | 1 865,7 | 1 856,1 | 9,6 | |
| Énergie | 10 258,1 | 19,7 | 9 830,8 | 427,3 | 417,7 | 9,6 | |
| Production | 5 084,3 | 9,8 | 4 968,1 | 116,3 | 108,9 | 7,4 | |
| Centrales thermiques classiques | 1 366,0 | 2,6 | 1 358,3 | 7,7 | 7,7 | — | |
| Centrales nucléaires | 60,0 | 0,1 | 60,0 | — | — | — | |
| Centrales hydroélectriques | 731,9 | 1,4 | 656,5 | 75,4 | 68,6 | 6,8 | |
| Énergie géothermique, alternative | 104,2 | 0,2 | 100,1 | 4,1 | 4,1 | — | |
| Centrales de production de chaleur | 406,7 | 0,8 | 394,6 | 12,1 | 11,5 | 0,6 | |
| Exploitation d'hydrocarbures | 2 341,3 | 4,5 | 2 325,4 | 15,8 | 15,8 | — | |
| Combustibles solides | 74,4 | 0,1 | 73,1 | 1,2 | 1,2 | — | |
| Transport, stockage, retraitement | 2 070,3 | 4,0 | 2 040,8 | 29,5 | 29,5 | — | |
| Électricité | 574,3 | 1,1 | 570,8 | 3,6 | 3,6 | — | |
| Gaz naturel, pétrole | 817,8 | 1,6 | 791,8 | 25,9 | 25,9 | — | |
| Combustibles nucléaires | 678,1 | 1,3 | 678,1 | — | — | — | |
| Distribution | 3 103,5 | 6,0 | 2 821,9 | 281,6 | 279,4 | 2,2 | |
| Électricité | 1 515,9 | 2,9 | 1 478,9 | 37,0 | 37,0 | — | |
| Gaz naturel | 1 251,4 | 2,4 | 1 046,5 | 204,9 | 202,7 | 2,2 | |
| Chaleur | 336,2 | 0,6 | 296,6 | 39,7 | 39,7 | — | |
| Transports | 11 166,6 | 21,4 | 10 551,0 | 615,6 | 615,6 | — | |
| Chemins de fer | 2 645,0 | 5,1 | 2 600,3 | 44,7 | 44,7 | — | |
| Routes, autoroutes | 3 767,1 | 7,2 | 3 466,8 | 300,4 | 300,4 | — | |
| Transports maritimes | 566,9 | 1,1 | 533,5 | 33,4 | 33,4 | — | |
| Transports urbains | 894,7 | 1,7 | 671,6 | 223,1 | 223,1 | — | |
| Transports aériens | 3 077,2 | 5,9 | 3 073,0 | 4,2 | 4,2 | — | |
| Centres intermodaux et autres | 215,7 | 0,4 | 205,9 | 9,8 | 9,8 | — | |
| Télécommunications | 6 508,1 | 12,5 | 6 508,1 | — | — | — | |
| Équipements classiques | 5 360,9 | 10,3 | 5 360,9 | — | — | — | |
| Réseaux spécialisés | 5,8 | . | 5,8 | — | — | — | |
| Satellites, stations | 820,0 | 1,6 | 820,0 | — | — | — | |
| Câbles internationaux | 321,4 | 0,6 | 321,4 | — | — | — | |
| Eau, assainissement, déchets solides | 4 980,4 | 9,6 | 4 388,0 | 592,4 | 592,4 | — | |
| Approvisionnement en eau potable | 465,9 | 0,9 | 371,5 | 94,3 | 94,3 | — | |
| Traitement des eaux usées | 1 633,4 | 3,1 | 1 265,6 | 367,7 | 367,7 | — | |
| Approvisionnement et assainissement | 1 952,3 | 3,7 | 1 917,8 | 34,5 | 34,5 | — | |
| Traitement des déchets solides et liquides | 461,9 | 0,9 | 383,2 | 78,6 | 78,6 | — | |
| Aménagements à finalité multiple | 467,0 | 0,9 | 449,8 | 17,2 | 17,2 | — | |
| Infrastructures urbaines | 300,1 | 0,6 | 256,4 | 43,7 | 43,7 | — | |
| Rénovation urbaine | 21,3 | . | 20,3 | 1,0 | 1,0 | — | |
| Exposition, foire et congrès | 234,1 | 0,4 | 216,4 | 17,7 | 17,7 | — | |
| Bâtiments publics, administratifs | 21,2 | . | 19,6 | 1,5 | 1,5 | — | |
| Aménagements urbains composites | 23,5 | . | — | 23,5 | 23,5 | — | |
| Infrastructures diverses | 946,3 | 1,8 | 759,7 | 186,6 | 186,6 | — | |
| Infrastructures composites | 747,1 | 1,4 | 564,8 | 182,3 | 182,3 | — | |
| Aménagements agricoles, forestiers | 199,2 | 0,4 | 194,9 | 4,3 | 4,3 | — | |
| Industrie, services, agriculture | 17 918,8 | 34,4 | 8 145,5 | 9 773,3 | 8 853,2 | 920,2 | |
| Industrie | 15 187,6 | 29,2 | 7 398,2 | 7 789,4 | 6 956,3 | 833,1 | |
| Industries extractives | 265,6 | 0,5 | 180,0 | 85,6 | 76,8 | 8,8 | |
| Production, 1 ^{ère} transformation des métaux | 242,0 | 0,5 | 72,5 | 169,5 | 156,4 | 13,1 | |
| Ouvrages en métaux, mécanique | 1 702,7 | 3,3 | 257,2 | 1 445,6 | 1 301,4 | 144,2 | |
| Construction de matériel de transport | 3 015,5 | 5,8 | 2 806,3 | 209,2 | 176,8 | 32,4 | |
| Construction électrique | 533,6 | 1,0 | 251,0 | 282,6 | 259,6 | 23,0 | |
| Électronique | 906,2 | 1,7 | 750,7 | 155,4 | 138,2 | 17,2 | |
| Industrie chimique | 1 968,8 | 3,8 | 1 395,2 | 573,6 | 524,8 | 48,8 | |
| Caoutchouc, matières plastiques | 638,2 | 1,2 | 170,2 | 468,1 | 415,7 | 52,3 | |
| Verre et céramique | 474,4 | 0,9 | 169,5 | 304,9 | 256,6 | 48,4 | |
| Matériaux de construction | 556,8 | 1,1 | 92,5 | 464,3 | 444,5 | 19,8 | |
| Industrie du bois | 496,2 | 1,0 | 87,0 | 409,2 | 352,0 | 57,2 | |
| Produits alimentaires | 1 693,1 | 3,3 | 380,5 | 1 312,5 | 1 170,5 | 142,1 | |
| Textiles, cuirs | 643,9 | 1,2 | 14,6 | 629,3 | 531,2 | 98,0 | |
| Pâte à papier, papier, imprimerie | 1 521,5 | 2,9 | 761,3 | 760,2 | 680,3 | 80,0 | |
| Industries manufacturières diverses | 161,2 | 0,3 | 9,5 | 151,7 | 128,0 | 23,7 | |
| Génie civil, bâtiments | 367,8 | 0,7 | — | 367,8 | 343,6 | 24,2 | |
| Services | 2 527,7 | 4,9 | 741,6 | 1 786,2 | 1 707,5 | 78,7 | |
| Tourisme, loisirs, santé | 1 062,6 | 2,0 | 279,1 | 783,5 | 777,7 | 5,8 | |
| Recherche, développement | 133,8 | 0,3 | 104,8 | 29,0 | 28,8 | 0,2 | |
| Services aux entreprises et collectivités | 908,0 | 1,7 | 55,4 | 852,6 | 786,3 | 66,3 | |
| Récupération, recyclage de déchets | 55,2 | 0,1 | — | 55,2 | 49,4 | 5,8 | |
| Centres de formation et d'enseignement | 53,3 | 0,1 | 52,3 | 1,0 | 0,8 | 0,2 | |
| Services avancés d'information | 250,0 | 0,5 | 250,0 | — | — | — | |
| Commerce de gros | 64,9 | 0,1 | — | 64,9 | 64,5 | 0,3 | |
| Agriculture, pêche, sylviculture | 203,6 | 0,4 | 5,7 | 197,8 | 189,4 | 8,4 | |
| Total général | 52 078,4 | 100,0 | 40 439,4 | 11 639,0 | 10 709,3 | 929,8 | |

Tableau G: **Financements d'intérêt régional (en 1991 et de 1989 à 1991)**

(prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours)

(millions d'écus)

| Pays | 1991 | | | 1989—1991 | | |
|------------------------|------------------------|--------------------------------|------------------|------------------------|--------------------------------|------------------|
| | Développement régional | Zones d'actions communautaires | Zones objectif 1 | Développement régional | Zones d'actions communautaires | Zones objectif 1 |
| Belgique | 64,5 | 51,6 | — | 134,6 | 115,0 | — |
| Danemark | 191,4 | 137,4 | — | 834,0 | 451,2 | — |
| Allemagne | 475,8 | 434,1 | — | 1 160,4 | 776,6 | — |
| Grèce | 166,5 | 166,5 | 166,5 | 585,3 | 585,3 | 585,3 |
| Espagne | 1 825,3 | 1 647,8 | 975,2 | 3 976,3 | 3 766,9 | 2 254,1 |
| France | 1 233,5 | 952,9 | 22,2 | 3 378,6 | 2 474,4 | 28,5 |
| Irlande | 250,0 | 250,0 | 250,0 | 638,8 | 638,8 | 638,8 |
| Italie | 2 557,5 | 2 491,2 | 1 802,2 | 7 310,1 | 6 283,4 | 4 981,3 |
| Luxembourg | — | — | — | 11,8 | 11,8 | — |
| Pays-Bas | 58,4 | 30,0 | — | 178,7 | 119,8 | — |
| Portugal | 962,3 | 962,3 | 962,3 | 2 511,5 | 2 511,5 | 2 511,5 |
| Royaume-Uni | 706,3 | 674,3 | 127,1 | 2 282,0 | 2 002,8 | 128,5 |
| Total | 8 491,6 | 7 798,1 | 4 305,5 | 23 002,1 | 19 737,5 | 11 128,0 |

Tableau H: **Présentation des financements par région (en 1991 et de 1989 à 1991)**

(prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours)

Ce tableau présente une répartition des financements par région (Nuts 1 ou 2 selon les pays). Dans la mesure du possible, les prêts individuels concernant plusieurs régions ont été ventilés.

(montants en millions d'écus)

| | PIB/ hab. | Popu- lation | 1991 | | | 1989—1991 | | |
|--------------------------------------|--------------|-----------------|--------------|--------------|--------------|----------------|----------------|--------------|
| | | | Total | Prêts | Crédits | Total | Prêts | Crédits |
| Belgique | 101 | 9 938 | 237,3 | 21,0 | 216,3 | 383,8 | 37,4 | 346,4 |
| Bruxelles-Brussel | 159 | 967 | 19,7 | 7,5 | 12,2 | 27,6 | 13,5 | 14,1 |
| Vlaams Gewest | 103 | 5 731 | 181,4 | — | 181,4 | 284,8 | 10,4 | 274,4 |
| Région wallonne | 82 | 3 239 | 22,7 | — | 22,7 | 58,0 | — | 58,0 |
| Multirégionaux | - | — | 13,5 | 13,5 | — | 13,5 | 13,5 | — |
| Danemark | 107 | 5 132 | 558,6 | 487,8 | 70,8 | 1 628,6 | 1 456,4 | 172,2 |
| Hovedstadsregionen | - | 1 716 | 101,5 | 93,1 | 8,4 | 338,9 | 309,8 | 29,0 |
| Oest for Storebælt | - | 587 | 70,2 | 67,2 | 3,0 | 158,4 | 148,6 | 9,8 |
| Vest for Storebælt | - | 2 829 | 285,6 | 226,2 | 59,4 | 734,1 | 600,8 | 133,3 |
| Multirégionaux | - | — | 101,3 | 101,3 | — | 397,2 | 397,2 | — |
| Allemagne | 112 | 61 990 | 765,8 | 588,4 | 177,4 | 2 297,4 | 1 320,9 | 976,5 |
| Hamburg | 173 | 1 611 | 63,0 | 61,0 | 2,0 | 82,5 | 61,0 | 21,4 |
| Bremen | 141 | 666 | 2,5 | — | 2,5 | 29,1 | — | 29,1 |
| Hessen | 128 | 5 594 | 8,3 | — | 8,3 | 66,5 | 24,3 | 42,3 |
| Baden-Württemberg | 118 | 9 461 | 47,9 | 21,9 | 26,0 | 265,7 | 126,1 | 139,6 |
| Bayern | 113 | 11 087 | 96,0 | 73,3 | 22,7 | 416,1 | 337,4 | 78,7 |
| Berlin (¹) | - | 3 300 | 54,8 | 49,3 | 5,4 | 55,7 | 49,3 | 6,4 |
| Nordrhein-Westfalen | 107 | 16 950 | 44,7 | 12,2 | 32,5 | 613,5 | 246,8 | 366,7 |
| Saarland | 101 | 1 063 | 7,9 | 7,3 | 0,6 | 46,1 | 7,3 | 38,8 |
| Rheinland-Pfalz | 99 | 3 675 | 0,6 | — | 0,6 | 38,8 | — | 38,8 |
| Niedersachsen | 97 | 7 235 | 53,8 | 9,8 | 44,0 | 204,4 | 48,6 | 155,8 |
| Schleswig-Holstein | 94 | 2 582 | 4,9 | — | 4,9 | 48,9 | 17,9 | 31,0 |
| Mecklenburg-Vorpommern (¹) | - | 2 000 | 11,9 | 8,2 | 3,7 | 11,9 | 8,2 | 3,8 |
| Brandenburg (¹) | - | 2 600 | 14,2 | 8,2 | 6,1 | 14,2 | 8,2 | 6,1 |
| Sachsen-Anhalt (¹) | - | 3 000 | 11,6 | 8,2 | 3,5 | 11,6 | 8,2 | 3,5 |
| Sachsen (¹) | - | 4 900 | 182,5 | 173,3 | 9,2 | 231,0 | 221,9 | 9,2 |
| Thüringen (¹) | - | 2 700 | 112,5 | 106,9 | 5,6 | 112,5 | 106,9 | 5,6 |
| Multirégionaux | - | — | 48,9 | 48,9 | — | 48,9 | 48,9 | — |

Tableau H: Présentation des financements par région (en 1991 et de 1989 à 1991) (suite)

(prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours)

(montants en millions d'écus)

| | PIB/ hab. | Popu- lation | 1991 | | | 1989—1991 | | |
|----------------------|--------------|-----------------|----------------|----------------|--------------|----------------|----------------|----------------|
| | | | Total | Prêts | Crédits | Total | Prêts | Crédits |
| Espagne | 77 | 38 688 | 2 386,5 | 2 070,7 | 315,8 | 5 806,1 | 4 882,0 | 924,1 |
| Balears | 104 | 677 | 25,7 | 16,8 | 8,9 | 55,3 | 44,8 | 10,5 |
| Navarra | 97 | 519 | 60,0 | 56,8 | 3,2 | 131,2 | 119,4 | 11,8 |
| Païs Vasco | 94 | 2 120 | 67,6 | 50,8 | 16,8 | 168,7 | 128,6 | 40,2 |
| Madrid | 94 | 4 827 | 538,1 | 513,4 | 24,7 | 1 114,5 | 1 010,3 | 104,2 |
| Cataluña | 94 | 5 975 | 453,2 | 415,1 | 38,1 | 1 062,9 | 937,9 | 125,0 |
| La Rioja | 88 | 260 | 11,9 | 10,0 | 1,9 | 22,9 | 16,3 | 6,6 |
| Aragón | 84 | 1 214 | 31,7 | 21,4 | 10,3 | 79,5 | 50,6 | 28,9 |
| Comunidad Valenciana | 78 | 3 759 | 223,2 | 196,5 | 26,7 | 392,9 | 304,7 | 88,2 |
| Canaries | 78 | 1 461 | 65,1 | 58,8 | 6,2 | 129,7 | 104,0 | 25,8 |
| Asturias | 75 | 1 129 | 15,5 | 13,7 | 1,8 | 51,0 | 38,8 | 12,2 |
| Cantabria | 73 | 525 | 38,2 | 34,4 | 3,9 | 126,6 | 116,4 | 10,2 |
| Murcia | 73 | 1 012 | 54,4 | 38,4 | 16,0 | 108,4 | 63,4 | 44,9 |
| Castilla-León | 71 | 2 625 | 107,8 | 72,2 | 35,6 | 264,9 | 169,4 | 95,5 |
| Castilla-La Mancha | 65 | 1 705 | 129,7 | 116,3 | 13,5 | 291,5 | 235,6 | 55,8 |
| Ceuta y Melilla | 63 | 123 | 0,2 | 0,2 | — | 0,2 | 0,2 | — |
| Galicia | 59 | 2 804 | 76,7 | 44,2 | 32,6 | 239,8 | 172,1 | 67,6 |
| Andalucía | 59 | 6 830 | 292,2 | 225,1 | 67,1 | 764,9 | 597,1 | 167,8 |
| Extremadura | 49 | 1 121 | 18,1 | 9,6 | 8,5 | 56,1 | 27,2 | 28,9 |
| Multirégionaux | — | — | 177,1 | 177,1 | — | 745,2 | 745,2 | — |
| France | 109 | 57 620 | 1 816,8 | 1 011,4 | 805,4 | 4 753,9 | 2 828,2 | 1 925,7 |
| Île-de-France | 162 | 10 422 | 195,8 | 104,1 | 91,7 | 359,4 | 150,5 | 208,9 |
| Alsace | 113 | 1 624 | 31,4 | — | 31,4 | 143,8 | 18,5 | 125,3 |
| Haute-Normandie | 110 | 1 710 | 10,4 | — | 10,4 | 28,2 | — | 28,2 |
| Rhône-Alpes | 107 | 5 256 | 252,8 | 191,0 | 61,8 | 677,3 | 472,9 | 204,4 |
| Champagne-Ardenne | 103 | 1 369 | 98,9 | 86,2 | 12,8 | 169,7 | 142,2 | 27,5 |
| Centre | 100 | 2 367 | 19,4 | — | 19,4 | 60,1 | 14,1 | 46,0 |
| Franche-Comté | 100 | 1 095 | 54,5 | — | 54,5 | 73,5 | — | 73,5 |
| Aquitaine | 100 | 2 754 | 99,6 | 15,0 | 84,5 | 194,4 | 50,8 | 143,7 |
| Provence-Côte d'Azur | 99 | 4 174 | 94,9 | 65,4 | 29,5 | 413,2 | 287,5 | 125,7 |
| Bourgogne | 97 | 1 621 | 17,4 | — | 17,4 | 27,8 | 1,0 | 26,8 |
| Picardie | 95 | 1 793 | 38,7 | 23,0 | 15,7 | 88,2 | 63,8 | 24,5 |
| Basse-Normandie | 93 | 1 395 | 42,5 | — | 42,5 | 58,1 | — | 58,1 |
| Pays de la Loire | 93 | 3 090 | 35,5 | — | 35,5 | 153,6 | 15,3 | 138,3 |
| Lorraine | 91 | 2 345 | 50,0 | 7,2 | 42,8 | 120,6 | 7,2 | 113,4 |
| Midi-Pyrénées | 91 | 2 391 | 19,9 | — | 19,9 | 304,3 | 235,1 | 69,3 |
| Bretagne | 90 | 2 785 | 69,6 | — | 69,6 | 186,5 | 11,0 | 175,5 |
| Poitou-Charentes | 89 | 1 606 | 21,6 | — | 21,6 | 30,1 | — | 30,1 |
| Auvergne | 89 | 1 333 | 26,5 | — | 26,5 | 57,4 | 22,4 | 35,1 |
| Nord — Pas-de-Calais | 87 | 3 956 | 426,1 | 386,9 | 39,2 | 1 019,9 | 894,6 | 125,4 |
| Languedoc-Roussillon | 86 | 2 089 | 60,0 | — | 60,0 | 145,6 | 28,7 | 116,9 |
| Limousin | 84 | 736 | 14,1 | — | 14,1 | 18,1 | — | 18,1 |
| Corse | 79 | 248 | 0,4 | — | 0,4 | 1,4 | — | 1,4 |
| DOM | — | 1 460 | 22,1 | 18,0 | 4,2 | 27,9 | 18,0 | 9,9 |
| Multirégionaux | — | — | 114,7 | 114,7 | — | 394,9 | 394,9 | — |
| Grèce | 54 | 9 992 | 166,5 | 100,1 | 66,4 | 586,7 | 418,3 | 168,4 |
| Attiki | 57 | 3 511 | 13,3 | — | 13,3 | 68,5 | 32,5 | 36,0 |
| Kentriki Ellada | 54 | 2 292 | 56,2 | 35,4 | 20,8 | 201,7 | 159,0 | 42,7 |
| Voreia Ellada | 53 | 3 242 | 47,2 | 30,7 | 16,5 | 143,0 | 102,7 | 40,3 |
| Nisia | 50 | 946 | 15,0 | 1,5 | 13,5 | 52,6 | 19,4 | 33,2 |
| Multirégionaux | — | — | 34,8 | 32,5 | 2,3 | 120,9 | 104,7 | 16,2 |
| Irlande | 67 | 3 515 | 250,0 | 237,0 | 13,0 | 634,4 | 615,5 | 18,9 |

Tableau H: **Présentation des financements par région (en 1991 et de 1989 à 1991) (suite)**

(prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours)

(montants en millions d'euros)

| | PIB/ hab. | Popu- lation | 1991 | | | 1989—1991 | | |
|--------------------------|--------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------------|-----------------|-----------------|----------------|
| | | | Total | Prêts | Crédits | Total | Prêts | Crédits |
| Italie | 104 | 57 540 | 3 824,2 | 2 794,1 | 1 030,1 | 11 420,7 | 8 252,3 | 3 168,5 |
| Lombardia | 139 | 8 906 | 349,1 | 155,6 | 193,5 | 1 034,3 | 477,8 | 556,5 |
| Emilia-Romagna | 130 | 3 929 | 210,3 | 119,8 | 90,5 | 713,9 | 408,8 | 305,1 |
| Valle d'Aosta | 128 | 115 | — | — | — | 6,6 | 6,6 | — |
| Piemonte | 121 | 4 378 | 346,5 | 250,6 | 95,9 | 1 080,2 | 775,8 | 304,4 |
| Trentino-Alto Adige | 119 | 884 | 69,2 | 22,8 | 46,4 | 235,9 | 38,9 | 197,0 |
| Veneto | 118 | 4 384 | 231,1 | 149,5 | 81,6 | 575,1 | 295,4 | 279,7 |
| Friuli-Venezia Giulia | 118 | 1 210 | 110,5 | 96,8 | 13,7 | 369,2 | 311,4 | 57,8 |
| Liguria | 117 | 1 747 | 106,6 | 85,2 | 21,5 | 299,5 | 245,5 | 53,9 |
| Lazio | 117 | 5 155 | 220,0 | 150,5 | 69,6 | 909,4 | 724,5 | 184,9 |
| Toscana | 114 | 3 572 | 159,3 | 97,3 | 62,0 | 492,7 | 288,5 | 204,2 |
| Marche | 104 | 1 431 | 119,0 | 35,8 | 83,3 | 254,0 | 86,9 | 167,1 |
| Umbria | 99 | 820 | 48,1 | 23,3 | 24,8 | 128,2 | 41,7 | 86,6 |
| Abruzzi | 89 | 1 262 | 199,2 | 160,6 | 38,6 | 509,9 | 409,1 | 100,9 |
| Molise | 79 | 335 | 63,3 | 55,4 | 7,8 | 150,0 | 121,1 | 28,9 |
| Sardegna | 75 | 1 656 | 238,1 | 212,1 | 26,1 | 693,4 | 591,8 | 101,6 |
| Puglia | 73 | 4 057 | 241,9 | 193,9 | 48,0 | 799,2 | 673,7 | 125,5 |
| Sicilia | 69 | 5 161 | 246,3 | 205,4 | 41,0 | 817,2 | 674,3 | 142,9 |
| Campania | 67 | 5 761 | 332,7 | 268,3 | 64,4 | 930,3 | 746,6 | 183,7 |
| Basilicata | 62 | 623 | 156,3 | 143,1 | 13,2 | 377,5 | 328,4 | 49,1 |
| Calabria | 57 | 2 152 | 183,5 | 174,9 | 8,6 | 466,3 | 433,7 | 32,6 |
| Multirégionaux | — | — | 193,1 | 193,1 | — | 572,2 | 571,8 | 0,4 |
| Luxembourg | 129 | 377 | 28,6 | 28,6 | — | 40,4 | 40,4 | — |
| Pays-Bas | 102 | 14 846 | 194,3 | 125,5 | 68,9 | 706,7 | 537,1 | 169,6 |
| West-Nederland | 112 | 6 945 | 87,4 | 65,0 | 22,4 | 132,0 | 68,2 | 63,8 |
| Noord-Nederland | 102 | 1 602 | 5,9 | — | 5,9 | 20,9 | — | 20,9 |
| Zuid-Nederland | 96 | 3 281 | 51,2 | 37,9 | 13,3 | 147,1 | 112,0 | 35,2 |
| Oost-Nederland | 87 | 3 018 | 49,8 | 22,5 | 27,3 | 72,4 | 22,5 | 49,9 |
| Multirégionaux | — | — | — | — | — | 334,4 | 334,4 | — |
| Portugal | 55 | 10 319 | 962,3 | 809,2 | 153,1 | 2 505,0 | 2 055,6 | 449,4 |
| Lisboa e Vale do Tejo | 70 | 3 459 | 326,4 | 275,6 | 50,8 | 724,2 | 608,6 | 115,5 |
| Alentejo | 50 | 571 | 33,8 | 30,3 | 3,5 | 121,0 | 105,3 | 15,7 |
| Algarve | 50 | 343 | 30,2 | 25,7 | 4,5 | 44,3 | 32,5 | 11,8 |
| Norte | 47 | 3 630 | 256,1 | 203,2 | 52,9 | 607,1 | 457,0 | 150,1 |
| Centro | 45 | 1 791 | 167,3 | 131,1 | 36,2 | 537,0 | 394,1 | 142,9 |
| Açores | — | 254 | 19,4 | 16,5 | 2,9 | 115,1 | 110,9 | 4,2 |
| Madeira | — | 271 | 5,4 | 3,1 | 2,3 | 14,6 | 6,1 | 8,5 |
| Multirégionaux | — | — | 123,6 | 123,6 | — | 341,8 | 341,1 | 0,7 |
| Royaume-Uni | 107 | 57 236 | 2 164,2 | 2 090,5 | 73,7 | 5 494,6 | 5 325,8 | 168,7 |
| South East | 131 | 17 384 | 355,3 | 351,9 | 3,4 | 1 193,3 | 1 153,0 | 40,3 |
| East Anglia | 106 | 2 044 | 9,9 | 6,2 | 3,7 | 97,0 | 90,4 | 6,6 |
| South West | 103 | 4 652 | 153,4 | 153,2 | 0,3 | 363,0 | 355,6 | 7,5 |
| East Midlands | 99 | 3 999 | 57,3 | 47,9 | 9,4 | 145,6 | 125,3 | 20,3 |
| Scotland | 99 | 5 091 | 677,8 | 677,0 | 0,8 | 1 077,2 | 1 060,5 | 16,7 |
| North West | 97 | 6 380 | 197,1 | 174,2 | 22,9 | 529,2 | 502,9 | 26,3 |
| West Midlands | 97 | 5 216 | 91,8 | 83,9 | 8,0 | 309,2 | 294,5 | 14,7 |
| Yorkshire and Humberside | 93 | 4 940 | 63,9 | 60,0 | 3,9 | 389,0 | 378,9 | 10,1 |
| North | 91 | 3 073 | 206,4 | 196,8 | 9,7 | 442,7 | 431,8 | 10,9 |
| Wales | 87 | 2 873 | 83,0 | 71,3 | 11,7 | 156,7 | 141,4 | 15,4 |
| Northern Ireland | 79 | 1 583 | 127,2 | 127,2 | — | 128,6 | 128,6 | — |
| Multirégionaux | — | — | 141,3 | 141,3 | — | 663,0 | 663,0 | — |
| Autres | — | — | 300,4 | 300,4 | — | 691,0 | 691,0 | — |
| Total | — | — | 13 655,5 | 10 664,6 | 2 990,9 | 36 949,3 | 28 460,9 | 8 488,4 |

Estimations 1989 EUROSTAT du PIB par habitant exprimé en standard de pouvoir d'achat (CE = 100).

Population 1989 en milliers d'habitants.

(!) Estimations des populations concernées non reprises dans le total.

-: données non disponibles.

Tableau I: **Crédits accordés en 1991 sur des prêts globaux en cours**

Présentation synthétique

(montants en millions d'écus)

| | Total | | Ressources propres | | Ressources NIC | |
|--|---------------|----------------|--------------------|----------------|----------------|-------------|
| | Nombre | Montant | Nombre | Montant | Nombre | Montant |
| Total crédits 1991 ⁽¹⁾ | 10 271 | 2 990,9 | 9 960 | 2 919,9 | 311 | 71,0 |
| Développement régional | 6415 | 1 820,6 | 6415 | 1 820,6 | — | — |
| Infrastructures | 438 | 418,4 | 438 | 418,4 | — | — |
| PME zones assistées | 5 977 | 1 402,2 | 5 977 | 1 402,2 | — | — |
| Objectifs énergétiques | 86 | 114,1 | 86 | 114,1 | — | — |
| Technologies avancées | 141 | 54,1 | 141 | 54,1 | — | — |
| PME hors zones assistées | 3 621 | 992,9 | 3 310 | 921,9 | 311 | 71,0 |
| Environnement | 152 | 163,2 | 152 | 163,2 | — | — |
| Infrastructures communautaires | 12 | 3,0 | 12 | 3,0 | — | — |

⁽¹⁾ Certains crédits répondant à deux ou plusieurs objectifs, le total des différentes rubriques n'est pas cumulable.Tableau J: **Crédits accordés en 1991 sur des prêts globaux en cours**

Répartition par région et par objectif

(montants en millions d'écus)

| Régions | Total | | Développement régional | | Hors zones assistées | | Technologies avancées | Énergie | Environnement | Infrastructures communautaires |
|------------------------|------------|--------------|------------------------|-------------|----------------------|-------------|-----------------------|-------------|---------------|--------------------------------|
| | Nombre | Montant | Infrastructures | Industrie | Ressources propres | NIC | | | | |
| Belgique | 280 | 216,3 | — | 64,5 | 128,2 | 23,6 | — | — | — | — |
| West Vlaanderen | 56 | 69,0 | — | 12,6 | 50,9 | 5,5 | — | — | — | — |
| Oost Vlaanderen | 34 | 42,5 | — | — | 36,7 | 5,8 | — | — | — | — |
| Limburg | 26 | 30,6 | — | 30,6 | — | — | — | — | — | — |
| Antwerpen | 46 | 29,9 | — | 6,8 | 17,5 | 5,6 | — | — | — | — |
| Brabant B. | 18 | 12,2 | — | — | 10,1 | 2,1 | — | — | — | — |
| Brabant V. | 10 | 9,3 | — | 1,7 | 6,6 | 1,0 | — | — | — | — |
| Liège | 31 | 8,7 | — | 6,0 | 1,3 | 1,4 | — | — | — | — |
| Hainaut | 29 | 8,2 | — | 5,1 | 1,5 | 1,6 | — | — | — | — |
| Namur | 3 | 3,1 | — | 0,8 | 1,9 | 0,4 | — | — | — | — |
| Brabant W. | 7 | 1,8 | — | — | 1,6 | 0,1 | — | — | — | — |
| Luxembourg | 10 | 1,0 | — | 1,0 | — | — | — | — | — | — |
| Danemark | 298 | 70,8 | — | 32,0 | 37,0 | — | — | — | 1,8 | — |
| Vest for Storebælt | 222 | 59,4 | — | 30,1 | 28,5 | — | — | — | 0,8 | — |
| Hovedstadsregionen | 51 | 8,4 | — | — | 7,6 | — | — | — | 0,7 | — |
| Oest for Storebælt | 25 | 3,0 | — | 1,9 | 0,9 | — | — | — | 0,2 | — |
| Allemagne | 401 | 177,4 | 32,1 | 60,4 | 38,5 | — | 12,5 | 17,2 | 60,7 | — |
| Niedersachsen | 32 | 44,0 | 27,2 | 16,6 | 0,2 | — | — | 0,2 | 22,7 | — |
| Nordrhein-Westfalen | 39 | 32,5 | — | 7,0 | 16,7 | — | 1,0 | — | 8,9 | — |
| Baden-Württemberg | 135 | 26,0 | — | — | 6,9 | — | 11,6 | 3,4 | 7,6 | — |
| Bayern | 11 | 22,7 | — | — | 7,2 | — | — | 9,6 | 5,9 | — |
| Sachsen | 48 | 9,2 | — | 9,2 | — | — | — | — | — | — |
| Hessen | 8 | 8,3 | — | 0,6 | 7,6 | — | — | — | 0,6 | — |
| Brandenburg | 31 | 6,1 | — | 6,1 | — | — | — | — | — | — |
| Thüringen | 23 | 5,6 | — | 5,6 | — | — | — | — | 2,2 | — |
| Berlin | 6 | 5,4 | — | 5,4 | — | — | — | — | 4,9 | — |
| Schleswig-Holstein | 4 | 4,9 | 2,4 | 1,0 | — | — | — | 1,5 | 2,9 | — |
| Mecklenburg-Vorpommern | 36 | 3,7 | — | 3,7 | — | — | — | — | — | — |
| Sachsen-Anhalt | 23 | 3,5 | — | 3,5 | — | — | — | — | — | — |
| Bremen | 1 | 2,5 | 2,5 | — | — | — | — | 2,5 | 2,5 | — |
| Hamburg | 2 | 2,0 | — | 1,1 | — | — | — | — | 2,0 | — |
| Saarland | 1 | 0,6 | — | 0,6 | — | — | — | — | — | — |
| Rheinland-Pfalz | 1 | 0,6 | — | — | — | — | — | — | 0,6 | — |

Tableau J: Crédits accordés en 1991 sur des prêts globaux en cours (suite)

Répartition par région et par objectif

(montants en millions d'eus)

| Régions | Total | | Développement régional | | Hors zones assistées | | Technologies avancées | Énergie | Environnement | Infra-structures communautaires |
|---------------------------------------|--------------|--------------|------------------------|--------------|----------------------|-------------|-----------------------|-------------|---------------|---------------------------------|
| | Nombre | Montant | Infra-structures | Industrie | Ressources propres | NIC | | | | |
| Grèce | 84 | 66,4 | 19,1 | 47,3 | — | — | — | 14,6 | 0,7 | — |
| Stereia Ellada | 9 | 16,9 | — | 16,9 | — | — | — | — | — | — |
| Attiki | 14 | 13,3 | 1,4 | 11,8 | — | — | — | 1,4 | — | — |
| Kriti | 28 | 10,0 | 7,4 | 2,5 | — | — | — | 3,0 | — | — |
| Kentriki Makedonia | 9 | 6,9 | 0,3 | 6,6 | — | — | — | 0,3 | 0,7 | — |
| Thessalia | 5 | 4,1 | 1,4 | 2,7 | — | — | — | 1,4 | — | — |
| Peloponnisos | 5 | 3,7 | 1,5 | 2,2 | — | — | — | 1,5 | — | — |
| Voreia Ellada | 3 | 3,6 | 3,6 | — | — | — | — | 3,6 | — | — |
| Nisia | 7 | 3,4 | 3,4 | — | — | — | — | 3,4 | — | — |
| Multirégionaux | 1 | 2,3 | — | 2,3 | — | — | — | — | — | — |
| Anatoliki Makedonia, Thraki | 1 | 1,9 | — | 1,9 | — | — | — | — | — | — |
| Dytiki Ellada | 1 | 0,2 | — | 0,2 | — | — | — | — | — | — |
| Voreio Aigaio | 1 | 0,1 | 0,1 | — | — | — | — | — | — | — |
| Espagne | 609 | 315,8 | 58,6 | 175,5 | 70,6 | 8,9 | — | — | 3,5 | — |
| Andalucía | 101 | 67,1 | 4,8 | 61,7 | — | 0,6 | — | — | — | — |
| Cataluña | 63 | 38,1 | — | 1,5 | 36,1 | 0,5 | — | — | — | — |
| Castilla-León | 88 | 35,6 | 14,4 | 16,4 | — | 4,8 | — | — | — | — |
| Galicia | 29 | 32,6 | 27,1 | 5,5 | — | — | — | — | — | — |
| Comunidad Valenciana | 81 | 26,7 | 1,4 | 23,8 | — | 1,4 | — | — | — | — |
| Madrid | 51 | 24,7 | — | — | 22,5 | 0,1 | — | — | 2,1 | — |
| País Vasco | 21 | 16,8 | 0,8 | 14,2 | 1,1 | 0,8 | — | — | — | — |
| Murcia | 26 | 16,0 | 3,7 | 12,2 | — | 0,2 | — | — | 1,3 | — |
| Castilla-La Mancha | 50 | 13,5 | 4,3 | 8,7 | — | 0,4 | — | — | — | — |
| Aragón | 19 | 10,3 | — | 4,7 | 5,6 | — | — | — | — | — |
| Baleares | 5 | 8,9 | — | 8,7 | 0,2 | — | — | — | — | — |
| Extremadura | 16 | 8,5 | 1,2 | 7,2 | — | 0,1 | — | — | — | — |
| Canarias | 26 | 6,2 | — | 6,2 | — | — | — | — | — | — |
| Cantabria | 9 | 3,9 | 1,0 | 2,9 | — | — | — | — | — | — |
| Navarra | 11 | 3,2 | — | — | 3,2 | — | — | — | — | — |
| La Rioja | 4 | 1,9 | — | — | 1,9 | — | — | — | — | — |
| Asturias | 9 | 1,8 | — | 1,8 | — | — | — | — | — | — |
| France | 6 190 | 805,4 | 267,1 | 293,4 | 218,2 | 25,8 | — | — | 46,3 | 3,0 |
| Île-de-France | 981 | 91,7 | — | — | 86,3 | 4,9 | — | — | 0,5 | — |
| Aquitaine | 313 | 84,5 | 60,9 | 23,4 | 0,2 | — | — | — | 3,2 | 0,3 |
| Bretagne | 257 | 69,6 | 37,3 | 31,8 | — | 0,5 | — | — | 1,5 | — |
| Rhône-Alpes | 825 | 61,8 | 7,8 | 27,3 | 22,6 | 3,7 | — | — | 7,7 | 0,5 |
| Languedoc-Roussillon | 168 | 60,0 | 51,0 | 9,0 | — | — | — | — | — | 0,7 |
| Franche-Comté | 194 | 54,5 | 1,3 | 4,6 | 46,6 | 1,9 | — | — | 1,6 | — |
| Lorraine | 321 | 42,8 | 14,7 | 23,1 | — | 5,0 | — | — | 15,1 | — |
| Basse-Normandie | 166 | 42,5 | 35,8 | 3,2 | 2,9 | 0,7 | — | — | — | — |
| Nord — Pas-de-Calais | 299 | 39,2 | — | 39,2 | — | — | — | — | — | — |
| Pays de la Loire | 361 | 35,5 | 0,9 | 27,6 | 5,6 | 1,4 | — | — | 0,9 | — |
| Alsace | 311 | 31,4 | 2,6 | 11,9 | 15,9 | 1,0 | — | — | 4,9 | — |
| Provence-Côte d'Azur | 439 | 29,5 | 1,3 | 28,2 | — | — | — | — | 1,3 | — |
| Auvergne | 120 | 26,5 | 15,5 | 10,3 | 0,5 | 0,1 | — | — | — | — |
| Poitou-Charentes | 170 | 21,6 | 10,8 | 10,8 | — | — | — | — | 5,0 | 0,3 |
| Midi-Pyrénées | 212 | 19,9 | 3,0 | 14,8 | 1,3 | 0,7 | — | — | 2,2 | 0,1 |
| Centre | 237 | 19,4 | 0,5 | 1,9 | 14,7 | 2,2 | — | — | — | 0,5 |
| Bourgogne | 233 | 17,4 | 3,0 | 5,9 | 8,2 | 0,2 | — | — | 2,4 | 0,6 |
| Picardie | 174 | 15,7 | 7,0 | 2,0 | 6,5 | 0,2 | — | — | — | — |
| Limousin | 55 | 14,1 | 11,4 | 2,8 | — | — | — | — | — | — |
| Champagne-Ardenne | 200 | 12,8 | — | 7,7 | 2,4 | 2,8 | — | — | — | — |
| Haute-Normandie | 120 | 10,4 | 2,3 | 3,6 | 4,4 | 0,2 | — | — | — | — |
| Martinique | 23 | 4,1 | — | 3,8 | — | 0,3 | — | — | — | — |
| Corse | 10 | 0,4 | — | 0,4 | — | — | — | — | — | — |
| Guyane | 1 | 0,05 | — | — | 0,05 | — | — | — | — | — |

Tableau J: Crédits accordés en 1991 sur des prêts globaux en cours (suite)

| Répartition par région et par objectif | | | | | | | | | | |
|--|---------------|----------------|------------------------|----------------|----------------------|-------------|-----------------------|--------------|---------------|---------------------------------|
| (montants en millions d'écus) | | | | | | | | | | |
| Régions | Total | | Développement régional | | Hors zones assistées | | Technologies avancées | Énergie | Environnement | Infra-structures communautaires |
| | Nombre | Montant | Infra-structures | Industrie | Ressources propres | NIC | | | | |
| Irlande | 8 | 13,0 | — | 13,0 | — | — | — | — | — | — |
| Italie | 1 850 | 1 030,1 | 13,4 | 518,3 | 371,6 | 0,6 | 41,6 | 75,8 | 50,1 | — |
| Lombardia | 179 | 193,5 | — | — | 142,4 | 0,6 | 20,6 | 13,1 | 22,1 | — |
| Piemonte | 96 | 95,9 | — | — | 68,8 | — | 9,8 | 7,1 | 10,2 | — |
| Emilia-Romagna | 112 | 90,5 | — | 0,1 | 63,3 | — | 7,3 | 14,8 | 5,1 | — |
| Marche | 163 | 83,3 | — | 83,3 | — | — | 3,9 | — | — | — |
| Veneto | 92 | 81,6 | — | 9,2 | 64,6 | — | — | 10,1 | 2,3 | — |
| Lazio | 50 | 69,6 | 0,7 | 65,5 | — | — | — | 4,1 | — | — |
| Campania | 169 | 64,4 | — | 64,4 | — | — | — | — | — | — |
| Toscana | 119 | 62,0 | — | 36,0 | 24,5 | — | — | 5,4 | 3,1 | — |
| Puglia | 239 | 48,0 | 7,2 | 40,8 | — | — | — | 7,2 | — | — |
| Trentino-Alto Adige | 53 | 46,4 | 2,0 | 41,8 | — | — | — | 4,6 | — | — |
| Sicilia | 122 | 41,0 | 0,2 | 40,8 | — | — | — | 3,2 | 4,0 | — |
| Abruzzi | 95 | 38,6 | 0,8 | 37,8 | — | — | — | 0,8 | — | — |
| Sardegna | 119 | 26,1 | — | 26,1 | — | — | — | — | — | — |
| Umbria | 52 | 24,8 | — | 24,8 | — | — | — | — | — | — |
| Liguria | 55 | 21,5 | 2,5 | 12,6 | 6,3 | — | — | 2,5 | — | — |
| Friuli-Venezia Giulia | 37 | 13,7 | — | 5,8 | 1,6 | — | — | 2,9 | 3,4 | — |
| Basilicata | 47 | 13,2 | — | 13,2 | — | — | — | — | — | — |
| Calabria | 37 | 8,6 | — | 8,6 | — | — | — | — | — | — |
| Molise | 14 | 7,8 | — | 7,8 | — | — | — | — | — | — |
| Pays-Bas | 51 | 68,9 | 1,1 | 14,0 | 53,7 | — | — | — | — | — |
| Gelderland | 12 | 19,8 | — | 5,7 | 14,1 | — | — | — | — | — |
| Noord-Holland | 9 | 15,4 | — | — | 15,4 | — | — | — | — | — |
| Noord-Brabant | 6 | 10,2 | — | 0,3 | 9,9 | — | — | — | — | — |
| Overijssel | 6 | 6,8 | — | 1,4 | 5,4 | — | — | — | — | — |
| Zuid Holland | 8 | 6,5 | — | — | 6,5 | — | — | — | — | — |
| Groningen | 3 | 3,5 | — | 3,5 | — | — | — | — | — | — |
| Limburg | 3 | 3,2 | — | 1,9 | 1,3 | — | — | — | — | — |
| Friesland | 2 | 2,4 | 1,1 | 1,3 | — | — | — | — | — | — |
| Flevoland | 1 | 0,7 | — | — | 0,7 | — | — | — | — | — |
| Utrecht | 1 | 0,5 | — | — | 0,5 | — | — | — | — | — |
| Portugal | 399 | 153,1 | 26,9 | 126,2 | — | — | — | 6,5 | 0,1 | — |
| Norte | 155 | 52,9 | 11,8 | 41,1 | — | — | — | 5,6 | — | — |
| Lisboa e Vale do Tejo | 92 | 50,8 | 2,8 | 48,0 | — | — | — | — | — | — |
| Centre | 102 | 36,2 | 5,9 | 30,3 | — | — | — | 0,8 | 0,1 | — |
| Algarve | 11 | 4,5 | 2,7 | 1,8 | — | — | — | — | — | — |
| Alentejo | 25 | 3,5 | 0,9 | 2,6 | — | — | — | — | — | — |
| Açores | 12 | 2,9 | 2,7 | 0,2 | — | — | — | — | — | — |
| Madeira | 2 | 2,3 | — | 2,3 | — | — | — | — | — | — |
| Royaume-Uni | 101 | 73,7 | — | 57,6 | 4,1 | 12,0 | — | — | — | — |
| North West | 22 | 22,9 | — | 20,6 | 2,3 | — | — | — | — | — |
| Wales | 12 | 11,7 | — | 11,7 | — | — | — | — | — | — |
| North | 9 | 9,7 | — | 9,7 | — | — | — | — | — | — |
| East Midlands | 14 | 9,4 | — | 6,0 | — | 3,4 | — | — | — | — |
| West Midlands | 13 | 8,0 | — | 5,8 | — | 2,1 | — | — | — | — |
| Yorkshire and Humberside | 9 | 3,9 | — | 2,7 | — | 1,2 | — | — | — | — |
| East Anglia | 9 | 3,7 | — | — | 1,8 | 2,0 | — | — | — | — |
| South East | 10 | 3,4 | — | — | — | 3,4 | — | — | — | — |
| Scotland | 2 | 0,8 | — | 0,8 | — | — | — | — | — | — |
| South West | 1 | 0,3 | — | 0,3 | — | — | — | — | — | — |
| Total général | 10 271 | 2 990,9 | 418,4 | 1 402,2 | 921,9 | 71,0 | 54,1 | 114,1 | 163,2 | 3,0 |

Tableau K: **Crédits accordés de 1987 à 1991 sur des prêts globaux en cours**

Présentation synthétique

(montants en millions d'écus)

| | Total | | Ressources propres | | Ressources NIC | |
|---|---------------|-----------------|--------------------|-----------------|----------------|--------------|
| | Nombre | Montant | Nombre | Montant | Nombre | Montant |
| Total crédits 1987—1991 ⁽¹⁾ | 34 967 | 11 639,0 | 32 333 | 10 709,3 | 2 634 | 929,8 |
| Développement régional | 21 755 | 7 034,5 | 21 755 | 7 034,5 | — | — |
| Infrastructures | 1 327 | 1 479,7 | 1 327 | 1 479,7 | — | — |
| PME zones assistées | 20 428 | 5 554,8 | 20 428 | 5 554,8 | — | — |
| Objectifs énergétiques | 457 | 660,8 | 448 | 653,5 | 9 | 7,3 |
| Technologies avancées | 557 | 459,1 | 557 | 459,1 | — | — |
| PME hors zones assistées | 11 963 | 3 262,5 | 9 338 | 2 340,0 | 2 625 | 922,5 |
| Environnement | 863 | 970,1 | 863 | 970,1 | — | — |
| Infrastructures communautaires | 31 | 25,6 | 31 | 25,6 | — | — |

(¹) Certains crédits répondant à deux ou plusieurs objectifs, le total des différentes rubriques n'est pas cumulable.

Tableau L: **Crédits accordés de 1987 à 1991 sur des prêts globaux en cours**

Répartition par région et par objectif

(montants en millions d'écus)

| Régions | Total | | Développement régional | | Hors zones assistées | | Technologies avancées | Énergie | Environnement | Infrastructures communautaires |
|------------------------|--------------|----------------|------------------------|--------------|----------------------|-------------|-----------------------|-------------|---------------|--------------------------------|
| | Nombre | Montant | Infrastructures | Industrie | Ressources propres | NIC | | | | |
| Belgique | 422 | 351,1 | — | 135,8 | 191,6 | 23,6 | — | — | — | — |
| West Vlaanderen | 107 | 119,9 | — | 17,8 | 96,6 | 5,5 | — | — | — | — |
| Limburg | 40 | 52,1 | — | 52,1 | — | — | — | — | — | — |
| Oost Vlaanderen | 45 | 49,7 | — | 0,2 | 43,7 | 5,8 | — | — | — | — |
| Antwerpen | 66 | 46,0 | — | 16,3 | 24,1 | 5,6 | — | — | — | — |
| Hainaut | 42 | 29,8 | — | 26,6 | 1,6 | 1,6 | — | — | — | — |
| Liège | 41 | 16,8 | — | 13,8 | 1,6 | 1,4 | — | — | — | — |
| Brabant B. | 28 | 14,8 | — | — | 12,7 | 2,1 | — | — | — | — |
| Brabant V. | 15 | 10,2 | — | 1,7 | 7,3 | 1,2 | — | — | — | — |
| Namur | 16 | 8,7 | — | 6,3 | 1,9 | 0,4 | — | — | — | — |
| Brabant W. | 12 | 2,2 | — | — | 2,1 | 0,1 | — | — | — | — |
| Luxembourg | 10 | 1,0 | — | 1,0 | — | — | — | — | — | — |
| Danemark | 649 | 237,3 | 26,5 | 70,2 | 71,1 | 62,6 | — | — | 26,4 | — |
| Vest for Storebælt | 482 | 187,8 | 23,5 | 66,1 | 51,3 | 46,0 | — | — | 20,3 | — |
| Hovedstadsregionen | 119 | 38,2 | 1,5 | — | 18,9 | 14,4 | — | — | 3,4 | — |
| Oest for Storebælt | 48 | 11,3 | 1,6 | 4,1 | 0,9 | 2,1 | — | — | 2,7 | — |
| Allemagne | 1 540 | 1 206,9 | 398,2 | 278,2 | 192,5 | — | 59,6 | 72,7 | 636,9 | — |
| Nordrhein-Westfalen | 407 | 548,1 | 249,4 | 92,5 | 73,3 | — | 5,8 | 21,7 | 317,4 | — |
| Niedersachsen | 141 | 167,9 | 85,5 | 68,2 | 4,6 | — | — | 2,9 | 91,3 | — |
| Baden-Württemberg | 529 | 153,3 | 0,1 | 1,3 | 49,7 | — | 53,8 | 11,9 | 49,8 | — |
| Bayern | 98 | 86,5 | — | 8,4 | 25,8 | — | — | 9,6 | 46,6 | — |
| Hessen | 65 | 49,2 | — | 3,9 | 29,9 | — | — | — | 16,7 | — |
| Rheinland-Pfalz | 46 | 44,5 | 3,4 | 17,4 | 7,3 | — | — | 0,6 | 19,4 | — |
| Saarland | 18 | 39,4 | 26,2 | 13,2 | — | — | — | — | 38,8 | — |
| Schleswig-Holstein | 29 | 32,2 | 18,5 | 4,2 | 1,2 | — | — | 11,5 | 20,7 | — |
| Bremen | 15 | 29,1 | 14,4 | 14,7 | — | — | — | 14,4 | 17,4 | — |
| Hamburg | 24 | 22,4 | 0,8 | 20,0 | 0,6 | — | — | — | 11,7 | — |
| Sachsen | 48 | 9,2 | — | 9,2 | — | — | — | — | — | — |
| Berlin | 7 | 6,4 | — | 6,4 | — | — | — | — | 4,9 | — |
| Brandenburg | 31 | 6,1 | — | 6,1 | — | — | — | — | — | — |
| Thüringen | 23 | 5,6 | — | 5,6 | — | — | — | — | 2,2 | — |
| Mecklenburg-Vorpommern | 36 | 3,7 | — | 3,7 | — | — | — | — | — | — |
| Sachsen-Anhalt | 23 | 3,5 | — | 3,5 | — | — | — | — | — | — |

Tableau L: Crédits accordés de 1987 à 1991 sur des prêts globaux en cours (suite)

Répartition par région et par objectif

(montants en millions d'euros)

| Régions | Total | | Développement régional | | Hors zones assistées | | Technologies avancées | Énergie | Environnement | Infra-structures communautaires |
|-----------------------------|---------------|----------------|------------------------|--------------|----------------------|--------------|-----------------------|-------------|---------------|---------------------------------|
| | Nombre | Montant | Infra-structures | Industrie | Ressources propres | NIC | | | | |
| Grèce | 467 | 270,0 | 87,0 | 178,8 | — | 4,2 | — | 14,6 | 0,7 | — |
| Multirégionaux | 7 | 49,0 | 7,8 | 41,2 | — | — | — | — | — | — |
| Attiki | 86 | 42,9 | 9,4 | 30,8 | — | 2,6 | — | 1,4 | — | — |
| Stereia Ellada | 38 | 33,7 | 4,2 | 28,6 | — | 0,8 | — | — | — | — |
| Kriti | 103 | 31,8 | 13,9 | 17,8 | — | 0,1 | — | 3,0 | — | — |
| Anatoliki Makedonia, Thraki | 23 | 24,0 | 13,3 | 10,7 | — | — | — | — | — | — |
| Kentriki Makedonia | 70 | 23,0 | 3,6 | 19,2 | — | 0,1 | — | 0,3 | 0,7 | — |
| Thessalia | 23 | 13,5 | 6,7 | 6,8 | — | — | — | 1,4 | — | — |
| Kentriki Ellada | 2 | 10,2 | 5,5 | 4,7 | — | — | — | — | — | — |
| Nisia | 8 | 10,1 | 10,1 | — | — | — | — | 3,4 | — | — |
| Peloponnisos | 33 | 9,8 | 2,6 | 6,9 | — | 0,3 | — | 1,5 | — | — |
| Voreia Ellada | 6 | 7,8 | 7,8 | — | — | — | — | 3,6 | — | — |
| Notio Aigaio | 16 | 4,5 | 0,9 | 3,4 | — | 0,1 | — | — | — | — |
| Dytiki Ellada | 13 | 3,6 | 0,03 | 3,6 | — | 0,03 | — | — | — | — |
| Ionia Nisia | 14 | 2,9 | 0,4 | 2,4 | — | 0,04 | — | — | — | — |
| Ipeiros | 12 | 2,2 | 0,2 | 2,0 | — | — | — | — | — | — |
| Dytiki Makedonia | 6 | 0,7 | 0,1 | 0,6 | — | — | — | — | — | — |
| Voreio Aigaio | 7 | 0,5 | 0,3 | 0,1 | — | 0,1 | — | — | — | — |
| Espagne | 3 023 | 1 298,0 | 196,5 | 668,8 | 265,8 | 164,8 | — | — | 3,5 | — |
| Andalucía | 539 | 234,8 | 32,7 | 195,5 | 1,7 | 4,9 | — | — | — | — |
| Cataluña | 397 | 176,7 | — | 38,2 | 95,7 | 42,8 | — | — | — | — |
| Madrid | 288 | 146,7 | 1,9 | 9,4 | 92,2 | 41,1 | — | — | 2,1 | — |
| Comunidad Valenciana | 311 | 129,1 | 8,3 | 74,8 | 18,9 | 27,0 | — | — | — | — |
| Castilla-León | 324 | 114,1 | 34,3 | 66,4 | 5,9 | 7,4 | — | — | — | — |
| Galicia | 124 | 90,4 | 61,2 | 26,7 | 0,1 | 2,5 | — | — | — | — |
| Castilla-La Mancha | 212 | 72,3 | 21,9 | 39,2 | 3,1 | 8,1 | — | — | — | — |
| Canarias | 129 | 63,5 | 0,5 | 61,2 | — | 1,8 | — | — | — | — |
| Murcia | 143 | 62,0 | 13,5 | 44,7 | 1,5 | 2,2 | — | — | 1,3 | — |
| Pais Vasco | 109 | 53,8 | 0,9 | 40,2 | 4,9 | 7,9 | — | — | — | — |
| Aragón | 107 | 41,2 | 0,9 | 14,6 | 19,6 | 6,1 | — | — | — | — |
| Extremadura | 126 | 36,0 | 13,8 | 21,8 | — | 0,4 | — | — | — | — |
| Navarra | 60 | 21,9 | — | 0,9 | 14,1 | 6,9 | — | — | — | — |
| Asturias | 60 | 20,4 | 5,6 | 14,4 | 0,2 | 0,1 | — | — | — | — |
| Cantabria | 37 | 13,4 | 1,0 | 11,2 | 0,1 | 1,1 | — | — | — | — |
| La Rioja | 43 | 11,3 | — | 1,0 | 6,2 | 4,1 | — | — | — | — |
| Baleares | 14 | 10,6 | — | 8,7 | 1,5 | 0,4 | — | — | — | — |
| France | 16 412 | 2 379,5 | 675,2 | 962,6 | 545,5 | 179,9 | 2,5 | 13,1 | 66,0 | 9,5 |
| Île-de-France | 2 857 | 260,3 | — | — | 223,6 | 33,7 | 0,9 | — | 1,2 | — |
| Rhône-Alpes | 2 273 | 235,7 | 65,7 | 54,7 | 84,9 | 30,0 | 0,3 | — | 7,7 | 0,6 |
| Bretagne | 938 | 234,0 | 50,3 | 164,5 | 0,1 | 9,2 | — | 9,8 | 1,5 | — |
| Nord — Pas-de-Calais | 719 | 195,2 | 111,2 | 81,0 | — | 3,0 | — | — | — | 3,3 |
| Aquitaine | 715 | 174,1 | 102,1 | 65,4 | 0,3 | 4,3 | 0,3 | 2,0 | 6,0 | 0,6 |
| Pays de la Loire | 948 | 161,0 | 42,7 | 97,0 | 12,5 | 8,8 | 0,2 | — | 0,9 | 0,4 |
| Provence-Côte d'Azur | 1 005 | 155,6 | 59,4 | 88,8 | 0,1 | 6,7 | 0,6 | — | 1,3 | — |
| Alsace | 1 085 | 150,6 | 9,8 | 69,6 | 66,4 | 4,7 | 0,1 | — | 13,5 | — |
| Languedoc-Roussillon | 420 | 131,3 | 83,4 | 44,0 | — | 4,0 | — | — | — | 0,7 |
| Lorraine | 906 | 128,0 | 22,1 | 93,7 | 0,5 | 11,7 | — | — | 21,0 | 1,3 |
| Midi-Pyrénées | 509 | 80,4 | 36,8 | 40,1 | 1,6 | 1,9 | — | — | 2,2 | 0,1 |
| Franche-Comté | 385 | 77,2 | 2,6 | 9,0 | 59,0 | 6,5 | — | — | 3,3 | — |
| Basse-Normandie | 466 | 70,1 | 35,8 | 20,2 | 8,4 | 5,6 | — | — | — | — |
| Centre | 626 | 57,5 | 0,5 | 3,3 | 32,1 | 21,4 | — | 0,3 | — | 0,5 |
| Haute-Normandie | 467 | 44,6 | 2,5 | 16,8 | 17,5 | 7,9 | — | — | — | — |
| Auvergne | 282 | 42,6 | 16,4 | 18,7 | 2,7 | 4,8 | — | — | — | — |
| Poitou-Charentes | 299 | 41,4 | 11,9 | 27,6 | — | 2,0 | 0,1 | — | 5,0 | 0,8 |
| Bourgogne | 449 | 36,8 | 3,0 | 14,9 | 15,0 | 3,9 | 0,1 | — | 2,4 | 0,6 |
| Picardie | 405 | 36,0 | 7,0 | 11,2 | 15,6 | 2,2 | — | — | — | — |
| Champagne-Ardenne | 422 | 34,4 | 0,5 | 22,5 | 5,3 | 6,0 | 0,1 | 1,0 | — | 0,5 |
| Limousin | 147 | 21,2 | 11,5 | 9,0 | — | 0,8 | — | — | — | — |
| Réunion | 37 | 5,6 | — | 5,6 | — | — | — | — | — | — |
| Martinique | 26 | 4,3 | — | 4,0 | — | 0,3 | — | — | — | — |
| Corse | 24 | 1,5 | — | 1,0 | — | 0,5 | — | — | — | — |
| Guyane | 1 | 0,05 | — | — | 0,05 | — | — | — | — | — |
| Guadeloupe | 1 | 0,04 | — | 0,04 | — | — | — | — | — | — |

Tableau L: **Crédits accordés de 1987 à 1991 sur des prêts globaux en cours** (suite)

Répartition par régions et par objectif

(montants en millions d'euros)

| Régions | Total | | Développement régional | | Hors zones assistées | | Technologies avancées | Énergie | Environnement | Infra-structures communautaires |
|----------------------------|---------------|-----------------|------------------------|----------------|----------------------|--------------|-----------------------|--------------|---------------|---------------------------------|
| | Nombre | Montant | Infra-structures | Industrie | Ressources propres | NIC | | | | |
| Irlande | 149 | 28,2 | — | 28,2 | — | — | — | — | — | — |
| Italie | 9 835 | 4 948,2 | 67,7 | 2 568,3 | 950,4 | 384,4 | 396,9 | 548,2 | 234,5 | 16,1 |
| Lombardia | 770 | 754,2 | — | 2,6 | 303,0 | 102,0 | 166,1 | 115,2 | 104,0 | — |
| Veneto | 634 | 474,1 | 8,8 | 66,9 | 177,2 | 109,2 | 44,6 | 47,1 | 16,4 | 16,1 |
| Emilia-Romagna | 545 | 446,2 | — | 8,5 | 198,8 | 79,4 | 40,9 | 85,7 | 34,6 | — |
| Piemonte | 387 | 399,7 | — | 0,4 | 161,5 | 44,2 | 90,5 | 80,4 | 33,7 | — |
| Campania | 1 123 | 387,6 | 0,1 | 387,5 | — | — | — | 7,6 | 2,7 | — |
| Trentino-Alto Adige | 600 | 378,5 | 4,5 | 352,2 | — | 0,3 | — | 26,7 | — | — |
| Toscana | 646 | 330,1 | — | 155,7 | 84,3 | 40,5 | 23,9 | 44,9 | 23,8 | — |
| Lazio | 327 | 270,8 | 3,5 | 227,9 | 4,0 | 0,8 | 14,1 | 16,0 | 7,5 | — |
| Marche | 599 | 249,2 | 4,9 | 239,2 | 0,3 | — | 5,0 | 9,6 | 0,1 | — |
| Sicilia | 952 | 228,2 | 8,6 | 219,6 | — | — | — | 21,5 | 6,7 | — |
| Sardegna | 717 | 196,0 | 0,6 | 195,5 | — | — | — | 1,5 | 0,6 | — |
| Puglia | 1 011 | 194,9 | 15,9 | 178,9 | — | — | — | 15,9 | — | — |
| Abruzzi | 413 | 157,0 | 7,4 | 149,5 | — | — | — | 6,9 | — | — |
| Umbria | 224 | 136,8 | 1,3 | 125,5 | — | — | 11,8 | 14,5 | — | — |
| Friuli-Venezia Giulia | 162 | 88,7 | 0,6 | 68,8 | 1,6 | — | — | 14,9 | 3,4 | — |
| Liguria | 172 | 85,4 | 4,5 | 43,1 | 19,7 | 6,0 | — | 16,5 | — | — |
| Basilicata | 235 | 71,2 | 0,3 | 71,0 | — | — | — | 1,6 | 0,7 | — |
| Calabria | 232 | 47,8 | 6,7 | 41,1 | — | — | — | 6,7 | — | — |
| Molise | 75 | 33,6 | — | 33,6 | — | — | — | — | — | — |
| Multirégionaux Nord | 6 | 16,5 | — | — | — | 1,9 | — | 14,1 | 0,5 | — |
| Valle d'Aosta | 1 | 1,0 | — | — | — | — | — | 1,0 | — | — |
| Multirégionaux Mezzogiorno | 4 | 0,7 | — | 0,7 | — | — | — | — | — | — |
| Pays-Bas | 142 | 186,1 | 1,1 | 67,8 | 117,3 | — | — | — | — | — |
| Gelderland | 26 | 40,9 | — | 17,2 | 23,7 | — | — | — | — | — |
| Noord-Holland | 25 | 38,6 | — | 11,2 | 27,4 | — | — | — | — | — |
| Noord-Brabant | 21 | 32,2 | — | 1,8 | 30,4 | — | — | — | — | — |
| Zuid-Holland | 25 | 23,7 | — | 4,8 | 18,9 | — | — | — | — | — |
| Limburg | 9 | 13,8 | — | 12,0 | 1,8 | — | — | — | — | — |
| Overijssel | 12 | 10,8 | — | 4,7 | 6,1 | — | — | — | — | — |
| Groningen | 8 | 10,1 | — | 10,1 | — | — | — | — | — | — |
| Friesland | 6 | 7,0 | 1,1 | 6,0 | — | — | — | — | — | — |
| Drenthe | 4 | 3,7 | — | — | 3,7 | — | — | — | — | — |
| Utrecht | 4 | 2,4 | — | — | 2,4 | — | — | — | — | — |
| Zeeland | 1 | 2,1 | — | — | 2,1 | — | — | — | — | — |
| Flevoland | 1 | 0,7 | — | — | 0,7 | — | — | — | — | — |
| Portugal | 2 058 | 563,0 | 27,5 | 499,2 | — | 35,1 | — | 12,2 | 2,2 | — |
| Centre | 696 | 189,3 | 5,9 | 163,9 | — | 18,3 | — | 4,3 | 0,2 | — |
| Norte | 666 | 185,8 | 11,8 | 167,2 | — | 6,9 | — | 7,9 | 1,9 | — |
| Lisboa e Vale do Tejo | 511 | 138,4 | 2,8 | 129,1 | — | 6,4 | — | 0,05 | — | — |
| Alentejo | 98 | 17,1 | 0,9 | 15,8 | — | 0,4 | — | — | — | — |
| Algarve | 44 | 14,1 | 2,7 | 9,1 | — | 2,4 | — | — | — | — |
| Madeira | 11 | 9,7 | — | 8,9 | — | 0,8 | — | — | — | — |
| Multirégionaux | 13 | 4,4 | — | 4,4 | — | — | — | — | — | — |
| Açores | 19 | 4,2 | 3,3 | 0,9 | — | — | — | — | — | — |
| Royaume-Uni | 270 | 170,7 | — | 96,9 | 5,8 | 67,9 | — | — | — | — |
| South East | 75 | 40,3 | — | — | — | 40,3 | — | — | — | — |
| North West | 35 | 26,3 | — | 22,6 | 2,3 | 1,4 | — | — | — | — |
| East Midlands | 32 | 20,3 | — | 10,6 | 3,5 | 9,7 | — | — | — | — |
| Wales | 23 | 17,3 | — | 17,3 | — | — | — | — | — | — |
| Scotland | 12 | 16,7 | — | 16,7 | — | — | — | — | — | — |
| West Midlands | 29 | 14,7 | — | 9,2 | — | 5,5 | — | — | — | — |
| North | 14 | 10,9 | — | 10,5 | — | 0,5 | — | — | — | — |
| Yorkshire and Humberside | 18 | 10,1 | — | 8,4 | — | 1,7 | — | — | — | — |
| South West | 17 | 7,5 | — | 1,7 | — | 5,8 | — | — | — | — |
| East Anglia | 15 | 6,6 | — | — | — | 3,1 | — | — | — | — |
| Total général | 34 967 | 11 639,0 | 1 479,7 | 5 554,8 | 2 340,0 | 922,5 | 459,1 | 660,8 | 970,1 | 25,6 |

Tableau M: Financements dans les États ACP et les PTOM de 1976 à 1991
(Conventions de Lomé)

Répartition selon la localisation

(millions d'écus)

| | Total | | | Ressources propres | | | Ressources budgétaires | | |
|-----------------------------|----------------|----------------------|--------------|--------------------|----------------------|--------------|------------------------|----------------------|-------------|
| | Total | Lomé I + II + III | Lomé IV | Total | Lomé I + II + III | Lomé IV | Total | Lomé I + II + III | Lomé IV |
| AFRIQUE | 2 485,9 | 2 267,8 | 218,1 | 1 572,1 | 1 413,6 | 158,5 | 913,8 | 854,2 | 59,6 |
| <i>Occidentale</i> | <i>1 098,6</i> | <i>968,3</i> | <i>130,3</i> | <i>784,7</i> | <i>679,7</i> | <i>105,0</i> | <i>313,9</i> | <i>288,6</i> | <i>25,3</i> |
| Nigéria | 361,0 | 306,0 | 55,0 | 358,0 | 303,0 | 55,0 | 3,0 | 3,0 | — |
| Côte-d'Ivoire | 191,6 | 191,6 | — | 185,7 | 185,7 | — | 5,9 | 5,9 | — |
| Ghana | 98,1 | 78,1 | 20,0 | 57,0 | 37,0 | 20,0 | 41,1 | 41,1 | — |
| Sénégal | 69,0 | 69,0 | — | 33,0 | 33,0 | — | 36,0 | 36,0 | — |
| Régional | 31,3 | 31,3 | — | 15,0 | 15,0 | — | 16,3 | 16,3 | — |
| Mauritanie | 78,5 | 53,5 | 25,0 | 40,0 | 25,0 | 15,0 | 38,5 | 28,5 | 10,0 |
| Togo | 37,8 | 37,8 | — | 20,7 | 20,7 | — | 17,1 | 17,1 | — |
| Guinée | 57,7 | 34,7 | 23,0 | 26,9 | 11,9 | 15,0 | 30,8 | 22,8 | 8,0 |
| Burkina Faso | 38,3 | 35,3 | 3,0 | 8,0 | 8,0 | — | 30,3 | 27,3 | 3,0 |
| Bénin | 31,9 | 31,9 | — | 13,5 | 13,5 | — | 18,4 | 18,4 | — |
| Niger | 31,2 | 31,2 | — | 16,0 | 16,0 | — | 15,2 | 15,2 | — |
| Mali | 30,3 | 30,3 | — | — | — | — | 30,3 | 30,3 | — |
| Libéria | 14,0 | 14,0 | — | 10,9 | 10,9 | — | 3,1 | 3,1 | — |
| Cap-Vert | 8,4 | 8,4 | — | — | — | — | 8,4 | 8,4 | — |
| Gambie | 12,4 | 8,1 | 4,3 | — | — | — | 12,4 | 8,1 | 4,3 |
| Guinée-Bissau | 7,3 | 7,3 | — | — | — | — | 7,3 | 7,3 | — |
| <i>Centrale-équatoriale</i> | <i>411,9</i> | <i>403,4</i> | <i>8,5</i> | <i>247,5</i> | <i>246,0</i> | <i>1,5</i> | <i>164,4</i> | <i>157,4</i> | <i>7,0</i> |
| Cameroun | 135,8 | 134,3 | 1,5 | 129,8 | 128,3 | 1,5 | 6,0 | 6,0 | — |
| Zaïre | 95,7 | 88,7 | 7,0 | 50,0 | 50,0 | — | 45,7 | 38,7 | 7,0 |
| Congo | 57,9 | 57,9 | — | 28,1 | 28,1 | — | 29,8 | 29,8 | — |
| Gabon | 34,5 | 34,5 | — | 32,0 | 32,0 | — | 2,5 | 2,5 | — |
| Burundi | 20,6 | 20,6 | — | — | — | — | 20,6 | 20,6 | — |
| Tchad | 17,7 | 17,7 | — | — | — | — | 17,7 | 17,7 | — |
| Rwanda | 17,7 | 17,7 | — | — | — | — | 17,7 | 17,7 | — |
| Centrafrique | 15,1 | 15,1 | — | — | — | — | 15,1 | 15,1 | — |
| Régional | 8,8 | 8,8 | — | 7,6 | 7,6 | — | 1,2 | 1,2 | — |
| Guinée Equatoriale | 6,0 | 6,0 | — | — | — | — | 6,0 | 6,0 | — |
| São Tomé e Príncipe | 2,1 | 2,1 | — | — | — | — | 2,1 | 2,1 | — |
| <i>Orientale</i> | <i>403,7</i> | <i>375,7</i> | <i>28,0</i> | <i>199,4</i> | <i>179,4</i> | <i>20,0</i> | <i>204,3</i> | <i>196,3</i> | <i>8,0</i> |
| Kenya | 197,9 | 177,9 | 20,0 | 186,9 | 166,9 | 20,0 | 11,0 | 11,0 | — |
| Tanzanie | 53,3 | 45,3 | 8,0 | 5,0 | 5,0 | — | 48,3 | 40,3 | 8,0 |
| Ethiopie | 44,0 | 44,0 | — | — | — | — | 44,0 | 44,0 | — |
| Soudan | 38,5 | 38,5 | — | — | — | — | 38,5 | 38,5 | — |
| Ouganda | 25,4 | 25,4 | — | — | — | — | 25,4 | 25,4 | — |
| Somalie | 25,2 | 25,2 | — | — | — | — | 25,2 | 25,2 | — |
| Seychelles | 7,6 | 7,6 | — | 1,5 | 1,5 | — | 6,1 | 6,1 | — |
| Régional | 6,5 | 6,5 | — | 6,0 | 6,0 | — | 0,5 | 0,5 | — |
| Djibouti | 5,4 | 5,4 | — | — | — | — | 5,4 | 5,4 | — |
| <i>Australe</i> | <i>520,6</i> | <i>483,3</i> | <i>37,3</i> | <i>326,5</i> | <i>308,5</i> | <i>18,0</i> | <i>194,1</i> | <i>174,8</i> | <i>19,3</i> |
| Zimbabwe | 128,4 | 110,4 | 18,0 | 123,0 | 105,0 | 18,0 | 5,4 | 5,4 | — |
| Zambie | 71,7 | 71,7 | — | 42,0 | 42,0 | — | 29,7 | 29,7 | — |
| Botswana | 65,8 | 65,8 | — | 59,5 | 59,5 | — | 6,3 | 6,3 | — |
| Malawi | 77,8 | 63,0 | 14,8 | 32,5 | 32,5 | — | 45,3 | 30,5 | 14,8 |
| Madagascar | 54,6 | 54,6 | — | — | — | — | 54,6 | 54,6 | — |
| Maurice | 53,3 | 50,8 | 2,5 | 44,5 | 44,5 | — | 8,8 | 6,3 | 2,5 |
| Swaziland | 33,2 | 33,2 | — | 25,0 | 25,0 | — | 8,2 | 8,2 | — |
| Mozambique | 15,0 | 15,0 | — | — | — | — | 15,0 | 15,0 | — |
| Lesotho | 12,6 | 12,6 | — | — | — | — | 12,6 | 12,6 | — |
| Angola | 4,0 | 4,0 | — | — | — | — | 4,0 | 4,0 | — |
| Comores | 4,2 | 2,2 | 2,0 | — | — | — | 4,2 | 2,2 | 2,0 |
| <i>Projet multirégional</i> | <i>51,0</i> | <i>37,0</i> | <i>14,0</i> | <i>14,0</i> | — | <i>14,0</i> | <i>37,0</i> | <i>37,0</i> | — |
| CARAÏBES | 258,7 | 207,2 | 51,5 | 200,7 | 150,7 | 50,0 | 58,0 | 56,5 | 1,5 |
| Trinité et Tobago | 94,9 | 56,9 | 38,0 | 92,0 | 54,0 | 38,0 | 2,9 | 2,9 | — |
| Jamaïque | 57,3 | 45,3 | 12,0 | 50,3 | 38,3 | 12,0 | 7,0 | 7,0 | — |
| Barbade | 25,4 | 25,4 | — | 24,3 | 24,3 | — | 1,1 | 1,1 | — |
| Bahamas | 17,6 | 17,6 | — | 17,6 | 17,6 | — | — | — | — |
| Guyane | 11,2 | 11,2 | — | — | — | — | 11,2 | 11,2 | — |
| Sainte-Lucie | 9,6 | 9,6 | — | 6,0 | 6,0 | — | 3,6 | 3,6 | — |
| St-Vincent-Grenadines | 9,0 | 9,0 | — | 3,0 | 3,0 | — | 6,0 | 6,0 | — |
| Surinam | 7,3 | 7,3 | — | — | — | — | 7,3 | 7,3 | — |
| Bélize | 6,1 | 6,1 | — | 4,5 | 4,5 | — | 1,6 | 1,6 | — |
| Grenade | 6,6 | 5,1 | 1,5 | — | — | — | 6,6 | 5,1 | 1,5 |
| Régional | 5,0 | 5,0 | — | 3,0 | 3,0 | — | 2,0 | 2,0 | — |
| Dominique | 4,8 | 4,8 | — | — | — | — | 4,8 | 4,8 | — |
| Antigua | 1,5 | 1,5 | — | — | — | — | 1,5 | 1,5 | — |
| St-Christophe-Nieves | 2,5 | 2,5 | — | — | — | — | 2,5 | 2,5 | — |

Tableau M: **Financements dans les États ACP et les PTOM de 1976 à 1991** (suite)

(Conventions de Lomé)

Répartition selon la localisation

(millions d'écus)

| | Total | | | Ressources propres | | | Ressources budgétaires | | |
|---------------------------|----------------|----------------------|--------------|--------------------|----------------------|--------------|------------------------|----------------------|-------------|
| | Total | Lomé I + II + III | Lomé IV | Total | Lomé I + II + III | Lomé IV | Total | Lomé I + II + III | Lomé IV |
| PACIFIQUE | 217,1 | 210,1 | 7,0 | 169,4 | 164,4 | 5,0 | 47,7 | 45,7 | 2,0 |
| Papouasie-Nouvelle Guinée | 109,1 | 107,1 | 2,0 | 87,9 | 87,9 | — | 21,2 | 19,2 | 2,0 |
| Fidji | 88,9 | 83,9 | 5,0 | 79,5 | 74,5 | 5,0 | 9,4 | 9,4 | — |
| Samoa Occidentales | 7,5 | 7,5 | — | — | — | — | 7,5 | 7,5 | — |
| Tonga | 6,1 | 6,1 | — | 2,0 | 2,0 | — | 4,1 | 4,1 | — |
| Vanuatu | 3,0 | 3,0 | — | — | — | — | 3,0 | 3,0 | — |
| Salomon | 2,2 | 2,2 | — | — | — | — | 2,2 | 2,2 | — |
| Kiribati | 0,2 | 0,2 | — | — | — | — | 0,2 | 0,2 | — |
| Tuvalu | 0,1 | 0,1 | — | — | — | — | 0,1 | 0,1 | — |
| Total États ACP | 2 961,7 | 2 685,1 | 276,6 | 1 942,1 | 1 728,6 | 213,5 | 1 019,5 | 956,4 | 63,1 |
| PTOM | 68,6 | 64,1 | 4,5 | 46,0 | 42,0 | 4,0 | 22,6 | 22,1 | 0,5 |
| Polynésie française | 16,4 | 16,4 | — | 11,0 | 11,0 | — | 5,4 | 5,4 | — |
| Antilles néerlandaises | 15,6 | 15,6 | — | 12,8 | 12,8 | — | 2,8 | 2,8 | — |
| Nouvelle Calédonie | 11,0 | 11,0 | — | 7,0 | 7,0 | — | 4,0 | 4,0 | — |
| Îles Caïmans | 8,0 | 6,0 | 2,0 | 8,0 | 6,0 | 2,0 | — | — | — |
| Aruba | 6,7 | 4,2 | 2,5 | 3,3 | 1,3 | 2,0 | 3,4 | 2,9 | 0,5 |
| Îles Vierges britanniques | 4,0 | 4,0 | — | 3,0 | 3,0 | — | 1,0 | 1,0 | — |
| Anguilla | 1,5 | 1,5 | — | — | — | — | 1,5 | 1,5 | — |
| Montserrat | 3,2 | 3,2 | — | 0,9 | 0,9 | — | 2,3 | 2,3 | — |
| Régional Indes Occ. | 1,0 | 1,0 | — | — | — | — | 1,0 | 1,0 | — |
| Îles Falkland | 0,1 | 0,1 | — | — | — | — | 0,1 | 0,1 | — |
| Mayotte | 1,2 | 1,2 | — | — | — | — | 1,2 | 1,2 | — |
| Total général | 3 030,2 | 2 749,2 | 281,1 | 1 988,1 | 1 770,6 | 217,5 | 1 042,1 | 978,5 | 63,6 |

Tableau N: **États ACP et PTOM de 1976 à 1991**

(financements et crédits sur prêts globaux en cours)

Répartition par secteur

(montants en millions d'écus)

| | Lomé IV | | Lomé I + II + III | | Lomé I + II + III | |
|--|--------------|--------------|-------------------|--------------|-------------------|--------------|
| | Financements | | Financements | | Crédits | |
| | Montant | % | Montant | % | Nombre | Montant |
| Énergie | 103,0 | 36,6 | 657,1 | 23,9 | 7 | 3,1 |
| Production | 75,0 | 26,7 | 412,7 | 15,0 | 6 | 2,5 |
| Centrales thermiques classiques | — | — | 150,9 | 5,5 | 3 | 1,8 |
| Centrales hydroélectriques et géothermiques | 20,0 | 7,1 | 229,3 | 8,3 | 3 | 0,7 |
| Hydrocarbures | 55,0 | 19,6 | 32,5 | 1,2 | — | — |
| Transport et distribution | 28,0 | 10,0 | 214,4 | 7,8 | 1 | 0,6 |
| Électricité | 18,0 | 6,4 | 201,4 | 7,3 | 1 | 0,6 |
| Pétrole | 10,0 | 3,6 | 13,0 | 0,5 | — | — |
| Restructuration du secteur | — | — | 30,0 | 1,1 | — | — |
| Infrastructures | 42,8 | 15,2 | 443,1 | 16,1 | 4 | 1,8 |
| Transports | 19,0 | 6,8 | 116,6 | 4,2 | 3 | 0,8 |
| Chemins de fer | — | — | 10,0 | 0,4 | — | — |
| Transports maritimes | — | — | 68,1 | 2,5 | 2 | 0,6 |
| Transports aériens | 19,0 | 6,8 | 38,5 | 1,4 | 1 | 0,2 |
| Télécommunications | — | — | 140,0 | 5,1 | 1 | 1,0 |
| Eau (captage, distribution, épuration) | 22,3 | 7,9 | 185,5 | 6,7 | — | — |
| Aménagements agricoles, forestiers | 1,5 | 0,5 | 1,0 | — | — | — |
| Industrie, agriculture, services | 135,3 | 48,1 | 1 649,0 | 60,0 | 944 | 380,3 |
| Industrie | 80,5 | 28,6 | 1 011,1 | 36,8 | 696 | 315,2 |
| Industries extractives | 25,0 | 8,9 | 248,7 | 9,0 | 21 | 10,8 |
| Production et 1 ^{ère} transformation des métaux | 15,0 | 5,3 | 47,3 | 1,7 | 10 | 6,9 |
| Industrie chimique | 38,0 | 13,5 | 67,3 | 2,4 | 51 | 29,0 |
| Produits alimentaires | — | — | 350,2 | 12,7 | 170 | 81,7 |
| Textiles et cuirs | 2,5 | 0,9 | 112,8 | 4,1 | 97 | 47,1 |
| Industries manufacturières diverses | — | — | 159,8 | 5,8 | 347 | 139,7 |
| Soutien à l'industrie | — | — | 25,0 | — | — | — |
| Agriculture, forêts, pêche | — | — | 3,5 | 0,1 | 23 | 8,3 |
| Services | 1,5 | 0,5 | 61,4 | 2,2 | 213 | 52,4 |
| Prêts globaux | 53,0 | 18,9 | 537,9 | 19,6 | — | — |
| Banques de développement | 0,3 | 0,1 | 35,1 | 1,3 | 12 | 4,4 |
| Total | 281,1 | 100,0 | 2 749,2 | 100,0 | 955 | 385,2 |

Tableau O: **Financements dans les pays du bassin méditerranéen de 1977 à 1991**

Répartition par pays

(montants en millions d'écus)

| | Total | | Ressources propres | Ressources budgétaires |
|------------------------|----------------|--------------|--------------------|------------------------|
| | Montant | % | Montant | Montant |
| Yougoslavie | 760,0 | 28,2 | 760,0 | — |
| Algérie | 358,1 | 13,3 | 354,1 | 4,0 |
| Maroc | 327,0 | 12,1 | 297,0 | 30,0 |
| Tunisie | 297,5 | 11,0 | 257,0 | 40,5 |
| Egypte | 434,0 | 16,1 | 420,0 | 14,0 |
| Jordanie | 121,3 | 4,5 | 112,0 | 9,3 |
| Liban | 40,0 | 1,5 | 40,0 | — |
| Syrie | 97,6 | 3,6 | 94,1 | 3,5 |
| Chypre | 78,0 | 2,9 | 63,0 | 15,0 |
| Israël | 127,0 | 4,7 | 127,0 | — |
| Malte | 52,5 | 1,9 | 42,0 | 10,5 |
| Total | 2 693,0 | 100,0 | 2 566,2 | 126,8 |

L'activité en Turquie, non reprise dans ce tableau, comporte 115 millions de prêts sur ressources propres accordés de 1974 à 1981 et 619,2 millions de concours sur ressources spéciales consentis de 1965 à 1987, soit 734,2 millions au total.

Tableau P: **Pays du bassin méditerranéen de 1977 à 1991**

(financements et crédits sur prêts globaux en cours)

Répartition par secteur

(montants en millions d'écus)

| | Financements | | Crédits | |
|---|----------------|--------------|--------------|--------------|
| | Montant | % | Nombre | Montant |
| Énergie et infrastructures | 1 966,2 | 73,0 | 31 | 18,2 |
| Énergie | 511,1 | 19,0 | — | — |
| Production | 273,7 | 10,2 | — | — |
| Centrales thermiques classiques | 211,7 | 7,9 | — | — |
| Centrales hydroélectriques | 34,0 | 1,3 | — | — |
| Hydrocarbures | 28,0 | 1,0 | — | — |
| Transport, distribution | 237,4 | 8,8 | — | — |
| Electricité | 212,4 | 7,9 | — | — |
| Gaz naturel | 25,0 | 0,9 | — | — |
| Transports | 1 070,1 | 39,7 | 15 | 2,3 |
| Chemins de fer | 175,3 | 6,5 | — | — |
| Routes | 760,2 | 28,2 | 15 | 2,3 |
| Transports maritimes | 118,6 | 4,4 | — | — |
| Transports aériens | 16,0 | 0,6 | — | — |
| Télécommunications | 13,0 | 0,5 | — | — |
| Eau, assainissement, déchets solides | 161,0 | 6,0 | 4 | 13,8 |
| Infrastructures diverses | 211,1 | 7,8 | 12 | 2,1 |
| Industrie, agriculture, services | 726,8 | 27,0 | 2 223 | 379,8 |
| Industrie | 151,0 | 5,6 | 500 | 245,8 |
| Agriculture, forêt, pêche | 42,1 | 1,6 | 1 599 | 84,5 |
| Services | 6,0 | 0,2 | 124 | 49,5 |
| Prêts globaux | 525,3 | 19,5 | — | — |
| Banques de développement | 2,4 | 0,1 | — | — |
| Total | 2 693,0 | 100,0 | 2 254 | 398,0 |

Tableau Q: **Financements dans les pays de l'Europe centrale et orientale de 1990 à 1991**

Répartition par pays et secteur

(montants en millions d'écus)

| | Total | | Secteur | | | |
|------------------------|--------------|--------------|--------------|-------------|--------------------|---------------------------|
| | Montant | % | Énergie | Transports | Télécommunications | Industrie (prêts globaux) |
| Hongrie | 235,0 | 47,0 | 50,0 | — | 80,0 | 105,0 |
| Pologne | 240,0 | 48,0 | 50,0 | 20,0 | 70,0 | 100,0 |
| Roumanie | 25,0 | 5,0 | 25,0 | — | — | — |
| Total | 500,0 | 100,0 | 125,0 | 20,0 | 150,0 | 205,0 |

Tableau R: Ressources empruntées en 1991

(montants en millions)

| Mois d'émission | Lieu d'émission | Monnaie de souscription | Montant en monnaie | Montant en écu | Durée (années) | Taux nominal (%) |
|--|-----------------|-------------------------|--------------------|----------------|----------------|------------------|
| I. Opérations à long et moyen terme (avant échanges) | | | | | | |
| EMPRUNTS PUBLICS | | | | | | |
| Janvier | Allemagne | DEM | 250,0 | 122,4 | 10 | variable |
| | Luxembourg | ECU | 500,0 | 500,0 | 10 | 10,000 |
| | Royaume-Uni | GBP | 100,0 | 141,3 | 8 | 10,500 |
| Février | Belgique | BEF | 7 000,0 | 165,9 | 8 | 9,250 |
| | Espagne | ESP | 20 000,0 | 153,1 | 10 | 14,000 |
| | Luxembourg | ECU | 650,0 | 650,0 | 10 | 10,000 |
| | Luxembourg | FRF | 3 000,0 | 431,6 | 9 | 9,875 |
| | Luxembourg | USD | 400,0 | 293,4 | 6 | 9,250 |
| | Royaume-Uni | GBP | 86,5 | 122,2 | 6 | 10,000 |
| | Suisse | CHF | 150,0 | 86,1 | 8 | 7,250 |
| Mars | Allemagne | DEM | 700,0 | 342,8 | 7 | variable |
| | Luxembourg | LUF | 1 000,0 | 23,7 | 7 | 9,625 |
| | Luxembourg | ITL | 500 000,0 | 324,6 | 7 | 12,000 |
| | Luxembourg | JPY | 20 000,0 | 108,1 | 9 | 6,625 |
| Avril | Portugal | PTE | 15 000,0 | 82,0 | 5 | 15,750 |
| | Espagne | ESP | 20 000,0 | 156,8 | 10 | 12,250 |
| | France | FRF | 2 000,0 | 286,5 | 12 | 9,000 |
| | Luxembourg | ECU | 50,0 | 50,0 | 8 | 9,000 |
| | Luxembourg | USD | 300,0 | 250,0 | 8 | 8,625 |
| Mai | Royaume-Uni | GBP | 150,0 | 216,8 | 5 | 10,750 |
| | Luxembourg | ECU | 300,0 | 300,0 | 8 | 9,000 |
| Juin | Luxembourg | ITL | 600 000,0 | 391,6 | 10 | 11,100 |
| | Luxembourg | JPY | 50 000,0 | 296,6 | 10 | 6,750 |
| | Royaume-Uni | GBP | 200,0 | 289,0 | 5 | variable |
| Juillet | Suisse | CHF | 200,0 | 114,2 | 8 | 6,625 |
| | Espagne | ESP | 15 000,0 | 116,6 | 5 | 11,300 |
| | Luxembourg | ECU | 400,0 | 400,0 | 10 | variable |
| | Luxembourg | FRF | 2 000,0 | 287,2 | 10 | 9,500 |
| | Luxembourg | USD | 500,0 | 441,0 | 7 | 8,750 |
| | Portugal | PTE | 20 000,0 | 111,9 | 5 | 13,000 |
| | Suisse | CHF | 400,0 | 226,2 | 7 | 6,500 |
| Août | Allemagne | DEM | 400,0 | 194,7 | 7 | variable |
| | Espagne | ESP | 20 000,0 | 155,4 | 5 | 11,150 |
| Septembre | Luxembourg | ITL | 400 000,0 | 261,7 | 10 | 11,100 |
| | Luxembourg | USD | 300,0 | 264,6 | 5 | 7,500 |
| | Royaume-Uni | GBP | 150,0 | 214,6 | 5 | 10,000 |
| | Suisse | CHF | 200,0 | 113,1 | 6 | 6,500 |
| | Allemagne | DEM | 500,0 | 244,3 | 7 | variable |
| Octobre | Espagne | ESP | 20 000,0 | 154,2 | 5 | 11,150 |
| | Royaume-Uni | GBP | 50,0 | 71,1 | 3 | 11,500 |
| | Australie | AUD | 400,0 | 259,7 | 10 | 10,250 |
| Novembre | France | FRF | 2 000,0 | 286,7 | 11 | 9,000 |
| | Luxembourg | USD | 300,0 | 243,6 | 10 | 8,000 |
| | Luxembourg | JPY | 50 000,0 | 305,7 | 8 | 5,875 |
| | Pays-Bas | NLG | 300,0 | 130,0 | 10 | 8,875 |
| Décembre | Royaume-Uni | GBP | 200,0 | 284,6 | 3 | 9,500 |
| | Allemagne | DEM | 300,0 | 146,6 | 10 | 8,125 |
| | Espagne | ESP | 10 000,0 | 77,1 | 5 | 11,150 |
| | Italie | ITL | 400 000,0 | 261,2 | 10 | 12,000 |
| | Luxembourg | USD | 500,0 | 406,0 | 10 | 7,500 |
| | Portugal | PTE | 10 000,0 | 56,5 | 5 | 11,750 |
| 51 opérations | | | | 11 613,4 | | |
| EMPRUNTS PRIVÉS | | | | | | |
| | 2 | ECU | 100,0 | 100,0 | 3—5 | 8,9— variable |
| | 1 | DEM | 300,0 | 146,9 | 10 | 9,050 |
| | 1 | FRF | 600,0 | 86,0 | 5 | variable |
| | 1 | NLG | 100,0 | 43,2 | 13 | 9,000 |
| | 1 | GBP | 50,0 | 71,5 | 19 | 10,908 |
| | 1 | JPY | 20 000,0 | 127,8 | 7 | 7,125 |
| 7 opérations | | | | 575,5 | | |
| NOTES À MOYEN TERME | | | | | | |
| 12 opérations | | USD | 427,6 | 349,3 | 1—8 | 5,0—7,43 |
| Total (I) | | | | 12 538,2 | | |
| II. Opérations à court terme | | | | | | |
| Papier commercial | | ECU | 500,0 | 500,0 | | |
| | | GBP | 150,0 | 209,5 | | |
| | | ITL | 350 000,0 | 226,9 | | |
| | | NLG | 450,0 | 196,2 | | |
| Total (II) | | | | 1 132,6 | | |
| Total général (I + II) | | | | 13 670,7 | | |

Tableau S: Ressources collectées de 1987 à 1991

(montants en millions d'écus)

| | 1987 | | 1988 | | 1989 | | 1990 | | 1991 | |
|------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|--------------|---------------|--------------|
| | Montant | % | Montant | % | Montant | % | Montant | % | Montant | % |
| Monnaies communautaires | | | | | | | | | | |
| ECU | 807 | 14,4 | 1 329 | 17,3 | 1 839 | 20,4 | 1 765 | 16,1 | 2 500 | 18,3 |
| DEM | 1 153 | 20,6 | 1 545 | 20,2 | 959 | 10,6 | 1 124 | 10,2 | 1 198 | 8,8 |
| FRF | 464 | 8,3 | 854 | 11,1 | 1 164 | 12,9 | 1 114 | 10,1 | 1 378 | 10,1 |
| GBP | 142 | 2,5 | 752 | 9,8 | 1 769 | 19,6 | 1 331 | 12,1 | 1 837 | 13,4 |
| ITL | 639 | 11,4 | 652 | 8,5 | 626 | 6,9 | 851 | 7,7 | 1 466 | 10,7 |
| BEF | 302 | 5,4 | 473 | 6,2 | 346 | 3,8 | 330 | 3,0 | 166 | 1,2 |
| NLG | 338 | 6,0 | 500 | 6,5 | 317 | 3,5 | 528 | 4,8 | 369 | 2,7 |
| DKK | 38 | 0,7 | — | — | 3 | — | — | — | — | — |
| IEP | — | — | 32 | 0,4 | 52 | 0,6 | — | — | — | — |
| LUF | 79 | 1,4 | 85 | 1,1 | 92 | 1,0 | 52 | 0,5 | 24 | 0,2 |
| GRD | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| ESP | — | — | 237 | 3,1 | 701 | 7,8 | 614 | 5,6 | 813 | 5,9 |
| PTE | — | — | 29 | 0,4 | 86 | 1,0 | 124 | 1,1 | 250 | 1,8 |
| Total | 3 963 | 70,9 | 6 488 | 84,6 | 7 954 | 88,0 | 7 833 | 71,2 | 10 002 | 73,2 |
| dont fixe | 3 763 | 67,3 | 5 657 | 73,8 | 7 206 | 79,8 | 6 055 | 55,1 | 6 812 | 49,8 |
| dont variable | 200 | 3,6 | 831 | 10,8 | 748 | 8,3 | 1 778 | 16,2 | 3 190 | 23,3 |
| Monnaies non communautaires | | | | | | | | | | |
| USD | 722 | 12,9 | 308 | 4,0 | 385 | 4,3 | 1 574 | 14,3 | 2 262 | 16,5 |
| CHF | 370 | 6,6 | 556 | 7,3 | 264 | 2,9 | 818 | 7,4 | 782 | 5,7 |
| JPY | 517 | 9,2 | 314 | 4,1 | 432 | 4,8 | 771 | 7,0 | 627 | 4,6 |
| ATS ⁽¹⁾ | 21 | 0,4 | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Total | 1 630 | 29,1 | 1 178 | 15,4 | 1 080 | 12,0 | 3 163 | 28,8 | 3 670 | 26,8 |
| dont fixe | 1 437 | 25,7 | 1 101 | 14,4 | 1 080 | 12,0 | 3 084 | 28,0 | 3 413 | 25,0 |
| dont variable | 193 | 3,5 | 77 | 1,0 | — | — | 79 | 0,7 | 257 | 1,9 |
| Total général | 5 593 | 100,0 | 7 666 | 100,0 | 9 034 | 100,0 | 10 996 | 100,0 | 13 672 | 100,0 |
| dont fixe | 5 199 | 93,0 | 6 758 | 88,2 | 8 286 | 91,7 | 9 139 | 83,1 | 10 225 | 74,8 |
| dont variable | 393 | 7,0 | 908 | 11,8 | 748 | 8,3 | 1 857 | 16,9 | 3 447 | 25,2 |

⁽¹⁾ Schilling autrichien.

Tableau T: Collecte en écu de 1981 à 1991

(montants en millions d'écus)

| Année | Emprunts à taux fixe | | Emprunts à taux variable | | | | Collecte en écu (A) | Collecte totale (B) | A/B en % |
|--------------|----------------------|----------------|--------------------------|-------------------|----------------------|----------------|---------------------|---------------------|-------------|
| | Avant échanges | Après échanges | Après échanges | Papier commercial | Certificats de dépôt | Total | | | |
| 1981 | 85,0 | 85,0 | — | — | — | — | 85,0 | 2 309,7 | 3,7 |
| 1982 | 112,0 | 112,0 | — | — | — | — | 112,0 | 3 205,2 | 3,5 |
| 1983 | 230,0 | 230,0 | — | — | — | — | 230,0 | 3 619,4 | 6,4 |
| 1984 | 455,0 | 455,0 | — | — | 100,0 | 100,0 | 555,0 | 4 360,9 | 12,7 |
| 1985 | 720,0 | 720,0 | — | — | — | — | 730,6 | 5 709,1 | 12,8 |
| 1986 | 827,0 | 897,0 | — | — | — | — | 897,0 | 6 785,5 | 13,2 |
| 1987 | 675,0 | 807,4 | — | — | — | — | 807,4 | 5 592,7 | 14,4 |
| 1988 | 959,0 | 993,0 | 82,9 | — | 252,5 | 335,4 | 1 328,4 | 7 666,1 | 17,3 |
| 1989 | 1 395,0 | 1 526,0 | 75,1 | 200,0 | 37,5 | 312,6 | 1 838,6 | 9 034,5 | 20,4 |
| 1990 | 1 271,8 | 1 254,9 | — | 500,0 | 10,0 | 510,0 | 1 764,9 | 10 995,6 | 16,1 |
| 1991 | 1 550,0 | 1 550,0 | 450,0 | 500,0 | — | 950,0 | 2 500,0 | 13 672,3 | 18,3 |
| Total | 8 279,8 | 8 630,3 | 608,0 | 1 200,0 | 400,0 | 2 208,0 | 10 849,0 | 72 951,0 | 14,9 |

Pour 1985, y compris 10,6 millions de participations de tiers au financement des prêts.

NOTES AU LECTEUR

1. **Écu:** Tous les montants cités dans le rapport sont, sauf indications contraires, exprimés en écus.

2. **Unité de compte:** Conformément à l'article 4 des statuts, l'unité de compte de la BEI est définie comme étant l'écu utilisé par les Communautés européennes, cf. aussi États financiers, note A point 1.

3. **Normes ISO:** La BEI utilise comme abréviations les normes retenues par l'International Organization for Standardization (ISO). Pour les références aux pays et pour l'expression des unités monétaires, voir les tableaux ci-après.

| | | | | | | | | | |
|-----------|----|---------|----|------------|----|-------------|----|------------|----|
| Belgique | BE | Grèce | GR | Irlande | IE | Pays-Bas | NL | États-Unis | US |
| Danemark | DK | Espagne | ES | Italie | IT | Portugal | PT | Suisse | CH |
| Allemagne | DE | France | FR | Luxembourg | LU | Royaume-Uni | GB | Japon | JP |

4. Taux de conversion

a) **Statistique:** Pour l'établissement des statistiques relatives à ses opérations de financement, signatures et versements, comme de collecte des ressources, la BEI utilise durant chaque trimestre les taux de conversion constatés le dernier jour ouvrable du trimestre précédent, à savoir en 1991:

| | | 1 ^{er} trimestre (au 31. 12. 1990) | 2 ^{ème} trimestre (au 28. 03. 1991) | 3 ^{ème} trimestre (au 28. 06. 1991) | 4 ^{ème} trimestre (au 30. 09. 1991) |
|-----------------------|-----|--|---|---|---|
| 1 écu = | ÉCU | | | | |
| Franc belge | BEF | 42,1839 | 42,3693 | 42,2882 | 42,1805 |
| Couronne danoise | DKK | 7,88260 | 7,89333 | 7,93162 | 7,89854 |
| Deutsche Mark | DEM | 2,04195 | 2,05891 | 2,05441 | 2,04708 |
| Drachme | GRD | 214,065 | 222,729 | 224,724 | 227,997 |
| Peseta | ESP | 130,604 | 127,579 | 128,676 | 129,678 |
| Franc français | FRF | 6,95010 | 6,97964 | 6,96291 | 6,97672 |
| Livre irlandaise | IEP | 0,767840 | 0,770481 | 0,767851 | 0,765889 |
| Lire italienne | ITL | 1 540,26 | 1 532,03 | 1 528,73 | 1 531,43 |
| Franc luxembourgeois | LUF | 42,1839 | 42,3693 | 42,2882 | 42,1805 |
| Florin hollandais | NLG | 2,30384 | 2,32103 | 2,31413 | 2,30743 |
| Escudo | PTE | 182,818 | 180,567 | 178,732 | 177,035 |
| Livre sterling | GBP | 0,708740 | 0,691945 | 0,698838 | 0,702859 |
| Dollar des États-Unis | USD | 1,36330 | 1,20018 | 1,13366 | 1,23155 |
| Franc suisse | CHF | 1,74162 | 1,75166 | 1,76850 | 1,78538 |
| Yen japonais | JPY | 184,932 | 168,565 | 156,467 | 163,550 |

b) **Comptable:** Le bilan et les états financiers sont établis sur la base des taux de conversion au 31 décembre de l'exercice concerné.

5. Activité dans la Communauté

a) **Statistiques:** la BEI accorde des prêts individuels, des garanties et des prêts globaux. Ces derniers sont conclus avec des instituts financiers qui utilisent les fonds sous forme de crédits en faveur d'investissements de petite ou moyenne dimension.

Afin de compléter les informations sur l'activité de la BEI dans la Communauté, les statistiques du Rapport annuel portent, depuis 1988:

- d'une part, comme par le passé, sur les financements signés : prêts individuels (et garanties, le cas échéant) et prêts globaux;
- d'autre part, sur des données de caractère opérationnel : prêts individuels et crédits affectés sur les prêts globaux en cours.

Pour assurer une continuité statistique, les comparaisons avec les périodes antérieures sont faites selon des critères identiques; de ce fait, certaines données des rapports annuels publiés depuis 1988 diffèrent de celles figurant dans les rapports précédents.

b) **Objectifs de politique communautaire:** les financements dans la Communauté doivent répondre à un ou plusieurs de ces objectifs; les données des tableaux correspondant à des objectifs différents ne peuvent donc être cumulées.

c) **Pays:** en règle générale, les tableaux sur l'activité dans la Communauté présentent les pays dans l'ordre alphabétique sur base de leur dénomination dans leur langue.

d) **Autres:** financements assimilés à des opérations dans la Communauté. Les projets localisés en dehors du territoire européen des États membres et présentant un intérêt pour la Communauté sont assimilés à des projets dans la Communauté. Le Conseil des gouverneurs peut en autoriser, cas par cas, le financement en vertu de l'article 18 (1) deuxième alinéa des statuts de la Banque. Cet article permet également les financements en dehors de la Communauté, dans le cadre d'accords et protocoles spécifiques.

e) **Ressources propres**: le produit des emprunts sur les marchés des capitaux constitue pour l'essentiel ce que la BEI appelle ses ressources propres, qui comprennent également les fonds propres (capital versé et réserves). Ce libellé, «ressources propres», a été adopté pour distinguer ces fonds des ressources mises en œuvre sur mandat de la Communauté ou des pays membres. Alors que les opérations sur ressources propres sont inscrites au bilan, les opérations sur mandat, qui font également partie intégrante de l'activité de la Banque, figurent dans un compte de gestion fiduciaire: la «Section spéciale».

6. **Ajustements, cumuls et arrondis**: Du fait d'**ajustements** statistiques, les montants concernant des exercices passés peuvent comporter de légères différences avec ceux publiés antérieurement.

Les montants sont donnés aux prix et aux taux de change courants; leur cumul, sur une longue période, doit être interprété avec prudence. En effet, la signification des données relatives aux différentes années est affectée par le mouvement des prix et par les variations des taux de change intervenues au cours des années.

Les différences qui pourraient être relevées en comparant les totaux indiqués et ceux qui s'obtiennent par addition des montants individuels sont dues au jeu de l'**arrondi**.

7. **Déflateur**: Le déflateur applicable à l'activité de la Banque est un indice synthétique de la variation des indices nationaux de prix dérivés de la formation brute de capital fixe (FBCF) corrigés par l'indice de variation des taux de conversion, des monnaies nationales en écus et pondérés par la part de chacun des pays membres dans les financements de la Banque sur ressources propres. Ce déflateur est estimé à 5 % pour l'année 1991.

Abréviations et sigles utilisés dans le texte

| | | |
|--------------------------|---|--|
| <i>Communauté ou CE</i> | = | <i>Communauté européenne</i> |
| <i>Commission des CE</i> | = | <i>Commission des Communautés européennes</i> |
| <i>Conseil</i> | = | <i>Conseil des Communautés européennes</i> |
| <i>OCDE</i> | = | <i>Organisation de coopération et de développement économiques</i> |
| <i>BERD</i> | = | <i>Banque européenne pour la reconstruction et le développement</i> |
| <i>FEDER</i> | = | <i>Fonds européen de développement régional</i> |
| <i>NIC</i> | = | <i>Nouvel instrument communautaire d'emprunts et de prêts</i> |
| <i>JO</i> | = | <i>Journal officiel des Communautés européennes</i> |
| <i>FBCF</i> | = | <i>Formation brute de capital fixe</i> |
| <i>PIB/PNB</i> | = | <i>Produit intérieur brut/Produit national brut</i> |
| <i>PME</i> | = | <i>Petites et moyennes entreprises</i> |
| <i>ACP</i> | = | <i>Afrique, Caraïbes, Pacifique</i> |
| <i>PTOM</i> | = | <i>Pays et territoires d'outre-mer</i> |
| <i>LIFE</i> | = | <i>Instrument financier pour l'environnement</i> |
| <i>METAP</i> | = | <i>Programme d'assistance technique pour l'environnement dans la Méditerranée</i> |
| <i>MEDSPA</i> | = | <i>Programme d'action de la Communauté pour l'environnement dans la Méditerranée</i> |
| <i>LIFFE</i> | = | <i>London International Financial Futures Exchanges</i> |
| <i>MATIF</i> | = | <i>Marché à terme international de France</i> |
| <i>OAT</i> | = | <i>Obligations assimilables du Trésor</i> |
| <i>PECO</i> | = | <i>Pays d'Europe centrale et orientale</i> |

. = donnée non significative

— = sans objet

p.m. = pour mémoire

Abréviations utilisées dans les listes de prêts

| | | |
|---------------|------------------------------|--|
| <i>Italie</i> | <i>AGIP</i> | : <i>Azienda Generale Industria Petroli</i> |
| | <i>Artigiancassa</i> | : <i>Cassa per il Credito alle imprese artigiane</i> |
| | <i>BNL</i> | : <i>Banca Nazionale del Lavoro</i> |
| | <i>Centrobanca</i> | : <i>Banca Centrale di Credito Popolare</i> |
| | <i>CIS</i> | : <i>Credito Industriale Sardo</i> |
| | <i>Crediop</i> | : <i>Consorzio di Credito per le Opere Pubbliche</i> |
| | <i>Efibanca</i> | : <i>Ente Finanziario Interbancario</i> |
| | <i>ENEL</i> | : <i>Ente Nazionale per l'Energia Elettrica</i> |
| | <i>ENI</i> | : <i>Ente Nazionale Idrocarburi</i> |
| | <i>ICLE</i> | : <i>Istituto di Credito per il Lavoro italiano all'Esterio</i> |
| | <i>IMI</i> | : <i>Istituto Mobiliare Italiano</i> |
| | <i>Interbanca</i> | : <i>Banca per Finanziamenti a Medio e Lungo Termine</i> |
| | <i>IRFIS</i> | : <i>Istituto Regionale per il Finanziamento alle Industrie in Sicilia</i> |
| | <i>IRI</i> | : <i>Istituto per la Ricostruzione Industriale</i> |
| | <i>ISVEIMER</i> | : <i>Istituto per lo Sviluppo Economico dell'Italia Meridionale</i> |
| | <i>Mediobanca</i> | : <i>Banca di Credito Finanziario</i> |
| | <i>Mediocredito Centrale</i> | : <i>Istituto Centrale per il Credito a Medio Termine</i> |
| | <i>SIP</i> | : <i>Società Italiana per l'Esercizio delle Telecomunicazioni</i> |
| | <i>SNAM</i> | : <i>Società Nazionale Metanodotti</i> |
| | <i>Venefondario</i> | : <i>Istituto di Credito Fondiario delle Venezie</i> |

Pour toute demande d'information complémentaire, s'adresser à la
BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT
100, Bd Konrad Adenauer — L-2950 Luxembourg
Tél. 4379-1 — Télex 3530 bnkeu lu
Télécopieur 43 77 04

ou à ses bureaux extérieurs

Département Italie
Via Sardegna, 38 — I-00187 Rome
Tél. 4719-1 — Télex 611130 bankeu i
Télécopieur 487 34 38

Bureau d'Athènes
Amalias, 12, GR-10557 Athènes
Tél. 3220 773 ou 3220 774 ou 3220 775 — Télex 222126 bkeu gr
Télécopieur 3220 776

Bureau de Lisbonne
Avenida da Liberdade, 144-156, 8º, P-1200 Lisbon
Tél. 342 89 89 ou 342 88 48 — Télex 15576 bnkeu p
Télécopieur 347 04 87

Bureau de Londres
68, Pall Mall — London SW1Y 5ES
Tél. 071-839 3351 — Télex 919159 bankeu g
Télécopieur 071-930 99 29

Bureau de Madrid
Calle José Ortega y Gasset, 29 — E-28006 Madrid
Tél. 431 13 40 — Télex 44670 bnkeu e
Télécopieur 431 13 83

Bureau de Représentation à Bruxelles
Rue de la Loi 227 — B-1040 Bruxelles
Tél. 230 98 90 — Télex 21721 bankeu b
Télécopieur 230 58 27

qui tiennent également à disposition les publications suivantes:

Statuts

1991; 40 p.; (DA, DE, EN, ES, FR, GR, IT, NL, PT)

Rapports annuels

depuis 1958

(DE, EN, FR, IT, NL, depuis 1972 en danois, depuis 1980 en grec et depuis 1985 en espagnol et en portugais)

BEI-Informations

Bulletin périodique d'informations

(DA, DE, EN, ES, FR, GR, IT, NL, PT)

La Banque européenne d'investissement — édition 1992

16 p.; (DA, DE, EN, ES, FR, GR, IT, NL, PT)

Des prêts pour construire la Communauté européenne

1990, 20 p.; (DA, DE, EN, ES, FR, GR, IT, NL, PT)

Possibilités de financement au titre de la quatrième Convention de Lomé

1991, 20. p.; (DA, DE, EN, ES, FR, GR, IT, NL, PT)

Possibilités de financement dans les pays tiers méditerranéens

1992, 20 p.; (DA, DE, EN, ES, FR, GR, IT, NL, PT)

La Protection de l'environnement (série thématique)

1990, 8 p.; (DA, DE, EN, ES, FR, GR, IT, NL, PT)

Les Communications (série thématique)

1991, 12 p.; (DA, DE, EN, ES, FR, GR, IT, NL, PT)

Financer l'avenir de l'Europe (rôle et activités de la BEI — dépliant)

1992; (DA, DE, EN, ES, FR, GR, IT, NL, PT)

La Banque européenne d'investissement présente ses remerciements aux promoteurs d'investissement qui ont bien voulu autoriser les prises de vues illustrant ce rapport.

Auteurs des photos: couverture: The Image Bank (M. Melford); p. 34: Continental (W. Volz) (1) — Hurel-Dubois (2) — Thames Water plc (3) — Eurocontrol (4); p. 92: Friguia (B. Barbey, *Magnum*); p. 94: G. Gerecht.

Imprimé par:
Saarbrücker Druckhaus der Saarbrücker Zeitung Verlag und Druckerei GmbH, Saarbrücken

DEN EUROPÆISKE INVESTERINGSBANK
EUROPÄISCHE INVESTITIONSBANK
ΕΥΡΩΠΑΪΚΗ ΤΡΑΠΕΖΑ ΕΠΕΝΔΥΣΕΩΝ
EUROPEAN INVESTMENT BANK
BANCO EUROPEO DE INVERSIONES
BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT
BANCA EUROPEA PER GLI INVESTIMENTI
EUROPESE INVESTERINGSBANK
BANCO EUROPEU DE INVESTIMENTO